

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES  
BIBLIOTHEQUES

LE RAPPORT MAC BRIDE ET SES REPERCUSSIONS DANS LA PRESSE :  
DOSSIER SUR LE NOUVEL ORDRE INTERNATIONAL DE L'INFORMATION  
PRECONISE PAR L'UNESCO A SA DERNIERE CONFERENCE REUNIE  
EN SA 21EME SESSION ORDINAIRE A BELGRADE DU 23 SEPTEMBRE  
AU 28 OCTOBRE 1980.

MEMOIRE PRESENTE PAR  
YANSAMBOU IDRISSE

SOUS LA DIRECTION DE  
MADAME MADELEINE WAGNER  
CONSERVATEUR A L'E.N.S.B.

17EME PROMOTION

1981

YANSAMBOU (Idrissa).

- Le rapport Mac Bride et ses répercussions dans la presse : dossier sur le nouvel ordre international de l'information préconisé par l'UNESCO à sa dernière conférence réunie en sa 21ème session ordinaire à Belgrade du 23 septembre au 28 octobre 1980/ présenté par Idrissa Yansambou ; sous la direction de Madame Madeleine Wagner, ... - Villeurbanne : E.N.S.B. 1981. - 56 F. - 11 F.-L 51F; 30 cm.

Mémoire : E.N.S.B. : Villeurbanne : 1981

( 59 ref. bibliogr. p. 56)

MAC BRIDE (RAPPORT).  
INFORMATION.

#### Résumé

Réuni en sa 21ème session ordinaire du 23 septembre au 28 octobre 1980 à Belgrade, l'UNESCO a jeté des nouvelles bases pour la circulation équilibrée de l'information mondiale et une politique de communication plus juste et efficace. Le rapport "Mac Bride" met en lumière les contradictions qui existent au niveau des politiques informatives des différentes nations du monde et essaie de trouver des solutions qui puissent satisfaire tous les partis. Comment la presse, en particulier "le Monde" et "Jeune Afrique" a-t-elle rendu compte de ce rapport et des séances de la conférence de Belgrade consacrée à sa discussion, tel est l'objet de ce travail.

## Résumé

Réuni en sa 21ème session ordinaire du 23 septembre au 28 octobre 1980 à Belgrade, l'UNESCO a jeté des nouvelles bases pour la circulation équilibrée de l'information mondiale et une politique de communication plus juste et efficace. Le rapport "Mac Bride" met en lumière les contradictions qui existent au niveau des politiques informatives des différentes nations du monde et essaie de trouver des solutions qui puissent satisfaire tous les partis. Comment la presse, en particulier "le Monde" et "Jeune Afrique" a-t-elle rendu compte de ce rapport et des séances de la conférence de Belgrade consacrée à sa discussion, tel est l'objet de ce travail.

## Préambule

Je tiens à exprimer toute ma gratitude à Madame Madeleine WAGNER, conservateur à l'Ecole Nationale Supérieure des Bibliothèques, qui m'a apporté toute l'aide nécessaire et encouragement pour la réalisation de ce dossier de presse.

## TABLE DE MATIERE

	<u>Pages</u>
I - <u>Définition d'un dossier de presse</u>	3
II - <u>La réalisation d'un dossier de presse</u>	4
III - <u>Introduction sur le nouvel ordre international de l'information</u>	7
A/ Historique	7
B/ La situation actuelle de l'information mondiale	8
C/ La commission Mac Bride	9
D/ Les agences de presse doivent prendre leur responsabilité	11
E/ La complexité du problème de l'information	11
F/ Les différentes thèses en présense	12
G/ Un nouvel ordre de l'information : utopie ou réalité ?	13
IV - <u>La situation mondiale de l'information</u>	14
A/ Deux mondes incomparables	14
B/ Le développement informatif des pays du Nord	14
1 - La <del>struc</del> <sup>so</sup> structuration informative	15
2 - L'indifférence totale des pouvoirs politiques	15
C/ Le sous développement informatif des pays du sud	16
1 - Analphabétisme et pauvreté des masses	16
2 - Information ou propagande politique ?	17
3 - Une grave atteinte à la liberté de l'information	18
4 - Que signifie le nouvel ordre de l'information pour <del>les</del> Les pays les plus pauvres de la planète : cas du Niger	19
V - <u>La géographie des grandes agences mondiales de presse</u>	22
A/ Introduction	22
B/ L'Agence France Press (AFP)	23
C/ L'Associated Press (AP)	23
D/ L'Agence United Press International	24
E/ L'Agence Tass	24
F/ L'Agence Reuter	25
G/ Conclusion	26

VI - <u>Les grandes agences du groupe des 77 (tiers monde)</u>	26
1/ Le pool des agences des pays non alignés	27
2/ L'agence panafricaine d'information (PANA)	28
VII - <u>Conclusion sur le nouvel ordre de l'information</u>	29
1/ L'information est un facteur de développement	29
2/ Les Etats du tiers monde n'ont pas atteint la maturité politique	30
3/ Ce que le tiers monde attend des informations qui lui arrivent du Nord	30
VIII - <u>Annexe</u>	
- Tableaux	
- Coupures de presse.	

## AVERTISSEMENT

Le critère de sélection des articles a été très rigide. On trouve, des articles très intéressants sur l'information scientifique et technique, dans le Monde, comme dans Jeune Afrique, mais qui ne se trouvent pas dans le cadre de mon dossier de presse sur le nouvel ordre international de l'information.

Ainsi pour la sélection j'ai tenu compte des articles relatifs aux cinq points du rapport de la commission Mac Bride :

- " - L'échange intégral d'information entre le nord et le sud.
- Les techniques modernes de communication.
- Les distorsions entre la présentation des nouvelles.
- La concentration des médias dans les pays développés."

mais aussi des onze points du texte de résolution que la conférence a adopté à Belgrade :

- " - L'élimination des déséquilibres et des inégalités qui caractérisent la situation actuelle.
- L'élimination des effets négatifs de certains monopoles publics ou privés et des concentrations excessives.
- La suppression des obstacles internes et externes qui s'opposent à une circulation libre et à une diffusion plus large et mieux équilibrée de l'information et des idées. .
- La pluralité des ressources et des canaux d'information.
- La liberté de la presse et de l'information.
- La liberté des journalistes.

- La capacité des pays en développement de parvenir à améliorer leur propre situation.
- La volonté sincère des pays développés de les aider à atteindre ces objectifs.
- Le respect de l'identité culturelle.
- Le respect du droit de tous les peuples à participer aux échanges internationaux d'informations.
- Le respect de droit public des groupes ethniques et sociaux et des individus à accéder aux sources d'information et à participer activement au processus de la communication."

Certes la notion du mot information regroupe divers aspects qui se recoupent, c'est pourquoi dans l'introduction que j'ai préparée sur l'UNESCO, ainsi que la géographie de l'information mondiale, j'ai tenu compte du contenu du rapport Bride pour orienter mon étude. Donc l'information traitée dans ce modeste mémoire a un caractère surtout journalistique.

DOSSIER DE PRESSE : sur le nouvel ordre international de l'information : conférence générale de l'UNESCO tenue à Belgrade du 23 septembre au 28 octobre 1980. Le rapport Mac Bride et ses répercussions dans la presse (à partir de 2 journaux LE MONDE et JEUNE AFRIQUE).

## I - DEFINITION D'UN DOSSIER DE PRESSE

// Un dossier de presse est un ensemble de documents qui regroupe plusieurs coupures de presse, photocopies qui concernent un sujet déterminé. // Un dossier de presse est différent d'une revue bibliographique. La revue bibliographique consiste comme son nom l'indique à rassembler une bibliographie sur un thème donné. Il convient également de faire la différence entre le dossier de presse, la revue de la presse et le dossier documentaire. Certes toutes ces techniques documentaires se recoupent mais présentent des caractéristiques particulières qui font leurs différences. La revue de presse consiste à résumer toutes les informations qui intéressent l'établissement dans lequel le centre de documentation ou la bibliothèque ont été implantés. Elle est constituée à partir de la presse quotidienne, donc l'information doit être rapidement constituée. La revue de la presse est présentée sous forme dactylographiée et envoyée aux différents directeurs de l'établissement qui n'ont pas souvent le temps de lire toute la presse. Quant au dossier documentaire il reprend une information déjà accumulée sur un thème donné et la présente avec une synthèse. // Le dossier de presse est surtout réalisé dans les centres de documentation et les bibliothèques spécialisées. //

## II - REALISATION D'UN DOSSIER DE PRESSE

On distingue plusieurs étapes :

1/ tenir compte des besoins des lecteurs du centre de documentation ou de la bibliothèque. Il faut en général tout prévoir : savoir surtout connaître les besoins de l'utilisateur. Les utilisateurs peuvent être des gens qui appartiennent à l'organisme ou extérieurs. La seule technique efficace est d'exploiter le fichier de prêt qui peut donner une certaine idée des documents qui peuvent intéresser les lecteurs.

2/ La seconde étape consiste à choisir le thème qui est susceptible d'intéresser les chercheurs. En général choisir des sujets d'actualité.

3/ La troisième étape consiste à choisir les journaux susceptibles d'être exploités. Dans ce cas il faut toujours choisir des périodiques (scientifiques et techniques ou d'information générale) ayant une audience internationale.

4/ La quatrième étape consiste à déterminer les répertoires qui sont censés dépouiller les articles des périodiques en question pour la recherche rétrospective. La collecte quotidienne permet la mise à jour du dossier de base.

5/ La cinquième étape : une fois que les articles sont répertoriés on procède à la photocopie. En général on ne doit pas découper l'article directement dans le périodique qui doit être intégralement conservé. Les articles photocopiés sont découpés et collés sur des feuilles de format normal (en général 21 x 29,7) avec les références.

6/ La sixième étape : on établit une fiche pour chaque article qui doit être analysé et indexé. La fiche est similaire aux fiches des ouvrages courants. Les mots clés feront l'objet d'une fiche de renvoi. Les articles sont rappelés dans une bibliographie placée en tête du dossier de presse.

Mon travail consiste à établir un dossier de presse sur le nouvel ordre international de l'information préconisé par l'UNESCO à la conférence de Belgrade du 23 septembre au 28 octobre 1980. Le dossier est établi à partir de deux journaux : Le Monde qui est un grand quotidien français et Jeune Afrique : un hebdomadaire international indépendant fondé en 1960. Ce dernier journal est surtout diffusé dans les pays du tiers monde. Il existe des répertoires de dépouillement des articles du Monde et de Jeune Afrique.

Pour le Monde

France-actualité :

Répertoire québécois dépouille le Monde depuis 1978. Il est mensuel et possède une refonte annuelle (qui reprend tous les numéros de l'année). Il dépouille également plusieurs journaux français dont Le Figaro, l'Humanité, le Matin, le Monde Diplomatique, le Nouvel Observateur et le Point. Il possède également un fichier automatisé. On distingue trois sections :

- Section analytique (A) : signalement de la référence (auteur de l'article, le titré, journal) et le numéro de la notice qui renvoie au classement effectué, au niveau de la section (C) ; classement sous des mots descripteurs (nom de personne, nom de lieux, de chose, d'oeuvres et d'évènements).

- Section classification des descripteurs (D) : uniquement dans la refonte annuelle.

- Section chronologique (C) : un résumé de l'article, chaque notice est classée par ordre numérique.

. On distingue une division en 5 classes (vie culturelle, économique, politique, religieuse et sociale) et 43 subdivisions. Sous chaque subdivision un classement alphabétique des descripteurs employés. Selon Monsieur DIDELOT, professeur de bibliographie à l'Ecole, le répertoire "dépouille 28 000 articles par an et 145 000 entrées". Ce répertoire est très pratique mais n'est pas exhaustif, car tous les articles des journaux ne sont pas dépouillés systématiquement. En ce qui concerne l'information par exemple il n'a dépouillé que le 1/4 environ des articles qui traitent du sujet. Quant à la recherche il est nécessaire de procéder au recensement numéro après numéro.

. Le 2ème répertoire de dépouillement du Monde est édité par la centrale des bibliothèques de Montréal (Québec). Il s'appelle PERIODEX : index analytique de périodiques de langue française. Il paraît depuis 1972, fait suite à "Index analytique" qui paraît depuis 1966. Il dépouille 200 périodiques, bimestriel et possède une refonte annuelle. Il possède un classement alphabétique par descripteur et un index des revues dépouillées. Un répertoire très pratique, malheureusement l'Ecole ne possède pas les numéros de l'année 1980 qui m'intéressent particulièrement.

### Jeune Afrique

Le seul répertoire de dépouillement de Jeune Afrique est une bibliographie américaine : French-periodicals index.

Il est publié par la West Virginia University. Il possède une table des matières, une liste des périodiques indexés. Il dépouille dix périodiques, dont l'Express, le Français dans le monde, le Monde de l'éducation, le Monde hebdomadaire, le Nouvel observateur, Paris-match et Réalité. Comme ~~pour~~ périodex, l'Ecole ne possède pas les numéros de 1980, la seule édition qui existe date de 1976.

### III - INTRODUCTION SUR LE NOUVEL ORDRE INTERNATIONAL

---

#### DE L'INFORMATION

---

#### A/ Historique

L'information selon Fernand Terrou "est l'ensemble des grandes techniques de diffusion et la liberté ou les activités sociales fondamentales dont ces techniques sont ou peuvent être les instruments principaux". Dans la définition de l'information on voit apparaître le mot liberté, donc toute information qui n'est pas libre ne peut être considérée comme telle. En général elle englobe tout ce qui est relatif à la presse, la radio, la télévision et même le film. L'idée d'un nouvel statut international de l'information a été amorcé dès la fin du 19ème siècle dans les congrès internationaux : une certaine réglementation internationale en ce qui concerne les structures d'information comme les agences, les télécommunications, la radiodiffusion, les échanges culturels et commerciaux. Il a pris un certain essor avec la création de la S.D.N. (la Société des Nations). En 1927 se déroula la première conférence des experts de la presse à Genève : le but était de lutter contre les fausses nouvelles. En 1938 une convention sur l'emploi de la radiodiffusion dans l'intérêt de la paix était née. La S.D.N. fut aidée dans toutes ses actions

en matière d'information par les organisations professionnelles de l'information qui ont été toujours préoccupées par la question. En 1946 la première assemblée générale des Nations Unies y fait mention. Elle fut aidée par le conseil économique et social ainsi que la commission des droits de l'homme. En 1948 une conférence s'est encore tenue à Genève sur la liberté de l'information sous l'égide de l'UNESCO. La déclaration universelle des droits de l'homme proclamée le 10 décembre 1948 y fait mention dans son article 19. Les conférences successives tenues par l'UNESCO à Bangkok (en 1960) ; Santiago de Chili (1961) ; et de Paris en 1962 ont traité du nouvel ordre international de l'information, puis l'idée fut mise en veilleuse et pendant des années.

#### B/ La situation actuelle

Actuellement nous sommes devant une situation très différente selon que l'on se trouve dans les pays développés de l'hémisphère nord qui possèdent toutes les grandes agences mondiales de presse, un nombre plus élevé de quotidiens et de périodiques que dans les pays du tiers monde situés dans l'hémisphère sud qui avoisinent presque le néant. Beaucoup de pays dans le tiers-monde ne disposent même pas d'une agence nationale d'information et l'unique quotidien est celui généralement du pouvoir en place. Après le nouvel ordre international de l'économie (où les pays du tiers-monde demandent le transfert de la technologie) voué à l'échec voilà (que l'UNESCO vient de lancer des bases statutaires d'un nouvel ordre international de l'information, à sa dernière conférence, qui s'est tenue à Belgrade en octobre 1980. A l'heure actuelle les 2/3 des sources d'information sont concentrées dans les pays développés où réside à peine le 1/7 de la population mondiale. Cela prouve aisément que l'information est loin d'être équitablement répartie sur notre planète. Un exemple très frappant en ce

qui concerne le contraste : si nous prenons n'importe quel journal d'un pays développé la place occupée par les informations en provenance des pays du tiers monde est très réduite. Par contre si nous consultons un journal d'un pays du tiers-monde les dépêches des grandes agences mondiales d'information occupent généralement les 2/3 des informations au détriment des nouvelles nationales qui occupent une place généralement limitée. Le plus souvent ces nouvelles se limitent aux activités politiques et sociales de la capitale du pays concerné. Les journaux, disons la presse des grands pays développés ne parlent des Etats pauvres qu'en cas de crise : famine, tremblement de terre, coup d'Etat militaire ou civil. Devant cette gravité, ce déséquilibre flagrant les conférences de l'UNESCO qui se sont déroulées à Nairobi (Kenya) en 1976 et à Florence en 1977 ont lancé l'idée de mettre sur pied une commission d'enquête sur la politique des Etats en matière d'information et de communication.

#### C/ La commission Mac Bride

Il a fallu 14 ans depuis 1962 pour que l'UNESCO se décide enfin à constituer une commission d'enquête sur la communication. La commission est dirigée par Seam Mac Bride ancien ministre des affaires étrangères, <sup>prix Nobel et prix Lénine de la paix</sup> Il faut aussi savoir que Seam Mac Bride est à l'origine de la création d'Amnesty international, il n'est donc pas étonnant de confier une telle mission importante à un humaniste internationalement connu. Toutes les agences mondiales de presse (à part l'agence Tass qui appartient entièrement à l'Etat) sont des entreprises commerciales à but lucratif. Ces sociétés ont une certaine clientèle et elles tiennent compte de leurs besoins. La plupart des clients de ces agences se trouvent dans les pays développés. Donc les quotidiens des pays riches qui sont abonnés à ces agences tiennent

compte eux aussi de leurs clients qui ne s'intéressent pas en général aux informations qui viennent des pays sous-développés, ils sont davantage tournés vers les autres pays développés. Cette attitude des grandes agences mondiales démontre la faible représentation des correspondants dans les pays <sup>sous</sup> développés. Si nous prenons un exemple concret au niveau de l'A.F.P. (l'Agence France Presse) dans les pays africains francophones la représentation dans chaque pays ne dépasse guère deux personnes. Les informations au niveau des pays pauvres sont rares et mal véhiculées. Les seules informations qui parviennent sur la scène internationale représentent les options idéologiques des gouvernements en place. L'UNESCO condamne le caractère économique de l'information "il n'y aura pas d'information digne de ce nom aussi longtemps que l'ensemble des hommes qui individuellement font l'histoire ne communiquent pas sur un pied d'égalité". Cette vision est certes utopiste car pour communiquer il faut avoir les moyens. Or les pays modernes du tiers monde ne sont même pas arrivés à satisfaire les droits élémentaires des populations à savoir l'alphabétisation, et l'autosuffisance alimentaire. Ce que l'on ignore également c'est l'inégalité <sup>sociale</sup> au niveau des Etats. La plupart des pays sous-développés ont accédé à l'indépendance ces trente dernières années et dépendent toujours du pays colonisateur qui continue d'assurer l'assistance technique et économique à l'ancienne colonie. Ces jeunes pays doivent beaucoup financièrement aux Etats développés car ils sont lourdement endettés. A mon avis l'indépendance réelle et surtout l'égalité politique ne peuvent être obtenue tant qu'il existe un retard considérable entre les différentes nations sur le plan économique.

D/ Les Agences de presse doivent prendre leurs responsabilités

Donc l'idée vient d'être lancée à la conférence internationale de l'UNESCO à Belgrade, le problème primordial reste à convaincre les grandes agences monopolistes. Dans les démocraties populaires (pays socialistes) il n'y aura aucun problème car toutes les entreprises d'agence de presse appartiennent à l'Etat qui assure leur gestion. Donc l'Etat dans ce système politique peut décider à tout moment d'orienter la politique en matière d'information sans rencontrer aucune résistance. La situation est la même dans les pays de dictature militaire ou civile. Dans ce système de politique présidentialisiste les régimes sont très forts et arrivent à s'imposer au moyen de la terreur. Le problème se pose surtout dans les démocraties libérales où la liberté et le droit de l'homme sont respectés. Les agences de presse sont des véritables entreprises dirigées par un conseil d'administration. Donc au nom de la libre entreprise et du système libéral de l'économie, l'Etat ne peut obliger aucune entreprise à changer sa politique commerciale. Il appartient à l'entreprise elle-même de définir sa propre politique. Cependant l'Etat au moyen de subventions qu'il accorde souvent aux entreprises possède des moyens de pression, mais cette intervention est très limitée. Il appartient donc aux conseils d'administration de ces grandes agences mondiales du monde libre de prendre leur responsabilité politique : la raison finira sans doute par l'emporter.

E/ La complexité du problème de l'information

Nous sommes en présence d'une situation assez délicate qui relève de la simple logique : les pays pauvres reçoivent beaucoup du nord dans le domaine de l'information, et ils voudraient eux aussi en donner davantage. A Belgrade les

pays de l'Est (socialistes) ont soutenu les thèses tiermondistes (comme je l'ai expliqué ci-dessus les systèmes politiques des pays socialistes et des pays pauvres se ressemblent et sont tous basés sur la dictature) mais ont demandé un amendement à la recommandation numéro 56. Cette recommandation déclare que "la censure ou le contrôle arbitraire de l'information devraient être abolis" en ce qui concerne les journalistes elle affirme "le libre accès des journalistes aux sources d'information est une condition indispensable pour réaliser un reportage exact, fidèle et équilibré". Il faut situer cet amendement soviétique dans son contexte : les organes d'information sont étatiques et dans ce cas toute information qui est contraire à l'orientation idéologique socialiste est censurée. Lénine disait "La seule vérité est révolutionnaire", ce qui veut dire que toute information qui n'est pas conforme à l'idéologie socialiste est considérée comme du mensonge politique en terme révolutionnaire : la contre révolution.

F/ Les différentes thèses en présence

La conférence a eu donc à analyser 3 types de documents :

- ceux des pays occidentaux : qui <sup>demandent</sup> dépendent la liberté totale de l'information.

- la thèse des pays de l'Est qui n'est pas fondamentalement différente de celle du groupe des 77 (tiers monde) : elle considère l'information comme un moyen de libération nationale.

- la thèse du groupe des 77 : s'appuie sur l'égalité au niveau des moyens d'information. Leur document mentionne "le droit à chaque nation à informer l'opinion publique mondiale sur ses intérêts, ses aspirations, ses valeurs sociales et culturelles et protéger son identité culturelle et sociale".

Si nous analysons ces 3 thèses on constate que le droit à l'information (c'est-à-dire sa liberté) est bafoué par ceux-la même qui réclament sans cesse l'égalité : les pays du tiers monde et leurs alliés automatiques il faut le dire les pays socialistes à leur tête l'Union des Républiques socialistes. L'UNESCO doit convaincre d'abord ces Etats afin qu'ils acceptent de libéraliser l'information avant de procéder à l'élaboration d'un statut international de l'information. Toute action de réforme en matière d'information qui ne tient pas compte de la valeur fondamentale du mot "liberté" sera vouée purement et simplement à l'échec.

#### G/ Utopie ou réalité

Je me demande (comme toutes les recommandations prises par les organisations internationales) si l'ordre international de l'information n'est pas une utopie. Tant que l'U.R.S.S. et les pays du tiers monde persistent à censurer et à contrôler l'information il ne peut y avoir un nouvel ordre, l'UNESCO n'émettant que des vœux et n'exerce aucune pression politique ou économique sur les Etats membres. En résumé trois positions<sup>politiques</sup> : les occidentaux sont pour le laisser faire (liberté des organes d'information) ; les pays socialistes une information nationalisée et les pays en voie de développement un rôle très engagé, axé sur le développement national. Il est certes impossible à la commission de procéder à la mise sur pied d'un comité international de contrôle de l'information qui doit dépendre de l'UNESCO qui est une organisation intergouvernementale : donc comme je l'avais dit ci-dessus l'UNESCO ne dispose en réalité d'aucun pouvoir de régler ce problème. Quant au rapport Mac Bride il se résume en 5 points : l'échange intégral d'information entre le nord et le sud, les techniques modernes de communication, les distorsions entre

la présentation des nouvelles, la concentration des médias dans les pays développés mais surtout le rôle des agences internationales de presse au niveau de l'information mondiale.

#### IV - LA SITUATION MONDIALE DE L'INFORMATION

##### A/ Deux mondes incomparables

D'une manière générale les flux des nouvelles mondiales vont dans un sens unique, c'est-à-dire des pays développés vers les pays pauvres. Donc deux mondes complètement différents, d'un côté la saturation, d'un autre côté le néant. Selon une étude récente de l'UNESCO : l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale disposent à ~~elles~~ ~~seules~~ plus de 60 % de la presse écrite, 70 % des récepteurs radio et de près de 90 % de ceux de la télévision au niveau mondial. Les Etats-Unis possèdent presque le 1/4 des journaux quotidiens existant dans le monde, plus de la moitié de tirage de périodiques, la moitié des récepteurs radio et plus du 1/3 de ceux de la télévision. De l'autre côté l'Amérique latine, l'Asie et l'Afrique (où vivent 70 % de la population mondiale) disposent du 1/4 des journaux quotidiens et sont défavorisées en ce qui concerne la presse électronique. Si nous prenons le taux moyen de diffusion de quotidiens fixé à 100/1000 par l'UNESCO, nous avons 70/1000 en Amérique latine, 64/1000 en Asie, 14/1000 en Afrique (où certains pays avoisinent le néant). Ce taux de 100/1000 est le seuil minimum de développement d'un pays. Cependant si nous prenons l'exemple de la Suède et du Japon le taux dépasse 500/1000 ; chiffre énorme comparativement aux autres pays du monde.

##### B/ Le développement informatif des pays du Nord

## 1/ La saturation informative

Le nord représente généralement dans le "jargon onussien" les Etats développés dits nantis. Il regroupe entre autre les Etats du monde occidental et ceux de l'est. 80 % des informations qui circulent dans le monde actuellement ont pour source les grandes capitales du monde occidental (Paris ; New-York et Londres). 92 % des scientifiques spécialistes de l'information appartiennent aux pays développés. Ce sont également ces mêmes Etats qui maîtrisent la technologie. Les 2/3 des richesses mondiales s'y trouvent réparties. A l'exception des pays socialistes de l'Est européen, tous ces Etats se veulent démocratiques : liberté totale de la presse, de la radio et de la télévision. Le nord est la partie du globe la plus puissante sur le plan économique. A l'exception de la France il faut le dire aucun de ces grands pays n'a consacré 0,40 % de son produit national brut à l'aide au développement économique et ~~informatif~~ informatif en particulier. Le nord est également le détenteur des grandes agences mondiales de presse qui diffusent l'information mondiale. On distingue deux américaines : l'Associated Press (A.P.) ; et l'United Press International (U.P.I.) ; une anglaise (Reuter) ; une française : l'Agence France Presse (A.F.P.), quant à l'Agence Tass elle est surtout prépondérante dans les Etats de l'Est.

## 2/ L'indifférence des pouvoirs politiques

Contrairement aux pays du sud les journalistes disposent de pouvoirs considérables. Il est fréquent dans le monde libre de voir des professionnels de l'information écrire des articles très critiques sur le gouvernement en place sans aucune inquiétude. La libre circulation des idées et des opinions qui est le principe fondamental d'une démocratie libérale représente une garantie considérable.

L'abondance des informations stimule considérablement le développement économique d'un Etat. J'ai parlé de la situation informative du Japon qui peut être considérée comme la plus développée du monde (si l'on prend le taux moyen de diffusion de la presse qui dépasse les 500/1000). Plus grave encore est le fossé qui ne fait que s'élargir entre le nord et le sud sur le plan informatif, comme d'ailleurs sur tous les autres plans. On se demande aujourd'hui devant ce contraste flagrant si la liberté juridique, économique et sociale n'est pas un facteur de décollage pour nos jeunes nations engagées dans la bataille rude du développement. On peut donc conclure qu'au développement économique correspond le développement informatif et que ces deux facteurs dépendent étroitement l'un de l'autre.

B/ Le sous-développement informatif des pays du sud

1/ Analphabétisme et pauvreté des masses

Le sud comprend généralement les pays pauvres du globe. Il regroupe les Etats du continent africain, asiatique et de l'Amérique latine. Ces états brillent par leur dénuement total, le taux de scolarisation est très bas et l'analphabétisme malgré les efforts de l'UNESCO gagne du terrain. 70 à 80 % des populations sont rurales et ignorent complètement la civilisation de l'écrit. L'analphabétisme est à la base du sous-développement informatif. Toute entreprise d'alphabétisation et de scolarisation non soutenue par une presse écrite est d'avance vouée à l'échec. Si je prends l'exemple du Niger que je connais parfaitement : le paysan est mobilisé pendant la saison morte (à entendre saison de non culture des champs) pour suivre des cours élémentaires d'alphabétisation. A la fin des cours le paysan ne dispose d'aucun journal pour soutenir ce qu'il a appris, les conséquences qui en résultent sont très claires, il oublie tout

en quelques semaines après la fermeture de la campagne d'alphabétisation. Le seul quotidien que le pays possède est écrit en français, accessible uniquement par les 12 % qui ont appris le français, les journaux dans les langues nationales sont inexistantes. Les pays du sud sont en retard sur le plan technologique auquel s'ajoutent le manque criant de personnel qualifié et de moyens. Pays de la faim et de la sous-alimentation et ironie du sort, ce sont les mêmes pays qui sont dirigés par des dictatures militaires ou civiles. Le droit de l'homme n'y est pas respecté, ces pays figurent sur les premières lignes des rapports périodiques d'Amnesty international. Il n'existe aucune démocratie véritable, à quelques rares exceptions la liberté de l'information est gravement atteinte.

## 2/ Information ou propagande politique ?

La presse écrite et parlée étant au service du pouvoir ne peuvent guère s'épanouir. Arme de guerre par excellence (en cas de coup de force ou d'Etat, la presse parlée est le premier point stratégique occupé) l'importance de l'information n'échappe à personne. Cette thèse a été bien comprise dans les pays sous-développés où la radio, la télévision (si elle existe) et la presse sont des moyens de propagande, et restent des facteurs de mobilisation des masses populaires misérables, véhiculant des slogans idéologiques souvent importés. Fortement endettés les pays du sud n'ont pas été épargnés par la crise économique internationale qui n'a fait que retarder davantage le développement économique. Hier pays colonisés ces Etats sont aujourd'hui indépendants confrontés à la rude gestion des républiques modernes avec des frontières fragiles (tracées arbitrairement). A tous ces problèmes s'ajoute la cohabitation ethnique qui n'est pas satisfaisante. Le facteur ethnique a beaucoup pesé sur la politique d'adoption d'une langue nationale. Certains pays ont plus de 100 ethnies, situation

qui rend impossible l'adoption d'une seule langue nationale dans laquelle tout le peuple pourrait s'exprimer. Pour exemple le français est une langue de cohésion, acceptée par tous dans les pays d'Afrique francophone. 1/4 des populations scolarisées des pays du tiers monde se partagent les richesses nationales. Cette situation engendre beaucoup de problèmes : des troubles politiques, des guerres fratricides (Tchad par exemple), les coups d'Etat militaire (très fréquent) ; les oligarchies, les partis uniques forts, la corruption et surtout l'émigration des bras valides vers des horizons incertains. Contrairement aux pays développés le tiers-monde est très peuplé et la situation agricole frise la catastrophe : sécheresse dans le Sahel africain, la famine permanente en Inde, la malnutrition en Amérique latine. Les structures sociales archaïques et les techniques culturelles rudimentaires réduisent considérablement les efforts de développement agricole. Les économies nationales dépendent des marchés internationaux organisés et structurés par les Etats développés. Revenons sur la politique informative (pratiquée dans le tiers-monde) elle est très engagée à tel enseigne dans certains pays africains pour obtenir des informations crédibles sur son propre pays, il faut écouter France-inter (émission dirigée sur l'Afrique) ou la B.B.C. (British Broadcasting corporation).

### 3/ Grave atteinte à la liberté de l'information

Dans la Guinée française de Sekou Touré et même certains pays africains dits progressistes les autorités poussent l'audace d'emprisonner les populations surprises en train d'écouter les radios étrangères. Les lectures sont également contrôlées : actuellement dans certains pays africains par exemple tous les livres qui traitent de la théorie marxiste ont été ban<sup>n</sup>is par les pouvoirs politiques. Le contrôle s'exerce également sur les films

politiquement engagés qui font en général l'objet d'un arrêté d'interdiction de projection après le rapport d'une commission nationale de censure instituée à cet effet. Les journalistes n'ont aucune protection particulière ni aucun droit que de véhiculer les propagandes gouvernementales. Telle est brièvement la situation économique politique et sociale des pays du tiers-monde. On peut donc conclure qu'au sous-développement économique correspond le sous-développement informatif.

4/ Que signifie le nouvel ordre de l'information pour les pays les plus pauvres de la planète?: cas du Niger.

Le Niger, pays indépendant, depuis le 3 août 1960 est aujourd'hui classé parmi les pays les plus pauvres du monde. Le territoire couvre une superficie de 1 287.000 km<sup>2</sup>, pays continental et ayant peu profité de l'héritage colonial français contrairement à ses voisins de l'Afrique occidentale. ~~Avant~~ la langue officielle (le français) est parlée par 12 % de la population. Les structures informatives sont restées les mêmes depuis la colonisation. Si la radio diffuse des informations en langues vernaculaires (cinq au total), le quotidien national est entièrement écrit en français. La télévision est à son stade expérimental depuis un an et n'est opérationnelle que dans les deux plus grandes villes du pays. Il est également à préciser que le seul quotidien national est gouvernemental. Baptisé "Le temps du Niger" à l'aube de l'indépendance, il est devenu la "voix du Sahel" depuis le coup d'Etat militaire de 1974.

L'audience du Sahel :

A la demande du Ministre de l'information une enquête "d'opinion" a été menée à Niamey (la capitale) et Zinder

(la 2ème ville) pour déterminer l'audience au journal. Cette étude a été confiée à la société française spécialisée MARCOMER qui l'a réalisée entre le 10 et le 19 mars 1980. Il s'avère que 18 % seulement des habitants de Niamey (la capitale) parlent le français. Sur ces 18 % de lettrés les 9/10 soit 16 % lisent de temps en temps le journal. Le journal une fois lu est passé le plus souvent à d'autres. Ainsi on considère que 37 % des lecteurs sont dans cette dernière situation. On estime alors qu'un quart des lecteurs n'achètent pas le journal. Cette étude montre clairement que les sources de financement du journal parviennent en grande partie du budget de l'Etat et non de la vente. Le quotidien est vendu à 46 F C.F.A. soit 85 centimes. Comparativement au Monde qui est vendu à 2F 80 le prix d'achat est dérisoire. Le revenu de la population est très bas et ce prix si modique soit-il constitue un effort financier considérable pour les ménages.

Peut-on parler de liberté de presse ?

La majorité des lecteurs pense qu'il n'y a pas de liberté d'expression au niveau du journal. Sans doute c'est la raison qui a poussé les intellectuels à se désintéresser du journal. Les fidèles lecteurs du journal sont en général les directeurs de service qui en bénéficient gratuitement tous les matins. Les villes éloignées de l'intérieur le reçoivent avec un très grand retard qui peut aller de 3 jours à 1 semaine. Hormis les articles qui proviennent des agences mondiales d'information, toutes les informations nationales doivent obtenir l'approbation du Ministre de l'information avant d'être publiées. Parfois le Chef de l'Etat intervient pour trancher en cas de situation difficile.

La réclamation d'un nouvel ordre <sup>de l'information</sup> Vest-elle bien fondée ?

88 % de la population nigérienne ne savent ni lire ni écrire. Or la masse importante des informations qui circulent dans le monde sont écrites et parlées dans les grandes <sup>langues</sup> internationales. Cette situation est valable pour beaucoup de pays du tiers-monde. Dans ces conditions on se demande ~~ce~~ <sup>qui</sup> servirait un nouvel ordre de l'information pour une population qui n'est pas du tout préparée. Certes les gouvernements du tiers-monde continueront toujours de réclamer un nouvel ordre de l'information, mais ce que la communauté internationale ignore : c'est la sous-scolarisation au niveau de ces pays qui sont gouvernés par une minorité d'intellectuels. Quant à la masse, la plus importante en nombre est complètement tenue à l'écart des affaires nationales et internationales. La radio nationale qui fait souvent les commentaires des événements internationaux en langue vernaculaire ne s'intéresse qu'aux informations de moindre importance. Son rôle se limite uniquement aux divertissements pour faire oublier aux populations leur véritable problème. Cette situation ne peut que contribuer à maintenir cette majorité dans l'ignorance absolue. En me référant à une enquête effectuée toujours au Niger dans le milieu rural en 1980 : une majorité <sup>de gens</sup> se plaint de la tristesse de la radio et demande à ce qu'on réserve une assez grande place au rire. Que signifie un ordre international de l'information pour ces pays ? Le meilleur ordre ne serait-il pas celui de la culture qui permettrait aux populations du tiers-monde de sortir de l'analphabétisme. Tant que cette mission ne sera remplie, l'ordre international de l'information sera voué à l'échec.

## V - LA GEOGRAPHIE DES GRANDES AGENCES MONDIALES DE PRESSE

### A/ Introduction

Ces agences ont un rôle mondial contrairement aux agences nationales qui ne couvrent que les informations d'un pays. Les agences mondiales sont équipées d'un nombre important de correspondants, des structures, de communication très puissantes pour couvrir le monde entier. Elles ont le plus souvent des accords avec les agences nationales qui sont au nombre de 180 dans le monde (chiffre de 1979) qui leur fournissent les nouvelles nationales en échange des nouvelles étrangères. Ce sont les grandes agences de presse qui alimentent les journaux du monde entier.

### B/ L'Agence France-Presse (AFP)

Elle a succédé à l'agence Havas en 1944. Son siège est à Paris. Depuis l'application de la loi n° 57-32 du 10 janvier 1957, l'AFP "est un organisme autonome doté de la personnalité civile et dont le fonctionnement est assuré suivant les règles commerciales" et "ne peut en aucune circonstance tenir compte d'influences ou de considérations de nature à compromettre l'exactitude ou l'objectivité de l'information ; elle ne doit, en aucune circonstance, passer sous le contrôle de droit ou de fait d'un groupement idéologique, politique ou économique". Pour effectuer ce contrôle informatif l'AFP est dotée d'un conseil supérieur de surveillance. Toutes les informations en provenance de l'Afrique francophone par exemple proviennent de l'AFP elle possède même des services en anglais. L'AFP a plus de 17 bureaux permanents en France et des représentants dans les territoires d'outre mer. A l'étranger l'AFP a plus de 86 bureaux permanents et 74 correspondants à plein temps. Elle échange

des informations avec les autres grandes agences de presse : Reuter, l'AP, Tass, Hsin-Hua (l'agence Chine nouvelle) et l'agence de l'Allemagne de l'Ouest (D.P.A.). Elle est abonnée à plus de 40 agences étrangères. Elle contribue également à la maintenance technique de plusieurs agences nationales du tiers-monde récemment créées. L'AFP distribue chaque jour plus de 590 000 mots en français et 7 services distincts sont diffusés à l'intention des pays étrangers. L'Agence diffuse également des nouvelles en allemand. Cependant l'AFP n'est pas la seule agence de la France : il faut noter d'autres agences privées comme l'Agence centrale parisienne de presse (ACP) : Agence télégraphique ; l'Agence coopérative interrégionale de presse (ACIP) qui fournit des articles à des hebdomadaires de province ; Opéra mundi et l'Agence science service (spécialisée dans la fourniture d'articles exclusivement scientifiques).

C/ L'Associated Press (A.P.)

Elle est fondée en 1848. Au début elle était une coopérative des grands journaux New-Yorkais. En 1857 ces grands journaux formèrent une nouvelle association aux fins d'économiser leurs frais de télégraphe : la New York Association Press est née. En 1900 cette agence coopérative devint l'Associated Press (AP), groupant plus de 700 journaux. L'AP dessert plus de 63 % de la population mondiale, chiffre qui est très important. Elle dispose de 21 agences dans 18 pays, et plus de 7000 entreprises dans 80 pays. L'AP fournit également contrairement aux autres agences des photographies d'actualité.

D/ L'Agence United Press International

En 1907, E.W. Scripps, propriétaire d'une importante chaîne de journaux fusionna plusieurs organisations pour former une agence propre à son groupe qu'il appela l'United Press. Parallèlement W.R. Hearst créa une agence : International News Service. En 1958 les 2 agences fusionnent sous le nom de United Press International (UPI). L'UPI dessert plus de 60 % de la population mondiale. Elle dispose de 21 agences dans 18 pays et plus de 6000 entreprises. Le personnel dépasse 1000 employés permanents ou à temps partiel. Les bulletins d'information sont rédigés en 55 langues et dialectes différents dans 114 pays. Elle dispose de plus de 6546 abonnés dont 3069 journaux, 2327 stations de radiodiffusion, 528 stations de télévision et 622 abonnés divers ou destinataires de services spéciaux. L'U.P.I. possède des filiales dont : l'UPI News film qui est un important fournisseur de bandes d'actualités pour la télévision ; l'UPI radio : un service de nouvelles en phonie ; Océan Press qui adresse des bulletins radiodiffusés aux navires en mer ; l'United Features Syndicate qui fournit des bandes dessinées, reportages, articles et dessins humoristiques à des journaux. Elle dispose d'organismes de radiodiffusion au Royaume-Uni et au Canada.

E/ L'Agence Tass

Dans l'Encyclopédia universalis édition de 1968 on donne une définition de l'agence Tass "conçue comme la presse des pays communistes dans le but d'éduquer les masses en fonction des directives transmises par un parti politique". L'agence Tass est créée en 1918 avec le nouveau régime socialiste. Il prit son nom actuel en 1925 : Telegrafnvie Agentstvo Sovietskovo Soïuza (Tass). L'agence ne dessert que les populations des pays socialistes. L'agence Tass est une agence d'Etat, rattachée au présidium Suprem (qui correspond au parlement dans le monde libre). Le directeur est nommé par

l'Etat et possède un rang de ministre. L'agence Tass ne vend pas ses nouvelles comme dans les pays capitalistes, mais les échange avec d'autres agences mondiales de presse. Tass dessert environ 30 % de la population et possède 14 agences dans 117 pays du monde. Le siège de l'agence Tass est à Moscou. Les recettes de l'agence Tass proviennent exclusivement des journaux, stations de radio et de télévision des républiques fédérées. L'agence échange des informations avec les 14 républiques de l'Union et leur fournit des informations venant de l'étranger. A l'étranger l'agence dispose (de 24 correspondants en Europe, 16 en Amérique du nord et du sud, 24 en Asie et 22 en Afrique), des correspondants dans 86 pays du monde. A l'intérieur de l'Union des Républiques Soviétiques l'agence Tass donne les informations en russe. Les services destinés à l'étranger sont transmis en russe, en allemand, en anglais, en espagnol et en français. Le nombre moyen de mots transmis par jour pour les informations nationales et étrangères dépassent plus de 120 000 mots. L'agence Tass présente une certaine particularité car elle ne diffuse que des informations à caractère révolutionnaire et progressiste. Cette particularité freine <sup>considérablement</sup> son épanouissement. L'agence compte 10 000 abonnés à l'intérieur des frontières et seulement 300 abonnés à l'étranger dont 70 agence nationales.

#### F/ L'Agence Reuter

L'agence prit son nom de son fondateur Paul Julius Reuter, jeune allemand qui fit stagiaire dans les bureaux Havas à Paris. Il essaya de s'installer à Paris mais sans succès. En 1851 il s'installa à Londres et fonda le Reuter's Ltd. Le début a été certes difficile car les journaux anglais avaient déjà des correspondants et ne s'intéressaient pas à une agence de presse. C'est en 1858 que Reuter arriva

à convaincre les grands journaux dont le Times. L'agence Reuter sur le plan statutaire est une coopérative d'éditeurs de journaux. Elle dessert jusqu'à 55 % de la population mondiale, et dispose de 34 agences dans 32 pays du monde. L'Agence Reuter est la propriété commune de la presse britannique, la presse australienne et de la presse néo-zélandaise groupées respectivement en 4 associations : la Newspaper proprietors (journaux britanniques nationaux), la press association (agence coopérative de la presse provinciale britannique), l'australian association press (AAP) et la new zealand press association (NZPA). L'agence dispose de plus de 250 correspondants permanents à l'étranger et des milliers de correspondants à temps partiel. La moyenne des nouvelles quotidiennes qui parviennent à l'agence Reuter et qui en émanent représente plus de 750 000 mots. Plus de 110 pays sont abonnés directement au service Reuter.

#### G/ Conclusion

Les cinq grandes agences mondiales d'information couvrent presque la totalité de la planète. Cependant il existe d'autres agences internationales spécialisées mais qui n'ont pas les ambitions des cinq grandes : ce sont la DPA (Allemagne fédérale) qui couvre l'Europe du Nord et le Proche Orient, l'ADN (Allemagne démocratique) qui couvre l'Europe de l'est, le Proche Orient et l'Afrique, l'agence KYODO (Japon) qui couvre toute l'Asie, l'agence CTK (Tchécoslovaquie) et l'agence Yougoslave TANJUG.

#### VI - LES GRANDES AGENCES DU GROUPE DES 77 (TIERS MONDE)

Faute de moyen, beaucoup de pays du tiers-monde ne disposent pas d'une agence nationale. Les agences nationales

des pays qui en possèdent se contentent de filtrer les dépêches d'agences étrangères et de rendre compte le plus fidèlement possible des gestes et des décisions de leurs gouvernements.

1/ Le "pool" des agences des pays non alignés

On appelle pays non alignés un Etat qui n'est pas intégré dans un système de défense commune et qui n'entretient aucune relation militaire avec les 2 blocs mondiaux : le pacte de Varsovie qui regroupe l'U.R.S.S. et les pays de l'Est, à l'exception de la Yougoslavie et l'O.T.A.N. : organisation des territoires de l'atlantique nord qui regroupe les Etats-Unis et les pays occidentaux. Le mouvement est fondé par trois grandes figures du tiers-monde : TITO de Yougoslavie, NERUH de l'Inde et NASSER de l'Egypte. L'idée de créer une agence inter-gouvernementale est née au sommet des pays non-alignés tenue à Alger en 1973. Les chefs d'Etat et de Gouvernements des pays du tiers-monde avaient pris une décision d'intensifier la coopération sud-sud en matière d'information et de communication. En 1975 l'agence de presse yougoslave (TANJUG) créa à Belgrade un pool d'agences des pays en voie de développement que le sommet des Etats non-alignés réunis à Colombo devrait reconnaître en 1976. Cette idée qui a longtemps manqué de légitimité vient d'obtenir l'acceptation unanime de tous les Etats. Le pool bénéficie de l'assistance technique de l'agence yougoslave. Le but du pool est de contrebalancer la concentration de l'information mondiale. Elle permet de favoriser la circulation des informations entre les pays du tiers-monde sans passer par les grandes agences mondiales d'information. Il (le pool) reçoit et sélectionne, redistribue les dépêches d'agences nationales issues des Etats membres. Les Etats développés étant très sensibles à la concurrence ne sont pas intéressés et boudent l'expérience. L'agence reçoit cependant une aide très sensible de la part de l'UNESCO qui a toujours appuyé ces genres de regroupement.

## 2/ L'Agence panafricaine d'information (PANA)

Cette agence est créée dans le cadre de l'organisation de l'Unité africaine (OUA). La charte de l'organisation en mai 1963 a prévu dans sa résolution la création d'une agence panafricaine d'information. Le statut et la structure de l'agence ont été adoptés par plusieurs Etats. La réunion de l'union des agences d'information africaine, qui s'est tenue à Tunis du 30 décembre au 2 octobre 1974, a évoqué le problème. Un an après la conférence des agences de presse africaines et arabes tenue du 24 février au 3 mars 1975, et la 2ème conférence tenue à Tripoli du 26 au 31 mars 1977 approuvent le système. La date la plus importante est celle de 1975 à la conférence de l'OUA tenue à Kampala (Ouganda) où les Chefs d'Etat ont émis le vœu d'une coopération continentale en matière de communication. En 1979 à la conférence de Freetown en Sierra Léone une commission a été mise sur pied pour s'occuper des problèmes de l'information. L'agence est composée de 5 pools régionaux : au nord (on crée une agence en Lybie); au centre (une agence est créée au Zaïre) ; au sud (agences au Soudan et en Zambie) ; à l'ouest (une agence au Nigeria). Aujourd'hui la PANA a deux ans, outre les problèmes financiers qu'elle rencontre (les contributions rentrent à compte-gouttes) s'ajoutent les problèmes politiques. L'affaire angolaise a divisé le continent en pays modérés et progressistes. Je pense cependant qu'un regroupement politique a toutes les chances de réussir malgré les orientations très variées des uns et des autres. L'autre problème auquel l'agence va se heurter c'est le choix des informations que les uns et les autres peuvent caractériser de réactionnaires ou de révolutionnaires. La PANA est officiellement installée le 1er octobre 1979, mais dispose de 3 ans pour devenir opérationnelle, le siège est à DAKAR (Sénégal). L'agence est pour le moment à ses débuts

mais tout comme les autres organisations continentales : l'OCAM, l'Air Afrique, des Etats n'hésiteront pas à prendre leur distance pour préserver certains intérêts extracontinentaux.

## VII - CONCLUSION

sur le nouvel ordre international de l'information.

### 1/ L'information est un facteur de développement

L'information est un facteur indispensable au développement. Elle joue également un rôle important dans la formation du public. Les Etats développés doivent admettre que l'information qu'ils importent est indispensable dans la formation culturelle et sociale des peuples. Pour la bonne réussite du nouvel ordre international de l'information l'UNESCO doit comprendre que ce ne sont pas les moyens techniques sophistiqués entièrement automatisés qui intéressent les pays en développement mais des équipements qui demandent une certaine main d'oeuvre moins technique à cause de la carence du personnel qualifié. Le tiers-monde quand il envoie des informations à l'étranger, c'est le plus souvent pour montrer la crédibilité de l'équipe gouvernementale afin d'obtenir des crédits importants ou des investissements. Les industriels des pays développés ont besoin d'une information juridique et économique qu'ils n'arrivent malheureusement pas à obtenir du tiers-monde car elle n'est pas crédible. Les Etats du tiers-monde ont surtout développé les moyens de communication dans les capitales, la télévision par exemple n'atteint pas les milieux ruraux.

2/ Les Etats du tiers-monde n'ont pas atteint  
la maturité politique

Des interdictions totales ou partielles arbitraires frappent régulièrement la presse car certaines informations (ne peuvent être données à cause de la diversité culturelle des ethnies qui composent l'Etat) peuvent déboucher sur des troubles. En me référant à la citation d'un écrivain africain sur le nouvel ordre mondial de l'information "Les pays du tiers-monde réclame à juste raison, l'instauration d'un nouvel ordre international dans tous les domaines. Méfions nous cependant d'une approche magique du réel. Ce n'est pas parce qu'on l'invoque à corps et à cri que la pluie survient. De même ce n'est pas dans l'atmosphère euphorisante des grandes réunions internationales que nos justes exigences risquent de prendre forme" : ma première impression qui se dégage de cette réflexion est la suivante : l'UNESCO est actuellement la seule organisation internationale qui peut techniquement élaborer un statut international sur l'information. D'une part elle seule possède les professionnels capables d'élaborer ce statut mais aussi des moyens politiques et financiers d'y aboutir. Les Etats ont trouvé la structure, le cadre efficace de la commission internationale d'enquête sur l'information. Cependant du moment que la charte a été approuvé à l'unanimité il faut nécessairement que les nations prennent leurs responsabilités de l'appliquer et c'est cela le problème. C'est pourquoi comme l'a dit cet écrivain africain il faut nous méfier et cette règle internationale comme beaucoup d'autres dans le cadre de l'ONU sont loin d'être appliquées.

3/ Ce que le tiers-monde attend des informations  
qui lui arrivent du nord

Ce qui serait appréciable c'est le développement réciproque des flux d'information

des pays développés vers les pays du tiers-monde. Ces flux doivent beaucoup <sup>apporter aux</sup> ~~apporter~~ <sup>pays</sup> ~~aux~~ pays pauvres sur le plan économique, social et politique. Sur le plan économique : le pays pauvre qui reçoit des informations économiques d'un Etat riche doit automatiquement constater la place qu'il occupe sur l'échiquier international, il doit en conséquence redoubler d'effort et d'ardeur dans le travail. Sur le plan politique : le manque de détenus politiques dans le monde libre et la liberté totale de l'information ~~le~~ <sup>le pays pauvre</sup> poussera à démocratiser la politique dictatoriale qu'il pratique. En fin sur le plan social : les méthodes de vies, c'est-à-dire "la civilisation" étrangère bien qu'elle ne soit pas adaptée mérite une certaine réflexion. En conséquence les pays développés doivent davantage écouter et comprendre le tiers-monde et l'aider à résoudre ses problèmes.

Un exemple sur 3 pays du tiers monde et 2 pays développés. Nombre de postes téléviseurs en service pour 1000 habitants.

Pays	1965	1970	1976	1977
Benin				0,1 °/°°
Kuwait		133	-	478
Bolivia	-	-	8	8
Suède	-	312	363	370
USA	362	413	602	623

Source : annuaire statistique de l'UNESCO 1977

Un grand contraste entre les pays développés et les pays pauvres. Cependant même entre les pays pauvres on constate une certaine variance d'un pays à l'autre, cas du Bénin et du Kuwait. Mais aussi entre les pays développés USA et Suède par exemple.

Nombre de récepteurs radio en service pour 1000 habitants

Pays	1965	1970	1976	1977
Benin	15	17	18	18
Kuwait	-	140	487	487
Bolivia	-	82	74	74
Suède	-	-	-	1005
USA	1235	1415	1977	2048

(Source : Annuaire statistique de l'UNESCO 1977)

Nombre de quotidiens d'information générale

Pays	1965	1970	1976	1977
Benin		2	1	1
Kuwait	4	5	7	7
Bolivia	9	21	13	
Suède	119	114	112	112
USA	1751	1763	1781	1929

(Source : Annuaire statistique de l'UNESCO 1977)

Nombre de quotidiens dans le monde

Continents	Nombre de quotidiens	Tirage global en million d'exemplaire	Nombre d'exemplaire pour 1000 habitants
Afrique	190	6	14
Amérique du Nord	1935	66	281
Amérique Latine	1075	23	70
Asie	2230	90	64
Europe	1660	115	245
URSS	690	101	396
Océanie	120	7	305

(Source : Annuaire statistique UNESCO 1977)

Nombre de récepteurs radio dans le monde

Continents	Nombre de récepteurs (en million)	pour 1000 habitants
Afrique	30	72
Amérique du Nord	428	1798
Amérique Latine	84	251
Asie	113	81
Europe	157	331
URSS	127	492
Océanie	14	632

(Source : Annuaire statistique UNESCO 1977)

Nombre de récepteurs télévision dans le monde

Continents	Nombre de récepteurs (en million)	pour 1000 habitants
Afrique	2,8	6,8
Amérique du Nord	134	563
Amérique Latine	29	87
Asie	39	28
Europe	117	246
URSS	57	221
Océanie	5,7	221

(Source : Annuaire statistique de l'UNESCO 1977)

ARTICLES RECENCES DANS JEUNE AFRIQUE

- 1 - BESSIS (Sophie). - Les ruses de la censure / Sophie Bessis.

J.A. n° 1000 du 5 mars 1980 p. 105

Difficile application du nouvel ordre international de l'information : l'information dans les pays en développement est très musclée.

LIBRE CIRCULATION DE L'INFORMATION

- 2 - HUBSCHER (Françoise). - Ces satellites qui dérangent :

Rien n'est plus comme avant dans l'univers des ondes.

Le tiers-monde veut y trouver désormais une place à part entière. Et l'Europe s'apprête à vivre la révolution de la télévision spatiale. / Françoise. H.

J.A. n° 1003 du 26 mars 1980 p. 72-75.

Le fossé entre le tiers monde et les pays développés se creusera d'avantage avec les satellites.

COMMUNICATION ; SATELLITE

- 3 - BENJAMIN (Y). - M'Bow courageux mais utopiste / Y. Benjamin.

J.A. n° 1004 du 2 avril 1980 p. 9

L'auteur loue les efforts du Directeur Général de l'UNESCO, mais ne croit pas au Nouvel international.

COOPERATION

- 4- SOULEYMAN (Keita). - Non information délibérée /

Keita Souleyman

J.A. n° 1004 du 2 avril 1980 p. 9

L'auteur condamne la politique informative des pays africains

INFORMATION

- 5 - BESSIS (Sophie). - Communication : UNESCO en attendant Belgrade / Sophie Bessis

J.A. n° 1008 du 30 avril 1980. p. 72

Compte-rendu de la Conférence Internationale de coopération sur les activités, besoins et programmes relatifs au développement des communications tenue à Paris du 14 au 21 avril 1980.

COMMUNICATION

- 6 - BESSIS (Sophie). - UNESCO : bientôt M. BOW bis : réunion sans surprise pour un budget triennal. Les questions épineuses viendront à la conférence de Belgrade / Sophie Bessis.

J.A. n° 1015 du 18 juillet 1980. p. 76.

A la conférence générale de l'UNESCO le rapport Mac Brand a obtenu la primeure de la discussion des questions les plus épineuses.

.. MAC BRAND (RAPPORT)

- 7 - ELMANDJRA (Mahdi). - Demain l'an 2000 : le rapport de la commission Brandt des solutions ... sans changement du système international / Madhi. E.

J.A. n° 1021 du 30 juillet 1980 p. 56-57

L'auteur doute de la sincérité des Etats industrialisés car selon lui le nouvel ordre doit passer par le financement des infrastructures de communication dans les pays en développement et c'est là que se situe le problème.

MAC BRANDT (RAPPORT) ; INFORMATION

- 8 - SARRASECA (Henriette). - Audiovisuel : petit écran et grandes servitudes / Henriette Sarraseca.

J.A. n° 1022 du 6 août 1980 p. 74-75.

Une analyse de la géographie de la télévision : le monopole en matière d'information des pays développés.

TELEVISION ; AGENCE DE PRESSE

- 9 - ELMANDJRA (Madhi). - Demain l'an 2000 : un destin lié à la communication / Madhi Elmandjra.

J.A. n° 1025 du 27 août 1980. p. 70.

Etat de la coopération en matière de communication entre les pays arabes et les pays africains.

COMMUNICATION

- 10- MERGUI (Raphaël). - L'information en question / Raphaël Mergui.

J.A. n° 1029 du 24 septembre 1980 p. 57-61.

Sévère critique du rapport Mac Bride, selon J.A. l'institution d'un nouvel ordre international de l'information est un problème très complexe.

MAC BRIDE (RAPPORT), INFORMATION, LIBRE CIRCULATION DE L'INFORMATION

- 11- UNESCO : Monsieur M'BOW ou le pouvoir à l'africaine.

J.A. n° 1030 du 1er octobre 1980. p. 26-31.

Une brève présentation de l'UNESCO et de son directeur et surtout comment l'idée d'un ordre international de l'information est née.

LIBRE CIRCULATION DE L'INFORMATION

- 12- UNESCO : Du baume au coeur.

J.A. n° 1082 du 15 octobre 1980 p. 51.

L'Unesco préconise l'accélération de la formation scientifique dans les pays du tiers-monde. 92 % des scientifiques appartiennent aux pays développés.

FORMATION SCIENTIFIQUE

- 13- BESSIS (Sophie). - Presse : "Bas les pattes" mais les quelles ? / Sophie Bessis.

J.A. n° 1032 du 15 octobre 1980 p. 50.

Les pays occidentaux optent pour la liberté totale de l'information alors que les pays du tiers monde émettent une certaine réserve.

LIBERTE DE LA PRESSE

- 14- MAALOUF (Amin). - En vérité : des conférences en conférence / Amin Maalouf.

J.A. n° 1034 du 29 octobre 1980 p. 48.

Amin Maalouf évoque le super développement informatif des pays développés et le rôle des grandes agences.

AGENCE DE PRESSE ; INFORMATION

- 14- BESSIS (Sophie). - UNESCO : l'idéologie en veilleuse ; l'organisation aborde enfin concrètement les problèmes de l'information.

J.A. n° 1034 du 29 octobre 1980 p. 76-77.

L'UNESCO demande la démocratisation de l'information dans les pays en développement et dans les pays socialistes.

LIBERTE DE LA PRESSE

- 15- BESSIS (Sophie). - Quel nouvel ordre mondial pour l'information ? / Sophie Bessis.

J.A. n° 1047 du 28 janvier 1981 p. 70-73.

Sophie Bessis condamne l'attitude floue des 3 groupes politiques au moment de la discussion du rapport Mac Bride à Balgrade. Le groupe des 77 affirme qu'ils sont contre le monopole de l'information sans évoquer le monopole de l'information par leurs propres gouvernements. Les pays socialistes hésitent sur la liberté de l'information quant aux pays occidentaux, ils insistent sur la liberté totale de l'information en cachant le côté commercial.

INFORMATION ; LIBERTE DE CIRCULATION DE L'INFORMATION

ARTICLES RECENCES DANS LE MONDE

- 1 - BLANCHARD (Francis). - Objectifs pour la nouvelle décennie de développement / Francis Blanchard.

Le Monde du vendredi 28 mars 1980.

La communication permet une prise de conscience réelle au niveau d'une nation et contribue à son développement.

COMMUNICATION ; DEVELOPPEMENT

- 2 - VARKONYI (Tibor). - Le mythe du dialogue nord-sud / Tibor Varkonyi.

Le Monde du 28 mars 1980. p. 34.

C'est la volonté démocratique d'informer qui pousse les rédacteurs à informer, l'auteur considère la notion d'information comme un mythe inexact.

INFORMATION

- 3 - TREJO (Patricia). - Guerre et mise en condition / Patricia Trejo.

Le Monde du vendredi 28 mars 1980 p. 35.

L'auteur démontre le grand rôle de l'information dans les conflits. Les grandes agences de presse façonnent selon leurs orientations idéologiques les informations qui viennent du tiers-monde.

AGENCE DE PRESSE / CONFLIT / INFORMATION

- 4 - SCHWOEBEL (Jean). - Information et développement / Jean Schwoebel.

Le Monde du vendredi 28 mars 1980 p. 31.

Selon l'auteur les pays occidentaux continuent de bouder le nouvel ordre international de l'information car ils y voient une tentative d'étatiser l'information.

LIBERTE DE L'INFORMATION

- 5 - SEYE (Cherif El Valide). - S'enrichir de toutes les différences / Cherif El valide Seye.

Le Monde du vendredi 28 mars 1980 p. 35.

L'auteur insiste sur l'insignifiante place qu'occupent les pays en développement dans la presse du monde occidental.

INFORMATION

- 6 - NAIT-MAZI (Noureddine). - Une tâche prioritaire et plus qu'ardue / Noureddine Hait-Mazi.

Le Monde du vendredi 28 mars 1980. p. 94.

L'auteur insiste sur le déséquilibre en matière d'information entre les pays développés et le tiers-monde.

INFORMATION / SOUS-DEVELOPPEMENT DE L'INFORMATION

- 7 - MUSTAFA (Zubeida). - Les médias doivent présenter les vœux des populations / Zubeida Mustafa.

Le Monde du vendredi 28 mars 1980 p. 31, suite p. 34.

Selon l'auteur la réussite du nouvel ordre économique international passe par le nouvel ordre mondial de l'information.

INFORMATION ; ECONOMIE

- 8 - MAKAGIANSAR (Makaminan). - Tribune des Nations Unies : lever les barrières de la communication / Makaminan Makagiansar.

Le Monde du vendredi 28 mars 1980. p. 31 suite p. 33.

Monsieur Makaminan Makagiansar est sous-directeur général pour la culture et la communication de l'UNESCO. Il donne dans cet article son point de vue sur le nouvel ordre international de l'information.

COMMUNICATION, INFORMATION

- 9 - La difficile élimination des contrôles franquistes.

Le Monde du vendredi 28 mars 1980. p. 35.

Présentation de la presse espagnole franquiste.

LIBERTE DE LA PRESSE

- 10 - KAUL (Sumer). - Le Besoin d'une restructuration dans une optique professionnelle / Sumer Kaul.

Le Monde du vendredi 28 mars 1980. p. 36.

Hostilité de la part des pays développés sur le statut du pool des agences de presse des pays sous-développés : ils demandent "la refonte du pool dans l'optique de vrais professionnels".

INFORMATION, AGENCE DE PRESSE

- 11 - IVACIC (Pero). - Le pool des agences de presse des pays non alignés : une collaboration exemplaire / Pero Ivacic.

Le Monde du vendredi 28 mars 1980. p. 36.

Présentation du pool des agences de presse des pays non alignés.

AGENCE DE PRESSE

- 12 - GROBE (Karl). - Le Monde à travers les lunettes occidentales / Karl Grobe.

Le Monde du vendredi 28 mars 1980. p. 31.

Selon l'auteur les informations qui parviennent des Etats en développement sont déformées et ne reflètent pas les réalités que vivent ces pays.

INFORMATION

- 13- GASPARI (Elio). - Au Brésil, la censure est efficace / Elio Gaspari.

Le Monde du vendredi 28 mars 1980. p. 35.

L'auteur montre l'efficacité de la censure dans un pays en développement : Le Brésil.

CENSURE, BRESIL

- 14- DEGARZAROLLI (Pierro). - Un compromis sur la voie d'une meilleure compréhension mondiale des problèmes d'information / Pierro Degarzarolli.

Le Monde du vendredi 28 mars 1980. p. 33.

L'auteur définit trois écoles et leur position sur l'information (l'école occidentale, socialiste et tiers-mondiste).

INFORMATION ; LIBERTE DE LA PRESSE

- 15- ACHOUR (M). - L'agence panafricaine d'information (PANA) : un projet en voie de réalisation / M. Achour.

Le Monde du 28 mars 1980. p. 36.

Description et but de l'agence panafricaine d'information.

AGENCE PANAFRICAINNE D'INFORMATION

- 16- La conférence générale examinera un projet de "programme international pour le développement de la communication".

Le Monde du jeudi 24 avril 1980. p. 15.

La conférence de l'UNESCO réunie du 14 au 21 avril 1980 examine un projet d'aide aux pays du tiers-monde en matière de communication.

COMMUNICATION

- 17- A Yaoundé : une cinquantaine de pays africains décident de promouvoir le développement des télécommunications.

Le Monde du 2 août 1980.

Les pays africains examinent leur politique d'information dans le cadre du nouvel ordre international de l'information.

COMMUNICATION, INFORMATION

- 18- Plan d'assistance entre pays non alignés.

Le Monde du samedi 23 août 1980. p. 22.

16 pays non alignés réunis à Managua ont décidé d'aider 30 autres pays non alignés à créer leur propre agence de presse.

INFORMATION, AGENCE DE PRESSE

- 19- CANS (Roger). - UNESCO : la vingt et unième conférence générale s'ouvre à Belgrade ; le rôle des médias une nouvelle fois en question / Roger Cans.

Le Monde du 24 septembre 1980. p. 16.

Discussion des 82 propositions de la commission Mac Bride pour améliorer la communication entre les hommes.

MAC BRIDE (RAPPORT) ; COMMUNICATION

- 20- CANS (Roger). - A la conférence générale de Belgrade : le rapport Mac Bride sur l'information suscite peu de réactions hostiles / Roger Cans.

Le Monde du 15 octobre 1980. p. 21.

Différentes réactions des délégués du Sénégal, l' URSS, la Grande Bretagne, la R.F.A. et la France autour du rapport Mac Bride.

INFORMATION, SENEGAL, URSS, GRANDE BRETAGNE, R.F.A.  
FRANCE.

- 21- CANS (Roger). - A la conférence générale de Belgrade : le rapport Mac Bride sur l'information a été approuvé à la quasi unanimité / Roger Cans.

Le Monde du 17 octobre 1980. p. 19.

Ratification par la commission culture et communication du rapport du directeur de l'UNESCO commentant le rapport Mac Bride.

CULTURE, COMMUNICATION / INFORMATION

- 22- Le rapport Mac Bride sur l'information fait l'objet d'un projet de résolution commun.

Le Monde du 24 octobre 1980. p. 16.

Adoption d'un texte de compromis représentant l'accord général de tous les Etats.

INFORMATION : LIBERTE DE LA PRESSE

- 23- Bulletin du jour : vers un "ordre mondial de l'information".

Le Monde du 28 octobre 1980. p. 1.

- 24- La conférence générale de l'UNESCO a adopté le document sur le "nouvel ordre de l'information".

Le Monde du 28 octobre 1980 p. 6.

Plusieurs pays ont manifesté leur réserve sur le texte de résolution sur le nouvel ordre de l'information.

MAC BRIDE (RAPPORT)

- 25- YANKOVITCH (Paul). - UNESCO : au terme d'un mois de travail la vingt et unième conférence générale a adopté quatre cents résolutions et programmes / Paul Yankovitch.

Le Monde vendredi 31 octobre 1980.

Sévère critique du Times du 30 octobre sur l'accord de Belgrade portant sur le nouvel ordre international de l'information.

LIBERTE DE LA PRESSE

- 26- PERIER-DAVILLE (Denis). - Point de vue : la protection des journalistes / Denis Perier-Daville.

Le Monde du samedi 28 février 1981. p. 36.

Compte-rendu de la réunion tenue sous les auspices de l'UNESCO d'une quinzaine d'organisations internationales de journalistes et d'éditeurs à Paris.

JOURNALISTE, INFORMATION

- 27- Protection des journalistes : le projet prêté à l'UNESCO fait l'objet de vives critiques.

Le Monde du jeudi 5 mars 1981.

Critique du projet de l'UNESCO pour la protection des journalistes devant l'assemblée annuelle de l'Institut de presse internationale (I.P.I.) le 2 mars 1981 et une réponse du porte parole du directeur général de l'UNESCO.

PROTECTION DES JOURNALISTES

- 28- GABORIT (Pierre). - Communication : remous autour de l'UNESCO / Pierre Gaborit

Le Monde du mercredi 11 mars 1981. p. 2.

L'auteur évoque le problème de la protection des journalistes en mission périlleuse qui ne semble pas être évoqué par l'UNESCO.

PRESSE ; JOURNALISTE

- 29- Presse : Monsieur M. BOW rejette les accusations contre l'UNESCO.

Le Monde du mercredi 11 mars 1981. p. 26.

Déclaration du Directeur Général de l'UNESCO au quotidien madrilène El pais dénonçant une accusation de l'Institut International de la Presse (l'I.I.P.) selon lequel le nouvel ordre international de l'information entrave la liberté de la presse.

LIBRE CIRCULATION DE L'INFORMATION

- 30- DURIEUX (Claude). - Un rapport critique vivement la "couverture" des activités de l'UNESCO par les moyens d'information américain.

Le Monde du mercredi 18 mars 1981 p. 42.

Sévères critiques à l'égard de la presse américaine qui a assuré la couverture de la conférence de Belgrade de l'UNESCO sur le nouvel ordre international de l'information et a beaucoup contribué à déformer les points de vue de certains délégués.

INFORMATION, PRESSE

- 31- M.D. - L-UNESCO défend la liberté de l'information partout déclare son directeur général / M.D.

Le Monde du samedi 4 avril 1981 p. 4.

Réponse du Directeur Général de l'UNESCO aux critiques formulées par Monsieur Blaker ministre adjoint du Foreign Office (Grande Bretagne).

LIBERTE DE L'INFORMATION

INDEX ALPHABETIQUE DES AUTEURS ET ANONYMES

JEUNE AFRIQUE

ACHOUR (M)

BENJAMIN (Y) 3

BESSIS (Sophie) 1 - 5 - 6 - 13 - 15 - 16

ELMANDJRA (Madhi) 7 - 9

HUBSCHER (Françoise) 2

MAALOUF (Amin) 14

MERGUI (Raphaël) 10

SARRASECA (Henriette) 8

SOULEYMANE (Keita) 4

UNESCO 11 - 12

INDEX DES MOTS CLES

JEUNE AFRIQUE

Agence de presse 8 - 14  
Communication 2 - 5 - 9  
Coopération 3  
Formation scientifique 12  
Information 4 - 7 - 10 - 14 - 16  
Liberté de la presse 13 - 15  
Libre circulation de l'information 1 - 10 - 11 - 16  
Mic Bride (rapport) 6 - 7 - 10  
Satellite 2  
Télévision 8

INDEX ALPHABETIQUE DES AUTEURS ET ANONYMES

LE MONDE

ACHOUR (M) 15  
BLANCHARD (Francis) 1  
Bulletin du jour 23  
CANS (Roger) 19 - 20 - 21  
Conférence de Yaoundé 17  
DEGAR ZAROLLI (Piero) 14  
DURIEUX (Claude) 30  
GABORIJ (Pierre) 28  
GASPARI (Elio) 13  
GROBE (Karl) 12  
IVACIC (Pero) 11  
KAUL (Sumer) 10  
La conférence générale de l'UNESCO 24 - 16  
La difficile élimination du contrôle franquiste 9  
Le rapport Mac Bride 22  
M.D. 31  
MAKAGIANSAR (Makaminau) 8  
MUSTAFA (Zubeida) 7  
NAIT-MAZI (Nouredine) 6  
PERIER-DAVILLE (Denis) 26  
Plan d'assistance entre pays non alignés 18  
Presse 29  
Protection des journalistes 27  
SCHWOEBEL (Jean) 4  
SEYE (Cherif El Valide) 5  
TREJO (Patricia) 3  
VARKONYI (Tibor) 2  
YANKO VITCH (Paul) 25

INDEX DES MOTS CLES

LE MONDE

Agence de presse 3 - 10 - 11 - 18  
Brésil 13  
Censure 13  
Communication 1 - 8 - 19 - 16 - 17 - 21  
Conflit 3  
Culture 21  
Développement 1  
Economie 7  
France 20  
Grande Bretagne 20  
Information 2 - 3 - 5 - 8 - 7 - 10 - 12 - 14 - 18 - 17 - 20 -  
21 - 22 - 26 - 30  
Journaliste 26 - 28 - 27  
Liberté de la presse 4 - 9 - 22 - 25  
Libre circulation de l'information 29  
Mac Bride (rapport) 19 - 24  
PANA (Agence panafricaine d'information) 15  
Presse 28 - 30  
R.F.A. 20  
Sénégal 20  
Sous-développement informatif 6  
URSS 20

BIBLIOGRAPHIES

Articles de périodiques

- Outre le Monde et Jeune Afrique plusieurs journaux français et étrangers ont publié des articles sur le nouvel ordre international de l'information qui s'est tenu à Belgrade du 23 septembre au 28 octobre 1980.

Entre autre signalons :

- 1 - Raskin (A.H.). - UNESCO : l'information mal traitée.

In : Trimedia, 1981, n° 13, 31-35 (voir en annexe une photocopie).

2 Conférence internationale sur l'information

- photocopie de la résolution sur les questions de l'information de la conférence des ministres africains de l'information réunie en sa première session ordinaire à Kampala, OUGANDA, du 7 au 11 novembre 1977.

Ouvrages généraux sur l'information

- 3 - DEBBASCH (Charles). - Le Droit de la radio et de la télévision / par Charles Debbasch ... - Paris : P.U.F., 1969.
- 4 - DIMNET (Jean). - Vers une société de la communication / Jean Dimnet. - Paris : Ed. du Sénévé, 1969.
- 5 - BOEGNER (Philippe). - Cette presse malade d'elle-même / Philippe Boegner. - Paris : Plon, 1969.

- 6 - SERVAN-SCHREIBER (Jean-Louis). - Le pouvoir d'informer / Jean-Louis Servan-Schreiber. - Paris : Ed. R. Laffont, 1972.
- 7 - TERROU (Fernand). - L'information / Fernand Terrou. - Paris : P.U.F., 1962.
- 8 - HERZHAFT (Gérard). - La presse française contemporaine / Gérard Herzhaft. - Villeurbanne : ENSB, 1979.
- 9 - L'information à travers le monde : presse, radio, télévision, film / UNESCO. - Paris, cop. 1966.
- 10 - CAYROL (Roland). - La presse écrite et audio-visuelle. - Paris : P.U.F., cop. 1973.
- 11 - BALLE (Francis). - Institutions et publics des moyens d'information : presse, radiodiffusion, télévision. - Paris : ed. Montchestien, 1973.

Document : textes de base sur le nouvel ordre international de l'information.

- 12 - Voix multiples, un nouvel monde : vers un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication plus juste et plus efficace : rapport / de la commission internationale d'étude des problèmes de la communication. - Paris : UNESCO : La documentation française ; Dakar : Nouvelles éditions africaines, 1980.
- 13 - Vers "un nouvel ordre international de l'information" ? / dossier constitué par Daniel Calard. - Paris : la Documentation française, 1977.

RESOLUTION SUR LES QUESTIONS DE L'INFORMATION

La Conférence des Ministres Africains de l'Information réunie en sa première session ordinaire à Kampala, Ouganda, du 7 au 11 novembre 1977,

Considérant l'importance capitale des échanges entre Les Départements de l'Information en Afrique,

Considérant la nécessité de favoriser l'interpénétration et la coopération mutuelle entre tous les organes d'information africains,

Considérant la volonté de nos peuples d'accéder à une information indépendante éducative et objective,

Considérant le rôle du Secrétariat Général de l'OUA dans la concrétisation de notre politique en matière d'information,

1. PROCLAME le 7 novembre de chaque année comme Journée Africaine de l'Information - journée qui sera marquée par des manifestations sur l'ensemble du Réseau Africain.
2. DECIDE l'institutionnalisation de la Conférence Africaine des Ministres de l'Information qui aura lieu désormais une fois par an.
3. DEMANDE au Secrétariat Général de l'OUA de renforcer le Département de l'Information pour faire face aux nouvelles responsabilités.
4. DEMANDE au Secrétaire Général Administratif d'inscrire comme point prioritaire à soumettre au Conseil des Ministres, le problème de la restructuration des services de l'Information de l'OUA afin de s'assurer de l'adoption par le Conseil, des propositions suivantes:

1. Extension de la Division de l'Information à un Département du Secrétariat comprenant les Sections ou Divisions suivantes:
  - i) Presse et Relation Publiques
  - ii) Publications
  - iii) Services de la Radio et de l'Audiovisuel
  
2. Prévision des fonds nécessaires pour un personnel supplémentaire et le matériel adéquat pour permettre de s'acquitter de ses tâches pour la réalisation des objectifs de l'OUA dans les domaines politique, culturel et socio-économique.

- 3 -

RESOLUTION SUR LA REUNION CONJOINTE DES  
MINISTRES DE L'INFORMATION DES  
ETATS MEMBRES DE L'OUA ET DE LA LIGUE DES ETATS ARABES

La Conférence des Ministres Africains de l'Information réunie en sa première session ordinaire à Kampala, Ouganda du 7 au 11 novembre 1977,

Ayant examiné la proposition des Ministres de l'Information des Etats membres de la Ligue des Etats Arabes demandant une réunion conjointe de l'OUA et de la Ligue des Etats Arabes,

Tenant compte de la déclaration générale des Chefs d'Etat et de Gouvernement adoptée lors du premier Sommet Arabo-Africain tenu au Caire en mars 1977,

Soucieux de renforcer les liens de coopération entre les Etats arabes et les Etats africains pour l'établissement d'une politique commune de l'Information et l'avènement d'un nouvel ordre mondial de l'information,

1.       ACCEPTE l'invitation qui leur a été faite par les Ministres de l'Information de la Ligue des Etats Arabes, SE FELICITE de la volonté qu'ils ont exprimée pour renforcer les liens de solidarité dans le domaine de l'Information.

2.       DEMANDE au Secrétariat Général de l'OUA et au Secrétariat Général de la Ligue des Etats Arabes de se consulter pour:

- a) l'élaboration d'un ordre du jour de la réunion
- b) la fixation du lieu de cette réunion qui devra se tenir au plus tard avant la fin de 1978.

3. DEMANDE aux instances compétentes de l'OUA d'étudier avec la Ligue des Etats Arabes les modalités pratiques et financières pour l'organisation de cette réunion.

MOTION DE REMERCIEMENTS

La Conférence des Ministres Africains de l'Information réunie en sa première session ordinaire à Kampala, Ouganda du 7 au 11 novembre 1977,

1. REMERCIE chaleureusement Son Excellence le Maréchal El Hadj Dr. Idi Amin Dada VC, DSO, MC, CBE, Président à vie de la République d'Ouganda et Commandant en Chef des Forces Armées, le gouvernement et le peuple ougandais pour l'accueil fraternel qui lui a été réservé, les facilités qui lui ont été accordées et qui ont permis le succès des travaux de la première Conférence des Ministres Africains de l'Information.

2. FELICITE vivement Son Excellence le Maréchal El Hadj Dr. Idi Amin Dada VC, DSO, MC, CBE, Président à vie de la République d'Ouganda et Commandant en Chef des Forces Armées pour son attachement à la cause africaine et sa contribution personnelle à la réussite de cette Conférence.

DECLARATION SUR LA MISE EN PLACE DE  
L'AGENCE PANAFRICAINNE D'INFORMATION

L'idée de la création d'une Agence Panafricaine d'Information a reçu une impulsion décisive à Addis-Abéba, en mai 1963, lorsque la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) a adopté la résolution CIAS/Plen.3 Partie B approuvant le principe de la création d'une Agence Panafricaine d'Information. Par la suite, la Commission de l'Education et de la Culture de l'OUA a demandé, en janvier 1964, la préparation par l'Union des Agences de Presse Africaines (UAPA) d'un rapport préliminaire sur le projet de création d'une Agence Panafricaine d'Information (Res. EDC/29 Res.2 (I)). La Commission réunie à Lagos en janvier 1965, tenant compte du rapport présenté par l'UAPA, a recommandé qu'un Comité soit créé pour étudier et présenter un rapport sur "les besoins techniques, financiers et en personnel, nécessaires à la création de la PANA" (Res.EDC/Res.II (II) ).

La recommandation de la Commission de l'Education et de la Culture a été approuvée à Nairobi en février 1965 par la Quatrième session ordinaire du Conseil des Ministres et, en octobre de la même année, la Deuxième session de la Conférence des Chefs d'Etat a approuvé ces recommandations. Une réunion d'un Comité d'Experts des Etats membres, convoquée par le Secrétariat de l'OUA, a suivi en décembre, à Addis-Abéba. Le Comité est tombé d'accord sur la création de l'Agence Panafricaine d'Information et a également mis sur pied un Sous-comité de quatre membres chargé de mettre au point les détails et d'évaluer le coût total de la création de l'Agence Panafricaine d'Information; les conclusions de ce Sous-comité ont été soumises à l'examen du Conseil des Ministres le 28 février 1966 à Addis-Abéba. En juillet 1976 lors de sa 27ème session ordinaire tenue à Port-Louis, MAURICE, le Conseil des Ministres de l'OUA a adopté sa résolution CM/494 (XXVII) sur la base d'un rapport présenté par le Secrétaire Général Administratif. Cette résolution a décidé qu'une réunion des Ministres Africains de l'Information devrait être convoquée dès que possible en vue de la création de l'Agence Panafricaine d'Information.

La Conférence des Ministres Africains de l'Information réunie en sa première session ordinaire à Kampala, Ouganda du 7 au 11 novembre 1977 a examiné avec le plus grand soin, le processus de mise en place de l'Agence Panafricaine d'Information. Tout en soulignant l'unanimité des Etats membres quant à la matérialisation de l'idée de l'OUA de créer notre Agence de presse au niveau continental, la majorité des délégations a pensé procéder à une mise en place pragmatique et progressive de l'Agence Panafricaine d'Information.

Après de larges débats francs et fructueux, la Conférence a dégagé un consensus sur la mise en place effective de l'Agence Panafricaine d'Information dans des délais raisonnables et selon des étapes qui seraient les suivantes:

- a) le démarrage immédiat des pools régionaux et le renforcement de la coopération tant régionale qu'inter-régionale des agences nationales d'information. Dans le même temps, les pays africains n'ayant pas encore d'agence nationale d'information sont invités à les créer dans un délai relativement bref.
- b) la création d'un Conseil intergouvernemental qui sera chargé d'étudier et de suivre l'ensemble des questions relatives au démarrage de l'Agence Panafricaine d'Information.
- c) la création d'un Secrétariat Permanent chargé de coordonner et d'animer la coopération entre les différentes agences de presse, ainsi que de suivre la mise en place des structures régionales de l'Agence Panafricaine d'Information.

En attendant l'adoption de structures définitives de l'Agence Panafricaine d'Information, la Première Conférence des Ministres Africains de l'Information a adopté les grandes lignes portant sur les objectifs, la structure, le fonctionnement et le statut juridique de l'Agence Panafricaine d'Information.

Les Ministres ont donné mandat au Conseil Intergouvernemental élu, de faire rapport à la prochaine Conférence des Ministres, sur les questions de l'évolution de l'Agence Panafricaine d'Information dans cette phase expérimentale, ainsi que de suggérer les propositions concrètes tendant à lancer effectivement l'Agence Panafricaine d'Information.

S'agissant du Conseil Intergouvernemental de l'Information en Afrique la Conférence a désigné les pays suivants sur la base de la Représentation Régionale

- |               |                     |
|---------------|---------------------|
| <u>NORD</u>   | 1) L'EGYPTE         |
|               | 2) LA LIBYE         |
|               | 3) L'ALGERIE        |
| <u>OUEST</u>  | 4) LA MAURITANIE    |
|               | 5) LA COTE D'IVOIRE |
|               | 6) LE GHANA         |
|               | 7) LE TOGO          |
|               | 8) LE NIGERIA       |
| <u>CENTRE</u> | 9) CAMEROUN         |
|               | 10) CONGO           |
|               | 11) ZAIRE           |
| <u>EST</u>    | 12) ETHIOPIE        |
|               | 13) SOUDAN          |
|               | 14) KENYA           |
| <u>SUD</u>    | 15) LE MOZAMBIQUE   |
|               | 16) LE LESOTHO      |

Sont également membres de droit de ce C.I.I.A. la Tunisie en sa qualité de Président du Conseil des non-alignés et les institutions spécialisées en matière d'information et de communication UAIA, URTNA, UJA etc... Tous les autres Etats membres de l'OUA ne faisant pas partie du C.I.I.A. peuvent être admis sur demande, aux réunions du CIIA en qualité d'observateur.

Ce Conseil Intergouvernemental de l'Information siégera en janvier 1973 pour définir ses méthodes de travail et les modalités pratiques pour le fonctionnement du Secrétariat permanent.

Le C.I.I.A. désignera le secrétaire permanent sur la base des candidatures envoyées par les différents Etats.

Le Secrétariat Permanent siège auprès du président du C.I.I.A. L'Ouganda en sa qualité de Président en exercice de la Conférence des Ministres Africains de l'Information préside le C.I.I.A. et Kampala abrite par conséquent le Secrétariat Permanent.

- En ce qui concerne les pools régionaux et leur siège, la Conférence des Ministres de l'Information, après examen du rapport de la Commission B sur les questions techniques a renvoyé l'étude de cette question au Conseil Intergouvernemental qui fera rapport à la prochaine conférence.

- Pour ce qui est des candidatures des Etats membres pour abriter le siège de la Conférence des Ministres de l'Information de l'OUA a pris acte de l'offre faite par le Maréchal Idi Amin Dada VC.LSO. MC. CBE., Président à vie de la République d'Ouganda et Commandant en Chef des Forces Armées, quant à la candidature de l'Ouganda.

Elle a recommandé à cet effet, que toutes les délégations à la présente réunion fassent rapport à leur Chef d'Etat pour trouver une solution au prochain sommet de l'OUA

Le Secrétaire Général de l'OUA a informé les Etats membres de la candidature de l'Ethiopie et du Kenya, désireuses elles aussi d'abriter le siège de l'Agence Panafricaine d'Information.

- Enfin, la Conférence des Ministres de l'Information de l'OUA a été saisie officiellement par l'Iran, quant au sigle de notre Agence Panafricaine d'Information.

Pour éviter la confusion entre l'Agence Panasiatique de Presse (PANA qui existe depuis quinze (15) ans et l'Agence Panafricaine d'Information de l'OUA, la Conférence a donné mandat au Conseil Intergouvernemental pour étudier la question et suggérer un nouveau sigle.

DECLARATION DE KAMPALA

La Conférence des Ministres Africains de l'Information, réunie en sa première session ordinaire à Kampala, Ouganda du 7 au 11 novembre 1977,

Consciente du rôle primordial de l'information dans la promotion des peuples africains,

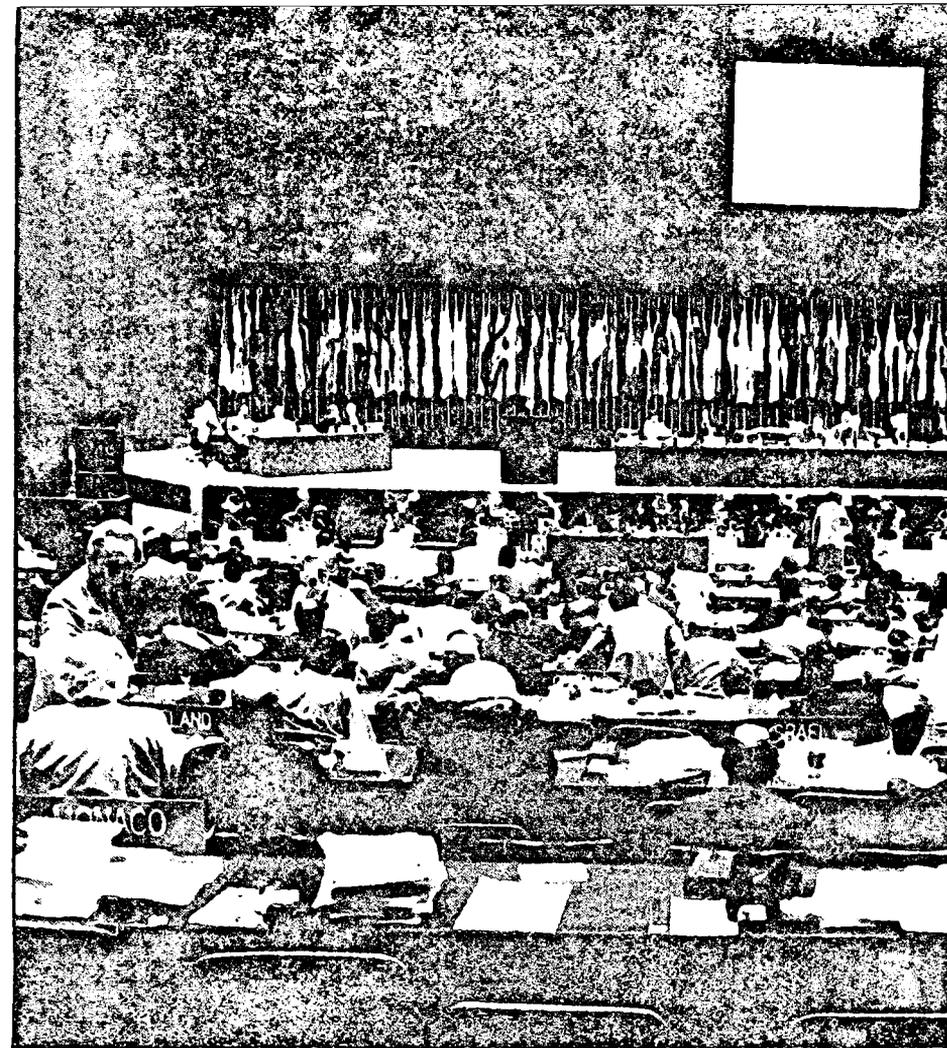
Consciente de la gravité de la situation de l'information en Afrique qui demeure dans une large mesure dépendante des organes d'information extra-africains,

Consciente du déséquilibre de la circulation de l'information qui porte préjudice à l'Afrique,

Consciente des conséquences de cette situation sur le progrès, l'indépendance, la libération et l'unité de notre Continent,

1. DEPLORE l'insuffisance des progrès accomplis en matière de développement qualitatif et quantitatif des moyens d'information.
2. AFFIRME que l'information est un instrument irremplaçable pour l'éducation, la mobilisation et la consciencisation des masses africaines.
3. ESTIME nécessaire et indispensable l'élaboration d'une politique africaine de l'information basée sur la coopération, la concertation qui renforce la personnalité africaine et contribue au rapprochement, à l'unité et au progrès économique, social et culturel de nos peuples.
4. ENCOURAGE le développement rapide des organes d'information et de communication par des moyens accrus et DEMANDE à tous les Etats de considérer l'information comme une priorité dans le développement.

5. DECIDE de dynamiser et de consolider les institutions panafricaines de l'information dans le domaine de la Radio-Télévision, de la presse écrite, des Agences et du cinéma.
6. DEMANDE à cet effet à l'URTNA, à l'UAIA, à l'UJA etc... de soumettre des rapports d'activités et des programmes d'Action à la prochaine Conférence.
7. LANCE UN APPEL solennel à tous les Etats membres afin que tout soit mis en oeuvre pour éviter d'attirer les tensions conjoncturelles par les moyens d'information.
8. SOUTIENT les efforts des pays non-alignés en vue de bâtir un nouvel ordre international de l'information conforme aux intérêts des pays du Tiers Monde.
9. ENREGISTRE avec satisfaction les efforts déployés par l'UNESCO et la Tunisie, Présidente du Conseil intergouvernemental des pays non-alignés pour l'avènement du nouvel ordre mondial de l'information.
10. RECOMMANDE au Secrétariat général de l'OUA d'organiser un symposium en vue d'élaborer un projet de Charte de l'Information sur la base de la présente Déclaration de Kampala.



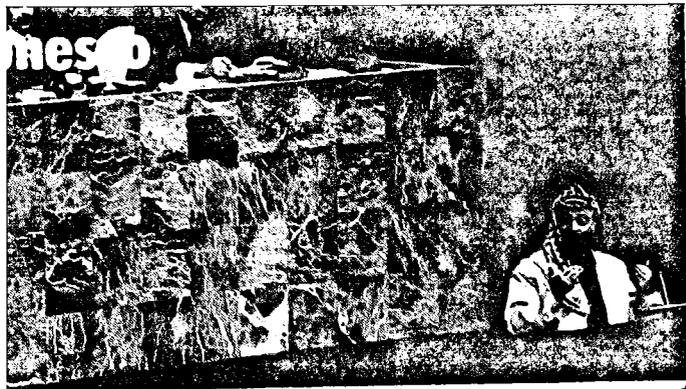
Lors de sa réunion de décembre 1980, le National News Council a chargé son personnel d'étudier la manière dont les moyens d'information avaient rendu compte de la Conférence générale de l'Unesco à Belgrade en 1980, afin de déterminer comment la presse avait informé le public américain des travaux de cette Conférence, notamment pour ce qui est des problèmes relatifs à la communication internationale. Il s'agissait de savoir si une présentation partielle des informations sur ce sujet accroissait les difficultés inhérentes à tout effort vers un consensus mondial sur les moyens de parvenir à "un nouvel ordre international de l'information". Le personnel a examiné 448 extraits de presse et 206 éditoriaux de journaux de toutes les régions du pays. Quarante-vingt pour cent environ des articles provenaient d'Associated Press et de United Press International, de sorte qu'il y avait beaucoup de répétitions.

**P**lusieurs nouvelles brèves ont donné lieu à des développements, la principale étant celle qui rapportait une vive attaque lancée par un délégué afghan dissident contre l'Union Soviétique, accusée d'étouffer la liberté (103 article et 24 éditoriaux). Cinquante-sept extraits de presse avaient trait à un discours de Yasser Arafat et à une tentative du bloc arabe visant à expulser Israël, et 10 autres à une résolution condamnant la politique d'Israël relative à Jérusalem. Six extraits de presse portaient sur la guerre entre l'Irak et l'Iran et 36 sur la réélection du Directeur général de l'Unesco, M. Amadou-Mahtar M'Bow. La plupart des articles concernant M.M'Bow insistaient fortement sur son rôle dans la controverse sur le nouvel ordre de l'information.

Aucun article, pour une conférence de six semaines, n'a mentionné un seul rapport, un seul discours ni une seule résolution sur les activités fondamentales de l'Unesco: lutte contre l'analphabétisme, exploitation de nouvelles sources d'énergie, protection des monuments historiques, élargissement des programmes de formation des scientifiques et d'ingénieurs, financement des recherches de base sur la production alimentaire et les sciences de la mer, etc. En revanche, 173 articles et chroniques ont été consacrés au débat sur la politique de la communication, qui fut également le thème central de 181 éditoriaux

# Unesco: l'information mal traitée

(D'après le rapport établi par A.H. Raskin, directeur adjoint du National News Council chargé des questions relatives à la liberté de la presse).



Tous les éditoriaux sans exception exprimaient une inquiétude devant le fait que l'Unesco était mêlée à des tentatives visant à définir une politique dans des domaines qui touchent à la circulation mondiale de l'information. Dans 158 cas, les éditoriaux étaient violemment hostiles, au point que dans 27 journaux ils suggéraient que les Etats-Unis se retirent de l'Unesco si l'Organisation persistait dans des actions considérées comme portant atteinte à la liberté de la presse. Les 23 autres éditoriaux, bien que critiques à l'égard de la Conférence de Belgrade, étaient d'un ton plus modéré et s'efforçaient d'expliquer pourquoi de nombreux pays en développement estiment que des changements doivent être apportés aux réseaux de communication actuels.

#### DES CHOIX NEGATIFS

Les informations les plus largement reprises dans la presse et celles auxquelles il était donné le plus de place étaient généralement celles qui renforçaient les craintes exprimées dans les éditoriaux. Un article d'Associated Press repris par 15 journaux (le nombre le plus élevé pour un seul article) parut dans des versions différentes dans la presse du matin et dans celle du soir. Le texte destiné aux journaux du matin commençait ainsi : "A l'Unesco, les communistes et le Tiers monde, passant outre aux objections occidentales, ont réussi à faire adopter plusieurs propositions tendant à briser ce qu'ils considèrent comme la domination de l'Ouest sur la communication dans le monde et la distribution des informations internationales". Le texte destiné aux éditions du soir était plus incisif : "Les pays communistes et ceux du Tiers monde ont utilisé leur majorité à l'Unesco pour faire voter des résolutions visant à mieux contrôler l'information internationale".

Les analyses et les articles étaient presque exclusivement consacrés aux inquiétudes que l'initiative de l'Unesco suscitait dans les pays occidentaux et ne laissaient guère de place aux points de vue opposés. L'une des rares exceptions fut une interview par

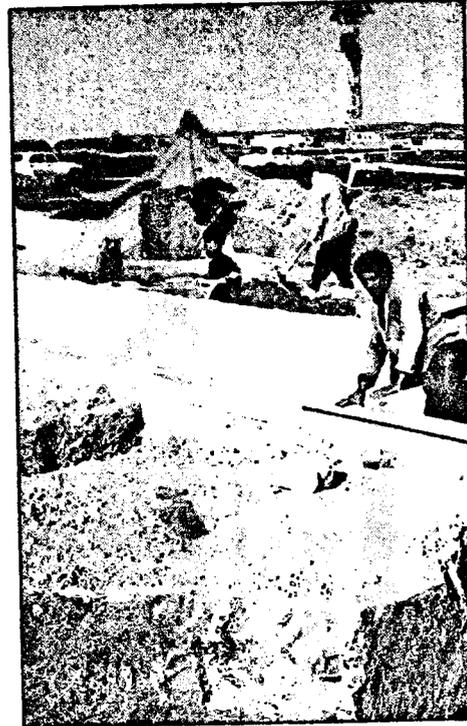


Associated Press de Hervé Bourges, porte-parole de M. M'Bow qui insistait sur le fait que l'Unesco n'avait nullement l'intention d'essayer de réglementer la circulation des informations internationales ni d'établir un contrôle des Etats sur les moyens d'information. Treize journaux ont repris cette dépêche et plusieurs lui ont réservé une place importante.

L'approbation par la Conférence d'une version modifiée d'une proposition des Etats-Unis concernant un Programme international pour le développement de la communication a été pratiquement passée sous silence.

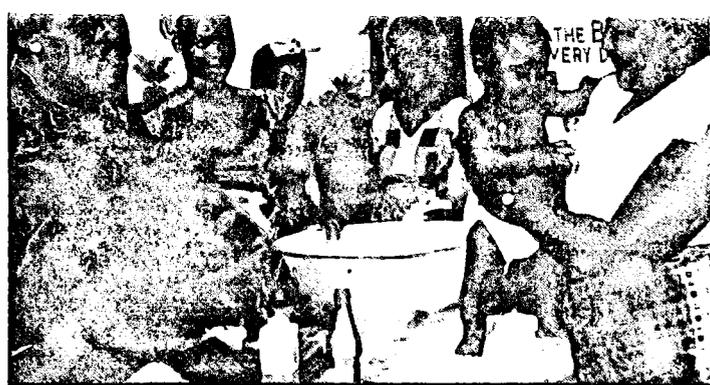
La tendance de la presse des Etats-Unis à ne mettre en lumière que les aspects négatifs de l'action de l'Unesco dans le domaine de l'information a été évoquée au cours de l'enquête, non seulement par les partisans du nouvel ordre international de l'information, mais par de nombreuses personnes qui se montrent très réservées à l'égard de cette idée notamment Léonard R. Sussman, directeur de Freedom House à New-York, qui a pris la parole à Belgrade au nom de l'Inter American Press Association, filiale du Comité mondial pour la liberté de la presse.

Au cours de son intervention de dix



minutes, il a approuvé à maintes reprises des projets prévoyant l'octroi d'une assistance technique aux journalistes du Tiers monde, mais A.P. n'en a retenu que les mises en garde qu'il a adressées à l'Unesco pour qu'elle évite toute action visant à instituer une autorisation préalable pour les journalistes et à les contrôler. " Chaque mot était absolument exact dit Sussman, mais l'ensemble était déséquilibré".

" Les articles d'information tout comme les éditoriaux reflètent généralement une position nette, tranchée, monolithique", observe-t-il. "Si l'on considère l'éventail des activités de l'Unesco, on constate que des centaines et des centaines de résolutions sont passées sous silence par la presse".



6 7

8

9 *Yasser Arafat (1), Sean Mac Bride (2) et Amadou-Mahtar M'Bow (3), trois visages qui résumement le mécontentement de l'UNESCO prise entre les querelles politiques, les procès d'intention et ses actions sur le terrain : Tunisie (4), Sénégal (5), Bolivie (6), Libéria (7), Maroc (8), Iran (9).*

Sussman a mené de son côté une enquête sur le traitement de la Conférence générale de l'Unesco par les journaux en attachant uniquement aux articles et éditoriaux portant sur le problème de la communication. Il a classé 38 des 63 articles examinés, soit 60 %, comme "défavorables"; cinq, soit 8 %, comme "favorables" et 20, soit 32 %, comme "équilibrés". Sur les éditoriaux de 37 journaux a constaté que 34, soit 92 %, "attaquaient violemment" les travaux de la conférence. Un seul éditorial était selon lui, "favorable", et deux étaient "équilibrés".

Le jugement de M. Sussmann est d'un intérêt tout particulier car lui et son organisation ont été et demeurent au premier rang des défenseurs de la liberté de la presse contre toute pression des pouvoirs publics.

#### AUVAIS TRAITEMENT

Quant à William Harley, chef du secrétariat de la Commission des Etats-Unis pour l'Unesco, il qualifie d'"astigmatisme" la vision que les journalistes américains ont du bat sur la communication internationale. Quels que soient les signaux avertisseurs de danger qui émanent, d'après lui, de l'attention

de la presse. M. Harley avait spécialement lieu de se plaindre de la manière dont la presse avait rendu compte d'une déclaration qu'il avait faite à Belgrade au nom de la délégation des Etats-Unis.

Il s'agissait d'un texte de six pages sur des questions de programme et de budget qui, d'une manière générale, appuyait les propositions du Directeur général. Dans ce texte, il qualifiait de "constructif" et conformes à l'esprit d'un consensus atteint en avril à Paris, les plans de M. M'Bow concernant l'établissement du Programme international pour le développement de la communication (PIDC).

M. Harley constata avec quelque tristesse, en lisant l'International Herald Tribune du 22 octobre, qu'Associated Press voyait dans sa déclaration une attaque dirigée contre les hauts fonctionnaires de l'Unesco et le prélude d'une future confrontation entre l'Ouest et une coalition de pays communistes et du Tiers monde.

L'article omettait tout ce qu'il y avait de positif dans l'intervention de M. Harley. Il ne traitait que d'un bref passage où le délégué des Etats-Unis demandait instamment le rétablissement de deux éléments du consensus d'avril qui n'apparaissaient

pas dans les propositions de M.M'Bow concernant le PIDC.

Interrogé par M. Harley, Paul Chutkow désavoua son article révisé par la rédaction du siège de l'Associated Press et par l'"International Herald Tribune". Des critiques simplement évoquées " au dixième alinéa" du compte rendu avaient, en effet, été montées en épingle sans raison apparente.

Selon le vice-président de l'A.P., des difficultés de transmission et de lecture avaient seules nécessité ces "modifications mineures". Quant à Mort Rosenblum, alors rédacteur en chef de l'"International Herald Tribune", il reconnut que la transformation du début de l'article était une "erreur qui n'aurait jamais dû être commise". Mais les lecteurs n'en surent jamais rien.

L'exclusion par les médias de tout ce qui ne concerne pas la communication est une source d'irritation non dissimulée pour les spécialistes des activités de l'Unesco dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture.

Un rapport publié en décembre dernier dans le bulletin de la Commission des relations internationales de la National Academy of Science et du National Research Council est significatif de cet état d'esprit.

M. Roger Revelle, chargé d'un enseignement sur la science et les pouvoirs publics à l'Université de Californie (San Diego), qui était membre de la délégation des Etats-Unis à Belgrade, y écrit : " Quand on lit ce qu'a écrit la presse de la vingt-et-unième session de la Conférence générale, on a l'impression que l'Unesco ne se préoccupe que des médias, c'est-à-dire des journaux, de la radio et de la télévision, et de leurs rapports avec les gouvernements".

#### UNE PARODIE

Les services de l'Unesco à Paris et à New-York considèrent la couverture de la Conférence de Belgrade par la majeure partie de la presse occidentale comme une parodie prenant le contre-pied de tous les préceptes d'un journalisme complet et ob-

ectif. Dans une analyse rédigée à l'intention du Council, Joseph A. Mehan, responsable de l'information du public sur l'Unesco aux Etats-Unis, note que 1869 délégués de 153 pays se sont réunis pendant six semaines à Belgrade pour étudier des programmes portant sur 53 activités qui vont du développement rural intégré aux systèmes de protection du droit d'auteur en passant par la condition de la femme dans la société. "Paul Lewis a décrit la Conférence dans le New-York Times comme "une Conférence des Nations Unies sur la communication et les organes d'information", ajoute M. Mehan. "Cette phrase résume l'attitude scandaleuse de la presse américaine vis-à-vis de la Conférence générale de l'Unesco".

Le droit du public américain à l'information a été et continue d'être bafoué d'une façon inconvenante", déclare le porte-parole de l'Unesco à New-York. "Il serait absolument impossible à un citoyen américain vigilant et désireux de s'informer du rôle que jouent les programmes de l'Unesco sur la scène internationale et du problème extrêmement complexe de la communication, de se faire une opinion basée sur la seule foi de l'exécrable qualité des comptes rendus de la presse américaine (...) qui se vante bien haut de protéger les droits de la presse libre et la libre circulation de l'information".

au siège de l'Unesco à Paris, John G. Masee, collaborateur de la Commission d'étude des problèmes de la communication présidée par l'Irlandais Sean MacBride tenté d'analyser 185 extraits de presse provenant de nombreuses régions du monde et dans lesquelles il est question du rapport MacBride et de ses recommandations sur l'élaboration de politiques internationales d'information. Soixante-quatre articles provenaient d'Europe de l'Ouest, 4 des Etats-Unis, 23 d'Asie, 14 d'Amérique latine et trois d'Afrique. L'Europe de l'Est n'était pas prise en considération dans l'enquête, en dehors d'une trentaine d'extraits de Tanjug, l'agence de presse officielle yougoslave. Parmi les dépêches occidentales, 23 se présentaient sous une forme brute et émanaient d'A.P., d'U.P.I., de Reuter, de l'Agence France Presse et du Press Trust of India.

l'analyse, dont les résultats ont été rapportés dans "Editor and Publisher" a permis de classer 65 coupures dans une catégorie "simple information sans commentaires", mais M. Masee fait remarquer "qu'en réalité l'information factuelle contenait souvent des commentaires

critiques sur le rapport en en donnant une impression générale défavorable ou en insistant sur les controverses qu'il soulève". Ce fonctionnaire de l'Unesco a classé 37 extraits comme reflétant un traitement "mixte et ou équilibré", un mélange de louange et de condamnation concernant diverses parties du rapport MacBride.

Cinquante-cinq articles ont été classés dans la catégorie "négatifs, hostiles et ou diffamatoires" dans leur appréciation de la Commission MacBride et de l'Unesco. Les 30 articles en provenance de Tanjug, qui, en plus de son propre service de nouvelles administre un pool d'information des pays non alignés, ont tous été jugés "favorables" par M. Masee. Selon celui-ci, la suspicion et l'animosité dont faisaient preuve certains journaux et agences occidentales et qui caractérisaient leurs éditoriaux et leurs articles étaient incompréhensibles pour le personnel de la Commission MacBride.

## LA REPONSE DES AGENCES

Les critiques générales du type de celles que formule l'Unesco sont rejetées comme non recevables par les dirigeants des grandes agences de presse internationales. Ainsi, Stan Swinton, responsable de longue date du Service mondial d'A.P. fait observer que toutes les organisations ont l'impression qu'on ne leur accorde qu'une attention insuffisante et que cette attention ne va qu'à une petite partie de ce qu'elles réalisent.

"Quand on demande aux gens de l'Unesco des documents précis sur toutes les choses importantes que, selon eux, nous devrions couvrir, on ne les obtient pas. L'Unesco elle-même est si préoccupée par cette question de la politique de la communication qu'elle ne diffuse de renseignements sur aucun autre sujet. En fait, s'il n'y avait pas la controverse sur le "nouvel ordre de la communication", personne de la presse ne se dérangerait".

M. Swinton maintient que les correspondants d'A.P. décrivent avec une totale impartialité les manœuvres qui se déroulent autour de la politique de la communication de l'Unesco, bien qu'il ne cherche nullement à dissimuler ses propres craintes à l'égard des desseins du Secrétariat de l'Organisation. Pour montrer que l'Unesco ne veut pas observer la trêve prétendument conclue à Belgrade, il cite ce qu'il considère comme une tentative pour "faire passer" subrepticement un plan visant à assurer la "protection" des journalistes en soumettant l'exercice du métier à la délivrance d'une autorisation, tentative faite lors d'une réunion tenue à Paris à la mi-février. Ce plan a été neutralisé après que les délégués occidentaux eurent obtenu que la question soit débattue. Mais le responsable d'A.P. est convaincu que les défenseurs de la liberté de la pres-

se se feront en fin de compte "complètement grignoter" dans le marchandage dont l'Unesco est le théâtre.

Mort Rosenblum, ancien rédacteur en chef du Herald Tribune à Paris, est aussi de ceux qui rejettent les critiques de l'Unesco. Lors d'une récente visite à New-York, il a indiqué au personnel du Council qu'il avait demandé à l'un de ses meilleurs journalistes de rédiger un article de fond en trois parties sur la totalité des activités de l'Unesco. Il a affirmé que le responsable de la presse à l'Unesco, un Yougoslave, avait qualifié ces articles de "tout-à-fait équitables". Peu de temps après, "Le Monde" a publié un article critique sur l'Unesco qui, selon M. Rosenblum, a exaspéré le Directeur général, M. M'Bow, et qui a abouti au vote d'une résolution condamnant l'attitude de la presse vis-à-vis de l'Unesco. L'International Herald Tribune" a blâmé l'Unesco dans un éditorial en décrivant sa résolution comme un écran de fumée masquant la censure de la presse. "Le résultat", rapporte M. Rosenblum, a été la consigne plus ou moins tacite donnée aux fonctionnaires de l'Unesco de ne pas parler au "Herald Tribune".

Il pense, comme M. Swinton, que la liberté de la presse ne peut pas faire l'objet d'un compromis. "Le journalisme ne peut pas être à moitié libre", déclare-t-il. "Pour l'Unesco, un commentaire équitable est une critique partielle".

H.L. Stevenson, vice-président et rédacteur en chef d'U.P.I., attribue de nombreux griefs au système du filtrage : la nécessité pour les chefs de rubrique de choisir chaque jour l'article qu'ils vont utiliser parmi les milliers qui affluent dans la salle de presse et qui proviennent de leurs propres journalistes et d'un nombre toujours plus grand de services de presse extérieurs.

"Nous pouvons distribuer toutes sortes d'articles", précise M. Stevenson, "et voir à notre grande surprise qu'ils ne sont jamais imprimés. Et même des articles très importants, ce qui est décourageant. Si, plus tard, je rencontre un chef de rubrique et lui pose des questions sur un article qui n'a pas été publié, "Ah oui, répondra-t-il, je l'ai trouvé intéressant mais je n'avais plus de place pour le faire passer".

## SELECTION

Ce n'est pas le remaniement des textes, mais le processus de sélection, qui a engendré des distorsions dans les articles de presse sur la Conférence de Belgrade. La première élimination a été faite par les journalistes eux-mêmes dans leur choix des événements méritant d'être relatés. Le processus a été ensuite renforcé par les responsables de la rubrique "Etranger" dans les journaux nationaux qui ont ten-

à rejeter les articles qui ne mettent en relief les aspects conflictuels. Leimum d'attention a été accordé aux les montrant que l'Ouest était mavré sur le front de la liberté et la plude ces articles ainsi que les autres es ayant fait l'objet de l'enquête ont é peu de place à l'exposé de points de opposés.

mettre en doute la sincérité ni même alidité des appréhensions des rédacs en chef et des directeurs des jour: américains quant à la direction laquelle l'Unesco s'engage — beau: de ces préoccupations étant d'ail: entièrement partagées par le Natio-News Council — il convient de re: quer que le fait que ces appréhensions: apparemment influencé le choix par ournaux de ce qu'il y avait lieu d'im: er dans leurs colonnes au sujet de esco n'est guère compatible avec la ité qui est toujours présentée com: a pierre de touche d'un jugement sain atière d'information.

déséquilibre qui a caractérisé la plupart nouvelles publiées sur la Conférence elgrade aux Etats-Unis n'a pas fourni base convenable pour permettre aux ricains de juger en toute indépendan: la justesse des positions que les édi: ux de leurs journaux prenaient le problème de la communication Unesco. Il est regrettable aussi ce déséquilibre ait donné aux journa: du Tiers monde et autres sceptiques ière exemple de ce qu'ils devraient rier comme un modèle de liberté de esse et d'indépendance vis-à-vis des ernements dans la pratique journa: ue occidentale.

centre du problème est en réalité la ition de l'information elle-même" Anthony Smith, directeur du British Institute, dans son dernier livre Geopolitics of Information : How ern Culture Dominates the World". ombreux rédacteurs en chef améri: ont été indignés par l'attitude comp: ensive de M. Smith à l'égard de nom: ses doléances du Tiers monde, selon elles un penchant pour les côtés né: s et les aberrations domine les nor: occidentales en matière d'informa: , introduisant ainsi des distorsions ce que le public perçoit et comprend reureusement, l'étude de la couvertu: e la session de Belgrade à laquelle le onnel du Council a procédé n'étaye trop bien cette thèse □

Une malencontreuse erreur de montage ayant dénaturé l'article que notre collaborateur M. Emmanuel Derieux avait confié au numéro 12 de Trimedia, nous nous faisons une amicale obligation de la rétablir ci-dessous dans sa version originelle.

# Une discipline (presque) nouvelle: le droit de l'information

Comparé à un certain nombre d'autres branches ou spécialisations juridiques plus anciennes, classiques et traditionnelles, le droit de l'information — secteur relativement nouveau de la science et de la pratique juridique — souffre sans doute encore aujourd'hui d'un développement insuffisant. Il ne constitue toujours pas, dans notre pays, une discipline juridique autonome ; ou n'est, en tout cas, pour le moment, pas véritablement considéré comme tel. Cette situation n'a évidemment pas pour principal défaut ou inconvénient de gêner le travail des théoriciens ou des praticiens du droit. Il appartient justement à ceux-ci de contribuer à l'élaboration de ce droit nouveau. C'est la condition de l'information et de ceux qui se livrent à cette activité et, bien plus fondamentalement encore, le respect et la satisfaction des

droits du public, qui se trouvent gravement affectés par cet état de fait. Les quelques réflexions sur le droit de l'information présentées ici voudraient constituer, en quelque sorte, un premier essai de théorie pour une discipline et spécialisation — scientifique et pratique — juridique (presque) nouvelle.

**T**oute tentative de définition du droit de l'information se heurte à de réelles difficultés. Celles-ci tiennent sans doute à l'état même de ce droit. Pour certains, il s'agit : de contraintes, de restrictions et d'obligations ; pour d'autres : de protections, d'avantages et de garanties. Ce n'est pas tout à fait la même chose pour l'ensei-

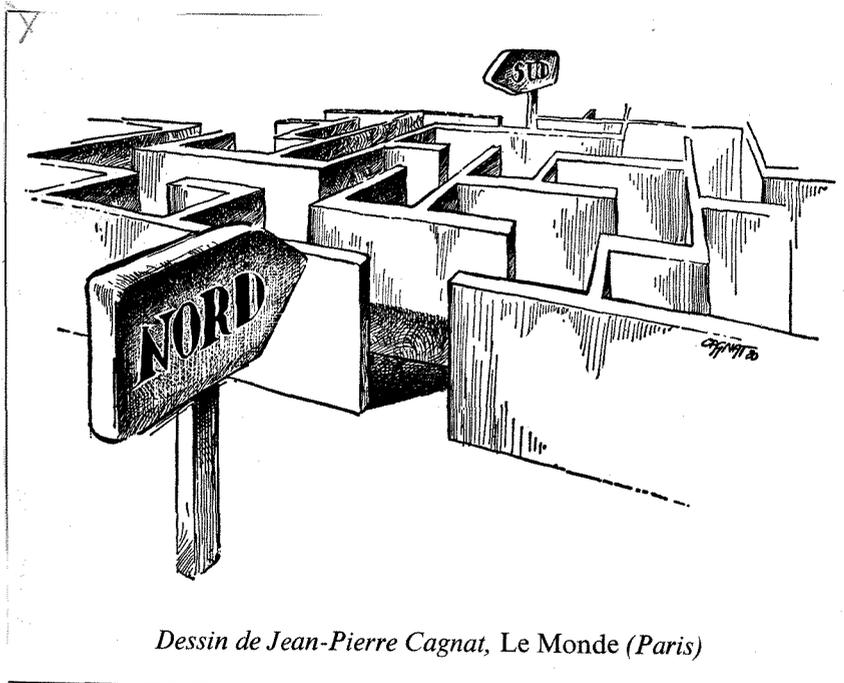


L'exemple du quotidien national du Niger

---

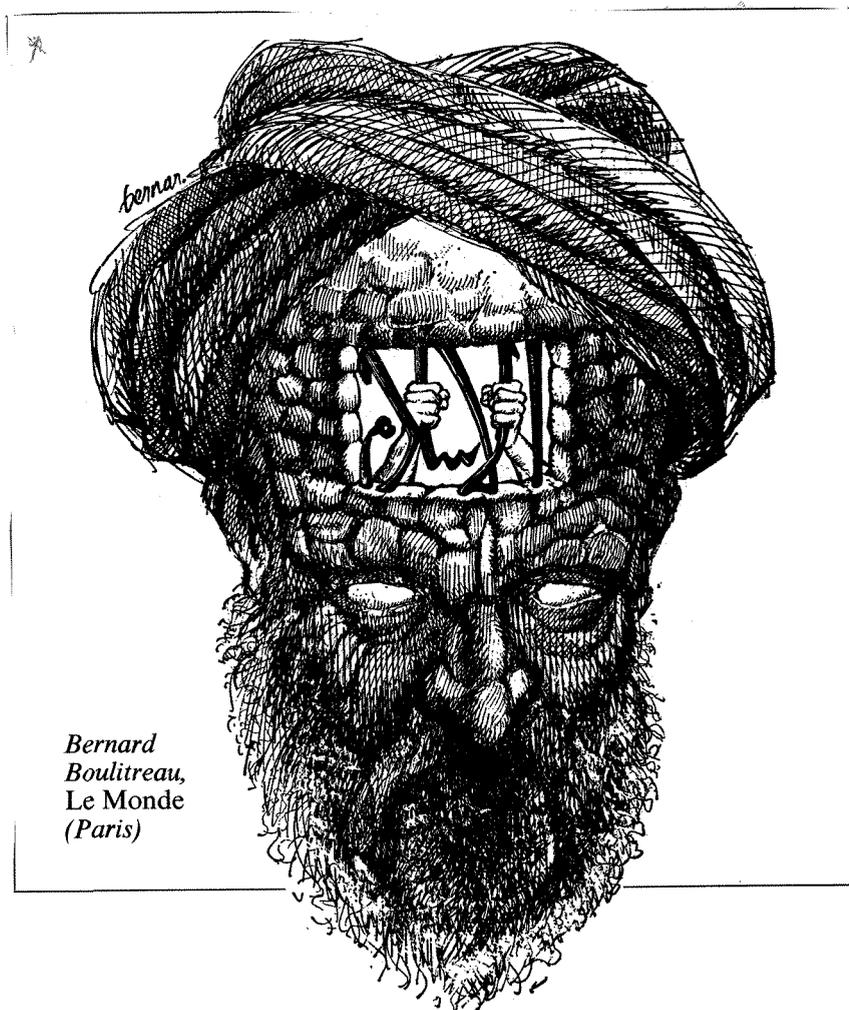
Sur 25 articles recensés dans ce journal les 2/3 concernent des nouvelles internationales en provenance d'Agence Internationale d'information.

Jeune Afrique n° 1043 du 31 décembre 1980.



Dessin de Jean-Pierre Cagnat, Le Monde (Paris)

*Jeune Afrique n° 1043 du 31 décembre 1980*



*Bernard  
Boulitreau,  
Le Monde  
(Paris)*

# PRESSE ET LIVRES

Le monde  
de la  
communication



## Les ruses de la censure

Sophie Bessis



« La commission de l'UNESCO recommande la libre circulation de l'information » ; « Le rapport de l'UNESCO condamne les entraves à la circulation des nouvelles. »

Tels sont les gros titres que la presse anglosaxonne consacre à la parution du rapport McBride sur les problèmes de la communication, et qui sonnent comme une victoire de la libre opinion sur les forces de la censure.

La position très nette prise par le rapport en faveur de la liberté de la presse apaisera-t-elle une querelle qui s'éternise entre l'UNESCO et les grands médias américains et britanniques ? Depuis près de quatre ans, ceux-ci dénoncent le danger qu'il y a à confier l'élaboration d'un « ordre » de l'information à une organisation dominée par la fameuse « majorité automatique » soviéto-tiers-mondiste. On pouvait craindre au départ, en effet, que la revendication d'un ordre mondial plus juste, dans ce domaine, ne fût exploitée par les tenants du contrôle étatique de la presse. Or les objections soviéti-

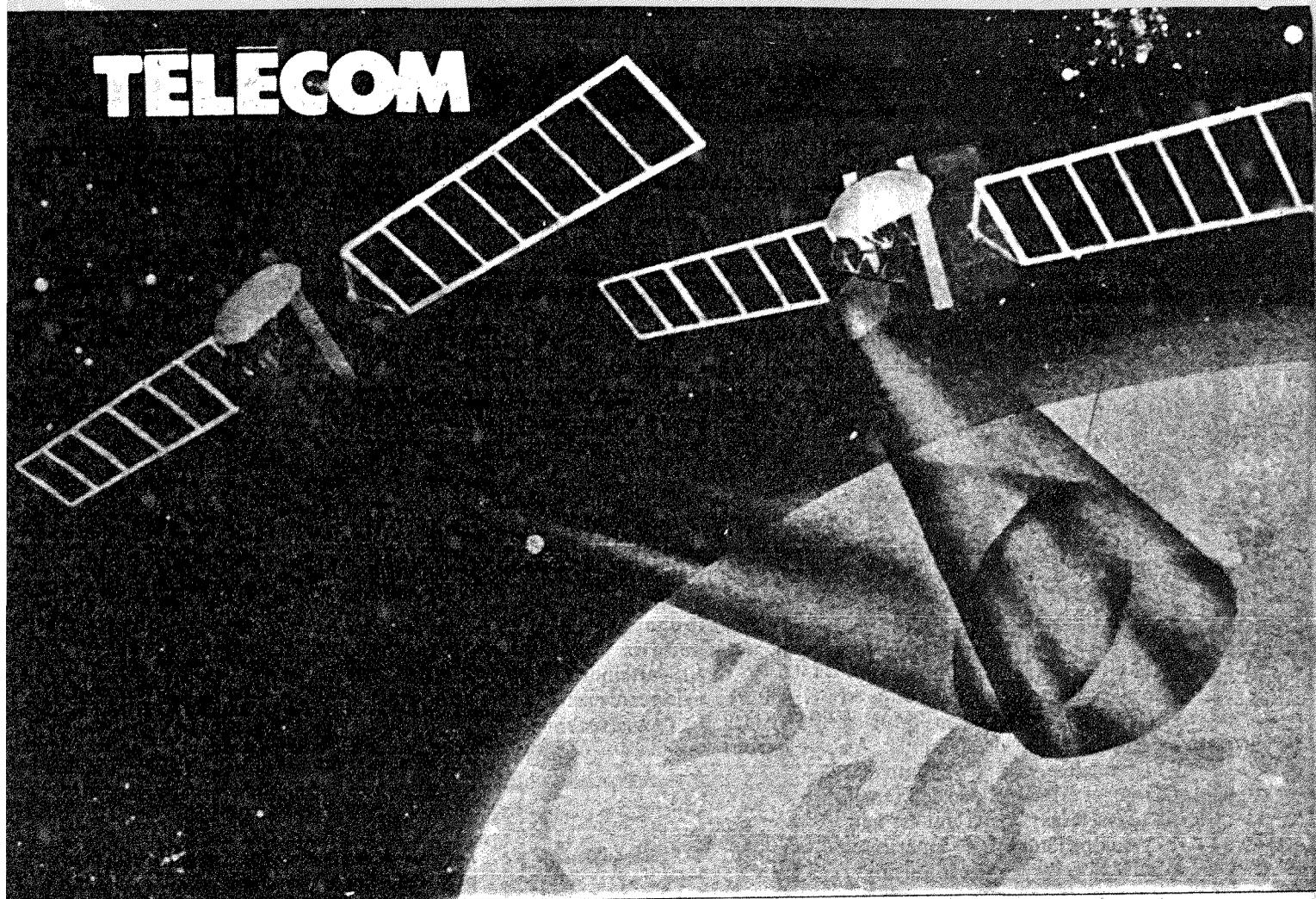
ques à plusieurs conclusions du rapport montrent que, si la bataille a été rude, le Tiers monde s'est rallié sur une série de points aux positions occidentales : ainsi l'URSS est-elle seule à estimer officiellement que la censure « relève de la législation nationale de chaque pays » et à juger inacceptable la recommandation n° 44 affirmant le droit des journalistes à avoir librement accès aux sources d'informations. Si bien des pays du Tiers monde ont une conception proche de celle des Soviétiques en matière d'information, personne n'a osé s'en réclamer officiellement.

La presse du monde « libre » n'avait donc pas tout à fait tort en estimant que tout se jouait sur un rapport de forces. Mais elle a aussi sagement pratiqué le mélange des genres en refusant pendant longtemps, au nom de la liberté, de reconnaître la réalité du monopole occidental et l'entrave qu'il constitue à la libre expression du Tiers monde. Si elle a fini par admettre l'existence d'un grave déséquilibre au niveau des moyens, elle n'est pas encore prête dans son ensemble à avouer qu'il y a d'autres procédés, plus subtils que la censure mais non moins

dangereux, pour entraver la liberté de presse. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le délégué des Etats-Unis n'a pas voulu, au nom de la libre entreprise, s'associer à la recommandation soulignant les effets négatifs des considérations financières et commerciales sur l'information. On sait pourtant que la publicité recherche les gros tirages et favorise la concentration des médias.

Aux Etats-Unis, les grandes chaînes de journaux s'emparent de plus de cinquante quotidiens indépendants par an. En France, le groupe Hersant possède trois quotidiens nationaux, sans parler de sa mainmise sur la presse provinciale. Le danger de standardisation qui résulte de cette concentration est bien réel. Il ne dédouane en rien les nombreux pays du Tiers monde où l'information est muselée, mais il pourrait inciter les grands médias à moins de partialité dans la critique. De toute façon, leur méfiance envers l'UNESCO est inévitable puisque celle-ci représente les gouvernements, opposés par nature au monde de la presse. Il y a là deux conceptions radicalement différentes de la responsabilité. L'affrontement, c'est l'évidence, se poursuivra. □

# TELECOM



Dès 1985, certains Français et Allemands pourront recevoir leurs programmes télévisés directement du ciel.

**Rien n'est plus comme avant dans l'univers des ondes. Le Tiers monde veut y trouver désormais une place à part entière. Et l'Europe s'apprête à vivre la révolution de la télévision spatiale.**

## Ces satellites qui dérangent

Françoise Hubscher

On en parle, on la revendique. On se bat pour elle, parfois. Mais qui peut dire qu'elle existe vraiment ? la liberté de communiquer et d'informer ne va que jusqu'au bout du chemin qu'on veut bien lui tracer. En Union soviétique, elle ne dépasse pas les portes des asiles psychiatriques. En Afrique, elle prend souvent la voie... du silence ou de la complai-

sance. En Occident, elle est codifiée, minutée, policée, entrecoupée de spots publicitaires, et ne sort guère des frontières nationales ou même du carcan du monopole d'Etat.

Jusqu'à présent, il est vrai, la barrière des langues et les limites de la technologie aidaient bien les pouvoirs publics à contrôler la circulation de l'information. Mais

leurs tranquilles habitudes sont sur le point d'être bouleversées.

D'ici à l'an 2000, quelque 150 satellites dits de radiotélécommunication directe tourneront au-dessus de nos têtes. Dotés, grâce aux progrès réalisés dans la microélectronique, d'un émetteur très puissant, ils pourront retransmettre directement les émissions de télévision jusque dans chaque foyer, sans passer — comme c'est aujourd'hui le cas — par l'intermédiaire des lourdes installations d'une station de réception commune et d'un réseau de relais terrestres.

Pour les pays du Tiers monde, encore très sous-équipés dans le domaine des télécommunications et souvent peu favorisés par la géographie (montagnes infranchissables, déserts, forêts denses ou archipels), la télévision spatiale ressemble à l'espoir. D'autant qu'elle s'avère nettement moins coûteuse que celle transmise par réseaux terrestres, même en tenant compte de la

nécessité pour le particulier d'adapter son poste récepteur en achetant une antenne et un petit appareil électronique (environ 3 000 FF). Le prix d'un satellite de télécommunication directe varie, selon les estimations les plus fréquemment avancées, entre 280 et 420 millions de FF (lancement, repérage, station de commande et satellite de secours compris). Le maintien en bon état de deux de ses chaînes d'émissions télévisées, pendant vingt ans, ne coûterait pas plus de 80 millions de FF. Or, dans un pays comme la France, l'entretien et l'amortissement du réseau de relais terrestres, s'il était complet, imposerait une dépense annuelle de 230 millions de FF.

### Champs d'arrosage

C'est d'ailleurs la France qui sera, avec l'Allemagne fédérale, la première à commercialiser en 1984 ou 1985 un satellite de télévision directe (TDF 1 et TV sat), et donc à vivre ce qu'il faut bien appeler une révolution. Car TDF 1 disposera d'un « champ d'arrosage » potentiel de forme elliptique, qui dépasse très largement les frontières nationales. Et les programmes télévisés français auraient pu être reçus à Madrid, en Sicile, à Budapest, à Prague, à Copenhague et en Irlande si la dernière conférence mondiale des télécommunications (Genève 1979) n'avait réduit la zone de réception au plus près des frontières de l'Hexagone. Mais, comme il faut bien inclure la Corse dans l'ellipse, 100 millions de téléspectateurs étrangers seront « arrosés » par TDF 1.

Le fait n'est certes pas tout à fait nouveau. Les frontaliers de la plupart des Etats européens peuvent déjà capter des chaînes étrangères. Les habitants de Bruxelles, par exemple, ont le choix entre treize chaînes. Mais le satellite TDF 1 fera mieux encore : il retransmettra les programmes simultanément en trois langues au choix. On envisage même, grâce à une petite boîte de commande individuelle, la possibilité de sous-titrages en d'autres langues.

Ainsi les frontières nationales et

les barrières linguistiques se trouvent d'un coup gommées par le faisceau de TDF 1. Et si l'on admet que d'autres sociétés européennes de télévision, publiques ou privées, décideront sinon d'acheter un satellite du moins d'en louer plusieurs canaux d'émission, il est probable qu'avant l'an 2000 chaque téléspectateur européen captera, comme les Belges aujourd'hui, près d'une quinzaine, peut-être davantage, de chaînes étrangères. Désormais, une partie du monde leur parviendra directement et non plus seulement à travers les yeux des journalistes nationaux. Et le mur de Berlin, bordé côté est par de très grands immeubles aux fenêtres aveugles, apparaîtra soudain dérisoire.

Ce triomphe de la technologie réjouit, bien sûr, tous ceux qui sont attachés à la libre communication, c'est-à-dire à la liberté tout court. Mais elle en inquiète et en dérange beaucoup d'autres y compris dans les démocraties occidentales. Certains redoutent que la culture nationale ne résiste pas à l'arrivée massive et quotidienne des idées et des comportements étrangers sur les petits écrans (ce sont d'ailleurs les mêmes qui espèrent que le satellite de télévision directe réussira à imposer cette culture nationale hors des frontières). D'autres, farouches partisans du monopole d'Etat dans le secteur des télécommunications, livrent désespérément un combat d'arrière-garde pour empêcher que

les stations commerciales n'accèdent au satellite.

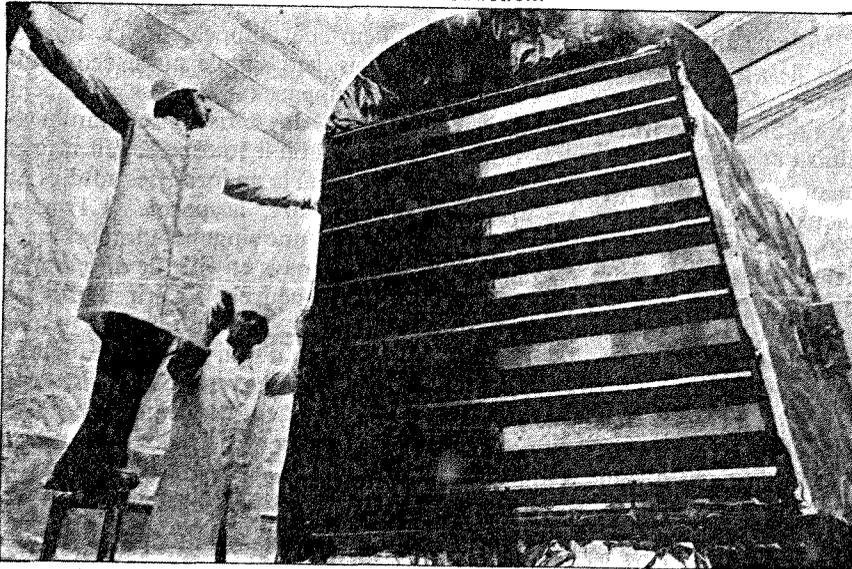
Les débats que suscite actuellement en France l'attribution du troisième canal d'émission de TDF 1 est révélateur à cet égard. Les deux premiers seront réservés à TF1 et Antenne 2, deux des trois chaînes de télévision française (FR 3, à vocation régionale, restera au sol). Mais le troisième canal ne laisse indifférent ni Europe n° 1 ni Radio-Télé Luxembourg (RTL), stations périphériques, auxquelles l'Etat français est lié indirectement par le jeu subtil des participations.

Europe n° 1, dont le constructeur de satellites Matra est précisément le principal actionnaire, a déjà pris des contacts en Grande-Bretagne, afin, semble-t-il, de créer une télévision européenne. RTL-Télévision (qui bénéficie de la plus forte audience à Bruxelles et qui couvre déjà une partie du nord de la France) a paru, un temps, être bien placée pour monter à bord de TDF 1. Si elle n'y parvient pas, elle se dit prête à s'offrir son propre satellite ; de petite taille, il ne coûterait guère plus cher que la location du troisième canal de TDF 1.

### L'Afrique aussi

De leur côté, les gouvernements d'Europe de l'Est sont plus préoccupés encore. On sait que, pendant longtemps, les autorités de Berlin-Est ont fait la chasse à ceux de leurs

Un satellite de télécommunications en construction.



Sygnia

# TELECOM (suite)

→ nationaux dont les postes de radios diffusaient des émissions occidentales. En vain. Il aurait fallu arrêter tout le monde. Quelle tactique les communistes adopteront-ils pour empêcher que ne pleuvent sur leur territoire des images qu'ils n'auraient pas contrôlées ? Les actuelles techniques de brouillage seraient inopérantes. Détruire le satellite coupable ? Outre l'indiscutable prouesse technique que requerrait pareille opération, elle comporterait des risques certains au plan politique. L'une des solutions les plus probables consisterait sans doute à contrôler ou à interdire l'achat des antennes de réception...

En tout état de cause, rien ne sera plus comme avant en Europe avec la télévision spatiale. Qu'en sera-t-il de

l'Afrique quand elle recevra à son tour ses premières émissions en provenance de satellites de télévision directe ?

Ces engins spatiaux sont sans conteste un précieux outil pour le développement et pour la cohésion nationale — notamment grâce à la possibilité de traduction simultanée en plusieurs langues. Mais s'ils sont confisqués par les seuls pouvoirs centraux et si, comme on peut le craindre, seuls quelques Etats africains ont les moyens d'y accéder, la pluralité des émissions et les interférences des « champs d'arrosage » n'existeront pas. Dans ce cas, loin de se libérer, le téléspectateur africain risque de n'être que davantage enfermé dans le carcan de l'information unique. □

la fin du siècle. Bien que sa dimension technique le rende difficilement accessible, il n'en est pas moins révélateur de la volonté politique du Tiers monde d'instaurer un nouvel ordre mondial de l'information. Reste à savoir si les pays du Sud peuvent se faire entendre.

Grâce à leur majorité numérique, ils ont, sans conteste, marqué des points lors de la CAMR 1979.

L'une des questions les plus importantes concernait l'attribution des ondes courtes de la radio (appelées encore ondes décamétriques). Elles réunissent tous les avantages : bien adaptées aux transmissions lointaines, elles sont insensibles aux perturbations orageuses nombreuses dans les zones tropicales ainsi qu'aux taches solaires ; de plus elles ne nécessitent qu'une technologie simple et peu coûteuse. Autant dire qu'elles sont particulièrement recherchées et... encombrées.

Or, grâce aux satellites, il est désormais possible d'assurer en ondes ultra-courtes, avec toute la perfection voulue, certaines des liaisons établies jusque-là en ondes courtes ; essentiellement les communications téléphoniques entre points fixes. Les pays industrialisés souhaitent réserver les fréquences ainsi libérées aux radios mobiles (airmer), aux radios amateurs ainsi qu'aux radios internationales (Voix de l'Amérique, BBC, etc.). De son côté, le Tiers monde désire étendre ses possibilités d'émissions radio, mais pas aux dépens des services fixes — car les ondes ultra-courtes requièrent une technologie beaucoup plus chère et très sophistiquée.

Finalement, les pays industrialisés ont eu gain de cause. Les bandes réservées aux liaisons entre points fixes ont été réduites, mais elles sont désormais attribuées en priorité, du moins théoriquement, aux pays en voie de développement. En outre, il est prévu de convoquer assez rapidement une mini-assemblée internationale pour répartir les fréquences, en négociant de pays à pays.

Il existe une autre solution pour résoudre les problèmes d'encombrement des ondes courtes : la « transmission à bande latérale unique » qui permettrait de n'utiliser que la moitié des bandes de fréquence actuelle-

## X Le partage inégal

Radio, téléphone, télévision, informatique... Ces quatre mots, la technologie d'aujourd'hui les conjugue à l'infini pour nous offrir le moyen de communiquer et d'être informé toujours plus vite, toujours mieux. Vous tournez un bouton, vous appuyez sur une touche, vous décrochez un combiné, et voici que surgit dans votre petit monde intérieur une voix ou une image venue d'ailleurs. Comme par enchantement !

Un enchantement qui fait oublier que les télécommunications sont l'enjeu d'âpres batailles. Bataille économique d'abord, entre les Etats-Unis, l'Europe et le Japon qui se disputent le marché, certes fructueux, mais relativement limité. Bataille des ondes, ensuite, qui s'inscrit dans le cadre du fameux dialogue Nord-Sud.

D'un côté, les Etats industrialisés, à la pointe de la technologie, s'empressent d'utiliser à leur guise les fréquences d'émission. Jusqu'à ce que se tienne, au dernier trimestre 1979 à Genève, la Conférence administrative mondiale des radiocommunications (CAMR), chargée de mettre à jour, pour les vingt ans à

venir, les règlements internationaux en la matière, ils occupaient l'espace sans vergogne selon la loi du « premier arrivé, premier servi ».

De l'autre côté, on trouve les Etats du Tiers monde dont la plupart n'étaient pas nés lorsque s'était tenue, en 1959, la précédente CAMR (96 pays y participaient contre 154 en 1979).

### La parole et l'image

Leur développement et même, parfois, leur simple survie économique supposent le développement accéléré de leurs télécommunications. Là où le journal se fait rare et cher, là où la majorité des adultes ne sait pas lire, la parole et l'image prennent une singulière importance. Mais les pays en voie de développement ne peuvent s'offrir toutes les technologies de pointe. Ils sont contraints d'utiliser les fréquences selon leurs moyens, c'est-à-dire pas nécessairement de la même manière que les pays industrialisés. En même temps, ils doivent préserver l'avenir.

Tel est le fond d'un débat qui n'a fait que commencer avec la CAMR 1979 et qui va se poursuivre jusqu'à

2.4

ment attribuées. Mais il faudrait transformer des dizaines de millions de récepteurs, opération coûteuse que les pays en développement n'envisagent pas pour le moment.

Le second grand problème qui, lui aussi, doit faire l'objet d'une mini-conférence internationale (en 1984) concerne l'emplacement des satellites sur l'orbite géostationnaire. Tout satellite situé sur cette orbite (à 36 000 km au-dessus de l'équateur), se déplace à la même vitesse que celle de la rotation de la terre et présente l'avantage de paraître immobile à l'observateur terrestre (ou à une antenne d'émission ou de réception). Avec l'arrivée massive de la seconde génération de satellites, dite de radiotélécommunication directe, les places géostationnaires se raréfient et les derniers arrivés, les pays du Tiers monde, risquent de ne trouver que les plus mauvaises ou même de ne pas en trouver du tout. Aussi souhaitent-ils réserver d'office, bien qu'ils ne soient pas encore prêts, leur « parking » orbital.

### ***Parkings spatiaux***

Gageons que, si la conférence de 1984 a bien lieu, les débats seront houleux. Les pays industrialisés redoutent l'arbitraire et le gaspillage qu'entraîne une planification qui ne tiendrait pas compte des besoins immédiats. A moins que l'on ne s'oriente vers un compromis : l'attribution des places pour un temps déterminé ; ou que l'on ne réussisse à mettre en orbite une plate-forme assez puissante pour faire le travail de cinquante satellites.

Quels que soient les acquis de la CAMR 1979 et des assemblées internationales qui suivront, une chose est certaine : les pays industrialisés — et à leur tête les Etats-Unis — ne sont pas disposés à respecter systématiquement les décisions de la majorité. C'est déjà le cas pour certaines fréquences dans la bande des ondes courtes, et les interférences, qui nuisent à la qualité de l'écoute, se multiplient. De même, les militaires américains persistent à utiliser pour leurs radars des fréquences que le Tiers monde voulait réserver à d'autres fins. La loi du plus fort serait-elle la meilleure ?  F.H.

### M'Bow courageux mais utopiste

Je suis un jeune en quête d'information authentique. Depuis que je me suis rendu compte du sérieux de votre journal, il est devenu mon fidèle compagnon. Aussi voudrais-je en profiter pour rendre un vif hommage à M. Amadou-Mahtar M'Bow, directeur général de l'UNESCO, pour sa lutte courageuse en faveur de la liberté et de l'émancipation du Tiers monde.

En parcourant ses lignes « Nous pouvons changer le monde » (J.A. n° 998), on ne peut que se laisser emporter dans un rêve heureux où se dessine une lueur d'espoir, une certaine volonté de vivre. « *Les possibilités existent aujourd'hui de venir à bout de la plupart des fléaux qui ont toujours hanté l'humanité... Les hommes ont les moyens de faire de la planète un lieu de prospérité et de solidarité où pourraient enfin régner la paix et la justice.* » L'homme qui s'exprime en ces termes était, il y a quelques mois seulement, la cible des Occidentaux qui ne lui pardonnaient guère ses innovations : ils l'accusaient de dévaloriser l'UNESCO en y introduisant la politique et y imposant un clan tiers-mondiste (J.A. n° 983). D'où provient alors son optimisme, du reste exagéré ?

A mon avis, le concept d'un nouvel ordre international tel que le définit M. M'Bow n'est qu'une utopie. Car aussi longtemps que persistera la guerre froide entre les deux grands, qu'on le veuille ou non, le monde sera toujours partagé entre deux blocs. C'est d'ailleurs mieux comme ça. En vérité, aucun pays nanti n'acceptera de partager équitable-

ment les ressources de la terre avec le Tiers monde.

Comme solution, M. M'Bow propose le développement d'une coopération internationale dans le cadre de laquelle les rapports d'échange inégal seraient remplacés par des rapports d'entraide, l'indépendance subie se muerait en solidarité assumée. Avec, pour finalité, l'épanouissement de tous les hommes et de tout l'homme.

Mais M. M'Bow oublie une chose : tant qu'il existera des armes, des armées, des généraux et des pouvoirs sans contrôle ou mal contrôlés, la déstabilisation sera générale et permanente... à moins d'une reconversion de mentalité chez les hommes de « pouvoir ».

Y. Benjamin  
Bouaflé, Côte d'Ivoire



M. Amadou-Mahtar M'Bow.

Claude Sauvageot

### Non-information délibérée

J'ai lu avec intérêt l'article de Sennen Andriamirado paru sous le titre « Cela s'appelle mépris » (« Au fait », J.A. n° 1001). Je conviens avec lui que l'attitude des dirigeants africains en matière d'information de leurs peuples ne peut s'expliquer que par un mépris manifeste. La chose est d'autant plus alarmante qu'elle est synonyme de politique.

Pour nos responsables, faire de la politique, c'est pouvoir garder le plus longtemps possible et dans la plus grande discrétion une information ou une décision prise en haut lieu — même si le premier intéressé par cette décision est le peuple. C'est ainsi que, par exemple, aucune manifestation ou grève d'étudiants n'est (à ma connaissance) commentée dans la presse locale d'un pays les premiers jours où elle a lieu. C'est seulement lorsque des décisions draconiennes ont été prises (fermeture d'un établissement scolaire, d'une faculté ou d'un institut) que l'on informe, et encore comme on l'entend...

Nos dirigeants politiques qui, pour certains, ont fait hier la décolonisation politique (!) ont tout à gagner à faire aujourd'hui la décolonisation des esprits en libérant les médias. Ainsi, ils vivraient moins dans la peur et les citoyens, eux, acquerraient un droit qui ne leur aura été que trop longtemps refusé.

*Keita Souleyman, étudiant ivoirien  
Ulm, République  
fédérale d'Allemagne*

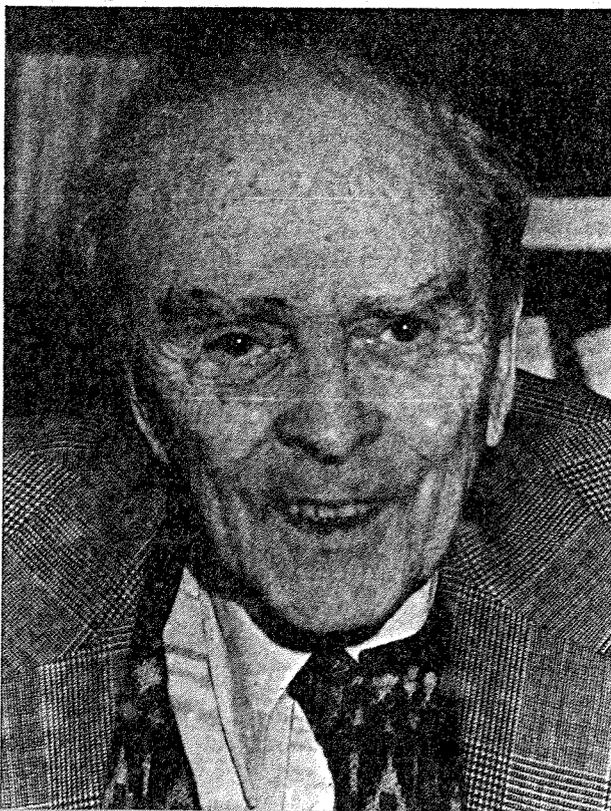
## Unesco : en attendant Belgrade

Les problèmes de la communication sont à l'ordre du jour de l'UNESCO. La fébrilité des atmosphères de conférence a animé une fois de plus le grand hall du palais de la place Fontenoy à Paris. Ministres et directeurs de l'Information sont venus des cinq continents à l'occasion d'une « conférence intergouvernementale de coopération sur les activités, besoins et programmes relatifs au développement des communications » qui s'est réunie du 14 au 21 avril. Dans la foulée du débat sur la communication qui avait dominé la conférence générale d'octobre 1978, les délégués avaient en effet décidé de convoquer une réunion consacrée plus particulièrement aux besoins « matériels » des pays en développement dans un domaine où plus personne ne nie aujourd'hui qu'ils sont sensiblement défavorisés. Avec l'aide d'une série de documents de travail préparés par une réunion d'experts qui s'est tenue en novembre dernier à Washington, les délégués ont examiné deux points

essentiels : le premier concerne le développement des infrastructures, des équipements et des technologies, la circulation de l'information et la formation des professionnels. Mais, pour ce faire, il faut des investissements que les pays concernés sont incapables de réaliser. Or, selon une étude de l'UNESCO, l'aide au développement des moyens de communication ne dépasse pas 2 % de l'engagement financier total en faveur du Tiers monde. C'est pourquoi le second point de l'ordre du jour portait pudiquement comme titre : « La coopération internationale pour le développement de la communication ». En d'autres termes, les nantis ont été priés d'être plus généreux. En fait, malgré l'aspect international des questions soulevées, il s'agit d'un nouveau chapitre du dialogue Nord-Sud — le mot « dialogue » prend ici tout son sens — dont les modalités pratiques ont été abordées. C'est qu'il y a un fossé à combler en matière de presse, radio, télévision, satellites, alphabétisation

et usage du téléphone, ces thèmes aussi divers faisant tous partie du domaine de la communication sociale. Qu'on en juge : alors que les pays industriels disposent en moyenne de 283 exemplaires de quotidiens pour 1 000 habitants, le Tiers monde (Chine exclue) n'en a que 23 ! 910 postes de radio pour 1 000 personnes et un téléphone pour deux au Nord ; 89 radios pour 1 000 et 3 téléphones pour cent au Sud.

Le Groupe des 77 a réclamé la création d'un Fonds pour le développement des communications... et s'est heurté à une fin de non-recevoir. Il s'est tout de même vu offrir la présidence de la conférence en la personne de Mustapha Masmoudi, ambassadeur de la Tunisie auprès de l'UNESCO. On s'est donc attaché pendant une semaine à établir un inventaire des actions les plus urgentes qui sera certainement repris à la conférence de Belgrade en septembre prochain. Les préoccupations politiques n'ont pourtant pas été tout à fait absentes des discussions : M. M'Bow, le directeur général de l'UNESCO, a réclamé que son organisation continue de s'occuper des problèmes de communication. Les questions déontologiques (statut des journalistes, liberté d'expression, etc.) n'ont été abordées qu'incidemment, M. M'Bow ayant l'intention de réserver la primeur de ses commentaires publics sur le rapport McBride à la conférence de Belgrade. Un bon nombre de délégués n'avaient d'ailleurs pas encore lu ce rapport. C'est pourquoi l'ambiance était beaucoup plus décontractée qu'à l'ordinaire, les représentants des gouvernements trouvant, semble-t-il, plus facile de parler d'antennes ou d'imprimerie que de liberté d'expression. Mais ce n'est que partie remise : les grandes joutes auront lieu à l'automne. Cette conférence n'a fait que les préparer. □



Mc Bride : Les grandes joutes auront lieu à l'automne.

# UNESCO

**Réunion sans surprise pour un budget triennal. Les questions épineuses viendront à la conférence de Belgrade.**

## Bientôt, M'Bow bis

Sophie Bessis

Réunion calme et studieuse que la dernière session du Conseil exécutif de l'UNESCO, qui s'est achevée le 6 juin dernier à Paris après cinq semaines de travaux. Les quarante-cinq membres du Conseil en ont en effet consacré la majeure partie à l'examen du prochain programme de l'organisation. C'est que la routine des périodes budgétaires a été quelque peu bouleversée cette année : l'UNESCO ayant décidé de les faire correspondre avec celles des autres agences spécialisées de l'ONU, le prochain budget, au lieu d'être biennal, couvrira une période de trois ans de 1981 à 1983. L'organisation pourra ainsi entamer le suivant en 1984. Le directeur général arrivera donc le 23 septembre à Belgrade, où se tiendra, jusqu'au 28 octobre, la prochaine conférence générale, avec un projet de programme qui a déjà bénéficié d'un assez large consensus et qui devrait être adopté sans difficultés. Même les gros donateurs, c'est-à-dire les pays occidentaux et l'URSS, ont mis cette année une sourdine aux réserves qu'ils font habituellement sur l'augmentation du montant des crédits. C'est en fait davantage un budget de transition qui sera soumis à l'approbation des États membres qu'un programme vraiment novateur, puisque les grands objectifs de l'UNESCO sont élaborés au cours des plans à moyen terme.

### Huit grands projets

Le véritable rendez-vous politique aura lieu en 1982 lors de la préparation du prochain plan de six ans qui sera probablement discuté au cours d'une conférence générale extraordinaire. D'ici là, l'UNESCO disposera en

principe de 620 milliards de dollars. Comme d'habitude, l'éducation et l'alphabetisation recevront la part du lion. Mais, tandis que la croissance de ce secteur est faible (moins de 5 % par rapport au budget précédent), la science et la technologie voient leurs crédits augmenter de près de 15 %. Huit grands projets destinés à les mettre « au service du développement », allant de la microbiologie à l'étude des ressources en eau, seront présentés à la conférence. Quant aux sciences sociales, très critiquées au cours des dernières années, elles sont le parent pauvre du prochain programme.

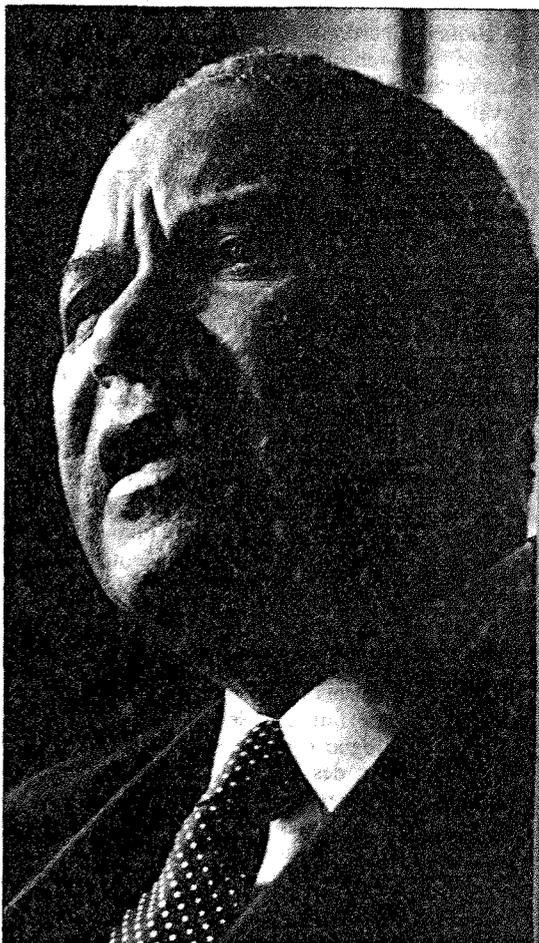
### Séances privées

Les questions les plus épineuses ont donc été évitées et, d'un commun accord, la primeur de la discussion du rapport McBride sur la communication a été réservée à la conférence de Belgrade. Même les sujets politiques, comme la condamnation désormais rituelle des activités d'Israël dans la partie arabe de Jérusalem, n'ont guère provoqué de surprise. Comme on pouvait s'y attendre, la contribution de l'UNESCO à l'élaboration du code de conduite des Nations unies sur les sociétés transnationales a été accueillie avec réticence par les pays occidentaux. Leur hostilité à toute restriction des activités des multinationales a été vigoureusement réaffirmée par le délégué suisse, faisant visiblement office de porte-parole des pays industriels.

C'est au cours des quatre séances privées qui se sont tenues pendant la dernière semaine que les délégués, à l'abri des indiscrets, ont abordé quelques sujets plus délicats : le cas de Percy Stulz, fonctionnaire de

l'UNESCO de nationalité est-allemande, séquestré en RDA sous accusation d'espionnage a été longuement discuté. M. Najman, un des plus proches collaborateurs de M. M'Bow, s'est déjà rendu plusieurs fois à Berlin, mais en vain et, vu la fermeté de la RDA, les tractations risquent de se prolonger. Quant à l'élection du directeur général, le choix officiel du candidat n'aura lieu qu'en septembre, juste avant Belgrade. Mais d'ores et déjà, malgré les reproches parfois acerbes que l'on fait à sa gestion, M. M'Bow est pratiquement assuré qu'aucun concurrent ne viendra lui disputer son second mandat. A moins de bouleversements dont les Nations unies ne sont pas coutumières, on s'achemine vers des élections sans surprise. Nul doute que les discussions de couloirs, qui sont comme chacun sait les plus importantes, auront d'abord aplani les difficultés.

M. Amadou-Mahtar M'Bow : assuré d'un second mandat.





Mahdi Elmandjra

# Le rapport de la Commission Brandt ou des solutions... sans changement du système international

Le rapport de la Commission Brandt est un exercice de prospective inspiré d'idéaux humanistes fort honorables, mais où certaines idées avancées depuis trente ans et non encore acceptées par le Nord occupent une place prépondérante. En somme une prospective où la rétrospective n'est pas mal à l'aise. Ce rapport de trois cents pages que la Commission indépendante sur les problèmes de développement (créée par le président de la Banque mondiale il y a plus de deux ans) a publié en anglais, et qui paraîtra en français, prochainement, constitue néanmoins une étape positive au niveau de la réflexion collective sur les problèmes du développement.

## Conservatisme historique

Six ans après la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies sur un nouvel ordre économique international, voici un rapport d'une commission paritaire bien équilibrée de dix-huit personnes éminentes, compétentes et respectées du Nord et du Sud, qui s'inspire fidèlement des revendications des pays en développement des années 1970 et les fait siennes. On ne peut que s'en féliciter.

Il y a cinq ans, ce texte aurait paru comme un texte révolutionnaire pour les gens du Sud et comme un livre de politique-fiction pour ceux du Nord. Mais l'accélération de l'histoire est là, qui met en lumière l'insatisfaction croissante des populations du Tiers monde. Le rapport Brandt plaide pour rattraper les retards constatés mais il ne projette pas les retards à venir et encore moins leurs conséquences.

Aussi un diplomate chevronné du Tiers monde aux Nations unies a-t-il dit ce rapport qu'*« il ne s'adresse pas à nous, car il ne nous apprend rien... il s'adresse à "eux" et s'ils l'acceptent ce sera toujours cela d'acquis »*. La critique vise non pas la Commission Brandt, mais le conservatisme historique des pays nantis qui n'acceptent une idée que lorsqu'elle est dépassée. Ils ne se rendent pas compte que leur refus et leur intransigeance, à partir de situations de force, poussent les autres à radicaliser, à moyen ou à long terme, leurs revendications.

Willy Brandt précise très clairement la philosophie de sa démarche lorsqu'il se réfère à la politique qu'il avait encouragée dans les rapports Est-Ouest (l'*Ostpolitik*) et qui contribua à la détente politique. Il estime possible de transposer cette approche aux rapports Nord-Sud pour parvenir à une détente économique. C'est un exercice politique et qui, parce qu'il est politique, s'appuie sur une analyse globale, met en avant des objectifs universels, développe des arguments techniques et atténue ou passe sous silence les obstacles à franchir.

## La lutte continue

Cela explique en partie la non-concordance entre les idées exposées dans l'introduction et dans le rapport, d'une part, les recommandations concrètes de caractère essentiellement économique, financier ou monétaire, où l'on ne retrouve pas toujours les implications pratiques des analyses conceptuelles, d'autre part. Willy Brandt écrit : *« Pendant que la lutte continue pour une*

*nouvelle structure de relations internationales, on commence à prendre davantage au sérieux les considérations non économiques : facteurs religieux et ethniques, éducation et opinion publique. »*

Il précise un peu plus loin que ces efforts sont facilités lorsqu'ils se fondent sur des valeurs semblables.

## Analyse statique

Il souligne que tous les membres de la Commission déplorent le fait que le processus de décolonisation soit encore incomplet, surtout en Afrique. Il se réfère à l'indépendance économique et culturelle et ajoute que *« le refus d'accepter aveuglément des modèles étrangers constitue en fait une deuxième phase de la décolonisation »* et que *« les dangers de l'impérialisme culturel ne devraient pas être négligés »*. *« La solidarité entre les nations doit être fondée sur une reconnaissance mutuelle des valeurs »*, dit-il enfin.

Hélas, les préoccupations pour les aspects politiques non économiques et culturels se limitent à l'analyse statique, sans laisser entrevoir leurs implications pour l'avenir des rapports internationaux. En outre, cette analyse ne se répercute pas explicitement dans le programme d'action proposé, dont l'objectif primordial est la maximalisation des intérêts mutuels du Nord et du Sud pour assurer la survie. Malgré un effort louable en vue de l'insertion de la dimension socio-culturelle dans les relations internationales, le rapport tombe dans l'économisme qui réduit la restructuration du système international à une série de mesures économiques et financières.

Certaines sont néanmoins audacieuses : création d'un impôt international, établissement d'une nouvelle institution mondiale pour le financement du développement avec des mécanismes de prises de décision plus démocratiques et universels que ceux de la Banque mondiale, mise sur pied d'un nouveau système monétaire plus équitable.

Comme les analyses fort concises du rapport le font ressortir, le système international est caractérisé par d'énormes déséquilibres (exemple frappant : celui de la consommation d'énergie : un Américain consomme autant que 1 072 Népalais), où la grande majorité des populations vivent dans un état d'indigence indigne de la civilisation contemporaine.

Il ne suffira pas de s'attaquer aux conséquences de ce système générateur d'inégalités et d'inéquités telles que la « pauvreté absolue » (expression inventée par la Banque mondiale et que le rapport reprend à son compte), la domination politique et culturelle, le chaos monétaire, les monopoles industriels et commerciaux des multinationales, la croissance des stocks d'armements, le chantage alimentaire et la dégradation constante des termes de l'échange.

### **Impôt international**

Ce ne seront que des palliatifs tant que l'on n'aura pas agi sur les causes du comportement dysfonctionnel et asymétrique du système. Cela ne pourra se faire que par une transformation de l'ensemble de ce système et non pas par des adaptations successives qui interviennent toujours trop tard pour porter effet. Willy Brandt dit bien que de « *profonds changements dans les relations internationales sont requis* », mais les recommandations ne nous aident pas à comprendre comment. La transformation des rapports internationaux est déjà en cours. Elle est le produit d'une situation conflictuelle où les confrontations entre Nord et Sud sont bien plus profondes qu'on ne souhaite l'admettre.

Le principal intérêt mutuel de

l'ensemble de l'humanité en dehors de sa survie — encore faut-il survivre sans subir — est celui d'une transformation par la redistribution. Willy Brandt propose l'amorce d'une telle redistribution par la création d'un impôt international et souligne la limitation des concepts tels que ceux d'« aide » et d'« assistance ». Il estime d'autre part que « *quiconque souhaite un plus gros morceau du gâteau économique international ne peut sérieusement vouloir qu'il devienne plus petit* ».

### **Les « tâches du Sud ».**

La redistribution dont il est question passe par la « santé économique » des pays industrialisés qui permettrait d'enrichir les pauvres sans appauvrir les riches. Les styles de vie des pays développés qui sont à la base même des inégalités actuelles et le gaspillage qui en résulte ne sont pas ouvertement mis en cause dans le rapport, alors qu'ils le sont de plus en plus au sein de ces mêmes pays.

Il est surprenant qu'un texte dont la rédaction s'est achevée en décembre 1979 ne tire pas de conclusion politique des échecs du « dialogue Nord-Sud » au cours des cinq dernières années. La dimension politique est ainsi sous-estimée même si l'on recommande la convocation d'un mini-sommet de chefs d'Etat du Nord et du Sud pour essayer de faire démarrer un dialogue jusqu'à présent mort-né.

Les « *tâches du Sud* » dans le rapport de la Commission Brandt se résument en un peu plus d'une page alors que la mise en œuvre de la majeure partie des recommandations dépend en grande partie de la compréhension des pays industrialisés. Au moment où les notions de développement endogène et d'autodépendance (*self-reliance*) font leur chemin dans le Tiers monde, il est très difficile d'accepter une petite phrase dans le rapport (p. 43) qui affirme que « *le Sud a besoin avant tout de finances* ». Le Sud a surtout besoin de réaliser que, si tous les problèmes ne sont pas en lui, en revanche presque toutes les solutions sont *d'abord* en lui. □

**La télévision est censée œuvrer  
au rapprochement entre les peuples.  
Ce n'est pas évident.**

# Petit écran et grandes servitudes

*Henriette Sarraseca*

Avec près de 400 millions de télévisions en service dans le monde, le petit écran est devenu le moyen par excellence de diffusion de la culture, de l'information et de l'amusement. Il a été dit et redit que, grâce à lui, citoyens des pays riches et des pays pauvres pourraient non seulement savoir ce qui se passe le jour même aux antipodes, mais aussi voir vivre

de leurs yeux des hommes et des femmes qui habitent d'autres continents grâce au support de l'image, avantage décisif de la télévision sur la radio. Et l'on s'est plu dans certains milieux à imaginer une fraternité vécue dans une espèce de communion universelle autour du petit écran...

En fait, lorsqu'on cesse de rêver et

qu'on en vient à considérer les chiffres, on est bien forcé d'effectuer un retour brutal à la réalité : avec 10 % de la population mondiale, le continent africain ne possède que 1 % des émetteurs et des récepteurs de télévision en service, alors que l'Europe monopolise 52 % des émetteurs et 43 % des récepteurs.

Les chiffres sont préoccupants pour l'Afrique et, en général, pour tous les pays en développement. Dans les pays à faible PNB (moins de 400 dollars par habitant), il n'y a que 5,4 téléviseurs pour 1 000 habitants. Pour les pays à PNB moyen, parmi lesquels on compte les producteurs de pétrole, le chiffre est de 22,5. Mais lorsqu'on arrive aux pays développés, on y trouve un téléviseur pour trois habitants...

Si l'écart est assez marqué entre le premier et le deuxième groupe, c'est un énorme fossé qui s'est creusé entre

le deuxième et le troisième. Fossé qui s'élargit chaque année.

En réalité, la télévision n'est devenue un véritable moyen de communication de masse que dans les pays développés. Sur les 45 pays à faible PNB, 28 seulement possèdent un service de télévision. Et dans les pays du Tiers monde où ce service existe, le taux de pénétration est encore faible en raison du coût réel de l'appareil : alors qu'il suffit à un citoyen des Etats-Unis de travailler deux semaines pour s'offrir un téléviseur couleur, un Français doit donner 8 semaines de son temps et un Brésilien... 9 mois pour acquérir le précieux appareil ! C'est en Afrique que le nombre de téléviseurs est le plus bas par rapport à la population : moins de 4 millions de postes en service sur l'ensemble du continent. Le taux de pénétration le plus faible du monde, mais aussi celui qui augmente le plus rapidement. 60 % des pays africains seulement ont la télévision. Par choix délibéré souvent, car on estime qu'il existe des besoins plus pressants.

### **Domination absolue**

Et puis, la télévision, pour quoi faire ? En quoi peut-elle aider un pays, favoriser à l'extérieur une meilleure compréhension des réalités locales et par là même œuvrer au rapprochement entre les peuples ? Le « rapprochement » existe sans doute, mais il s'effectue à coup sûr, hélas, dans une direction unique : dans les pays en développement, la grande majorité des programmes diffusés sont des programmes importés, destinés à l'origine aux téléspectateurs des pays développés. Des feuilletons américains comme *Chaparral* et autres *Bonanza* sont suivis chaque semaine par 350 millions de spectateurs ! *le FBI en action* a été vendu dans 107 pays et *le Virginien* dans 115. Que peut apporter à l'adolescent ivoirien, par exemple, un feuilleton comme *Peyton Place* qui véhicule la manière de penser étriquée de quelques provinciaux américains passablement névrosés ? En quoi un épisode du *Retour du Saint* va-t-il enrichir le monde culturel du petit Gabonais et lui

apporter une meilleure connaissance du monde dans lequel il vit ?

Déjà, en 1973, les Américains exportaient vers le reste du monde entre 150 000 et 200 000 heures-programme, les Français — essentiellement en direction de l'Afrique francophone — et les Anglais 20 000 chacun, et les Allemands 6 000. Mais les espaces culturels autres que l'Américain sont en train de rétrécir comme une peau de chagrin.

Qu'en restera-t-il à la fin du siècle ? La raison de cette domination absolue des Américains : la reproduction à l'infini de quelques thèmes récurrents plaqués sur un décor qui varie selon les épisodes. A la base des séries télévisées, il n'y a pratiquement aucune recherche intellectuelle ou culturelle : les recettes éculées du « mélo », qui a fait le bonheur des théâtres parisiens au XVIII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècle, permettent encore aux producteurs et aux distributeurs américains de faire leur beurre. Plus de 150 sociétés d'exportation et de distribution produisent ainsi leurs feuilletons à un coût défiant toute concurrence. Et le mélo-western ou le mélo-policier imposent leurs schémas de pensée primaires à des sociétés dont la diversité culturelle pourrait enrichir véritablement les petits-fils des cow-boys et les cousins des intrépides détectives privés...

### **Loin des besoins**

Il est vraisemblable que cette invasion culturelle ne sera que renforcée par le temps. Pour les pays du Tiers monde, produire des programmes sur place est un luxe qu'ils peuvent rarement se permettre, et les émissions qui arrivent quand même, à grands frais, à voir le jour dans différents pays ne sont bien souvent qu'un décalque des modèles culturels américains.

Outre l'amusement et l'éducation, la télévision remplit une autre fonction essentielle : informer. Mais là encore, il y a déséquilibre, puisque la plupart des événements dans le monde sont traités par quatre grandes agences : AP et UPI (Etats-Unis), AFP (France) et Reuter

(Royaume-Uni). En outre, le département de la Défense américain possède 38 stations de télévision dans diverses régions du globe et les programmes fournis par l'USIS (United States Information Service) sont diffusés, d'après l'UNESCO, dans une centaine de pays. Presque tous les événements peuvent être traités et l'information retenue envoyée aux Etats-Unis par satellite, d'où elle repartira pour être reprise par les journaux télévisés aux quatre coins du monde. Cette situation de monopole est d'autant plus grave que les pays du Tiers monde se servent des grandes agences d'information pour communiquer entre eux et que les nouvelles transmises par ces agences se rapportent souvent à des réalités étrangères sans lien avec les problèmes et les besoins de la culture et du développement nationaux.

### **Quels impératifs ?**

Il est facile d'imaginer les distorsions de la réalité que cette situation de fait, les censures locales et la marge de liberté souvent restreinte laissée aux télévisions nationales peuvent entraîner. Quelles sont donc les conditions de survie et de réussite des nouvelles agences régionales telles que la PANA, première grande agence panafricaine d'information en cours de création, face aux formidables moyens techniques et humains dont disposent les quatre « grandes » ? On constate en outre que les émissions de divertissement prennent de plus en plus de place au détriment des émissions d'information, ce qui n'est pas fait pour amener les gens à se poser des questions sur la société et le monde dans lesquels ils vivent et développer leur sens critique.

Alors, où en est l'avènement, grâce à la télévision, d'une véritable communauté mondiale dans laquelle chacun connaîtrait et respecterait ceux qui se déclament d'idéologies et de cultures différentes ?.. Au train où vont les choses, elle n'est pas pour demain. Pour l'heure, ce sont les impératifs économiques et de rentabilité ainsi que les solutions de facilité qui ont pris le pas sur le bon sens et l'idéal. □



Mahdi Elmandjra

## Un destin lié à la communication

La communication est probablement le secteur le moins développé dans les relations dans et entre les mondes africain et arabe. C'est vrai des transports, du commerce, des échanges de personnes et d'idées, de l'information, de la télévision, de la radio, de la culture, du tourisme. Pourtant l'indice général de la communication interafricaine, interarabe ou afro-arabe n'excède certainement pas 5 % des échanges extérieurs de tous ces pays.

Dans les pays industrialisés, le secteur de la communication emploie 60 % de la population active et compte pour près de la moitié du PNB (produit national brut). En Afrique, comme dans l'ensemble des pays arabes, le développement de la communication s'impose tant pour des raisons économiques que pour intensifier une coopération indispensable à l'intégration économique. Sans une telle intégration, très peu d'Etats en développement pourront survivre au-delà d'une génération. La communication peut fournir le tissu physique, technique, culturel et spirituel essentiel à la construction

de communautés durables et à une coopération réfléchie. Coopération qui est un état d'esprit ; son développement exige un changement des structures mentales, une information particulière et des moyens efficaces pour une communication intensive.

Actuellement, le monde afro-arabe est composé de soixante-trois Etats membre de l'ONU, soit plus de 40 % des pays adhérents. Sa population totale avoisine 500 millions d'habitants. Elle sera de l'ordre du milliard en l'an 2000. En 1978, le PNB de ces pays s'élevait à 330 milliards de dollars, soit 75 % du PNB de la France pour la même année. Le PNB des vingt-deux Etats membres de la Ligue arabe (160 millions d'habitants) totalisait 220 milliards de dollars ou l'équivalent du PNB de l'Italie. Pour les cinquante pays membres de l'OUA (neuf pays arabes compris), le PNB s'établissait à 195 milliards de dollars.

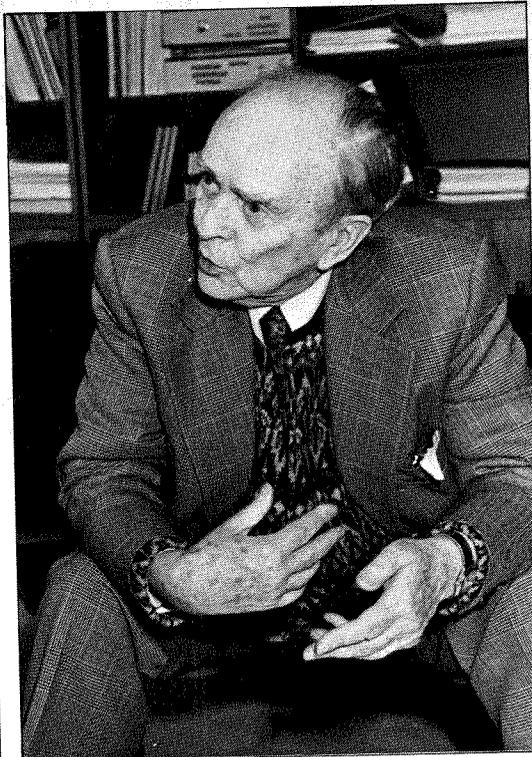
Malgré la prospérité de quelques pays producteurs de pétrole, les ressources financières des Etats arabes et africains pris dans leur

ensemble sont encore très maigres. Faut-il rappeler qu'avec une population 80 % plus nombreuse que celle des neuf pays membres de la CEE les Etats arabes et africains ont un PNB global équivalent à 18 % de celui du Marché commun. Alors qu'on parle d'une coopération euro-africaine, euro-arabe et euro-arabo-africaine, cette comparaison mérite réflexion.

Toutes les tendances montrent que le monde se restructure et que les communautés inférieures à 200 ou 300 millions d'habitants survivront avec difficulté au tournant de la fin du siècle. Continent africain et monde arabe recherchent péniblement une forme minimale d'intégration. Même si deux d'entre eux parvenaient à une intégration économique du type Europe de l'Ouest, leur poids resterait léger. D'où la nécessité objective d'une coopération afro-arabe intensive. Comme complément et comme catalyseur de l'unité africaine et de l'unité arabe. Malgré leurs propres spécificités, les deux mondes ont un destin commun qui doit s'écrire en termes concrets.

Cinq fois moins de revenu pour deux fois plus d'habitants

Pays	Membres de l'OUA	Membres de la Ligue arabe			Ensemble membres OUA et Ligue arabe	Membres de la CEE
		Afrique	Asie	Total		
Nombre de pays	50	9	13	22	63	9
Population (en millions)	415	115	45	160	460	260
Population moy. par pays (en millions)	8	13	3,5	7	7,7	30
PNB (en milliards de dollars)	195	85	135	220	330	1 830
PNB moy. par pays (en milliards de dollars)	4	9,5	10	10	5	203
PNB moyen par habitant (en dollars)	470	740	3 000	1 400	720	7 000

**J.A. PLUS**

(page 57)

### **L'information en question**

Le déséquilibre, en matière d'information, entre l'Occident et le Tiers monde n'est plus à démontrer.

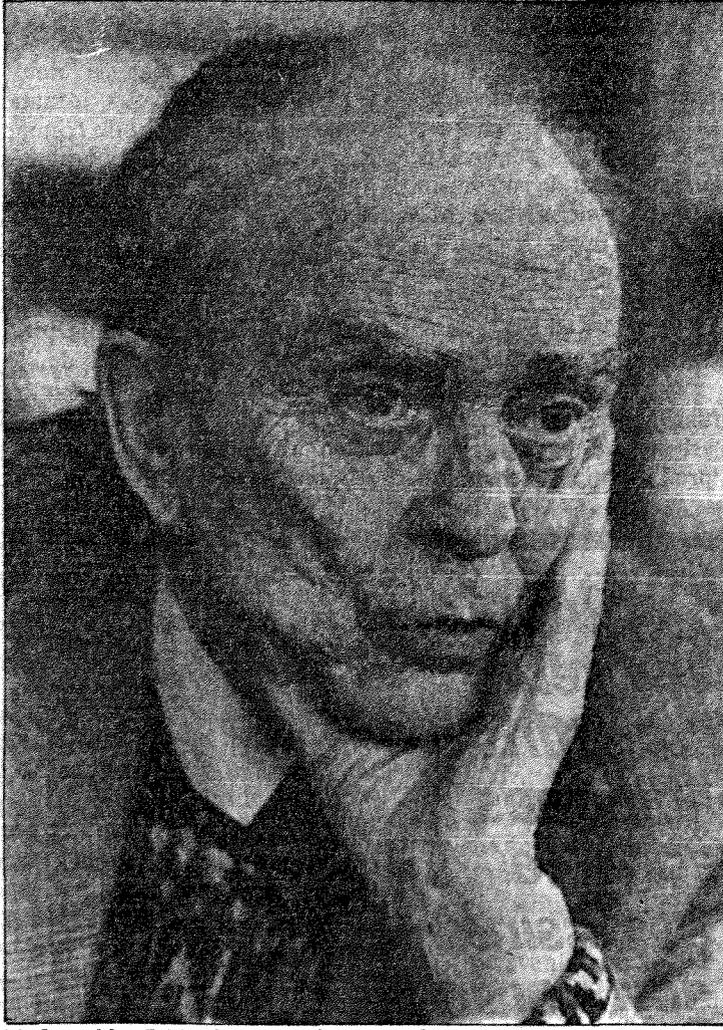
Néanmoins, les problèmes sont plus complexes que ce qu'en disent généralement les experts. Qu'en est-il du rapport Mc Bride ?

# J.A. PLUS

Les dossiers  
d'hier,  
d'aujourd'hui  
et de demain

## L'information en question

Raphaël Mergui



Pascal Maître - J.A.

M. Sean Mac Bride. L'essentiel escamoté.

A l'ordre du jour de la Conférence générale de l'UNESCO qui s'ouvre à Belgrade le 23 septembre, un sujet qui a fait couler beaucoup d'encre : le déséquilibre en matière d'information entre l'Occident et le Tiers monde. Les conférences précédentes de Nairobi en 1976 et de Paris en 1978 s'étaient déjà penchées sur la question. Un colloque avait été organisé sur le même thème à Florence en avril 1977. Ces débats n'ont pas été inutiles car ils ont permis à la majorité des membres de l'UNESCO qui avaient tendance à aborder les problèmes de la communication avec un certain simplisme d'en mesurer toute la complexité et l'ampleur. Et c'est sagement que M. M'bow, directeur général de l'UNESCO, avait évité de prendre des décisions à l'emporte-pièce pour confier le soin de les étudier à une commission présidée par M. Sean Mac Bride, ancien ministre irlandais des Affaires étrangères et Prix Nobel et Lénine de la Paix.

Cette commission a terminé ses travaux en novembre 1979 et les honorables délégués de l'UNESCO, qui se rencontrent dans la capitale yougoslave, ont eu tout loisir d'en tirer la substantifique moelle. Notre collaborateur Raphaël Mergui a lui aussi pris connaissance du rapport Mac Bride. Il en donne ci-après résumé avant de se livrer non sans humeur à une critique sévère. Elle a le mérite de poser la question que les fonctionnaires internationaux ne soupçonnent guère et que la commission Mac Bride a escamotée: dans quelle mesure le « nouvel ordre mondial de l'information » qu'on nous prépare ne s'assimile pas à quelque chose que nous connaissons parfaitement dans le Tiers monde : l'information aux ordres ?

## Le rapport Mac Bride

Il n'y avait plus qu'un domaine du savoir humain que l'UNESCO n'avait pas exploré : la communication. C'est maintenant chose faite. Le 30 novembre 1979, la commission Mac Bride mettait un point final à un volumineux rapport en cinq parties qui sera soumis à la conférence générale de l'UNESCO de Belgrade, en automne prochain. M. Sean Mac

Bride — ancien ministre irlandais des Affaires étrangères et prix Nobel et Lénine de la Paix — a dirigé la commission, composée de seize membres, tout au long de ses deux années de travaux. L'objectif essentiel est d'instaurer un « *nouvel ordre mondial de l'information* ».

L'idée est relativement récente. Elle a commencé à prendre forme au sommet d'Alger, en 1973, où les chefs d'Etat non alignés avaient décidé d'intensifier la coopération Sud-Sud en matière de communication. Puis, en 1975, l'agence de presse yougoslave Tanjug créait à Belgrade un *pool* d'agences des pays en voie de

développement que le sommet non aligné de Colombo, en 1976, devait reconnaître. Mais il manquait à la nouvelle idée un manifeste théorique et une légitimité internationale. C'est chose faite avec le rapport Mac Bride.

C'est une véritable somme sur la communication qui passe en revue des problèmes aussi divers que les fonctions sociales de la communication, l'échange inégal d'informations entre le Nord et le Sud, les techniques modernes de communication, les distorsions dans la présentation des nouvelles, la concentration des médias dans les pays développés et le

## Pour un désordre mondial...

A vouloir trop faire, l'UNESCO s'est prise au piège d'ambitions qui ne sont pas dans sa vocation. Cet éminent gardien de la culture universelle a produit un monument d'inculture théorique : le rapport Mac Bride sur la communication. Les centaines de pages de platitudes et d'incohérences qu'il contient resteront la meilleure justification de la soumission de la presse au pouvoir.

Ses auteurs, prestigieux intellectuels et professionnels de la communication dont on ne saurait mettre en cause la bonne foi, ont élaboré un « *cadre conceptuel* » apparemment innocent, mais aux conséquences politiques néfastes. Écoutons-les : « *La communication peut-être aussi bien instrument du pouvoir qu'arme révolutionnaire, produit commercial ou moyen d'éducation. Elle peut servir à des fins de libération ou d'oppression, elle peut contribuer à la formation de la personnalité individuelle comme à l'embrigadement uniforme des êtres humains. Il appartient à chaque société de fonder ses choix comme elle l'entend.* »

Voilà le mot clef : la communication-instrument. De

même qu'un couteau peut servir aussi bien à des fins pacifiques, comme l'épluchage des pommes de terre, qu'à l'assassinat de son voisin, de même la communication servirait indifféremment à l'oppression ou à la libération des hommes. Elle serait donc neutre par nature. Et l'utilisation qui en est faite dépendrait en dernier ressort de celui qui la manipule.

L'emprunt au marxisme le plus primaire est manifeste. Tout ce qui n'est pas production de biens maté-

riels — les idées par exemple — ferait partie de la superstructure et ne serait qu'un reflet passif des forces économiques et politiques. Dès lors, la communication obéirait à des objectifs qui lui sont extérieurs, qui lui sont dictés par le pouvoir. D'ailleurs les pouvoirs totalitaires contemporains de droite comme de gauche assujettissent les hommes de presse au nom d'une « *idée supérieure* » — Prolétariat, Dieu, Nation — dont ils se prétendent l'incarnation.

L'UNESCO, elle aussi, a son « *idée supérieure* ». Ce n'est ni le prolétariat, ni les valeurs sacrées de l'Occident, mais le développement, nouveau dieu des fonctionnaires internationaux. Une divinité insaisissable, aussi capricieuse que la mode. Le rapport Mac Bride reconnaît son ignorance en la matière. Mais cela ne l'empêche pas d'affirmer sereinement (v<sup>e</sup> partie, p 13) : « *La communication doit être considérée comme une ressource fondamentale du développement, un vecteur qui permet d'assurer une participation politique réelle à la prise de décisions, une base d'information centrale pour la définition des grandes options et un instrument favorisant la prise de conscience des priorités nationales.* »

Autrement dit, pour les auteurs du rapport Mac Bride, la domestication de l'information est légitime quand elle est une « *mesure spécifique* »

**Un couteau  
peut servir  
à des fins  
pacifiques  
comme  
à l'assassinat  
de son voisin**

## L'information en question

rôle des agences de presse transnationales. Les recommandations pour un nouvel ordre mondial de l'information sont évidemment l'épine dorsale de ce rapport. Elles se ramènent à trois idées principales :

- 1- les médias doivent se mettre au service du développement ;
- 2- les médias du Tiers monde doivent intensifier la coopération entre eux et trouver les bases de collaboration plus équitables avec ceux des pays développés ;
- 3- il est souhaitable de corriger le déséquilibre préjudiciable au Sud dans son échange de nouvelles avec le Nord.

Outre un plaidoyer en faveur de l'abolition de la censure et pour la liberté totale de travail pour les correspondants étrangers — duquel le délégué soviétique s'est dissocié —, le rapport fait quatre recommandations essentielles.

Premièrement, pour limiter l'influence jugée excessive, voire nuisible, des organes d'information occidentaux sur les pays du Tiers monde, la commission préconise d'une part des mesures contre la concentration de la presse dans les pays développés, et d'autre part de contraindre les agences de presse transnationales (AP, UPI, Reuter,

AFP, Tass) à se plier aux exigences de développement de chaque pays.

Deuxièmement, le rapport souhaite l'élaboration par les journalistes eux-mêmes d'un code d'éthique professionnelle.

Troisièmement, il est vivement recommandé la création d'un centre de supervision international des médias et de la circulation des nouvelles sous l'égide de l'UNESCO.

Quatrièmement, les membres de la commission voudraient doter le système des Nations unies de puissants moyens d'information autonomes dont, en particulier, une station de radio et un satellite.



conforme au génie national et à ses exigences de développement. La négation de la liberté d'information est légitime dès lors qu'elle se pare des beaux atours de l'authenticité, du socialisme dit africain ou arabe et autres rénovations nationales. Spécificité, que de crimes on a commis en ton nom !

On nous accusera d'être injuste. Et il n'est pas difficile de nous opposer les références à la liberté de l'information dont le rapport Mac Bride est truffé. Mais que vaut cette liberté si elle doit obéir aux impératifs de « priorité » nationale fixés par un gouvernement, un parti unique, une junte ou un tyran ? Au nom de quoi une presse musclée servirait-elle mieux le développement qu'une presse indépendante ? *Les auditeurs du Tiers monde votent d'ailleurs avec leurs oreilles* : quand ils veulent des informations crédibles, ils écoutent les émissions internationales de la BBC ou de Radio-France et non leurs radios locales. Ils partiraient d'un grand éclat de rire (jaune) s'ils apprenaient que l'UNESCO recommande le renforcement de ces dernières, c'est-à-dire l'intensification des propagandes.

Que l'on sache, la majorité de l'humanité vit sous la férule de dictatures toutes dévouées au développement « intégral » — pour puiser au dictionnaire des organismes internationaux — de leurs peuples. Dans ces conditions, qui va

### La domestication de l'information est légitime quand elle est conforme au génie national et à ses exigences de développement

voter le rapport Mac Bride (son adoption ne saurait faire problème), sinon les représentants des grands bienfaiteurs de l'humanité ? Qu'est-ce donc l'UNESCO elle-même, sinon une organisation intergouvernementale dont les interventions ne peuvent que devenir contestables dès lors qu'elle quitte le noble domaine de la préservation des pyramides et du

sauvetage des patrimoines culturels ? Comment les démocrates que sont presque tous les membres de la commission Mac Bride peuvent-ils appeler, comme ils le font, à la mise sur pied d'un comité international de contrôle de l'information dépendant de l'UNESCO ? Si un gouvernement isolé est suspect, la somme de tous les gouvernements de la planète ne saurait être moins suspecte. Comment, dans leur grande sagesse, peuvent-ils croire que les pouvoirs publics, auteurs des politiques de communication, peuvent forger des instruments indépendants d'eux ? On sait déjà de quoi nos gouvernements sont capables.

L'information ne s'apprend pas. Contrairement aux illusions du rapport, avant d'être une technique, l'information est une affaire d'indépendance d'esprit, de courage et de traditions démocratiques, toutes qualités qui ne s'enseignent pas, mais s'acquièrent au cours des luttes longues et complexes contre, justement, les pouvoirs établis. L'expérience de nos pays est suffisamment éloquent. Nous ne manquerons ni de gadgets électroniques, ni d'écoles de journalisme, ni de bonnes volontés. Nous manquons de liberté. Pas de liberté spécifique, mais de liberté tout court. La conception de la communication-instrument repose sur le volontarisme, c'est-à-dire sur la croyance que l'information se forge en laboratoire : « *La commu-*



Le rapport Mac Bride est éminemment contradictoire. Alors que ses auteurs se déclarent partisans de la liberté de la presse et des journalistes, ils prescrivent des médications et réclament des interventions gouvernementales qui ne peuvent que l'altérer substantiellement. On ne peut pas dans la même foulée réclamer l'abolition de la censure et la libre circulation des journalistes étrangers et souhaiter une réglementation du travail des agences de presse internationales. Comment la commission peut-elle appeler à la mise sur pied d'un comité international de contrôle de l'information

dépendant de l'UNESCO qui est elle-même, autant que l'on sache, un organisme intergouvernemental ? La contradiction n'est pas difficile à expliquer. Traitant d'un droit aussi fondamental que la liberté de presse, les diplomates ont naturellement tendance à forger un compromis entre les trois thèses en présence, celle des Occidentaux partisans du laisser-faire, celle des Soviétiques qui ont nationalisé tous les médias et celle du Tiers monde champion d'une presse engagée dans la bataille du développement. Or peut-il y avoir un juste milieu entre l'indépendance de la presse et son asservissement ?

Le rapport Mac Bride est, de ce fait, un authentique produit de l'écuménisme idéologique cher aux fonctionnaires internationaux. Il enrichit leur langage bizarre, creux et grandiloquent de lapalissades du style : « *Naturellement, les médias ne sont pas la cause fondamentale du statut subordonné de la femme...* » ; « *Tous les individus et tous les peuples collectivement ont un droit inaliénable à une vie meilleure* » ; « *Chaque individu... est avant tout un être humain* » ; et j'en passe. Est-ce à dire que tout est au mieux dans le meilleur des mondes de l'information ? Certainement pas.

nication, peut-on lire dans le rapport, ne peut plus être désormais considérée comme un service accidentel dont le développement est laissé au hasard. Reconnaître ses possibilités, c'est justement l'élaboration par toutes les nations, et particulièrement les nations en développement, de politiques de communication globales reliées aux objectifs généraux... »

Nous n'avons pas besoin d'intervention des pouvoirs publics, mais au contraire de leur abstention. Qu'est-ce qu'une politique de la communication au service du développement sinon l'obligation faite aux journalistes de s'adonner aux inaugurations de barrages et aux extases de la hausse vertigineuse de la courbe de production d'acier ? Une bonne façon de leur faire oublier la politique...

La culture elle-même n'échappe pas à la fureur interventionniste de l'UNESCO ; dont la 28<sup>e</sup> recommandation du rapport Mac Bride parle d'instituer « *des politiques culturelles nationales destinées à encourager l'identité et la créativité culturelles en ayant recours aux médias* ». Le journaliste devra rendre compte des rêveries inspirées aux poètes par les tracteurs et les cheminées d'usine.

L'énumération complète des tâches exaltantes assignées par la commission Mac Bride aux journalistes serait trop longue : défense des droits de la femme, des minorités ethniques, des accords d'Helsinki, de

**Le journaliste  
devra  
rendre compte  
des rêveries  
inspirées aux  
poètes  
par  
les tracteurs  
et les  
cheminées  
d'usine**

la juste cause des peuples opprimés, de la paix, « *d'une nouvelle éthique* » (?)... L'UNESCO voudrait en fait armer chaque journaliste d'un bâton de pèlerin de la paix et le convaincre d'atténuer la portée du conflit Est-Ouest : « *Certaines sections des médias ont encore tendance à exagérer l'importance des désaccords entre l'Est et l'Ouest, ce qui renforce inutilement la tension. L'insistance sur les défauts attribués d'un côté au système capitaliste et de l'autre au système socialiste dissimule le fait*

évident que ces systèmes sont solidement établis dans les grands pays et ne peuvent pas être affaiblis par une guerre des mots. » Voilà ! S'agissant de l'URSS, mieux vaut parler du Bolchoï — et encore — que de Sakharov. Comme elle serait insipide une presse inspirée par l'UNESCO.

A vouloir plaire à tout le monde, elle finirait par ne rien dire ou ne dire que le secondaire. Au mieux elle ressemblerait à des bulletins d'œuvres de charité, au pire à la Pravda. N'est-ce pas ce qui est arrivé à la grande presse commerciale — justement dénoncée par l'UNESCO — qui règle son contenu sur le plus petit dénominateur commun ?

De même, on ne peut que frissonner à l'idée que l'ONU possède un jour sa station-radio comme le souhaite le rapport Mac Bride. Une radio dont la mission serait de « *produire de nouvelles valeurs, d'élaborer de nouvelles pensées, de susciter une nouvelle éthique* » (III<sup>e</sup> partie, page 128). Le rapport donne un avant-goût de ce que serait cette « *nouvelle éthique* »... Les « *nouvelles valeurs* », les responsables de cette radio iraient certainement les chercher dans les discours prononcés devant l'Assemblée générale. En tout cas, ils n'auraient aucune peine à remplir leurs grilles de programmes : grâce à Dieu, les chefs de délégations sont très prolixes.

Quant à l'idée de créer un centre international de l'UNESCO pour

## L'information en question

Personne ne reprochera à l'UNESCO les critiques justifiées qu'elle adresse à la presse des pays développés. Il est vrai qu'elle pratique, par nécessité commerciale, un « journalisme de crise » plus sensible au spectaculaire qu'à l'essentiel. Le traitement des nouvelles en provenance du Tiers monde est certainement déformé et obéit parfois à des motifs inavouables. « On a souvent déclaré, écrivent en particulier les auteurs du rapport, que du fait que le contenu de l'information est surtout élaboré par les grands pays industrialisés, leurs médias sont moins à même de promouvoir la compréhension inter-

nationale et que l'image qu'ils donnent des pays en développement est souvent faussée et déformée. »

La « libre circulation » de l'information entre les forts et les faibles a certainement des conséquences néfastes sur les seconds. Les démunis reçoivent passivement des œuvres culturelles de seconde zone et des valeurs qui les aliènent parce qu'elles leur sont étrangères. Londres, New York ou Paris — sources de 80 % des informations qui circulent dans le monde — renvoient aux pays en voie de développement une image d'eux qui les entretient dans leurs com-

plexes et les conditionne. Tout cela est vrai et incontestable. Mais à qui la faute ? Le rapport Mac Bride entretient le Tiers monde dans l'illusion simpliste que les médias occidentaux conspirent et aspirent à une (re) colonisation des âmes. Il conforte les dictateurs qui nous gouvernent dans le trop bel alibi au nom duquel ils répriment toute velléité d'esprit critique : produit d'importation, la liberté d'information mine la stabilité et l'unité des pays pauvres. Le rapport Mac Bride deviendra, peut-être un jour, le bréviaire de quelque tyran dialecticien. □

« favoriser l'équilibre des échanges d'information », elle reviendrait à livrer médias et journalistes au contrôle des bureaucrates internationaux et à leurs obscures chicanes. Comme si la presse ne souffrait pas déjà d'un excès de tuteurs. Or jamais le rapport ne conseille aux journalistes la méfiance envers les gouvernements.

Certes, nombre de causes que l'UNESCO se propose de défendre sont nobles. Mais elles seraient beaucoup plus efficacement défendues si elles n'étaient pas l'objet d'articles de propagande. Pour cela, une règle d'or : le journaliste doit rester seul maître du moment et de la façon de le traiter. Dans toutes les sociétés le pouvoir repose sur le savoir. La centralisation de l'information est la tendance naturelle de tous les gouvernements. La presse s'est faite contre le pouvoir, contre la monopolisation de l'information par le sommet. A supposer que cela soit possible, une presse qui serait affranchie par un gouvernement, qui se verrait octroyer sa liberté est condamnée à rester une presse mineure. C'est dire qu'il est contraire à la vérité historique — comme à la vérité théorique — de considérer la communication comme un instrument.

Si la presse occidentale — puisqu'il s'agit d'elle — était l'instrument du pouvoir ou son reflet, on ne comprendrait pas pourquoi ni comment elle s'oppose à lui. Comment se

fait-il que la presse américaine, qui n'est pas de gauche, ait mis fin à la carrière d'un président des Etats-Unis ? Faut-il rappeler que les médias américains ont contribué à la fin de la guerre du Vietnam ? La solution n'est pas dans le nivellement par le bas. Elle n'est pas dans la limitation des libertés — déjà fort menacées — de la presse occidentale. Qu'on laisse la presse du Tiers monde libre de s'exprimer et elle sera

en mesure de rivaliser honorablement avec celle des pays développés.

Non, la presse n'est pas un instrument. Disons qu'elle est un autre lieu d'exercice d'un autre pouvoir (le fameux « quatrième pouvoir »). Dans ce lieu s'affrontent gouvernement et opposition, syndicats et patronat... Elle peut, comme c'est souvent le cas, accorder plus de place aux préoccupations des plus puissants. Mais elle peut difficilement taire celles des plus faibles car ces derniers forment la majorité de ses lecteurs. Sans cultiver le paradoxe, on peut affirmer que c'est parce qu'elle défend fondamentalement les valeurs de l'ordre établi qu'elle doit prendre ses distances vis-à-vis de ce pouvoir. C'est cette contradiction qui fonde sa difficile et relative liberté dans les pays démocratiques.

Entre les deux maux d'une liberté sans retenue et du contrôle bureaucratique — national ou international — de la presse, le moindre est certainement le premier. Pour avoir donné dans la vision facile et vulgaire de la communication-instrument, les auteurs du rapport Mac Bride se sont condamnés — probablement malgré eux, en tout cas pour la majorité d'entre eux — à légitimer la fusion de la presse et de l'Etat. Au lieu de proclamer très haut qu'on ne les séparera jamais suffisamment. L'UNESCO ne peut pas, par nature, comprendre ce genre de vérité. Elle aurait mieux fait de s'abstenir. □

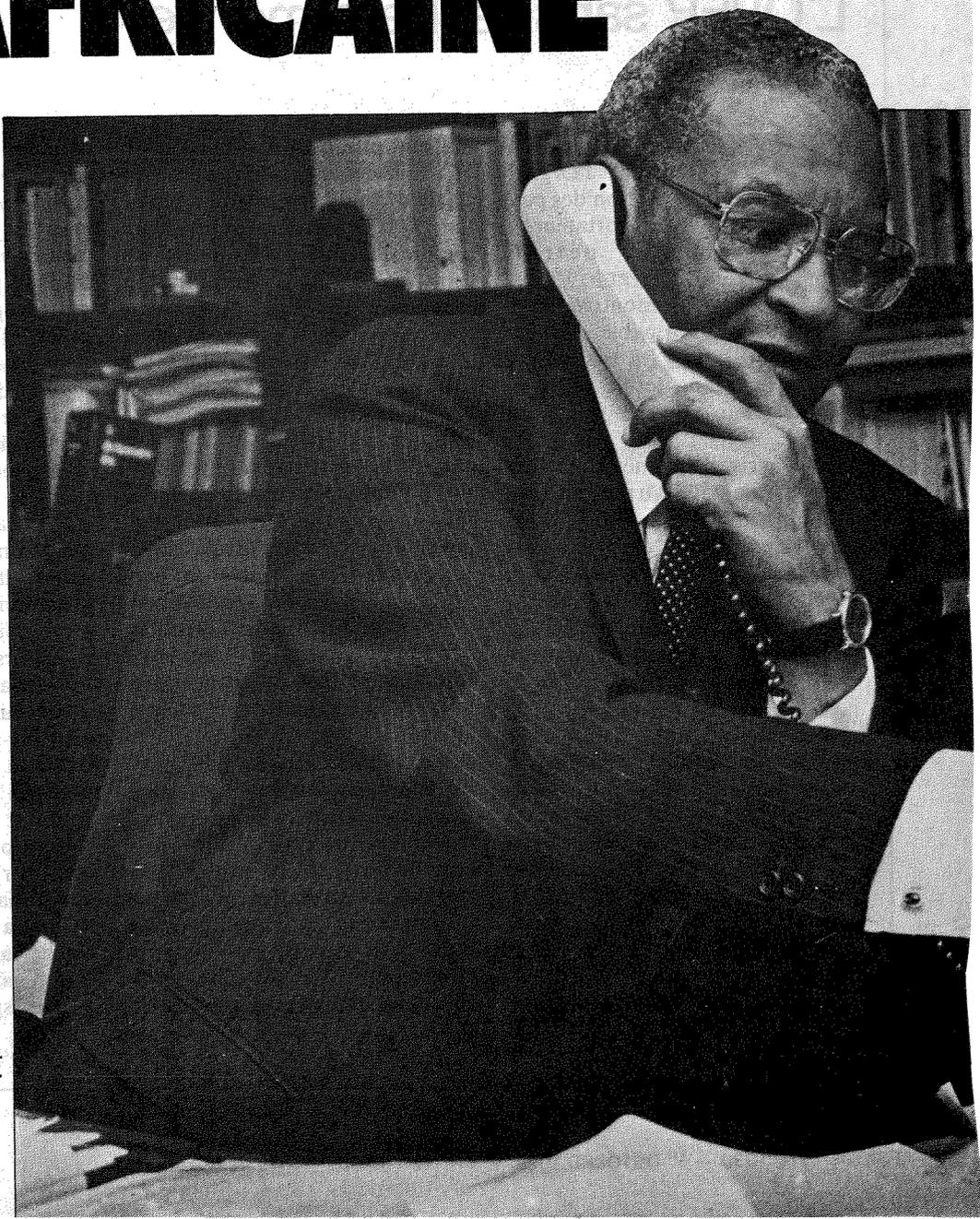
**Comme elle  
serait insipide,  
une presse  
inspirée  
par  
l'UNESCO !**

**UNESCO**

# M'BOW OU LE POUVOIR À L'AFRICAINNE

*Sophie Bessis*

**Si son prédécesseur français avait ouvert l'organisation aux perspectives du Tiers monde, M. Amadou-Mahtar M'Bow les incarne. Pendant les sept années de son nouveau mandat, il aura encore à se battre pour l'instauration d'un « nouvel ordre culturel international ».**



**Amadou-Mahtar M'Bow. Porte-parole du Tiers monde.**

La grande salle du Sava Center, immense bâtisse réservée aux manifestations internationales dans la ville nouvelle de Belgrade, crépite sous les applaudissements des 153 délégations réunies ici pour la 21<sup>e</sup> session de la Conférence de l'UNESCO. Nous sommes le 27 septembre. L'Assemblée vient de réélire à l'unanimité et par acclamations le directeur général sortant, le Sénégalais Amadou-Mahtar M'Bow.

Quoique ces lignes soient écrites quelques jours avant le vote, elles n'ont rien d'une fiction. Au terme d'un premier mandat de six ans, M. M'Bow, seul candidat en lice bénéficiant du soutien massif des pays du Tiers monde et des pays du bloc socialiste, et d'une neutralité plutôt bienveillante de la part des pays occidentaux, est assuré de sa réélec-

tion. Grâce à lui, l'Afrique conserve une place de choix dans les instances dirigeantes du système des Nations unies et l'ensemble du Tiers monde est assuré d'y avoir un porte-parole issu de ses rangs. Quant aux pays industrialisés, sachant depuis longtemps qu'ils ne peuvent plus prétendre tout régenter, ils préfèrent à tout prendre ce Sénégalais, qui s'est révélé fin diplomate, à un citoyen d'un pays plus « révolutionnaire ». On n'oublie pas ici que M. M'Bow fut le ministre du modéré Senghor et que celui-ci fut le parrain de sa première candidature. Il va donc présider pendant sept ans encore aux destinées de l'UNESCO.

### **Fini, le club des nantis**

Ce second mandat dure en effet exceptionnellement un an de plus que la durée normale pour permettre à l'UNESCO d'harmoniser son calendrier avec celui des autres agences de l'ONU. En 1987, après treize ans à la tête de l'organisation culturelle mondiale, M. M'Bow aura battu le record de longévité de son prédécesseur René Maheu qui « régna », lui, pendant douze ans de 1962 à 1974. Car il s'agit bien en quelque sorte d'une royauté élective. Le directeur général, *primus inter pares*, tient sa légitimité des Etats membres qui lui délèguent leur pouvoir, mais n'en gouverne pas moins presque à sa guise l'énorme appareil de l'UNESCO.

Si, en vingt ans, beaucoup de choses ont changé dans le style et les attributions de la « maison », encore que d'aucuns soulignent ironiquement que le changement se fait dans la continuité, la toute puissance du DG, comme le nomment respectueusement (ou craintivement) les fonctionnaires, reste entière. Mais quelle que soit sa force d'inertie, que certains jugent même paralysante, l'UNESCO bouge et se transforme sous la pression des événements et du style même de ceux qui la dirigent. La conjonction de ces deux facteurs symbolise presque à elle seule l'évolution.

1960 : les pays africains nouvellement indépendants font leur entrée en masse dans les organisations internationales ; de « club » à vocation culturelle où les nantis sont

pratiquement entre eux, l'UNESCO va devoir devenir un organisme de développement au service du Tiers monde. 1961 : un homme est désigné pour assurer cette mutation qui — hasard ou nécessité de l'histoire ? — résume cette double vocation. C'est le Français René Maheu, héritier s'il en fut de la culture occidentale : normalien, agrégé de philosophie, camarade d'études de Sartre et de Raymond Aron, mais pétri d'universalisme et « tiers-mondiste » de cœur avant la lettre. Il prend possession de l'immeuble de la place Fontenoy qui incarne lui aussi la prétention de l'Occident à l'universel et sa croyance dans un continuum homogène du progrès humain.

Car le siège parisien de l'UNESCO n'est pas une simple bâtisse fonctionnelle ; c'est avant tout un projet culturel enfanté par l'humanisme occidental. Il a été conçu et réalisé par trois des plus grands architectes de l'après-guerre, disciples du Bauhaus et de Le Corbusier : l'Américain Marcel Breuer, l'Italien Pier Nervi et le Français Bernard Zeffuss, porteurs des valeurs occidentales mais touchés par la grâce des civilisations extra-européennes. Zeffuss n'est-il pas fasciné par l'architecture arabe et amoureux de la Méditerranée ? Dans les jardins de l'imposant édifice, on a placé des sculptures des plus grands artistes du temps. Le hall intérieur est décoré par une immense fresque de Picasso, qui fit connaître l'art nègre en Europe. L'ensemble est, croit-on, une synthèse moderne des cultures et symbolise donc la vocation première de l'UNESCO.

### **Le temps des messies**

C'est dans ce temple que pénètrent en 1960 les « sous-développés ». C'est de ce temple que Maheu est chargé de répondre à leurs premiers et immenses besoins, avec un millier de fonctionnaires et un budget biennal d'une quarantaine de millions de dollars de l'époque. On met sur pied des programmes, on forge des projets, on a des ambitions démesurées : faire disparaître l'analphabétisme de la planète d'ici à 1980... ; les experts sont accueillis comme des messies dans les pays



Claude Sauvageot

récemment encore, à propos du fameux débat sur le nouvel ordre mondial de l'information dont le rapport McBride n'est qu'une timide tentative de solution. Dans les deux cas, les médias se sont déchaînés avec toute la hargne et tout le souffle qu'on leur connaît sur le thème du « péril des libertés ». A les entendre alors, on aurait cru que M'Bow était un ennemi juré de la démocratie et de la liberté de l'information, un fiéffé partisan du contrôle gouvernemental de la presse, bref l'incarnation maléfique de la fameuse « majorité automatique », bête noire des Occidentaux dans toutes les instances internationales.

Certes, cette campagne malveillante devait beaucoup affecter le directeur général. Alors que « j'ai toujours eu horreur de la censure de la presse, nous confia-t-il à l'époque, voilà qu'on me présente sous les traits d'un partisan inconditionnel du totalitarisme en matière d'information ». Surmontant bien vite sa peine et son indignation, il sut se montrer ferme sur les principes, tout en étant souple sur les modalités d'application des diverses résolutions votées par les instances dirigeantes de l'UNESCO.

### Savoir-faire

C'est ainsi que les Etats-Unis, qui ne s'étaient pas contentés de bouder l'institution, mais étaient allés jusqu'à suspendre leurs contributions financières, finirent par réviser leurs positions. C'est au cours de ces graves affaires, au demeurant, qu'Amadou-Mahtar M'Bow sut révéler toute la dimension de ses talents d'organisateur et de diplomate servis par un sens inné de la répartie. Sa réélection pour sept ans à la tête de l'UNESCO n'est que la juste récompense de ses efforts et de son savoir-faire.

Que fera-t-il à l'expiration de ce second mandat ? Briguera-t-il un poste plus important, par exemple le secrétariat général des Nations unies comme certains le chuchotent déjà ? « Je suis très bien où je suis », se contenta-t-il de répondre d'un air souriant et mystérieux. □

cruellement démunis de cadres et de techniciens de valeur.

La tâche est gigantesque et, si l'enthousiasme est réel au début des années soixante, il s'émousse peu à peu devant l'ampleur des problèmes à résoudre, les erreurs commises, la conscience que le développement est un processus beaucoup plus complexe qu'on ne pouvait le croire, les clivages et les rivalités politiques, etc. Beaucoup de choses sont faites dans tous les domaines pendant cette décennie et certaines sont des réussites : la mise sur pied d'un réseau d'écoles normales pour la formation des professeurs en Afrique, et d'écoles d'ingénieurs et de techniciens un peu partout, le démarrage du recueil systématique des traditions orales, des réalisations spectaculaires comme la sauvegarde des monuments de Nubie en haute Egypte, etc.

En 1970, le personnel de l'UNESCO a doublé, le budget a augmenté encore plus vite, mais les premiers gros nuages s'annoncent et, paradoxalement, les réalisations ont créé de nouveaux besoins et même parfois des frustrations : l'analphabétisme des adultes ne recule pas, même si l'enseignement scolaire est en net progrès, les besoins s'accroissent et la machine essaie de s'adapter avec plus ou moins de bonheur à un contexte mouvant. Elle n'y parvient pas toujours : de nombreux experts continuent d'apporter leur manne à des pays qu'ils considèrent presque comme des terres de missions alors que les nationaux sont de moins en moins enclins à accepter des programmes tout faits et conçus en dehors d'eux. Les demandes du Tiers monde deviennent des exigences. Le développement n'est plus un espoir mais une revendication.

### Examen réussi

1973 : c'est la guerre d'octobre au Moyen-Orient, c'est la crise pétrolière qui marque la fin de l'arrogance occidentale ; 1974 : c'est l'assemblée extraordinaire des Nations unies qui prône pour la première fois officiellement l'instauration d'un nouvel ordre économique international. C'est aussi la fin du mandat de



UNESCO-Claude Bahlin

René Maheu et Amadou-Mahtar M'Bow en 1974. *Symbole d'une réalité géopolitique nouvelle.*

Maheu, l'effacement de ce brillant intellectuel à l'esprit encyclopédique et à la sensibilité assez généreuse pour avoir compris l'importance de l'émergence du Tiers monde ; c'est l'année où, pour la première fois, un Africain accède aux plus hautes fonctions internationales. Signe des temps.

La plus grande différence peut-être entre les deux hommes est que le premier avait été choisi en tant qu'individu ne représentant que lui-même et ne bénéficiant pas du soutien particulier d'un groupe ; la France fit en particulier grise mine à sa candidature. En son successeur au contraire, c'est moins l'homme qu'on choisit que la réalité géopolitique nouvelle qu'il représente. La mission de M. M'Bow s'ouvre sur un conflit d'ordre purement politique, la fameuse non-intégration d'Israël aux groupes régionaux de l'UNESCO et le départ temporaire des Etats-Unis en signe de représailles. La crise est

## La planque idéale

**D**ans le doute il ne faut pas s'abstenir, il faut ouvrir le Petit Larousse illustré. Au mot « ambassadeur », deux définitions : 1. *Représentant d'un Etat auprès d'une puissance étrangère* ; 2. *Tout porteur d'un message.*

Nos ambassadeurs à l'UNESCO ne sont, en fait, ni tout à fait l'un ni tout à fait l'autre. Déchargés en principe de la première fonction par leurs collègues accrédités auprès de l'Elysée, ils sont tout de même familiers du cabinet de la présidence et toujours présents — protocole oblige — aux grandes réceptions données par le chef de l'Etat français. « Porteurs d'un message », ils devraient l'être par définition, eux qui ont la lourde charge de personnifier la culture de leur pays dans cette assemblée universelle du savoir et de la connaissance.

Seulement voilà, et surtout pour ce qui est de l'Afrique et du Tiers monde, les hommes choisis ne viennent pas obligatoirement d'une filière littéraire ou scientifique : par le fait d'une pénurie culturelle ou d'équations politiques qui se soucient peu de la vocation réelle qui correspond à une pareille nomination, nos ambassadeurs à l'UNESCO se retrouvent souvent place Fontenoy par hasard. Exil doré offert par un gouvernement à une personnalité politique encombrante mais (parfois) prestigieuse, banc d'essai auquel on soumet un jeune loup qui s'en servira comme tremplin ministériel, le poste de délégué permanent peut aussi bien se transformer en « planque » idéale qu'être le lieu d'une activité brillante.

Mais quelles que soient la personnalité de l'homme et les circonstances qui l'ont amené à siéger place Fontenoy à Paris, c'est dans les relations publiques qu'il exercera l'essentiel de sa mission. Relations entre la direction générale de l'organisation et les divers ministères de son pays d'origine, relations personnelles et professionnelles avec les délégués et fonctionnaires des 154 pays

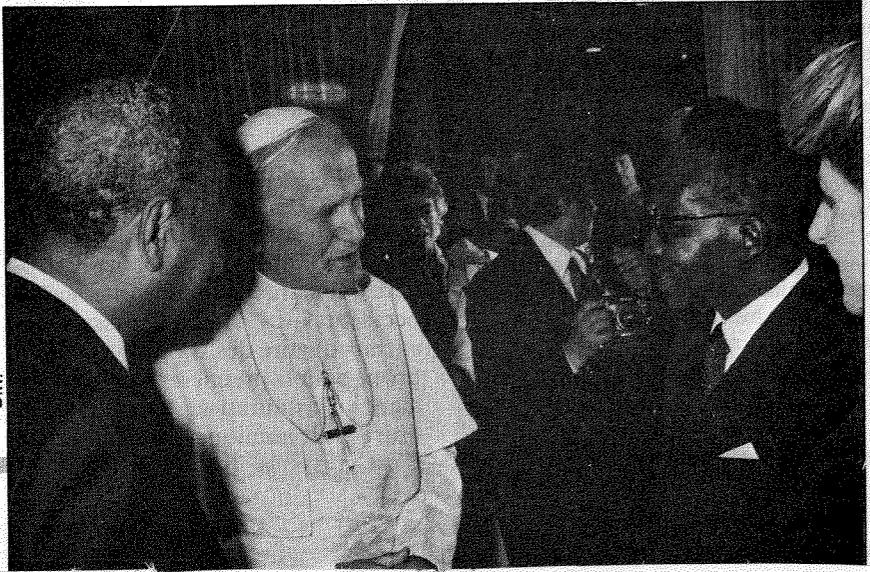
représentés, réception et prise en charge de tous ceux, intellectuels, artistes, universitaires ou hommes de sciences qui, venant du pays, « passent par Paris » et attendent de leur « homme à l'UNESCO » qu'il les honore à la mesure de l'idée qu'ils se font d'eux-mêmes. Enfin, relations avec le Tout-Paris de la culture, lieu de mondanités que l'on veut nécessaires (et qui le sont parfois).

Au hasard d'un grand déjeuner ou d'un dîner au domicile d'un ambassadeur, on rencontre ainsi, réunis autour d'un repas classique, un professeur au Collège de France et une reine en exil, un peintre arabe et un attaché américain, un ambassadeur de France à la retraite devenu président d'association, un archéologue roumain au côté d'une comtesse italienne et, comme dans tous ces rassemblements, les trois inévitables jolies femmes et, non moins inévitables, les deux journalistes indispensables au mélange des genres.

A l'inverse, dans les dîners offerts par des Parisiens, où rien n'est plus apprécié que la présence d'un diplomate de haut rang, quel qu'il soit, les hôtes sont au comble du bonheur en prononçant ces mots : « *Je vous présente Son Excellence M. l'ambassadeur de la Martiloupe à l'UNESCO* ».

□ A.N.

M. M'Bow, Jean-Paul II et M. Léopold Sédar Senghor.  
**A quand le « nouvel ordre culturel international » ?**



→ grave, le nouveau directeur général la règle avec habileté, sans paraître céder à aucun chantage.

Son examen de passage en politique est réussi, il y en aura d'autres qu'il résoudra avec la même diplomatie, à tel point que d'aucuns lui reprochent aujourd'hui d'être avant tout un habile tacticien et de se préoccuper davantage des batailles d'influence, des subtilités des rapports de force... et de sa réélection, que de la bonne marche et de l'efficacité de l'organisation dont il a la charge. N'a-t-il pas passé en tout et pour tout moins d'un mois et demi à Paris depuis le début de l'année 1980 ? Le reste du temps on l'a vu dans les capitales d'Afrique ou d'ailleurs, pour défendre les grandes options de l'UNESCO disant ses défenseurs, pour peaufiner une image de marque à la mesure de ses grandes ambitions affirment ses détracteurs.

## Egalité, diversité

Quoiqu'en tirant des conclusions différentes, tout le monde s'accorde cependant à dire qu'il est moins technicien et plus politique que son prédécesseur et qu'il a un sens aigu des relations publiques, ce qui lui permet de faire connaître l'UNESCO un peu partout et de donner une grande résonance aux principales idées de son règne. Mais il serait faux de croire que l'UNESCO s'est radicalement transformée au cours des six années de celui-ci. Les directeurs passent, l'organisation reste, constant avec philosophie les fonction-

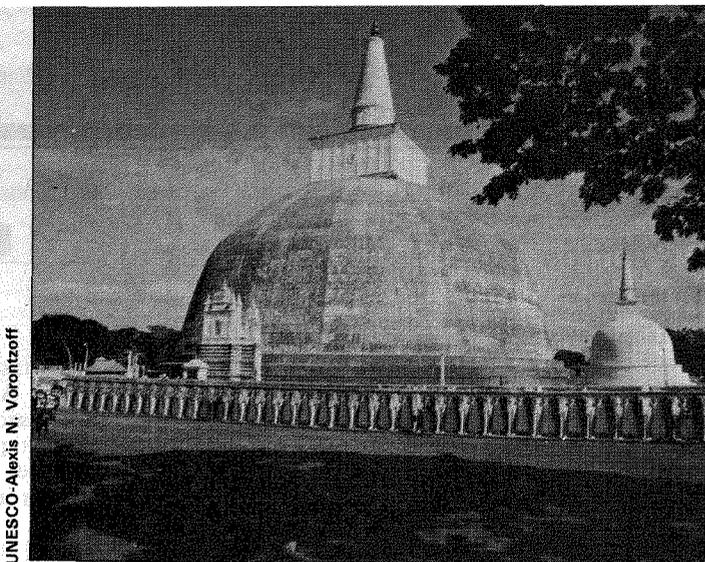
naires qui la vivent au quotidien. Il est vrai qu'avec aujourd'hui quelque 3 000 employés permanents, un budget de 620 millions de dollars pour le programme 1981-1983, elle est devenue un pachyderme difficile à déplacer à tous les sens du terme : on évalue entre 500 et 800 le nombre d'agents de l'UNESCO qui ont fait le voyage de Belgrade pour préparer ou participer à la 21<sup>e</sup> Conférence !

Malgré cette lourdeur bureaucratique qui est incontestablement un facteur d'immobilisme, la machine a toutefois réussi quelques reconversions. La plus importante au niveau du travail sur le terrain est une coopération beaucoup plus étroite entre autorités nationales et cadres internationaux pour l'élaboration des projets qui tiennent ainsi mieux compte des spécificités propres à chaque pays. Ce n'est pas un hasard si les bureaux régionaux de l'UNESCO sont davantage que jadis animés par des ressortissants de la zone, mieux à même de comprendre les problèmes et les besoins de leur région. C'est qu'à l'universalisme un peu niveleur des années soixante a succédé la valorisation des différences. L'égalité n'est plus synonyme de ressemblance et d'identité, mais plutôt de respect des diversités.

### Restaurer la confiance

La prise en compte de cette sensibilité nouvelle et d'un certain nationalisme culturel des pays du Tiers monde est d'ailleurs un des thèmes favoris de M. M'Bow qui prône inlassablement l'instauration d'un « *nouvel ordre culturel international* » axé sur des thèmes moins utopiques et plus réalistes qu'il y a vingt ans. La revendication d'égalité du Tiers monde et son refus d'attendre patiemment des jours meilleurs est prise en charge dans tous les domaines qui sont du ressort de l'UNESCO : le « *nouvel ordre* » de la communication et de l'information est également un des chevaux de bataille du directeur général, quelles que soient les tempêtes qu'il continue de soulever.

Si l'Occident reconnaît aujourd'hui que, dans ce domaine comme dans bien d'autres, le déséquilibre Nord-Sud est trop grand pour que



UNESCO-Alexis N. Vorontzoff



Temple au Sri-Lanka. Une campagne de sauvegarde spectaculaire.

le statu quo soit maintenu, il refuse tout ce qui peut ressembler, même de très loin, à une limitation de la liberté d'expression. M. M'Bow joue là une de ses parties les plus délicates : personnellement attaché à cette liberté, il est aussi le porte-parole d'une partie du monde qui la malmené trop souvent. Il aura l'occasion lors de la conférence de déployer une fois de plus ses talents diplomatiques au cours de la discussion sur le rapport McBride (voir J.A. n° 1029), du nom de l'Irlandais Sean McBride, prix Nobel de la Paix, qui a dirigé la commission internationale chargée de l'étude. C'est là aussi qu'il indiquera les principaux jalons de son prochain mandat.

On sait déjà que priorité sera désormais donnée au développement de l'autonomie scientifique des pays du Tiers monde, tant il est vrai qu'à l'heure où la technologie est reine, cette dépendance vis-à-vis de l'Occident risque de devenir la plus grave de toutes. Huit grands projets régionaux seront proposés à l'approbation de la conférence et le secteur des sciences est doté d'importantes ressources. Le DG a réussi à soustraire ses terrains de prédilection à d'autres convoitises : les pays occidentaux, considérant décidément l'UNESCO comme trop politisée au service du Tiers monde et craignant la fameuse majorité automatique, auraient bien transféré ses compétences en matière de communication à un nouvel organisme dépendant des Nations unies, ou à l'Union internationale des télécommunications qu'ils contrôlent mieux ; forte de la Conférence de Vienne, l'ONUDI aurait volontiers accaparé l'ensem-

ble des sciences sous sa houlette. L'UNESCO n'a pas été amputée. Mais au cours de ce second mandat, M' M'Bow devra prouver qu'il avait raison de ne rien céder. Il devra aussi restaurer une confiance qui a tendance à s'effriter.

### Chef-d'œuvre en péril ?

L'UNESCO ressemble un peu à ces chefs-d'œuvre en péril qu'elle a pour tâche de sauver : l'Occident s'en défie tandis que le Tiers monde lui reproche une certaine sclérose. Le terme d'expert, loin d'inciter comme naguère au respect, fait bien souvent ricaner les cadres nationaux qui n'acceptent plus n'importe quoi. Certains types de formation et d'assistance dispensés sont devenus inutiles, mais on ne sait pas très bien par quoi les remplacer. A la crise des années soixante-dix succède, à l'aube d'une nouvelle décennie proche de la fin du siècle, un sentiment général d'incertitude. En 1960 on savait ce qu'on voulait, en 1973 on savait ce qu'on ne voulait plus, en 1980 la crainte de l'avenir l'emporte sur le reste.

Le prochain mandat de M. M'Bow sera difficile. Certains avancent que sa réélection est un pis-aller et que l'UNESCO d'antan est moribonde. L'opinion est exagérée : l'agence culturelle des Nations unies est trop utile à beaucoup de gens, dans le bon et le mauvais sens du terme, pour s'éteindre aussi facilement, d'autant qu'elle rend aussi de réels services. Mais elle a certainement besoin d'une cure de jouvence. La lui administrera-t-on avant qu'elle ne se fossilise ?

## UNESCO

### Du baume au cœur

Si le ciel de Belgrade s'est mis à l'orage, les délégués réunis dans la capitale yougoslave depuis le 23 septembre pour la 21<sup>e</sup> session de la conférence de l'UNESCO ne semblent pas vouloir l'imiter. L'atmosphère est pour l'instant si sereine que tout le monde s'en étonne. Point de pugilats, mais plutôt une ambiance studieuse que l'ensemble des délégations s'efforce de sauvegarder.

Les discours ont montré jusqu'à présent une réelle volonté de conciliation sur les sujets brûlants comme celui de l'information, où les Occidentaux font preuve d'une discrétion remarquable qui contraste, avec les éditoriaux fulminants de la presse anglo-saxonne (voir encadré). Même le président guinéen Sékou Touré, qui a profité le 6 octobre d'une escale technique à Belgrade pour rendre visite à la conférence, n'a pas fait de ces déclarations enflammées qu'on lui connaissait naguère. Il s'est contenté d'un discours fleuve abordant les sujets chers à l'UNESCO. Cet intermède mis à part, la séance plénière continue de s'assoupir, tandis que le véritable travail s'effectue en commission.

Pour l'instant, ce sont les sciences qui ont la vedette. Il était temps car le déséquilibre y est encore plus effarant qu'ailleurs : 92 % des scientifiques du monde entier sont des citoyens des pays développés ! Dans ces conditions, le transfert de technologie dont on parle tant n'est qu'une expression vide de sens. Lors d'une rencontre organisée par Hervé Bourges, le nouveau porte-parole du directeur général, plusieurs scientifiques de renommée internationale ont expliqué ce qu'ils attendaient de l'UNESCO dans leur domaine.

Français, Américains, Egyptiens ou Kenyans, ils ont

tous réaffirmé que des thèmes aussi vastes que l'écologie, l'océanographie, l'étude de l'atmosphère ou des climats ne peuvent être le fait d'un seul pays.

L'UNESCO peut être ce lieu de rencontres, de réflexion et d'information nécessaire à la communauté scientifique internationale. Si son budget ne

lui permet pas de financer d'énormes programmes, elle peut en tout cas accélérer la formation des scientifiques du Tiers monde. « Si l'UNESCO n'existait pas, il faudrait l'inventer », a affirmé le démographe américain Roger Revelle. Voilà qui mettra du baume au cœur des responsables dont la grande amertume

est de voir aujourd'hui sur organisation décriée. Les sciences se taillent d'ailleurs la meilleure part du gâteau des le prochain programme : les crédits augmentent de 37 % ; ils atteignent 23 % du budget des trois prochaines années, répartis en huit projets « majeurs ».

## PRESSE

### « Bas les pattes ! » Mais lesquelles ?

On savait déjà que le rapport McBride sur les problèmes de communication était loin de recueillir l'unanimité. On sait aussi que l'Occident ne tolère aucune atteinte sérieuse à ses privilèges. On sait enfin que bien des gens seraient infiniment soulagés si l'UNESCO se contentait de sauver des eaux Abou Simbel ou de restaurer Boroboudour. Malheureusement pour eux, sa vocation est plus large et répond, qu'on le veuille ou non, aux exigences de développement du Tiers monde.

C'est ce que certains ne se résignent pas à accepter, perdant à l'occasion toute retenue. Ainsi, le 30 septembre, pouvait-on lire un éditorial du *Washington Post* intitulé : « Bas les pattes, UNESCO ». Ses fonctionnaires auraient-ils envahi les locaux du respectable quotidien ? Auraient-ils exigé que les médias américains soumettent leurs articles à son *imprimatur* ? Qu'on se rassure. L'UNESCO « prétend, à partir d'arguments fort valables, que la communication et l'information font partie de ses compétences. Eh bien, cela lui attire l'invective de nos confrères anglo-saxons.

Qu'ils aient pour objectif de défendre la liberté de presse, c'est bien. Qu'ils s'imaginent en être les seuls garants l'est beaucoup moins. On serait moins choqué pour l'outrance de leurs propos s'ils condamnaient avec autant de virulence les Etats-Unis chaque fois que ceux-ci se mêlent de ce qui ne les regarde pas... Il est vrai que les Etats autoritaires ont peur de la presse. La défense de la démocratie est le meilleur moyen d'en sauvegarder la liberté.

On aimerait voir le *Washington Post* ou le *New York Times* dénoncer aussi énergiquement les dictatures financées par Washington que les actions de l'UNESCO, à tout prendre moins dangereuses. Ils donneraient ainsi la preuve que c'est la liberté partout et pour tous qui les concerne, et non la défense égoïste de leur citadelle.

□ Sophie Bessis



## De conférence en conférence

**L**e débat autour du « nouvel ordre mondial de l'information » se poursuit ; il a dominé, dans une large mesure, les travaux de la conférence de l'UNESCO qui se termine ces jours-ci à Belgrade (voir p. 76) ; il continuera, n'en doutons pas, au sein de cette organisation et de quelques autres, pendant de longues années encore.

Cette question primordiale vait-elle devenir l'un de ces thèmes dont raffolent les professionnels de la palabre internationale ? On a déjà observé plus d'une fois le phénomène : l'idée se transforme en commission, la commission en rapport, le rapport en conférence, la conférence en institution, l'institution en bureaucratie et la bureaucratie, qui a vocation à se multiplier, secrète une nouvelle idée qui, à son tour, se transforme en commission... Soyons justes : le rapport McBride et les discussions qui l'ont suivi ont, dans tous les pays, sensibilisé un grand nombre de personnes à la nécessité de modifier les rapports entre le Nord et le Sud dans le domaine de l'information tout autant que dans celui de l'économie ou de la politique. C'est un acquis. Il est important que les peuples du Tiers monde soient conscients de l'influence déterminante exercée sur eux par les organes d'information des pays développés, notamment par les cinq grandes agences de presse (deux américaines, une britannique, une française, une soviétique) qui monopolisent pratiquement la circulation des nouvelles.

Mais s'il faut mener une

« lutte de libération » dans ce domaine, il faut bien préciser laquelle. A partir d'un certain seuil, la critique virulente dont fait l'objet la presse occidentale ne sert plus qu'à donner bonne conscience aux dizaines de régimes qui, sous prétexte de lutter contre les menées de l'étranger, privent leurs peuples de toute information.

Dans ce domaine, la contradiction entre les intérêts des peuples et ceux des despotes est bien plus importante que la contradiction entre les intérêts des Etats du Tiers monde et ceux des grandes puissances. C'est pour cela que le déséquilibre des échanges informationnels ne peut être traité de la même façon que celui des échanges commerciaux. C'est pour cela aussi qu'une assemblée de représentants officiels ne peut aboutir qu'à un dosage purement formel entre la notion « d'indépendance nationale » et celle de « liberté d'expression ».

**L**a véritable indépendance informationnelle du Tiers monde ne s'obtient nullement par la coalition de 77 ou 120 Etats, encore moins par la coalition d'une centaine d'agences de presse. On l'a déjà vu avec le *pool* des agences des non-alignés qui ne pèse pas lourd dans le monde de l'information.

La solution ne peut résider que dans la création, dans le Tiers monde, d'un « espace vital » au sein duquel une presse libre puisse se développer. Les cadres manquent ? C'est à l'école de la presse

libre qu'ils se formeront. Les moyens font défaut ? La technologie de pointe n'est plus aujourd'hui inaccessible. Et quand on observe certains journaux officiels ou semi-officiels d'Afrique ou du Moyen-Orient, on voit que c'est le contenu qui n'est pas à la hauteur des capacités techniques et non l'inverse.

**P**ar ailleurs, un journal libre du Tiers monde peut s'élever à un niveau international à condition de s'en tenir à certaines règles de conduite et de disposer d'un espace vital, même si les limites de celui-ci sont imprécises. C'est aussi vrai pour les radios, qui exigent de plus grands moyens techniques, mais n'ont pas besoin d'autorisation pour traverser les frontières.

Dans un domaine, toutefois, l'intervention d'un groupe de pays du Tiers monde semble nécessaire : celui des agences de presse. Pour briser le monopole des cinq grands, on peut souhaiter qu'un certain nombre d'Etats d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, ayant une expérience de la presse libre, s'entendent pour créer une agence commune, soumise à des règles professionnelles strictes, mais dégagée de toute servitude politique. Elle deviendrait rapidement une référence pour ce qui concerne le Tiers monde. Des pays comme le Nigeria, le Sénégal, l'Inde, le Mexique, le Venezuela ne pourraient-ils pas prendre l'initiative ? C'est peut-être la manière la plus réaliste de servir les idéaux de l'UNESCO. □

# UNESCO: L'IDÉOLOGIE EN VEILLEUSE

*L'organisation aborde enfin concrètement les problèmes de l'information.*

*de notre envoyée spéciale à Belgrade Sophie Bessis*

**D**epuis qu'il existe des philosphes, ils se demandent s'il y a entre les êtres communication ou incommunicabilité. Depuis plusieurs années, l'UNESCO a l'ambition de répondre à la question.

On a eu de nouveau l'occasion de s'en apercevoir à Belgrade, lors de la 21<sup>e</sup> conférence générale, qui devait se terminer le 28 octobre. Alors que les autres débats ont plus ou moins relevé de la routine, celui consacré aux problèmes de communication et d'information, dont la pièce maîtresse a été la discussion du rapport McBride, a attiré les foules.

Mais Belgrade 1980 n'a ressemblé ni à Nairobi 1976 ni à Paris 1978. Même si les divergences demeurent, chaque groupe d'Etats s'est félicité de l'esprit de « conciliation » et de « coopération » qui a régné tout au long des travaux.

En fait, plusieurs signes avant-coureurs permettaient de prévoir cette évolution. Bien entendu, tout le monde craignait un nouveau

« clash » à propos de la liberté et du rôle de la presse dont les Etats occidentaux, socialistes et du Tiers monde ont une conception radicalement différente. Or, depuis deux ans, chacun a fait des concessions et le groupe des pays socialistes est de plus en plus marginalisé par les efforts conjugués des Occidentaux, d'une partie des 77... et de l'UNESCO. M. M'Bow leur aurait en effet déclaré tout de go, au début de la conférence, que les discussions idéologiques avaient assez duré et qu'il fallait passer aux problèmes concrets, en particulier celui du déséquilibre Nord-Sud en matière de moyens de communication. Lors de leurs interventions, l'URSS et ses alliés se sont donc contentés d'affirmer le droit de chaque Etat à choisir son système d'information.

## **Humour britannique**

A l'autre extrême de l'échiquier politique, les Occidentaux ont également évolué : presque tous recon-

naissent aujourd'hui l'existence d'une profonde inégalité entre Tiers monde et pays industriels dans le domaine des infrastructures d'accès à l'information. La plupart d'entre eux sont donc prêts à accepter, sous une forme ou sous une autre, de financer des programmes de développement des communications dans les pays en développement. Certains ont toutefois récusé plusieurs recommandations du rapport McBride. Et le délégué britannique, dans son discours, véritable modèle d'humour anglais, a comparé le rapport McBride à une fameuse anecdote d'outre-Manche : « *Toutes ses parties, a-t-il dit en substance, sont excellentes, mais l'ensemble est mauvais et il ne nous plaît pas.* » Tous les Occidentaux ne sont pas allés aussi loin et la modération des Etats-Unis a été unanimement remarquée.

Il faut dire que l'UNESCO, à qui l'Occident a ouvertement reproché toutes ces années de prendre fait et cause pour la conception « étatiste »

de l'information, a mis beaucoup d'eau dans son vin : pas une déclaration de M. M'Bow qui n'ait longuement insisté sur la nécessité d'une communication démocratique et d'une information libre. Dans sa réponse au débat de politique générale, il est même allé plus loin que dans aucun de ses discours précédents en affirmant qu'il fallait que « dans chaque pays tout homme, toute collectivité puisse aussi bien écouter que se faire entendre ». Allusion voilée mais parfaitement claire à la nécessité de démocratiser l'information dans les pays en développement. Le directeur général de l'UNESCO avait d'ailleurs averti ces derniers : réunissant à huis clos les ministres africains de l'Information en juillet dernier à Yaoundé, à l'occasion de la conférence intergouvernementale sur les politiques de la communication en Afrique, il les avait avertis qu'il lui serait impossible de convaincre les Occidentaux de la nécessité du nouvel ordre mondial de l'information si le Tiers monde ne faisait pas un pas vers sa démocratisation.

### Discrétion soviétique

Certains avancent que cette évolution de M. M'Bow est due en partie aux très nombreux contacts qu'il a eus depuis deux ans avec les représentants des associations professionnelles européennes et américaines : ce qui lui a permis de mieux saisir la structure et la complexité des médias occidentaux. S'il a compris que, malgré leurs défauts, ils ne représentent ni l'antimodèle ni le mal absolu, ceux-ci ont fait de leur côté un effort de compréhension à l'égard du Tiers monde. Ainsi l'Américain Leonard Sussman, directeur du Comité mondial pour la liberté de la presse, s'il nous a confirmé qu'il restait critique à l'égard du rapport McBride et vigilant vis-à-vis des propositions de l'UNESCO, nous a tout de même affirmé : « Il faut arrêter les discours idéologiques et transférer le savoir-faire », en précisant que les professionnels occidentaux étaient prêts à participer à cette action. Quant aux pays non alignés, avec plus ou moins de bonne foi, la plupart d'entre eux ont concédé que la communication devait être libre et démocratique. Malheureusement chacun a mis plus ou moins ce qu'il voulait dans ces deux termes.

C'est là que le bât blesse. Si les travaux de la Commission ad hoc ont été empreints d'une courtoisie inimaginable il y a deux ans, cette sérénité a été davantage due à une volonté implicite mais unanime de ne pas trop soulever de lièvres dangereux, qu'à un véritable accord sur les problèmes de fond. La preuve en est qu'à l'issue des débats, trois résolutions fort éloignées les unes des autres ont été présentées par les trois groupes : nulle mention du nouvel ordre international dans celle des Occidentaux qui est par contre l'ossature même de celle des 77, et discrétion remarquable des Soviétiques sur la liberté de la presse.

### Liberté de presse

Mais l'on peut d'ores et déjà prévoir que le problème va prendre un tour différent. Il comporte en effet deux aspects qu'il n'est plus possible de confondre. Chacun sait parfaitement que, quelle que soit la teneur des discours officiels, il n'y aura jamais d'accord réel sur la liberté de la presse : au-delà de ce que l'on peut reprocher, à juste titre, aux monopoles occidentaux, il ne s'agit pas d'une querelle anodine mais de la

démocratie elle-même. C'est pourquoi, d'un commun accord, chacun est discrètement resté sur ses positions, et il y a fort à parier que l'on abordera de moins en moins ce délicat problème dans les débats futurs.

### Financer l'équipement

L'autre aspect de la question se résume en définitive à une affaire de gros sous : il va falloir trouver des fonds pour financer le « programme intergouvernemental pour le développement de la communication » adopté à la Conférence intergouvernementale de Paris d'avril 1980. Là-dessus l'UNESCO est prête à étudier les formules de financement les plus souples pourvu que les pays riches fassent preuve de bonne volonté. Ceux-ci semblent prêts à payer, d'autant plus que c'est chez eux que le Tiers monde achètera ses équipements. « Nous allons encore nous faire rouler » nous ont confié les Africains les plus sceptiques... ou les plus lucides. Tout le monde est donc gagnant ? Tout le monde... sauf peut-être les peuples à qui personne ne s'est avisé de demander comment et par qui ils voulaient être informés.



Amadou-Mahtar M'Bow à l'Unesco  
« Dans chaque pays, tout homme doit pouvoir aussi bien écouter que se faire entendre. »

UNESCO-Marcos Salvato



## Quel nouvel ordre mondial pour l'information ?

**T**out a commencé dans l'indifférence quasi générale. Dix ans plus tard, après un ultime débat et l'adoption d'une résolution par la 21<sup>e</sup> Conférence générale de l'UNESCO (Belgrade, octobre 1980), on peut néanmoins affirmer que la discussion n'est pas terminée. Des dizaines de réunions, des milliers de pages imprimées, des revendications, des menaces, des portes claquées... Qu'est-ce donc qui provoque tant de remous et fait courir tant de gens ? Ce n'est « que » l'information, élargie depuis peu à l'ensemble des problèmes de la communication.

La longueur du débat et le caractère passionné qu'il a pris très rapidement montrent bien l'importance de l'enjeu. Ce qu'on appelle aujourd'hui les médias sont en effet plus que jamais un instrument essentiel de pouvoir. Est-ce un hasard si, de Santiago à Monrovia, les auteurs de coups d'Etat s'emparent presque toujours en priorité du siège de la radio ? Les communiqués qu'ils diffusent alors sont-ils de l'information ou de la propagande ? De l'une à l'autre, la nuance est parfois subtile mais seul le contrôle de la première permet de mettre en marche la machine de la seconde.

L'information « objective », adjectif cher à l'UNESCO, n'existe nulle part : aucune parole n'est neutre, il n'y a pas au monde de langage qui ne soit porteur

d'idées, donc d'idéologie. Du moins certains pays, très minoritaires sur notre planète, mettent-ils à la disposition du public une telle variété d'organes d'information que la possibilité d'entrevoir la vérité existe, grâce à la multiplicité des sources de renseignements.

A partir de là l'équation est simple : pour faire passer sa

**L'objectivité  
n'est-elle  
pas un leurre ?  
Aucune  
parole  
n'est neutre**

propagande, un pouvoir quel qu'il soit doit veiller à ce que les citoyens n'aient pas les moyens de contrôler la véracité des informations qu'il diffuse. Le contrôle de l'information par la censure est donc pour lui un impératif vital. Il est tellement plus simple, du double point de vue de l'efficacité et de la morale, de gouverner avec l'appui des citoyens ! Il faut donc les convaincre, c'est-à-dire mettre

l'information au service d'une cause, donc interdire toute information qui ne rende pas service à cette cause. Lénine l'avait bien compris qui disait fort justement que « seule la vérité est révolutionnaire », mais ajoutait, aussitôt après, que seules les vérités qui servent la révolution sont utiles... Hitler, quant à lui, réussit à maintenir pendant dix ans une des dictatures les plus folles de l'histoire parce qu'il avait compris la puissance du verbe. Ses discours, autant que sa police, permirent de réduire l'Allemagne au silence. Ainsi les deux grandes idéologies du XX<sup>e</sup> siècle, le léninisme et le fascisme, sont les premières à avoir donné aux médias l'importance politique qu'ils méritaient.

Mais, rétorquera-t-on, le problème n'a jamais été abordé de cette façon à l'UNESCO. On ajoutera que l'essentiel du débat a porté sur l'inégalité, tout à fait réelle, entre les moyens respectifs qu'ont les pays du Nord et ceux du Sud pour informer et s'informer. Il n'empêche. Là n'est pas le fond du dossier. Celui-ci est avant tout et presque uniquement politique et tous les protagonistes, dont aucun n'est exempt d'arrière-pensées, le savent fort bien.

Si, pour régler la question, il avait suffi de financer des programmes de développement des télécommunications dans le Tiers monde, tout se serait passé dans l'ambiance la plus sereine. Mal-

heureusement une station satellite, une antenne radio ou une imprimerie, pour nécessaires qu'elles soient dans le processus d'information, ne sont cependant pas suffisantes : La Voix du Zaïre, une des stations satellites les plus modernes d'Afrique, n'a pas, que l'on sache, provoqué un changement qualitatif de l'information des Zaïrois. En quoi consiste donc ce nouvel ordre mondial de l'information que le Tiers monde réclame instamment, que les pays socialistes soutiennent et que l'Occident a longtemps récuse ?

L'analyse des résolutions proposées à Belgrade par les uns et les autres, et l'évolution des différentes revendications permet de s'en faire une idée, et de mesurer du même coup l'ambiguïté du compromis boiteux qui a finalement été adopté. Deux documents essentiels ont servi de référence : le rapport McBride dont tout le monde a voulu louer la rigueur et les incontestables qualités malgré les réserves de plusieurs délégations, et la fameuse « Déclaration sur les principes fondamentaux concernant la contribution des organes d'information au renforcement de la paix et de la compréhension internationale, à la promotion des droits de l'homme et à la lutte contre le racisme, l'apartheid et l'incitation à la guerre », adoptée à la Conférence de Paris en 1978 après de houleuses controverses.

D'inspiration soviétique au départ, cette déclaration entendait légitimer le contrôle étatique de l'information : mais, devant la levée de boucliers des Occidentaux, ses promoteurs ont dû faire machine arrière et supprimer du texte toute référence explicite au rôle de l'Etat. Le doute n'en demeure pas moins dans la résolution finalement adoptée, les formules contradictoires pouvant être lues différemment selon l'intérêt de chaque partie. Quant

au rapport McBride, les réserves émises par les uns et les autres montrent déjà que l'accord sur le texte n'est à bien des égards qu'un compromis de façade : ainsi les Soviétiques ont refusé d'avaliser la recommandation n° 56 déclarant que « la censure ou le contrôle arbitraire de l'information devraient être abolis », et ont trouvé « inacceptable » celle affirmant que « le libre accès des journalistes aux sources d'information est une condition indispensable pour réaliser un reportage exact, fidèle et équilibré ».

A partir de là, les discussions de Belgrade se sont appuyées sur trois documents initiaux émanant respectivement des Occidentaux, des pays de l'Est et du groupe des 77. Un quatrième texte élaboré par le Sénégalais Ibader Thiam, et tentant une difficile synthèse entre des opinions divergentes, a

**La résolution  
du groupe  
des 77 :  
un texte  
riche, mais  
contradictoire**

ensuite été proposé aux délégués, qui se sont enfin mis d'accord sur un texte final.

Cela n'a pas été facile : tandis que la résolution occidentale mêle habilement concessions réelles au Tiers monde et attaques feutrées contre l'UNESCO, pour sauvegarder ce qui lui paraît essentiel, c'est-à-dire sa conception de la liberté de la presse, les pays socialistes rappellent avant tout le

rôle qui *devrait être* celui des médias : sauvegarde de la paix et de la détente, développement, libération nationale, etc. L'information n'est donc qu'un moyen parmi d'autres de réaliser un certain nombre d'objectifs, et ne constitue nullement une fin en soi.

La résolution des 77 reprend largement, en revanche, les principales exigences du Tiers monde : les concessions faites à l'Occident et le maintien des revendications essentielles en font un texte riche mais très contradictoire. Quelques grands axes dominent cette résolution : la nécessité constamment réaffirmée d'établir un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication ; la légitimation du rôle de l'UNESCO, dont les 77 ont grand besoin. Les résolutions adoptées par une telle organisation peuvent en effet avoir une valeur normative internationale que les pays du Tiers monde sont trop faibles pour imposer par eux-mêmes.

Enfin, même s'il n'est mentionné qu'avec prudence, pour ne pas trop froisser l'Occident, l'Etat conserve une importance primordiale puisqu'il a implicitement pour rôle de définir ce qui est bon ou mauvais pour le pays. Le texte affirme en effet « le droit de chaque nation à informer l'opinion publique mondiale sur ses intérêts, ses aspirations et ses valeurs sociales et culturelles, et de protéger son identité culturelle et sociale... ».

La nation est envisagée ici comme une entité homogène, exempte de conflits et de contradictions, ce qui est évidemment faux. Plus grave encore, cela implique que ses porte-parole officiels, et eux seuls, définissent les critères de l'intérêt national. Même contradiction à propos de la notion de libre circulation de l'information : en même temps qu'elle est réaffirmée, on rappelle les sacro-saints principes de sou-

→  
veraineté et de non-ingérence. Qui en définira la teneur en matière d'information ? Où doit s'arrêter celle-ci pour respecter la non-ingérence ? Les références à la liberté d'expression ne risquent-elles pas d'être de pure forme dans ce contexte ?

On constate toutefois une évolution et des concessions de la part des 77 : les auteurs de la résolution reconnaissent enfin, même si ce n'est encore qu'implicitement, la possibilité d'une diversité d'opinions à l'intérieur de chaque pays. Les droits de l'homme sont également réaffirmés, encore qu'Occidentaux d'un côté, socialistes et 77 de l'autre donnent à ce terme un sens différent. Le délégué algérien l'a rappelé en commission : pour les pays pauvres, les droits de l'homme c'est pouvoir être en bonne santé, manger, se vêtir, se loger, apprendre à lire, etc. Tout ceci est parfaitement vrai, mais une fois acquis ces besoins de base, l'homme vit-il seulement de pain ? On n'a pas répondu à cet aspect du problème.

De plus, la liberté collective des peuples est valorisée au détriment de celle des individus : il n'est dit nulle part que ce sont là deux aspects d'une même exigence fondamentale. Enfin, le texte des 77 est la seule résolution qui réclame « l'élimination de toutes les formes de monopole ». Mais leur indignation est bien sélective : dans la plupart de ces pays, les gouvernements n'ont-ils pas le monopole des sources d'information nationales ?

Les trois résolutions ne pouvaient évidemment que servir de base à la discussion, aucun groupe n'étant prêt à souscrire sans conditions aux desiderata des autres. Puisque les Occidentaux se disent prêts à apporter au Tiers monde une aide technique et financière, la transaction a surtout porté sur les autres points : il s'agissait pour les 77 de faire

quelques concessions à l'Occident sur le thème de la liberté, d'autant que certains pays du groupe y sont réellement attachés, pour emporter l'adhésion générale au nouvel ordre. Le document final rappelle les résolutions antérieures des non-alignés et confirme le rôle leader de l'UNESCO : ce sont là des victoires du « Sud ». Mais il reprend aussi à son compte la liberté d'expression considérée comme partie intégrante du nouvel ordre.

Bien des ambiguïtés demeurent cependant et, pour l'instant, les bases de ce nouvel ordre sont une suite de propositions révélatrices d'intérêts contraires. Si socialistes et 77 acceptent que le principe de la liberté de la presse en fasse partie, la notion des responsabilités des journalistes est encore bien floue, comme celle de l'identité culturelle à laquelle les Africains

Cette résolution est par ailleurs suspecte au départ, du fait que seuls des membres des gouvernements ont participé à son élaboration. La presse anglo-saxonne l'a bien compris qui dénie aux responsables gouvernementaux le droit de parler en son nom. Quant aux journalistes du Tiers monde, pourront-ils utiliser à leur profit les résultats de ces débats, en invoquant les textes signés par leurs Etats quand la liberté sera bafouée chez eux ? Ce serait un élément positif à verser au dossier, mais les antécédents permettent d'en douter...

Cette résolution est aussi le fruit d'un compromis international, donc d'une hypocrisie diplomatique de rigueur. La position de chaque groupe de pays est beaucoup moins nuancée quand il s'agit soit d'en discuter entre eux, soit d'aborder concrètement les problèmes. On s'aperçoit alors que chacun essaye d'interpréter et d'utiliser selon son intérêt les thèmes du débat en cours.

Deux exemples tout à fait différents permettront de s'en convaincre. Les ministres africains de l'Information, à l'issue d'une conférence (Yaoundé, juillet 1980), ont rendu publique une *Déclaration de Yaoundé*, beaucoup plus explicite sur leur conception de l'information que leurs propositions au niveau international. Si certains aspects de ce document sont positifs, c'est dans l'ensemble un texte dangereux qui réclame l'utilisation « systématique » des organes d'information pour la mobilisation des énergies au service d'objectifs choisis par les gouvernants. Il y a pire : « C'est une nouvelle conception de la liberté de l'information dont nous avons besoin », affirme le document, se gardant bien de définir laquelle, ce qui autorise pour l'avenir tous les abus. Ainsi, quand on évoquera les atteintes à la liberté, les pouvoirs pourront se prévaloir de

**Il s'agit bien  
d'une affaire  
politique.  
Le débat  
a donc  
été faussé**

tiennent tant celle-ci n'est-elle pas un prétexte ? Les responsables du Tiers monde se demandent-ils si les implantations d'usines modernes menacent cette identité ? Mais il y a plus grave : en définitive, chacun trouve son compte dans cette tentative de codification de l'information à l'échelle mondiale qui anime dangereusement l'ensemble de la résolution.

cette « nouvelle conception » qu'ils appellent de leurs vœux.

En condamnant les seuls intérêts privés et les transnationales, les ministres évitent par ailleurs de poser le problème du monopole étatique sur l'information. Enfin, en attaquant les « professionnels de l'information », ils amoncent leur préférence pour une presse sans professionnels, soumise aux directives de ceux qui connaissent « l'intérêt supérieur du pays ».

Cars s'il est vrai que le monopole occidental est un handicap pour le Tiers monde, il n'est pas la seule cause de la pauvreté de ses médias. On ne remédiera vraiment à celle-ci qu'en essayant honnêtement d'analyser les faiblesses et les entraves internes au développement de la communication. La déclaration de Yaoundé n'en prend pas le chemin...

Du côté des Occidentaux la mauvaise foi, pour se manifester différemment, n'en est pas moins réelle. Il faudrait s'interroger plus longuement sur le sens qu'ils donnent à la liberté. Si, dans ce domaine précis, ils tiennent tant à cette notion, n'est-ce pas parce qu'elle leur permet de réaliser de fructueuses affaires en « commercialisant » le secteur de la communication ? Ils n'hésitent pas, cependant, à en restreindre le champ en cette période de crise.

Le débat sur ce sujet est un des enjeux majeurs en cette fin du XX<sup>e</sup> siècle où la communication atteint des dimensions que l'on n'aurait jamais imaginées il y a seulement vingt ans. Jusqu'à maintenant, il a malheureusement été faussé.

On ne voit pas très bien, à partir des discussions récentes, ce qui pourrait le mettre sur d'autres rails. Il continuera donc d'être une affaire politique, de quelque voile qu'on veuille bien l'habiller.

# Objectifs pour la nouvelle Décennie de développement

**A** l'heure où s'élabore, dans le cadre des Nations unies, une stratégie internationale en vue de la troisième Décennie pour le développement (1981-1990), le directeur général du Bureau international du travail, M. Francis Blanchard, expose dans l'article ci-dessous les objectifs jugés prioritaires par l'Organisation internationale du travail.

Une nouvelle Décennie pour le développement. Quelle importance? demanderont les sceptiques. Est-il besoin de rappeler que, pour des millions de gens sur notre terre, dix ans représentent le tiers de leur vie active?

En effet, dans nombre de pays en développement, l'espérance de vie ne dépasse guère quarante ans. Elle est tout juste égale ou même inférieure à ce seuil pour la plupart — à l'exception d'une dizaine seulement — des trente-sept pays les plus pauvres du globe.

Là, le jeune homme ou la jeune femme ayant commencé à travailler en 1960, au début de ce qui fut appelé la première Décennie pour le développement, n'a que peu de chances de voir l'aube de la quatrième.

## Accentuer la lutte contre la pauvreté

Face à ce bilan, qu'est-on en droit d'espérer de la troisième Décennie pour le développement, celle des années 80? Devant les périls, la communauté internationale semble résolue à mener d'urgence la tâche ardue qui consiste à élaborer une nouvelle stratégie, dont il faut espérer qu'elle sera bien plus qu'un catalogue d'aspirations et de vœux pieux. L'assemblée générale s'y emploie.

Plus que jamais, il importe, au cours des années 80, de réaliser une synthèse des objectifs essentiels de croissance et des exigences de justice sociale.

« La pauvreté, où qu'elle existe, constitue un danger pour la prospérité de tous », affirme la constitution de l'O.I.T. Cela n'a jamais été plus vrai que dans le monde d'aujourd'hui. C'est pourquoi l'O.I.T. accentue sa lutte contre la pauvreté. A cet effet, elle encourage les gouvernements à fixer clairement, dans le cadre de leurs plans de développement, des objectifs précis de création d'emplois productifs. Elle plaide pour une politique vigoureuse de la main-d'œuvre et de la formation professionnelle, plus nécessaire que jamais, répondant non seulement aux besoins découlant de l'introduction de technologies nouvelles, mais aussi aux besoins du monde rural, à ceux des petites entreprises, qu'il convient de soutenir et de multiplier. Dans les mêmes perspectives, il faut désormais s'attacher avec énergie à régier les problèmes douloureux et explosifs qui surgissent dans ce qu'il est convenu d'appeler le secteur non structuré, ou informel, qui est celui des catégories plus ou moins marginalisées, à la périphérie des

A qui la faute? Ceux qui jugent sévèrement les résultats des deux Décennies écoulées n'ont peut-être pas tort. Les années 60 ont privilégié l'objectif de croissance économique en ignorant la dimension sociale du développement. Contrairement aux prévisions, les fruits de cette croissance n'ont pas atteint les couches les plus pauvres de la population.

Certes, la stratégie proposée pour la deuxième Décennie, couvrant les années 70, a été corrigée et fortement marquée par le souci de lier progrès économique et justice sociale, mais là encore le bilan montre l'écart considérable entre les résultats escomptés et la réalité.

Ainsi donc, au moment où débute la troisième Décennie de développement, la misère n'a pas reculé, bien au contraire. Si les taux de natalité ont baissé dans quelques pays, l'accroissement démographique se poursuit. Des emplois sont créés, mais à un rythme trop faible au regard du milliard d'emplois que, selon les experts du B.I.T., il faudrait créer, avant la fin du siècle, pour éliminer chômage et sous-emploi.

nisations professionnelles libres et indépendantes d'employeurs et de travailleurs, mais aussi de groupements tels que les coopérateurs, les travailleurs sociaux et autres.

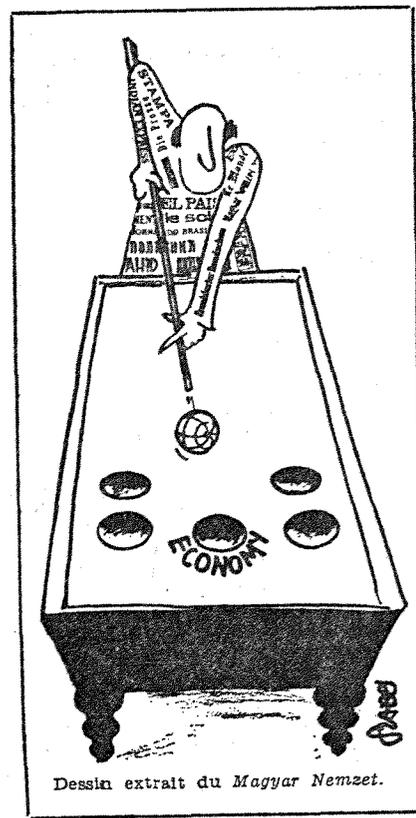
Mais, pour vigoureuse que soit l'action menée au plan national, il devient vital qu'elle soit soutenue par des mesures arrêtées au plan international. C'est là l'objet du débat qui se poursuit depuis plusieurs années sur le thème du nouvel ordre économique international, débat difficile s'il en est. Si chacun accepte le principe et l'instauration progressive d'un nouvel ordre économique plus équitable, de graves interrogations demeurent sur l'évolution des rapports entre les pays industrialisés et les autres.

Au-delà du fardeau écrasant que font peser sur les premiers les dépenses d'armement et les effets de la récession économique, et au-delà des difficultés que le sous-développement et la misère infligent aux seconds, c'est la compétition internationale qui, devenant sévère, altère les relations économiques et commerciales, d'autre part affectées par le désordre monétaire. Il faut éviter à tout prix que le processus de développement ne soit remis en cause par, d'un côté, la tentation du protectionnisme et, de l'autre, le risque d'une compétition poursuivie à n'im-

porte quel prix, y compris au prix des souffrances et de la liberté des hommes et des femmes. L'O.I.T. a, pour sa part, pris position contre le protectionnisme, pour le développement des échanges, mais aussi pour le respect des droits des travailleurs et la sauvegarde de leurs intérêts.

Les dernières conférences réunies par l'O.I.T. ont clairement fait apparaître la nécessité de mesures d'adaptation économiques et sociales dans les pays industrialisés.

S'agissant des pays en développement, il est significatif de constater qu'ils portent un intérêt croissant aux programmes concrets que l'organisation propose en vue de stimuler à la fois le développement de l'appareil industriel et le développement rural.



Dessin extrait du Magyar Nemzet.

Alors qu'au lendemain du dernier conflit mondial le mot « développement » s'appliquait, dans beaucoup d'esprits, au seul problème des pays dits « du tiers-monde », il est clair qu'aujourd'hui il recouvre une réalité nouvelle en ce sens qu'il comporte des obligations pour l'ensemble des pays qui composent la communauté internationale. Aucun d'entre eux ne peut échapper à l'effort essentiel qui doit être le sien sur le plan interne, mais aucun ne peut échapper ni aux conséquences de l'ordre international qui, au-delà des textes et des résolutions, se modifie si rapidement sous nos yeux, ni aux obligations qui découlent de l'étroite et nécessaire collaboration sur laquelle devraient, pour le meilleur

« Les stratégies de développement devraient incorporer des politiques de la communication conformes au diagnostic des besoins ainsi qu'à la conception et à la mise en œuvre des... »

## OBJECTIF pour la nouvelle décennie de développement.

cessaire que jamais, répondant non seulement aux besoins découlant de l'introduction de technologies nouvelles, mais aussi aux besoins du monde rural, à ceux des petites entreprises, qu'il convient de soutenir et de multiplier. Dans les mêmes perspectives, il faut désormais s'attacher avec énergie à régler les problèmes douloureux et explosifs qui surgissent dans ce qu'il est convenu d'appeler le secteur non structuré, ou informel, qui est celui des catégories plus ou moins marginalisées, à la périphérie des grandes concentrations urbaines ou dans les zones rurales sous-développées. Il est urgent de se persuader de l'absolue nécessité de relever le niveau des plus pauvres.

Loin de s'en remettre en tout à l'Etat et aux pouvoirs publics, il faut résolument jouer la carte d'une participation des populations aux tâches de développement. A cet égard, les gouvernements ont le devoir de favoriser la création ou le renforcement d'orga-

faut éviter à tout prix que le processus de développement ne soit remis en cause par, d'un côté, la tentation du protectionnisme et, de l'autre, le risque d'une compétition poursuivie à n'im-

*« Les stratégies de développement devraient incorporer des politiques de la communication conformes au diagnostic des besoins ainsi qu'à la conception et à la mise en œuvre des priorités retenues. Dans ce contexte, la communication doit être considérée comme un élément fondamental du développement, un vecteur qui permet d'assurer une participation politique réelle à la prise de décisions, une base d'information centrale pour la définition des grandes options et un instrument favorisant la prise de conscience des priorités nationales (...). » (Extrait du rapport final de la commission McBride.)*

tiers-monde », il est clair qu'aujourd'hui il recouvre une réalité nouvelle en ce sens qu'il comporte des obligations pour l'ensemble des pays qui composent la communauté internationale. Aucun d'entre eux ne peut échapper à l'effort essentiel qui doit être le sien sur le plan interne, mais aucun ne peut échapper ni aux conséquences de l'ordre international qui, au-delà des textes et des résolutions, se modifie si rapidement sous nos yeux, ni aux obligations qui découlent de l'étroite et nécessaire collaboration sur laquelle devraient, pour le meilleur ou pour le pire, reposer les relations internationales.

Mais aucun progrès sensible ne pourra s'accomplir si l'opinion publique ne parvient pas à avoir une claire perception des problèmes et de la nécessité de les aborder avec la volonté requise et dans un esprit de solidarité non plus verbale mais réelle.

**FRANCIS BLANCHARD.**  
directeur du B.I.T.

**Magyar Nemzet** (Budapest)

## Le mythe du dialogue Nord-Sud

**L**A notion d'information cause beaucoup de soucis aux rédactions des journaux aussi. Naturellement, tous les journaux veulent atteindre le plus grand nombre de lecteurs possible. Souvent, ce n'est pas le côté lucratif qui les pousse dans cette direction, mais plutôt la volonté démocratique d'informer. Si leur intention est de plaire à des dizaines de milliers ou même des centaines de milliers de lecteurs, ils sont involontairement poussés vers la simplification. Et aussi, ils créent des mythes qui contiennent des inexactitudes.

Probablement, au cours des dernières années, l'un des mythes qui relèvent d'une grande simplification est le prétendu dialogue Nord-Sud. Pourquoi est-ce un mythe — peut-on demander justement — puisqu'il contient beaucoup d'éléments de vérité ? Est-il vrai que la plupart des pays importateurs de pétrole et de matières premières se trouvent dans la partie nord de notre hémisphère ? Incontestablement. Il est aussi vrai que, en ce qui concerne le système politico-social de ceux-ci, il y a des pays capitalistes et des pays socialistes. Et, enfin, peut-on nier que la plupart des pays exportateurs de matières premières se trouvent au sud, les uns plus que les autres ? Non, car cela est vrai aussi. C'est pourquoi, la notion de dialogue Nord-Sud a un avantage : c'est une définition claire, bien concrète, et elle peut montrer très brièvement aux lecteurs de quoi il s'agit.

Et c'est exactement là où le mythe commence. Cette définition claire et concrète, qui correspond bien aux buts de communication de masse en raison de sa simplification extrême, est aussi inexacte. La mention trop superficielle des notions géographiques peut cacher le côté social des choses.

Les pays se situant du côté nord de notre hémisphère, selon qu'ils sont capitalistes ou socialistes, évaluent différemment les efforts des soi-disant sudistes, pour arriver à une relation plus équitable dans le système international des prix. De la part des capitalistes, il ne s'agit souvent que d'un simple « chantage » ou d'une « exploitation injuste » de leurs situa-

tions monopolistiques, et c'est pour cela qu'ils parlent des sudistes d'une façon péjorative. Ils voient des différences entre eux seulement quand ils se réfèrent à des pays plus proches d'eux-mêmes — à la fois du fait de leurs sentiments et de leur stratégie politique, — comme dans le cas de l'Arabie Saoudite, « plus modérée », ou bien des Emirats arabes.

Les pays socialistes du « Nord » ne peuvent accepter cette analyse sommaire. Pour eux, ce n'est pas la situation géographique qui est le plus important, mais le contenu social. La volonté qu'ont les pays en développement d'établir un système de prix plus équitable, qui reflète plus fidèlement les relations de l'échange, est-elle juste ? Incontestablement. Et, pour cela, le point crucial n'est pas la situation géographique d'un pays ou d'un autre, mais la volonté sincère de corriger les injustices sociales.

Les mythes et les déceptions ne sont pas capables de refléter la réalité, et, pour cette raison, l'information basée sur eux ne peut pas les accepter. A juste titre, le langage des journaux simplifie nécessairement. Mais ils ne sont pas toujours capables d'exposer en détail les vérités sociales si compliquées. Dans cette circonstance cependant, les journaux ont la tâche, nous pourrions dire le devoir envers les lecteurs, de refléter le plus fidèlement possible cette vérité et les processus de notre époque. Cela est vrai aussi pour les titres qui sont nécessairement plus condensés.

On peut tout aussi bien dire que si nous parlions de la notion de « producteurs et consommateurs », ou bien d'« exportateurs et importateurs », au lieu de « dialogue Nord-Sud », cela ne refléterait pas plus la vérité. C'est pour cela qu'il est à la fois plus simple et plus juste d'appeler les choses par leur nom et de parler aussi de la lutte pour un nouvel ordre économique international où tous les participants ont leur place selon leur système social. Et il faut éviter de simplifier par une répétition de slogans qui — soyons sincères — sont parfois plus populaires. Le lecteur n'a rien à y perdre, mais tout à y gagner.

TIBOR VARKONYI.

**EXCELSIOR**  
EL PERIÓDICO DE LA VIDA NACIONAL

(Mexico)

## Guerre et mise en condition

**I**l est essentiel de connaître les causes des conflits : l'attitude à adopter devant les événements en dépend. Il en résulte que l'information et son maniement font partie intégrante du conflit, en sont le prolongement jusque dans les consciences. Mais quel rôle jouent les moyens de grande information dans les conflits politiques armés ? Quelle a été leur fonction ?

Dans les différents types de conflits armés — qui ne sont pas rares dans le monde actuel — les médias, et parmi eux la presse qui donne l'information quotidienne plus détaillée, ont une triple mission : a) informer, en premier lieu, la population d'un pays engagé dans une entreprise militaire ; b) informer en vue de déconcerter l'ennemi, dans le cadre de la guerre psychologique qui accompagne inévitablement un conflit armé ; c) informer trompeusement et désinformer pour obtenir sinon l'appui, du moins la passivité de l'opinion publique mondiale. Ces fonctions sont monopolisées par un petit nombre de sociétés internationales liées aux différents intérêts qui s'affrontent directement, indirectement, ou de façon cachée. Il va de soi qu'il en résulte une restriction de l'information : la vérité est sacrifiée à l'idéologie.

La décennie qui commence voit s'opérer une redistribution des forces dans le monde. Dans ces conditions,

des raisons de « sécurité nationale », qu'il s'agisse des pays capitalistes ou des pays socialistes, limitent l'information et la plient à leurs impératifs. Il se développe ainsi une théorie de la forme, du contenu et du mode d'information (ou de désinformation) qui, bien souvent, sème la confusion et donne lieu à des appréciations erronées.

La question des circuits actuels de l'information est capitale. L'information en provenance de pays peu développés et défavorisés est centralisée par des organes d'information les plus importants, qui la traitent, et souvent la retouchent, en fonction de leurs tendances politiques, pour en faire un produit qu'ils diffusent dans le monde entier. Ce phénomène met en lumière l'absence de dialogue « horizontal » entre les pays défavorisés et en développement, par exemple entre l'Amérique latine, l'Asie et l'Afrique. La communication qui s'établit entre eux est indirecte, médiatisée, et l'expérience salutaire que représente la publication trimestrielle du supplément mondial, est loin de combler les lacunes à cet égard. L'instauration d'un nouvel ordre économique mondial appelle nécessairement la rupture de ce circuit transnational de l'information et la création parallèle d'un circuit « horizontal » indépendant.

Cependant, la technologie moderne (télévision, téléx, satellites, etc.) a

prodigieusement accru la rapidité de l'information dont elle a quelque peu bousculé la structure. Il n'en demeure pas moins que le traitement de l'information influe sur la ligne générale de ces dernières années ; on a, par exemple, abandonné le thème du « terrorisme nucléaire », si fréquent au cours des années 50 et 60. Aujourd'hui, on cherche plutôt à conditionner l'opinion mondiale en la persuadant que l'avenir connaîtra inévitablement des guerres locales, régionales, partielles, et même mondiales mais de caractère limité. Cet état de résignation dans lequel se trouve le monde ainsi conditionné fait l'affaire des grandes puissances parce que ces guerres se déroulent en dehors de leurs territoires, dans des zones d'influence qu'elles se disputent, dans des pays défavorisés et en développement. Guerre et mise en condition de l'homme : deux facteurs qui se conjuguent par l'entremise de la communication de masse.

Tout comme le prêtre est le représentant de la vérité divine, les moyens de communication incarnent la vérité de l'information. En 1979, cependant, on n'a pas su grand-chose des luttes du Front Polisario au Sahara occidental, presque rien de celle du Frelin au Timor oriental ou du Frolinat au Tchad, pour ne citer que quelques exemples. Nous pouvons donc en conclure que la lutte pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international n'aboutira pas si, parallèlement, on ne s'emploie pas à organiser le dialogue horizontal qui mettra un terme au traitement de l'information comme produit idéologique.

PATRICIA TREJO.

## INFORMATION ET DÉVELOPPEMENT

**C**OMMENT réduire l'inégalité entre les pays industrialisés et ceux du tiers-monde dans le domaine de l'information, devenu partout un enjeu politique capital ? Comment libérer l'information des pouvoirs de l'argent et de la propagande ? Ce sont les questions auxquelles la commission McBride, composée de grands noms de la presse et de l'information mondiales, s'est efforcée de répondre dans le rapport qu'elle vient enfin de publier et qui fera l'objet de débats, sans doute passionnés, à Belgrade, l'automne prochain, lors de la vingt et unième conférence générale de l'UNESCO.

« Partout aujourd'hui, constate ce rapport dont « la Stampa » présente plus loin une analyse, se manifeste l'aspiration à un ordre social plus juste, plus démocratique, fondé sur le respect des droits fondamentaux de l'homme. Elle ne peut être satisfaite que par la compréhension et la tolérance qui dépendent largement d'une communication libre ouverte et équilibrée. »

« Les pays en développement, poursuit ce rapport, qui ont besoin de réduire leur dépendance, revendiquent un nouvel ordre de la communication, plus juste et plus équitable. » Ils sont convaincus, en effet, qu'ils ne parviendront à conquérir leur pleine souveraineté économique et à vaincre leur sous-développement que s'ils ne dépendent plus des moyens de grande information sur lesquels les Occidentaux, et surtout les Etats-Unis, exercent aujourd'hui un quasi-monopole, et si ces moyens sont équitablement redistribués entre les pays de l'Ouest, de l'Est et du Sud.

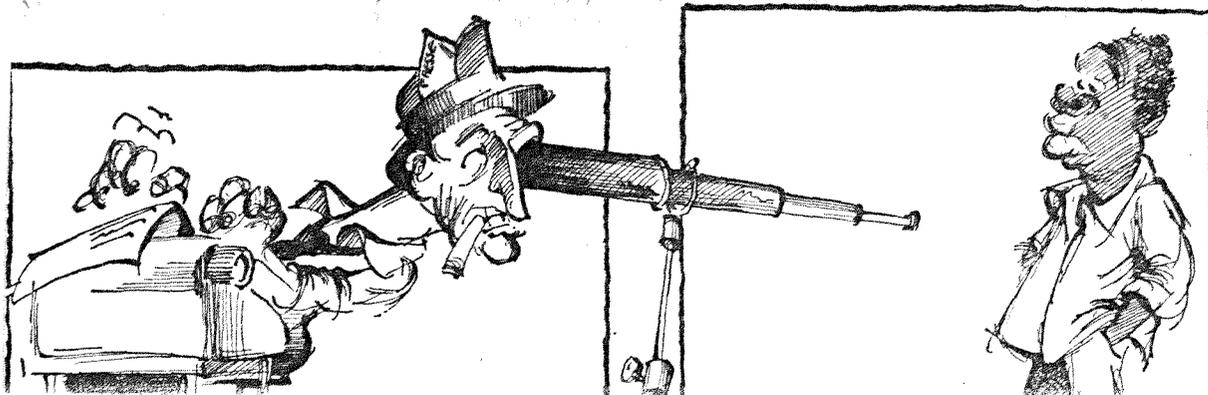
L'exigence d'un nouvel ordre de l'information suscite, en revanche, de vives méfiances dans un grand nombre de pays industrialisés de l'Ouest. Ceux-ci n'y voient qu'une tentative d'encadrer et d'étatiser les « mass media », risquant de priver les individus et les groupes d'une information libre. Personne, cependant, ne peut refuser aux pays en développement le droit de disposer des moyens de connaître les autres pays et de se faire connaître d'eux, sans passer par des intermédiaires du Nord, si qualifiés soient-ils. « Nous voulons entendre les Africains sur les événements en

Afrique, et donner l'explication des événements en Inde », déclarait, en juillet 1976, Mme Indira Gandhi, premier ministre de l'Inde, lors de la conférence de New-Delhi, visant à élaborer un statut du pool des agences des pays non alignés.

Tel est précisément le premier but du supplément « Un seul monde » : donner à tous les participants, et particulièrement ceux du tiers-monde, comme d'ailleurs à toutes les organisations du système de l'ONU, la possibilité de publier dans tous les autres journaux du groupe leurs vues sur les différents aspects du nouvel ordre économique international. Celle-ci leur a permis d'ébaucher entre eux, sur un pied de parfaite égalité, et de totale indépendance les uns envers les autres, un large dialogue qu'ils ont la ferme volonté d'approfondir. Aujourd'hui, le dialogue s'ouvre sur le problème même de l'information.

Invités fin janvier à Belgrade par leur confrère « Politika », les directeurs de tous les quotidiens participant à ce supplément ont reconnu la grande importance de ce dialogue, si imparfait soit-il encore, qu'ils ont décidé l'année dernière d'engager entre leurs journaux. Fondamentalement parce qu'il offre aux pays en développement pauvres en moyens de communication et d'expression une possibilité de se faire entendre dans le monde entier et en particulier dans les pays industrialisés dont les opinions publiques et les « mass media », obsédés par leurs propres problèmes, ne s'intéressent guère à ceux du tiers-monde. C'est pourquoi ils ont décidé de poursuivre cette expérience une année encore, et accueilli parmi eux un nouveau membre, le journal grec « To Vima ». A l'occasion de cette rencontre, ils ont réaffirmé leur volonté de contribuer concrètement, par la publication du supplément, à l'instauration d'un ordre économique plus juste, plus solidaire et plus efficace, souligné l'importance qu'ils attachaient à leur collaboration professionnelle avec le système des Nations unies dans le cadre de ce supplément..., et sont convenus de la nécessité d'accroître le caractère de dialogue auquel (ce dernier) doit tendre... ».

JEAN SCHWOEBEL.  
coordonnateur.



nécessité de mieux informer le tiers-monde et sur le tiers-monde, il en est atrement des moyens à mettre en œuvre. Les moyens envisageables sont multiples et aucun n'est exempt de réserves. Chacun connaissant le mieux ses réalités, faut-il que chacun reste chez lui et fasse connaître ce qui y passe, jugeant de ce qui vaut la peine d'être su et de ce qui ne le mérite point? Cela supposerait que partout le journaliste puisse, en âme et conscience, en toute liberté, tout en tenant compte des impératifs nationaux—qu'ils soient d'unité de développement ou autres,—faire son travail. C'est loin d'être acquis. Rejoignant en ce qui concerne le camp socialiste, de nombreux pays du tiers-monde estiment que l'information doit être celle du pouvoir, nécessairement complaisante pour être jugée bonne. Au-delà de cet écueil sur lequel toutes les réunions internationales consacrées à l'information ont tenté, cette solution ne ferait pas cas de la nécessité de connaître le public auquel on s'adresse.

Autre hypothèse, chaque zone culturelle aurait ses journalistes partout dans le monde. Aux moyens matériels comme humains que cela suppose, et que le tiers-monde n'a pas pour l'instant, s'ajoute toute la divergence sur la notion de liberté de la presse pour faire échec à cette autre possibilité.

Alors, faut-il pour autant conclure que le nouvel ordre de l'information restera du domaine de l'idéal, que le déséquilibre, bien loin de s'améliorer, ira s'accroissant au profit du plus fort? Certainement non. Le tout est de se convaincre qu'aucune solution ne sera immédiatement l'idéal. Quelle que soit l'hypothèse arrêtée, elle comportera un certain nombre de limites qu'il faut s'attacher à dépasser. Cela suppose que certaines contraintes soient prises en considération dans le tiers-monde.

La radio, comme la télévision, comme la presse, coûte cher, et, du fait de l'analphabétisme, du sous-développement, les entreprises de presse y sont fatalement déficitaires, à quelques exceptions près. La publicité ne rapporte pas beaucoup, le pouvoir d'achat des lecteurs est faible, etc. Seul l'Etat, pour assurer le droit à l'information, accepte ainsi de prendre en charge le secteur. En l'absence d'initiative privée, l'information est donc la sienne. Il veut en toute légitimité s'en servir. Ce n'est pas une raison pour aussitôt dire qu'il n'y aura alors jamais d'information dans le tiers-monde. Etre au service de l'Etat ne signifie pas nécessairement le soutien aveugle au gouvernement en place, le black-out sur tout ce qui ne va pas. Le service de l'Etat n'est pas d'abord le service d'un gouvernement. La différence n'est pas suffisamment faite entre l'Etat, structure permanente, émanation de toute

profondes des masses, dont l'exercice du pouvoir éloigne, qui lui est apportée. Le média est dans ce cas une courroie d'échanges des gouvernés aux gouvernants et vice versa.

C'est par la prise en compte de ces spécificités que passe d'abord l'établissement d'un nouvel ordre. La moitié du chemin serait déjà parcourue le jour où on recherchera des solutions en les prenant en considération. Finalement, il apparaît ainsi que la revendication du tiers-monde pour un nouvel ordre de l'information, c'est la revendication d'une reconnaissance de l'autre dans ses particularités, ses différences, en l'écoutant s'expliquer sur ce qui, à première vue, peut paraître bizarre, ridicule. Par ce biais, le nouvel ordre mondial de l'information rejoint ainsi le nouvel ordre culturel mondial. C'est bien le même combat. La question fondamentale qui interpelle toutes les consciences est de savoir si l'humanité ira s'appauvrissant par ignorance, mépris, méconnaissance des valeurs d'une importante partie d'elle ou, au contraire, s'enrichissant de toutes les différences. Le souhaitable est évident. Ce qui se fera l'est beaucoup moins, car beaucoup ne savent pas encore que le destin de l'homme est un. L'Occident ne s'épanouira pas alors que le tiers-monde survit et meurt, et ses valeurs avec, dans l'indifférence d'un monde développé qui croit pouvoir réduire son horizon à lui-même.

CHERIF EL VALIDE SEYE.

« Les droits de l'homme, dont la défense est l'une des tâches primordiales des organes d'information, ne sauraient exister en dehors de la liberté de parole, de la presse, de l'information et de réunion. L'élargissement de ces libertés en un droit individuel et collectif plus large de communiquer est un principe en évolution dans le processus de démocratisation (...). »  
(Extrait du rapport final de la commission McBride.)

## le soleil (Dakar)

### Senrichir de toutes les différences

**D**E même que personne ne remet plus en cause le nécessaire avènement d'un nouvel ordre économique, un consensus s'est fait sur l'urgence de remédier au déséquilibre qui est celui de l'information dans le monde. Un élément fondamental échappe pourtant à l'opinion générale sur cette question. Bien plus inquiétant que le déséquilibre entre le Nord et le Sud en matière d'information, la qualité de l'information généralement diffusée devrait préoccuper davantage.

A Washington, comme à Paris, le fait divers, le scandale et le sensationnel sont le plus lus, le plus écoutés, le plus regardés. Cédant aux contraintes commerciales, les journaux, dans leur grande majorité, ont tendance à les privilégier au détriment de la réflexion sur des problèmes d'une portée autrement plus grande, plus décisive pour l'humanité. Les journaux encore assez volontaires pour ne pas trop en tenir compte, pour continuer à leur réserver la place marginale qu'ils méritent s'éloignent de la masse pour ne plus être que des journaux d'élite.

Voilà le premier grand problème auquel la presse, dans le monde, est confrontée. A ce premier déséquilibre s'ajoute un second qui, du reste, s'explique par le premier. C'est la part

congrue du tiers-monde en matière d'information. Tant qualitativement que quantitativement, le tiers-monde reçoit trop peu d'informations ; d'autre part, il est trop peu souvent question de lui dans les informations. Et quand il est question de lui, c'est à travers le prisme déformant de toute une conception de la vie, à travers des préjugés qui font apparaître le tiers-monde comme le lieu de prédilection des crises, de la féodalité, du tribalisme dépassé. Autant de valeurs qui provoquent le mépris quand ce n'est pas le paternalisme. Cette vision erronée du tiers-monde par la presse occidentale procède, malgré les apparences, de la « privilégisation » du fait divers, de la contingence quotidienne sur la réflexion à long terme, la prospective. Or le tiers-monde, c'est bien le lointain. Il se vend donc mal, sauf si ce n'est pour renforcer les préjugés qu'on a sur lui.

L'alternative qui semble se dégager inéluctablement à ce niveau de la réflexion est qu'il faut attaquer le problème par l'un de ces deux bouts : résoudre l'équation que constitue le penchant immodéré pour le fait divers avant de s'attaquer au déséquilibre Nord-Sud ou renverser l'ordre ?

### Un plus grand souci d'éduquer

Une troisième voie s'offre. De la réhabilitation du tiers-monde peut surgir une nouvelle approche de l'information, peut naître une presse plus soucieuse d'éduquer, capable de surmonter la contradiction entre les préoccupations commerciales et les préoccupations de développement.

S'il est facile de s'entendre sur la nécessité de mieux informer le tiers-monde et sur le tiers-monde, il en est autrement des moyens à mettre en œuvre. Les moyens envisageables sont multiples et aucun n'est exempt de réserves. Chacun connaissant le mieux ses réalités, faut-il que chacun reste chez lui et fasse connaître ce qui y passe, jugeant de ce qui vaut le mieux d'être su et de ce qui ne le mérite point ? Cela supposerait que partout le journaliste puisse, en âme et conscience, en toute liberté, tout en tenant compte des impératifs nationaux — qu'ils soient d'unité de développement ou autres, — faire son travail. C'est loin d'être acquis. Rejoignant en ce camp socialiste, de nombreux pays du tiers-monde estiment que l'information doit être celle du pouvoir, nécessairement complaisante pour être jugée bonne. Au-delà de cet écueil sur lequel toutes les réunions internationales consacrées à l'information ont tenté, cette solution ne ferait pas cas de la nécessité de connaître le public auquel on s'adresse.

une nation, et le gouvernement expression temporaire d'une majorité en faveur d'un choix donné. Cette distinction faite, l'information peut bien être critique à l'égard d'un gouvernement, d'autant que cette vision critique sert ce gouvernement. C'est une autre vision de son action, c'est aussi une expression des préoccupations profondes des masses, dont l'exercice du pouvoir éloigne, qui lui est apportée. Le média est dans ce cas une courroie d'échanges des gouvernés aux gouvernants et vice versa.

C'est par la prise en compte de ces spécificités que passe d'abord l'établissement d'un nouvel ordre. La moitié du chemin serait déjà parcourue le jour où on recherchera des solutions en les prenant en considération. Finalement, il apparaît ainsi que la revendication du tiers-monde pour un nouvel ordre de l'information, c'est la revendication d'une reconnaissance de l'autre dans ses particularités, ses différences, en l'écoutant s'expliquer sur ce qui, à première vue, peut paraître bizarre, ridicule. Par ce biais, le nouvel ordre mondial de l'information rejoint ainsi le nouvel ordre culturel mondial. C'est bien le même combat. La question fondamentale qui interpelle toutes les consciences est de savoir si l'humanité ira s'appauvrissant par ignorance, mépris, méconnaissance des valeurs d'une

## EL MOUDJAHID (Alger)

### Une tâche prioritaire et plus qu'ardue

**A**U risque de nous voir reprocher de « ressasser des lieux communs », nous croyons utile, dès l'abord, de rappeler quelques vérités qui, pour être élémentaires, n'en sont pas moins trop souvent ignorées, voire dissimulées. La première d'entre elles est que l'instauration du nouvel ordre économique exige, entre autres, une transformation profonde des mentalités, notamment dans l'opinion publique des pays développés ; que cette transformation ne saurait être spontanée et qu'elle ne peut résulter que d'un travail opiniâtre d'information, d'explication et de persuasion auquel les mass media doivent prendre une part majeure. Il s'agit, en effet, de détruire des mythes solidement établis depuis parfois des siècles, surtout dans la foulée de l'« épopée coloniale », il s'agit également de dénoncer des injustices aussi nombreuses que soigneusement cachées par le voile de l'hypocrisie, il s'agit enfin de convaincre les hommes et les femmes de ce monde — et d'abord les plus favorisés — de la nécessité de faire montre concrètement d'un esprit de solidarité commandé par l'unicité de destin des populations de la planète.

#### Pour un organisme de coopération multilatérale

Ce déséquilibre frappant dans l'information est de plus en plus perçu comme un obstacle important à l'établissement du nouvel ordre économique international. C'est en ce sens que, notamment depuis la dix-neuvième session de sa conférence générale à Nairobi en 1976, l'UNESCO, sous l'impulsion des pays en voie de développement, s'est préoccupée de parvenir à un nouvel ordre mondial de l'information, « corollaire et partie inté-

grante du nouvel ordre économique international », comme l'a souligné M. M'Bow. Il va sans dire que les pays non alignés, en particulier à Lomé en avril 1979 et au sommet de la Havane en septembre 1979, n'ont pas manqué de réclamer avec insistance des actions concrètes pour la promotion de ce nouvel ordre de l'information qui apparaît toujours davantage comme une condition essentielle pour l'instauration d'une plus grande justice dans les rapports mondiaux.

Le second constat est que l'ordre actuel de l'information mondiale rend quasiment impossible, pour le moins très illusoire, l'accomplissement de cette tâche primordiale. Sans vouloir relancer une polémique notoire, il faut dire néanmoins que l'information demeure un quasi-monopole de quelques grandes agences « multinationales » de l'Occident, qui l'utilisent le plus souvent pour soutenir les desseins impérialistes et les privilèges iniques des nantis, tandis que les pays en voie de développement sont forcés de se contenter d'une part extrêmement congrue dans les échanges. Quelques chiffres le démontreront : une quarantaine de pays en voie de développement ne possèdent pas d'agences d'information ; 20 pays africains (près de la moitié de ceux du continent) n'ont pas la télévision ; les pays développés, qui représentent environ le tiers de la population mondiale, disposent de 83 % des récepteurs de radio et de 90 % des téléviseurs ; les journaux des pays en voie de développement — les deux tiers de la population mondiale — ont un tirage qui n'atteint pas 15 % de l'ensemble des tirages des organes de presse du monde entier.

Il faut inscrire dans ce contexte l'adoption par l'UNESCO, en novembre 1978, de sa déclaration sur l'information et la convocation d'une « conférence intergouvernementale de planification en vue de définir un mécanisme institutionnel de consultation systématique sur les activités, les besoins et les programmes relatifs au

développement des communications », laquelle doit se tenir le mois prochain, du 14 au 21 avril à Paris. La tâche est ardue, plus qu'ardue. Non seulement du fait de la complexité même du problème, mais aussi et peut-être surtout parce que les réticences sont énormes, du côté des privilégiés, à changer une situation qui leur est scandaleusement favorable et qui leur permet toutes les manipulations à l'échelle du globe.

Pour leur part, les pays non alignés, qui s'identifient pratiquement avec les pays en voie de développement, ont élaboré un projet concret pour la création d'un tel mécanisme international destiné à rééquilibrer l'information et les communications, projet qu'ils comptent soumettre à la conférence intergouvernementale. L'idée est de créer un organisme disposant effectivement des compétences et des moyens de remplir sa mission, dans le cadre d'une coopération multilatérale fructueuse, placée sous l'égide des organisations internationales et en particulier de l'UNESCO.

Mais il ne faut pas se leurrer : de nombreuses oppositions se manifestent envers ce projet du côté des pays développés, et la preuve en a été faite lors d'une rencontre préparatoire d'experts qui a eu lieu au début de novembre 1979 à Washington. Bien qu'étant soutenu par tous les experts originaires des pays non alignés et, avec quelques réserves, par les experts des pays socialistes et de quelques pays occidentaux, le projet des non-alignés, présenté par l'ambassadeur tunisien Masmoudi, s'est heurté à un refus acharné de la part des représentants de certains Etats d'Occident, et en premier lieu des Etats-Unis, ce qui a empêché tout consensus.

C'est une évidence que la prochaine conférence intergouvernementale revêtira une grande importance pour l'accomplissement de progrès concrets en vue du nouvel ordre mondial de l'information. Le choix lui sera donné de créer un instrument réellement efficace en approuvant les idées contenues dans le projet des non-alignés, ou, victime de manœuvres aisément prévisibles, de se cantonner dans des demi-mesures qui ne feront que perpétuer une situation aussi anachronique qu'injuste. Ce sera la mission des pays en voie de développement de faire en sorte que, par leur solidarité sans faille et par un nécessaire effort d'imagination, la première partie de l'alternative soit retenue.

NOUREDDINE NAIT-MAZI.

« Mass media et nouvel ordre mondial » sera le thème, du 24 au 30 août, au château de Lambertie près de Sainte-Foy (Gironde), des travaux de l'Institut d'études mondialistes, lieu de rencontres et de discussions sur les thèmes et projets mondialistes. Les prix Nobel Sean Mac Bride et lord Philip Noel-Baker participeront à ces travaux. Adresser la correspondance à Citoyens du monde, 15, rue Victor-Duray, 75015 Paris.

DAWN (Karachi)

## Les médias doivent présenter les vœux des populations

**L**A plupart des pays du tiers-monde considèrent qu'il existe un lien indissoluble entre leur aspiration à un nouvel ordre économique international et le succès de leurs efforts de développement. Le processus de négociation Nord-Sud ne pourra aboutir à une situation plus équitable que si ces pays parviennent à faire comprendre leur point de vue, ce qui exige un nouvel ordre de l'information et une coopération accrue entre les médias du tiers-monde.

Il importe également qu'en accomplissant les tâches longtemps différées qui leur incombent dans les domaines de la rénovation sociale et de la redéfinition de leurs priorités, ces pays optimisent leur effort de développement, de manière à promouvoir le bien-être des peuples et à renforcer ainsi leurs arguments en faveur d'un ordre mondial plus égalitaire. Dans ce contexte, la structure et l'orientation des communications de masse peuvent être vitales.

### Un triple rôle

Il est évident qu'une mobilisation massive des peuples pour le développement exige une libre circulation à double sens de l'information entre les masses et les responsables des politiques. Cela est essentiel pour combler les lacunes de l'information qui, en l'absence d'institutions représentatives, peuvent être assez considérables. Lorsque les structures gouvernementales ont une base politique étroite et que les responsables proviennent d'une élite occidentalisée, l'orientation de la planification devient elle aussi élitiste. Les médias peuvent alors être réduits à une fonction peu enviable — vendre aux plébéiens les plans des patriciens — et perdre ce faisant, leur crédibilité.

Pour contribuer à atteindre les buts

d'un pays en développement, les médias doivent s'attacher à jouer un triple rôle dans la formulation de ses politiques économiques. Premièrement, dépeindre le milieu socio-économique dans lequel le processus de planification intervient. Deuxièmement, favoriser une redéfinition et un reclassement des priorités en faisant connaître au gouvernement les vœux de la population. Troisièmement, remplir la fonction d'une force qui contrebalance l'action des groupes de pression et de tous ceux qui, pour défendre une position acquise, déforment les conceptions du gouvernement.

ZUBEIDA MUSTAFA.

(Lire la suite page 34.)

5  
7.2

DAWN (Karachi)

## Présenter les vœux des populations

(Suite de la page 31.)

Considérons d'abord l'environnement socio-économique. L'évolution normale des sociétés du tiers-monde a été retardée par une longue période de domination coloniale, caractérisée par la stagnation et l'effritement des institutions et des valeurs sociales d'autrefois. Cette mutilation culturelle se répercute directement sur l'activité économique.

Les sociétés émergentes doivent, pour reprendre leur marche en avant et donner son sens au développement, revitaliser leur culture grâce à des réformes sociales et à l'éducation des masses. Dans de nombreux pays en développement, la planification officielle, qui est essentiellement axée sur la politique monétaire et l'élaboration détaillée de projets, néglige cette exigence préalable de révolution culturelle. Il arrive aussi parfois qu'elle méconnaisse les tensions que suscitent les inégalités dans les modes de redistribution et l'incidence de la modernisation sur les sociétés traditionnelles. Les médias sont éminemment qualifiés pour aborder ces problèmes liés à l'environnement social et d'autres questions du même ordre.

Les responsables de la planification économique se soucient plus de mobiliser les capitaux financiers que le capital humain. Ils tendent à mesurer les progrès en fonction d'indicateurs de base comme l'accroissement du P.N.B. et l'expansion du commerce. Mais les multitudes de pauvres qui vivent dans les campagnes et dans les villes ne bénéficieront peut-être jamais des effets de cette croissance.

Une presse socialement engagée devrait être en mesure de procéder à sa propre évaluation des projets des planificateurs. Ce but pourra être atteint s'il lui est permis de mettre en place un mécanisme de rétro-information et d'accéder à toutes les informations indispensables. Les médias pourront alors se faire l'écho des réactions de la population face aux projets prévus et appeler l'attention sur les secteurs dont les exigences doivent être prises en compte lorsque sont fixées les priorités des plans de développement.

Les ressources sont limitées et les demandes rivales nombreuses. Il n'est pas rare que les transports en commun soient négligés et que des voitures soient importées pour les classes supérieures ou que des banlieues luxueuses soient aménagées aux frais du Trésor public, alors qu'aucun plan

n'est prévu pour améliorer les quartiers les plus déshérités. Des bureaux modernes et climatisés, au sol revêtu de moquette, sont aménagés dans des tours pour quelques milliers de bureaucrates dans des pays où des millions de personnes croupissent dans la chaleur. Un nombre bien trop grand d'universités sont créées pour une minorité de privilégiés, qui se voient aussi accorder des facilités pour continuer leurs études à l'étranger, alors que près de la moitié des enfants d'âge scolaire restent exclus de l'enseignement primaire.

Des priorités mal conçues résultent parfois du désir de copier des modèles étrangers, sans tenir compte, bien souvent, de la nécessité d'appliquer des technologies intermédiaires, auxquelles sont préférés des projets gigantesques. Certains gouvernements du tiers-monde, en particulier, adoptent des politiques économiques improductives sous la pression d'intérêts puissants et bien établis. Ces groupes de pression peuvent être des multinationales toutes-puissantes dont les efforts pour s'assurer une position de monopole conduisent à des anomalies ridicules : c'est ainsi qu'on voit des articles de luxe, comme de coûteuses boissons non alcoolisées et des produits de beauté inonder les marchés de pays où des millions d'enfants sous-alimentés manquent de lait.

Il peut aussi s'agir de puissants groupes de pression internes représentant les intérêts de féodaux et d'industriels qui cherchent à protéger leurs privilèges. Les médias, s'ils n'en sont pas eux-mêmes les instruments, ont le devoir d'exposer et de contrecarrer leurs manœuvres en créant un mouvement d'opinion favorable à l'établissement de priorités dont profiteront des couches aussi larges que possible de la société.

Pour que les médias soient à même de jouer un rôle vigoureux dans le développement en fournissant des informations et des éléments de réflexion critique, il faut que les pouvoirs publics fassent preuve d'une très large tolérance en leur permettant de rendre compte objectivement des faits et d'exprimer des opinions diverses. Lorsque les médias tendent à être considérés comme un instrument de relations publiques pour les pouvoirs en place, leur croissance est freinée et leur rôle neutralisé. Cela élimine un moyen très important de donner une orientation correcte à la planification officielle du développement.

ZUBEIDA MUSTAFA.

## Lever les barrières de la communication

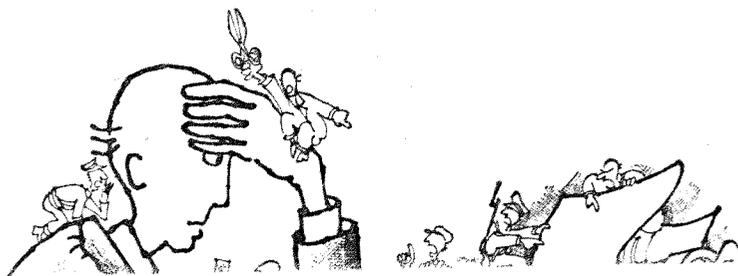
**E**N coopération avec les Nations unies et plusieurs institutions spécialisées du système des Nations unies, l'Unesco joue un rôle actif et important dans le domaine des communications. Parmi les problèmes de communication qui suscitent de graves inquiétudes, M. Makaminan Makagiansar, sous-directeur général pour la culture et la communication de l'Unesco, identifie dans cet article trois problèmes auxquels on devrait accorder davantage d'attention dans l'avenir.

C'est dans les années 70 que les problèmes de la communication ont véritablement surgi sur la scène internationale. Le nouvel ordre mondial qu'il s'agissait d'instaurer n'était plus

seulement un nouvel ordre économique : il s'agissait désormais aussi d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication. Dans ce domaine aussi le tiers-monde présentait des revendications, entendait modifier des structures et des comportements sur la scène internationale. Mais c'est dans les pays eux-mêmes, et cela depuis beaucoup plus d'une décennie, que les transformations des systèmes, des moyens et des technologies intéressant la communication sont devenues une préoccupation constante des hommes politiques, des professionnels et des chercheurs.

**MAKAMINAN MAKAGIANSAR.**

(Lire la suite page 33.)



## Lever les barrières de la communication

(Suite de la page 31.)

Graduellement, l'accent a été mis sur les déformations et distorsions intervenant dans la circulation internationale des nouvelles et des messages, sur le déséquilibre et le manque de réciprocité dans les échanges d'informations et de produits culturels sur les conséquences inévitablement néfastes de la doctrine de « free flow » entre partenaires très inégaux. La revendication simultanée pour les « deux ordres » est partie d'un même processus : celui de l'aspiration des peuples à l'indépendance, au développement endogène et à l'identité culturelle. Il ne s'agissait de rien moins que de repenser, de remodeler, de renouveler, et de développer la communication sociale dans son sens le plus large — en tant que processus socio-culturel d'échange des messages par signes et symboles entre les nations.

Peu à peu, la conjugaison des effets est parvenue à mettre en relation les pratiques nationales et internationales de la communication : il n'est pas possible de résoudre les problèmes nationaux, si les conditions sur le plan international ne sont pas modifiées. Si les pratiques de communication au sein des pays restent centralisées, verticales, orientées essentiellement du haut vers le bas, au service des privilégiés, il n'est pas possible d'aboutir à des échanges internationaux qui seraient au bénéfice des populations, du progrès social et de la paix mon-

diale. Si la communication entre les centres et la périphérie nationale reste aussi précaire qu'elle l'est encore aujourd'hui, comment aboutir à un renouvellement des liaisons entre les métropoles et la soi-disant périphérie du monde ?

Il ne s'agit pas seulement de transférer les technologies et quelques moyens financiers vers les pays pauvres, afin d'y renforcer des infrastructures de communication ; encore faut-il que tous les partenaires — dans tous les systèmes socio-politiques et à tous les niveaux du développement — remettent en cause et repensent leurs attitudes et leur comportement, leurs réactions ethnocentriques et toutes sortes de distorsions dont ils sont, parfois involontairement, responsables, et qui traduisent des situations d'inégalité et de domination. A ce prix seulement, pourra-t-on agir efficacement au niveau mondial.

Mais la communication humaine n'est pas seulement un phénomène social, ni l'information le simple produit de cet échange entre les individus ou les communautés. L'information est aussi, nous nous en rendons compte de plus en plus, une *ressource* répondant à certaines caractéristiques. C'est une ressource renouvelable à satiété, une ressource, dont l'abondance accrue s'annonce pour les décennies à venir. Une ressource aussi indispensable à la satisfaction des besoins humains immatériels — tels que la liberté, l'indépendance dans la dignité, la prise de conscience et le

respect de l'identité culturelle, la « self-reliance » et la participation à la vie publique — qu'au processus de libération des contraintes matérielles (et aussi vitales que celles qui ont trait aux carences, à la famine et à la pauvreté, aux maladies, à la mortalité infantile, etc.). Au-delà de la circulation des informations politiques ou des produits culturels, il s'agit tout autant des informations et données économiques, sociales, scientifiques, technologiques, éducatives, démographiques et autres, qui permettent la définition d'une stratégie pour la prise des décisions à tous les niveaux.

Plusieurs obstacles se dressent sur la voie de cette répartition plus équitable. Les deux principaux problèmes sont, en bref, les suivants : d'une part, les inégalités dans la répartition des moyens et des ressources à l'intérieur des pays et entre eux, en particulier entre les pays industrialisés et les autres ; d'autre part, les disparités du point de vue du contenu, entre les informations et d'un domaine à l'autre. C'est ici, me paraît-il, qu'il faudrait mettre en relief un aspect particulier : l'inadaptation des informations à certains pays, compte tenu de leur identité culturelle et de leur droit à l'indépendance.

En effet, l'information superficielle, éphémère, sensationnelle et redondante, menace l'identité culturelle et sa circulation n'obéit souvent qu'à des impératifs commerciaux. Pourtant, de nombreux avocats de la doctrine du « free flow » sous sa forme dépass-

## Lever les barrières de la communication ( suite )

sée, ne semblent concernés que par l'information futile. En revanche, l'esprit ne peut que gagner à l'échange de la véritable information, dont dépend le progrès de l'humanité. L'identité culturelle n'est pas, en effet, menacée par les informations utiles ou nobles que sont les données de la recherche et, d'une manière générale, les connaissances scientifiques, techniques, économiques et artistiques. C'est là, pourtant, que la libre circulation est très réduite, sans que les défenseurs de la liberté de l'information s'en soucient particulièrement. Dans

ce domaine, l'équilibre consisterait à accroître l'échange dans ces secteurs et à ne pas garder l'information la plus précieuse au bénéfice de quelques-uns. Là encore, nous sommes loin d'une situation satisfaisante : la tentation de garder le monopole sur certains contenus n'est que trop évidente.

On ne saurait oublier que les appels en faveur de l'instauration d'un nouvel ordre mondial de la communication trouvent une de leurs origines essentielles dans le fossé qui sépare les pays nantis du reste de l'humanité.

### Créer des conditions de réciprocité

Les disparités constatées se vérifient tout autant au niveau des échanges qu'à celui des moyens. Fait rarement invoqué, ces inégalités n'affectent pas exclusivement les pays qui luttent pour leur développement : on les retrouve dans — et entre — les pays de tout bord. Il suffit de penser aux groupes ethniques, raciaux et communautés tenus à l'écart de la communication ou qui n'y ont pas un plein accès, sous toutes les latitudes. Il est bien connu que les systèmes et procédures d'information peuvent grandement contribuer à répandre la vérité et à encourager le sens critique, tout autant qu'à masquer et déformer la vérité, à maîtriser et à modeler les opinions. Il suffit aussi de penser que les technologies les plus avancées, comme les satellites de télécommunications, l'informatique et la mise sur ordinateurs des données peuvent conduire soit à une centralisation et une bureaucratisation très poussées, soit à une décentralisation des pou-

voirs et une participation accrue des citoyens dans les processus de prise de décision. En d'autres termes, en dépit de tous les progrès réalisés, la pratique de la communication contribue aujourd'hui trop souvent à maintenir des barrières entre les groupes sociaux, les nations, les peuples et les pays.

C'est dans ce contexte très large que l'on s'oriente de plus en plus pour rechercher une démocratisation de la communication. Notion complexe : il s'agit non seulement de réduire des inégalités et des privilèges, mais aussi de multiplier la diversité d'information ; il s'agit de créer des conditions de réciprocité dans la circulation des nouvelles, mais aussi d'élargir et de libérer l'accès aux sources ; il s'agit de renforcer l'autodépendance des médias, mais aussi d'encourager une participation plus réelle au processus de communication et de prise de décision.

MAKAMINAN MAKAGIANSAR.

## EL PAIS (Madrid)

### La difficile élimination des contrôles franquistes

La liberté d'expression en Espagne, consacrée aujourd'hui par la Constitution, a exigé une longue et dure expérience qui n'est pas encore tout à fait terminée. Les normes issues des derniers temps de l'autocratie, et dont l'application suppose une nette restriction de la liberté de la presse de la part du gouvernement, sont toujours en vigueur.

Pendant les quarante dernières années, les journalistes espagnols ont vécu — ou plutôt survécu — d'abord sous une censure de fer et une domination absolue de l'Etat, ensuite sous une liberté théorique, abstraite et toujours surveillée. Une loi promulguée en pleine guerre civile (1938) est restée en vigueur durant trois décennies. Au cours de cette période, avec des moments d'application plus ou moins rigoureux, selon le bon vouloir des membres du gouvernement, l'information, les journalistes et les entreprises de presse ont appartenu de fait au monopole de l'Etat.

Il n'y avait aucune liberté, ni pour

créer de nouveaux journaux, ni pour choisir de nouveaux directeurs, et même les rédacteurs étaient nommés par le gouvernement. Celui-ci était, à son tour, le seul détenteur de l'information, aussi bien nationale qu'étrangère, et c'était lui qui imposait les éditoriaux.

Pour contrôler la presse encore davantage, le gouvernement avait imposé la censure préalable à tout le contenu rédactionnel des journaux : les nouvelles, les articles, les reportages, les chroniques, les photos, les dessins et, bien entendu, aussi les annonces, qui pouvaient être censurées — c'était souvent le cas — pour des raisons politiques. Rien — y compris le sport et les corridas — n'échappait au censeur.

En 1966, une loi appelée loi de presse et d'imprimerie vint remplacer celle de l'époque de la guerre. La nouvelle loi reconnaît la liberté et supprime la censure préalable obligatoire, mais en même temps elle restreint la liberté proclamée et établit que tous

les journaux doivent déposer dans des dépendances officielles leurs éditions une demi-heure avant leur distribution. Ainsi le gouvernement peut interdire ce qu'il lui semble, et sans avoir à faire appel à la justice, les limites de la liberté fixées par la loi : « Le respect dû à la vérité et à la morale; l'observation de la loi des principes du Mouvement national (parti unique); les exigences de la défense nationale, de la sécurité de l'Etat et du maintien de l'ordre intérieur et de la paix extérieure; le respect que l'on doit aux institutions et aux personnes dans la critique de l'action politique et administrative; l'indépendance des tribunaux et la sauvegarde de l'intimité et de l'honneur des personnes et des familles. »

Quand le gouvernement considère qu'un journal a transgressé un de ces principes, il réagit immédiatement. Le directeur est passible d'un procès, d'une amende, voire d'une interdiction de fonctions; l'entreprise risque une amende, une saisie et même la fermeture du journal. En dernière instance, journalistes et directeurs peuvent faire appel au tribunal suprême, mais tandis que l'instruction peut durer des années, ces sanctions sont déjà effectives.

### Les leçons de l'expérience

La presse espagnole est en train de sortir de ce sombre tunnel juste au moment où la communauté internationale ressent le besoin d'un nouvel ordre de l'information. Beaucoup de professionnels du journalisme et des nombreuses entreprises de presse d'Espagne ne cachent pas leurs craintes face à quelques-unes des propositions formulées pour atteindre un si juste objectif. L'expérience vécue pendant quarante ans sous le contrôle et la tutelle du gouvernement leur dit que l'intervention de l'Etat dans le domaine de l'information allait toujours de pair avec les atteintes à la liberté. Dans les meilleurs des cas, la lourde machine bureaucratique s'est chargée de fausser les déclarations solennelles sur le bien commun, la justice, et la haute mission sociale et culturelle qui revient à la presse. Ces invocations aux objectifs suprêmes de la société ont tendance à devenir des alibis grossiers des intérêts politiques, idéologiques, partisans, économiques, des groupes ou des particuliers. Derrière les réglementations, les codes, les conseils, les assemblées et les autorisations, se cache le plus souvent une évidente et très efficace forme de contrôle de la liberté d'expression. En définitive, elle aboutit à son anéantissement.

Si à présent on peut affirmer que la presse a été le plus important promoteur de la démocratie en Espagne, il faut bien reconnaître que ce rôle lui a coûté des dommages, des persécutions et d'innombrables risques. Le droit humain à une communication honnête et juste, réclamée par tant de peuples, est aujourd'hui en période de gestation. Il a une longue histoire, souvent pathétique, à laquelle la presse espagnole peut apporter des leçons de première main.

## INDIAN EXPRESS (New-Delhi)

### Le besoin d'une restructuration dans une optique professionnelle

TROIS ans et demi risquent de ne pas offrir assez de recul pour porter un jugement catégorique sur le fonctionnement d'une expérience aussi récente que le pool des agences de presse des pays non alignés. Mais il est possible — et souhaitable — de voir s'il tend bien, comme on l'a proclamé, à révolutionner l'information en instaurant une circulation objective et équilibrée des nouvelles à destination, en provenance et au sein des pays du tiers-monde.

Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour constater que le pool n'a pu répondre jusqu'à maintenant aux espoirs qu'on avait placés en lui. Cet échec ne peut être imputé, du moins entièrement, aux maladies de jeunesse qu'on évoque invariablement en pareil cas. Il ne saurait non plus s'expliquer en grande partie par l'hostilité que lui ont manifestée dès le

début le monde développé et ses monopoles de l'information.

Cela ne veut pas dire que l'idée de créer une agence de presse internationale sous les auspices des pays non alignés ait été mauvaise en soi. A l'origine, on trouve en effet un grief raisonnable et fondé : les activités de collecte et de diffusion des nouvelles, presque entièrement dominées depuis longtemps par A.P. et U.P.I. aux Etats-Unis, A.F.P. en France et Reuter au Royaume-Uni, ignoraient et continueraient d'ignorer gravement les intérêts des pays en développement. Dans une certaine mesure, ce n'est là qu'un des aspects du peu d'égards et de la discrimination dont les pays en développement ont toujours souffert et dont ils continuent de souffrir dans l'ordre mondial actuel. Mais cela ne saurait en aucune façon servir d'excuse pour ne pas tenter de remédier à cette situation.

#### La coloration « nationale » et gouvernementale

Cela dit, quand il s'est agi de mettre sur pied ce nouvel outil d'information, les pays en développement ont précipitamment opté pour la formule qui consistait, à partir des moyens et des services déjà en place, c'est-à-dire des agences de presse nationales des pays non alignés (ce qui, soit dit en passant, eut pour effet d'écartier de l'entreprise jusqu'à vingt-deux pays non alignés qui ne possédaient pas, et qui ne possèdent toujours pas, d'agences de presse nationales).

Cela aurait été la façon logique de procéder si ces agences, à quelques exceptions près, n'étaient pas entièrement contrôlées par l'Etat. Autrement dit, la « coloration » nationale et régionale des agences de presse occidentales a été remplacée par la « coloration » nationale et régionale des pays du tiers-monde.

L'argument selon lequel le développement des médias, comme beaucoup d'autres choses dans ces pays, doit être subventionné et encouragé par l'Etat est en soi compréhensible. Ce qui ne l'est pas, c'est la comparaison

avec les agences de presse occidentales qui bénéficient, elles aussi, de subventions passablement généreuses. Deux considérations font toute la différence.

La première est que « les agences de presse occidentales se voient imposer une certaine retenue par leur clientèle mondiale ». Il est évident, encore que ce ne soit pas admis par tout le monde, qu'aucun journal d'Argentine, de Chypre, de Zambie ou encore de New-Delhi ne publiera une dépêche de Reuter, de l'A.F.P. ou de l'A.P., si elle ne présente pas un minimum de crédibilité. « La seconde considération, qui est liée à la première, tient à la concurrence acharnée à laquelle se livrent les quatre agences de presse — sur le plan de l'objectivité, de la qualité et de la rapidité. »

Le pool des pays non alignés se heurte aussi à une foule de problèmes techniques (signe de son relatif sous-développement), qui l'empêche de rivaliser avec les agences occidentales, lesquelles peuvent transmettre presque

instantanément les nouvelles et les idées. Certes, des projets destinés à améliorer la situation, avec le concours d'organismes mondiaux comme l'UNESCO, sont actuellement à l'étude, mais il faudra du temps pour qu'ils se concrétisent.

Il a été suggéré que d'ici là, et même à plus longue échéance, le pool se consacre à l'information de fond relative au développement et renonce aux « nouvelles sèches », ce qui permettrait certes d'échapper à certaines difficultés, mais conduirait, de nouveau, à ignorer une réalité fondamentale des grands moyens d'information des pays en développement.

De tels propos ne cherchent certainement pas à montrer que toute l'entreprise est mal conçue et vouée à l'échec. Au contraire, ils engagent à voir la réalité en face et, tout en soutenant qu'une nouvelle agence de presse internationale est nécessaire, à la restructurer pour la rendre viable, valable et efficace ; en d'autres termes, ils invitent à édifier un système qui éliminera effectivement les méfaits de l'ordre mondial de l'information que nous subissons actuellement et devienne un jour un concurrent efficient, crédible et respecté.

La seule façon de traduire dans les faits l'idée de base consiste à réfléchir de nouveau à la question et à procéder à une refonte du pool dans l'optique de vrais professionnels. L'entreprise doit être restructurée et gérée entièrement par des spécialistes de l'information que l'on pourra soit trouver dans l'actuelle réserve des personnes qualifiées, soit former de façon systématique partout où cette formation est assurée dans les meilleures conditions.

A la tête du réseau devrait se trouver un conseil d'administration international dont les membres seraient choisis en fonction de leur expérience des grands moyens d'information. Les pays membres continueraient de participer au financement mais n'auraient aucun droit direct de regard, et encore moins d'intervention, sur la rédaction ou l'échange des nouvelles.

Les questions de détail pourraient être réglées dès que la nécessité d'une autre structure aura été reconnue. C'est la seule façon de servir effectivement l'idéal qui a donné naissance au pool des agences de presse des pays non alignés.

SUMER KAUL,

# ПОЛИТИКА (Belgrade)

## Le pool des agences de presse des pays non alignés : une collaboration exemplaire

Il y a cinq ans, compte tenu de la nécessité que la politique étrangère des pays non alignés fasse l'objet d'une information adéquate, compte tenu aussi de l'absence totale d'information mutuelle, les agences de presse d'une dizaine de pays non alignés ont décidé une action commune : créer un pool.

Au tout début, le pool groupait les pays qui n'étaient pas en mesure d'assurer par leurs propres moyens leur information mutuelle et moins encore celle des pays tiers. C'est pourquoi douze agences de presse ont décidé d'unir leurs forces et d'offrir, par l'intermédiaire du pool, un échantillon de grandes informations sur leur propre pays qui seraient transmises en outre à tous ceux qui seraient

au développement des communications dans les pays sous-développés, en dehors des organisations existantes et universellement reconnues (Unesco) ou des organes de coordination des agences de presse et des organisations de radiodiffusion des pays non alignés.

Alors que ce pool groupait à l'origine douze agences de presse, il en comptait trente-huit à la fin de la conférence de New-Delhi. A la deuxième conférence, à Belgrade, cinquante-sept agences de presse participaient à l'une ou l'autre de ses activités et plus de quarante agences échangeaient régulièrement des informations par l'intermédiaire du service quotidien de télétype retransmis aujourd'hui par six agences de presse (contre une à la création du pool).

Le flux d'informations du pool a quadruplé. Aujourd'hui, il compte de cinquante à soixante rubriques totali-

sant plus de quarante mille mots et transmises en quatre langues — anglais, français, arabe et espagnol.

Entre les deux conférences, plus de vingt agences de presse nationales ont été créées dans le monde non aligné. Les plus récentes, l'agence A.N.N. du Nicaragua et l'agence S.A.P. des Seychelles, ont immédiatement adhéré au pool et participé à la conférence de Belgrade.

Les instituts de journalisme de New-Delhi, Belgrade, La Havane et Bagdad assurent la formation des futurs journalistes non seulement de leurs propres pays, mais aussi d'autres pays non alignés.

Certains pays ont sensiblement réduit les tarifs des satellites de communication et de nombreux pays non alignés sont parvenus à des solutions bilatérales favorables en matière d'échange d'informations.

Les décisions de la deuxième conférence sur le pool, qui ont toutes été adoptées par consensus, justifient l'espoir de voir se confirmer la tendance positive dont témoignent le développement du pool et l'unité d'action de ses participants.

**PERO IVACIC,**

Directeur général de Tanyoung.

« Les Inégalités en matière de moyens de communication qui se retrouvent partout résultent des disparités économiques ou de modèles politiques et économiques, ou tiennent à des négligences ou à des abus de caractère culturel. Mais quelle qu'en soit la cause, on ne saurait tolérer ces inégalités choquantes. La notion même de nouvel ordre mondial de l'information et de la communication présuppose la promotion de la coopération internationale qui comprend deux secteurs principaux : l'assistance internationale et la contribution à la compréhension internationale (...). »  
(Extrait du rapport final de la commission Mac Bride.)



Dessin de CAGNAT.

**INDIAN EXPRESS** (New-Delhi)

instantanément idées. Certes, améliorer

en mesure de les recevoir. Tout commença le 21 janvier 1975 avec la transmission, par l'intermédiaire du radiotélétype de Tanyoung, d'informations choisies par les agences de presse nationales.

A l'époque, bien que nous ne fusions pas sans ambitions, nous ne nous attendions ni que la nouvelle forme d'échange d'informations égalitaire fût si largement et si rapidement acceptée dans le monde non aligné comme l'une des modalités de coopération les plus concrètes ni que la première conférence consacrée au pool et à l'adoption de ses statuts, tenue à New-Delhi en 1976, devint une conférence ministérielle au cours de laquelle des principes et un programme seraient définis pour l'action des pays non alignés dans le domaine de l'information.

En adoptant les décisions prises à New-Delhi en 1976, le cinquième sommet des non-alignés tenu à Colombo a précisé les principes fondamentaux du pool, celui-ci devait constituer non une nouvelle agence de presse supranationale, mais une forme de coopération entre partenaires égaux à la recherche de moyens permettant de

## Le pool des agences de presse des pays non alignés. (suite)

En adoptant les décisions prises à New-Delhi en 1976, le cinquième sommet des non-alignés tenu à Colombo a précisé les principes fondamentaux du pool, celui-ci devait constituer non une nouvelle agence de presse supranationale, mais une forme de coopération entre partenaires égaux à la recherche de moyens permettant de promouvoir une circulation de l'information aussi large que possible et la diffusion d'une information non alignée dans le monde entier.

### Réaction des monopoles

La rapidité avec laquelle s'est créé et développé le pool, grâce à l'expansion des pays participants et à l'amélioration qualitative de l'information fournie, devait fatalement susciter la réaction de ceux qui détenaient le monopole de l'information. Jusqu'à la première conférence, leur tactique avait manifestement consisté à minimiser ce mouvement et à tenter de dissuader les participants potentiels, sous prétexte que l'entreprise était irréaliste et utopique.

Toutefois, lorsqu'une soixantaine de pays se réunirent à la première conférence pour soutenir le pool et statuer sur son développement, les attaques se firent brusquement très vives. Le pool fut accusé de vouloir créer un nouveau monopole, d'entraver l'exercice du droit à une libre circulation de l'information, de remplacer une information libre par une information étatique, d'être conçu pour lutter contre les grandes agences existantes, etc.

La deuxième conférence sur le pool, tenue à Belgrade fin novembre 1979, a réuni les délégations de cinquante-six pays. Les quatre agences de presse qui n'avaient pu s'y rendre firent parvenir des messages. Pour la première fois, cinq agences de presse européennes y participèrent en qualité d'invités. Y assistèrent également le directeur général adjoint de l'Unesco, un représentant de l'ONU et des représentants des organisations d'agences de presse des pays d'Afrique, des pays d'Asie et des pays arabes, etc.

Les délégués soulignèrent le développement continu du pool, son entrée dans une phase de consolidation, l'amélioration du niveau professionnel de son information et les efforts déployés pour améliorer les télécommunications et l'emploi de satellites.

Entré désormais dans une nouvelle phase, le pool est plus que jamais un système de coopération auquel les participants adhèrent de leur plein gré. Ainsi sont incompatibles avec le pool aussi bien la constitution d'agences de presse supranationales groupant pays développés et pays en développement que la privatisation de l'aide

## Frankfurter Rundschau (Frankfort)

### Le monde à travers les lunettes occidentales

Il y a quelque soixante-dix ans, un écrivain allemand, Hans Paasche, créait un personnage globe-trotter africain. Ce voyageur s'appelait Lukanga Mukara. Il envoyait de Berlin et des provinces allemandes des lettres imaginaires dans lesquelles il rapportait les coutumes de ce qui était alors l'empire germanique. Lukanga Mukara s'étonnait de voir les Européens manger et boire de façon normale (avalant sans la mâcher la nourriture, en l'arrosant simplement de liquide), mutiler leur visage selon certains rituels, n'avoir jamais le temps, et vivre malheureux une vie trépidante, célébrer par d'interminables palabres certains hauts faits parmi lesquels il en était de totalement absurdes (le héros étant décoré de boutons de métal que l'on fixait à son vêtement), ou bien encore de les voir porter toujours un feutre sur la tête et emprisonner leurs pieds dans des poches de cuir qui les blessaient et les empêchaient presque de marcher.

Lukanga Mukara informait ainsi son roi resté dans l'île de Ukererewe, sur les rives du plus grand lac d'Afrique. Il écrivait à la manière des Européens auteurs de récits d'aventures, retournant le miroir dans lequel ces derniers observaient les « tribus exotiques », par cette démarche ethnocentrique qui en dit plus long sur l'auteur que sur son sujet.

Les lettres de Paasche (ou de

Lukanga) sont encore aujourd'hui révélatrices. La plupart des stéréotypes dont il use dans un style parodique sont encore, soixante-dix ans plus tard, d'actualité. Dans les journaux et les livres scolaires, les feuilletons télévisés et les nouvelles d'agence, les modes de pensée européens continuent de prévaloir.

En Allemagne, les médias n'ont eu,

#### Des êtres inférieurs

L'Afrique sub-saharienne reste, malgré le sous-développement et la pauvreté, le pays des nègres heureux, d'un peuple infantile, incapable d'assumer son indépendance. C'est du moins ce que pensent les lecteurs de la plupart des périodiques à grand tirage et que montrent beaucoup de films et d'émissions de télévision. Parfois, on laisse entendre qu'ils pourraient être encore cannibales. Certains dessinateurs humoristiques aiment à les représenter avec un os humain dans les cheveux, ou en « nègres typiques » dansant autour d'un chaudron dans lequel un missionnaire blanc mijote.

Les exemples foisonnent — du terrible « *Maure, noir comme le charbon et la poix et l'ébène* » d'un livre pédagogique au style alambiqué pour enfants de moins de six ans, jusqu'aux publicités pour le café ou le chocolat,

pendant des années, que peu de choses à dire de l'Iran, en dehors des potins de palais dans lesquels, suivant le cours des événements, Soraya Esfandiary ou Farah Diba tenaient les rôles principaux. Parfois, l'Iran devenait « notre fournisseur de pétrole ». Rarement nous parvenaient des informations sur les bidonvilles du sud de Téhéran, la lutte des paysans pour leur survie, la révolte des intellectuels, les tortures de la SAVAK. Aussi la révolution iranienne prit-elle par surprise la plupart des Allemands, bien qu'ils aient pu, à l'occasion, trouver une information de première main dans certains journaux et périodiques de qualité.

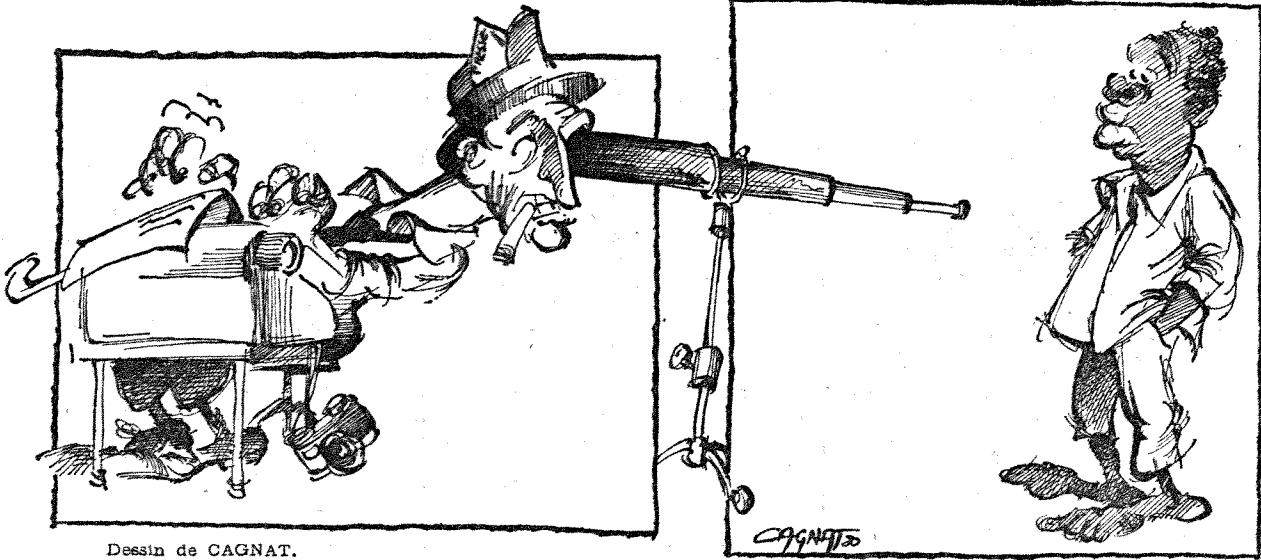
Les mêmes exemples à peu près s'appliquent à l'Est. Ces barbares de Russes et de Polonais sont toujours agressifs, « *des êtres inférieurs* », disent les journaux de droite, et une série de télévision ne parle que de péril rouge. (Aux Etats-Unis, en revanche, d'imbéciles bourreaux nazis continuent à monopoliser une bonne part des heures d'antenne réservées aux feuilletons).

Ces stéréotypes sont produits et reproduits chaque jour. Tout ce qui est imprimé dans cet esprit se vend toujours, car une certaine catégorie d'acheteurs aiment à lire ce qui répond si effroyablement à ce qu'ils attendent; et, le succès aidant, les préjugés s'incrustent. Sombre tableau.

KARL GROBE.

(Lire la suite page 34.)

10.2  
12.2



Dessin de CAGNAT.

## Frankfurter Rundschau (Francfort)

### Le monde à travers les lunettes occidentales

(Suite de la page 31.)

Il y a cependant quelques trousés de lumière. Pendant quinze ans, un organe inter-étatique, la Commission germano-polonaise sur les livres scolaires, a essayé de débarrasser certains manuels des préjugés propres à l'une et l'autre de ces nations. Les textes étaient accablants. Les Allemands se posaient en messagers de la culture. L'«Ostkolonisation» (colonisation des pays de l'Est) n'était rien moins qu'une politique expansionniste. Il fallait aux peuples slaves « qu'on leur enseigne tout simplement les bonnes manières ». De leur côté, les manuels polonais faisaient des Allemands des oppresseurs, des impérialistes de la première heure, des despotes. La haine était inculquée aux enfants avant même qu'ils n'aillent en classe, et rien ne semblait moins probable qu'une compréhension mutuelle. L'idéologie nazie des « Untermenschen » (êtres

inférieurs) n'était pas encore totalement disparue que le nationalisme slave naissant regardait l'Allemagne comme l'ennemi héréditaire.

Des milliers de réunions furent consacrées à comparer les manuels et à travailler sur l'héritage commun. Les membres de la commission parvinrent à comprendre les valeurs communes de l'histoire de l'Europe centrale, issues de diverses tendances et intérêts nationaux, économiques, spirituels. L'histoire telle qu'elle est enseignée dans les nouveaux manuels est un ensemble de faits sur lesquels les deux côtés s'accordent. Il reste que la Pologne n'a pas abandonné son interprétation de la dialectique matérialiste, tandis que l'Allemagne s'en tient à l'historicisme.

En ce qui concerne le tiers-monde, ce n'est que l'année dernière qu'une maison d'édition ouest-allemande a publié la traduction d'une histoire de l'Afrique écrite par un Africain (Joseph Kizerbo), et un seul éditeur s'intéresse aujourd'hui à la littérature du continent noir. Les manuels scolaires ouest-allemands traitent des pays non européens dans l'optique européenne. Rares sont les exceptions. Il n'existe pas de commission germano-africaine pour étudier les manuels scolaires, et peu d'articles dans les journaux informent de ce qui se passe hors de la sphère chrétienne, capitaliste et démocratique.

Mais, même là, tout est en train de changer. Le ministère de la coopéra-

tion économique (responsable à Bonn de la stratégie pour le développement) a commencé la publication d'une série de documents sur la vie sociale, culturelle et économique de certaines régions que visitent les touristes ouest-allemands. Ces plaquettes sont intéressantes et vont véritablement à l'encontre des préjugés européens. C'est encore un oiseau rare — mais pourquoi les oiseaux rares ne donneraient-ils pas l'exemple ?

Beaucoup reste à faire. La plupart des gens ne se rendent pas compte des stéréotypes qu'ils ont hérités. C'est pourquoi la compréhension mutuelle des hommes dans la rue est difficile. Mais elle est essentielle. Le courage, l'ouverture d'esprit et les capacités de communication, voilà vers quoi il faut tendre, car « mieux vaut voir une fois qu'entendre dire cent fois », comme le dit le proverbe — un proverbe qui n'est pas allemand, mais chinois.

KARL GROBE.

« L'amour-propre des journalistes, leur intégrité et leur volonté de produire un travail de qualité sont d'une importance capitale. C'est ce niveau de conscience professionnelle, qu'accompagne le sens des responsabilités, qui doit être encouragé par les organes d'information et les organisations de journalistes. A cet égard, il faudrait établir une distinction entre les organes d'information, les propriétaires et les dirigeants, d'une part, les journalistes, d'autre part (...). » (Extrait du rapport final de la commission McBride.)

« Les médias des pays développés — et notamment les « gatekeepers », les rédacteurs et les producteurs de la presse écrite et des organes de radiodiffusion, qui choisissent les nouvelles devant être publiées ou radiodiffusées — devraient se familiariser davantage avec les cultures des nations en développement et les conditions qui y prévalent. Bien que le déséquilibre actuel affectant la circulation des nouvelles appelle le renforcement des capacités des pays en développement, les organes d'information du monde industrialisé ont une contribution à apporter en vue de corriger cette inégalité (...). » (Extrait du rapport final de la commission McBride.)

## JORNAL DO BRASIL (Rio de Janeiro)

### Au Brésil, la censure est efficace

On pourrait croire, au premier abord, que le contrôle de la presse est une caractéristique des seuls pays socialistes. En fait, si 1,3 milliard d'hommes vivent aujourd'hui dans quinze pays — excepté la Chine — où le mode de production est socialiste, c'est dans le tiers-monde (quatre-vingt-deux pays totalisent près de 1,3 milliard d'habitants) que ce contrôle est le plus sévère.

Du strict point de vue de la popu-

lation, ces chiffres révèlent un profond déséquilibre. Mais si l'on considère le nombre d'exemplaires des journaux tirés dans le monde entier, la ligne de démarcation entre contrôle et liberté se précise. Sur un tirage quotidien de 411 millions d'exemplaires, 237 millions sont « libres » et 174 millions seulement « contrôlés ». Ainsi, les rotatives produisent chaque jour plus de journaux « libres » que de journaux « contrôlés ».

### Un monde où l'opposition constitue le seul mal

Cette contradiction — prédominance du contrôle du point de vue de la population et prédominance de la liberté du point de vue des tirages — indique qu'il y a, d'une façon ou d'une autre, dans le monde capitaliste, un lien entre l'arriération et la censure; en particulier si l'on tient compte du fait que, dans le monde socialiste, la politique suivie en matière de rédaction est très dynamique. On est donc fondé à penser que le problème de la liberté de la presse est au moins aussi important que l'élimination des maladies tropicales et qu'il serait utile de consacrer plus d'attention à l'étude des modes d'application de ces contrôles.

Par exemple, on croit que dans les pays socialistes la censure est non seulement très sévère, mais uniforme. C'est inexact. Jane Leftwich Curry, professeur à l'université Columbia, a montré qu'il existe en Pologne de surprenantes négociations entre journalistes et censeurs, ce qui serait inimaginable en U.R.S.S. et dans la République démocratique allemande. N'oublions pas que la direction de

l'hebdomadaire polonais *Polityka* a la faculté de passer outre aux ordres de la censure, quitte à se justifier a posteriori devant une juridiction supérieure. De plus, en Pologne, tout membre de la presse qui devient fonctionnaire est immédiatement exclu du syndicat des journalistes. On a peine à croire que cette pratique a cours dans un pays socialiste, surtout lorsqu'on connaît les nombreux cas où, dans les pays capitalistes, les journalistes ont partie liée avec l'Etat, au Brésil et au Nigéria par exemple.

Une analyse des moyens de contrôle utilisés par divers gouvernements devrait jeter quelque lumière sur la question de la liberté. Il faudrait, par exemple, avoir connaissance des ordres de censure qu'a emportés avec lui un haut fonctionnaire polonais réfugié en Suède depuis quelques années. Il faudrait aussi lire les consignes données par la SAVAK iranienne sous la dynastie Pahlavi et les centaines de directives ponctuelles publiées par la censure brésilienne entre 1972 et 1976. Tous ces documents, qui sont autant de manifestations de la même

maladie, pourraient servir de bouillons de culture pour la mise au point de certains antidotes intellectuels.

Le premier antidote est amer. Il nous révèle que la censure n'est ni ridicule ni stupide. Elle a peut-être l'air d'être l'un et l'autre, mais elle est efficace. Certes, elle ne peut pas empêcher la chute d'une tyrannie, mais il ne fait aucun doute que, avec un bon système de censure, n'importe quelle tyrannie peut survivre un peu plus longtemps. Le deuxième antidote nous montre que la censure s'exerce sur le même genre d'informations, qu'elle soit le fait des autorités polonaises, iraniennes, brésiéliennes, et même indiennes, au cours de la brève période de censure qui a accompagné l'état d'urgence de 1975 à 1977. Toutes les directives concernant la censure montrent que les gouvernements tentent d'empêcher la publication d'informations relatives aux tremblements de terre et aux épidémies; et comme ils interdisent toute critique à leur endroit, ils finissent par créer un monde idéal d'où le mal est absent — sauf celui qu'incarne l'opposition.

Le monde est redevable à l'Inde, à la Pologne et au Brésil d'un précieux savoir politique : les arcanes de la censure. Ayant réussi à conserver un échantillonnage des ordres de censure donnés aux journaux locaux, ces pays ont constitué la base d'une étude sérieuse de la censure qui ne pouvait jusqu'alors se fonder que sur les archives du fascisme italien. Un aperçu du fonctionnement des bureaucraties et des journaux en période de censure est peut-être plus utile à l'apprentissage de la liberté que la simple répétition de textes qui prônent cette liberté — en particulier du fait que, même en période de censure, les journaux ne sont pas écrits par les censeurs. Au Brésil, aujourd'hui libéré de la censure, nous en apprenons tous les jours. Nous apprenons surtout que la censure est efficace.

ELIO GASPARI.

# LE RAPPORT McBRIDE

LA STAMPA (Turin)

## Un compromis sur la voie d'une meilleure compréhension mondiale des problèmes d'information

**A**PRES deux années de débats, envenimés par toutes sortes de dissensions politiques et idéologiques, la Commission internationale d'étude des problèmes de communication, parrainée par l'UNESCO, plus connue sous le nom de commission McBride, a enfin remis le rapport longtemps attendu qu'elle a rédigé sur le rôle de l'information dans le monde.

L'homme de la rue sera, à juste titre, surpris de voir combien il aura fallu de temps et d'efforts avant de parvenir à un accord sur l'un des principes de base et l'une des exigences de notre époque, à savoir que chacun de nous doit pouvoir s'exprimer librement et avoir accès à une information complète.

Cependant, nous le savons, les choses simples peuvent souvent devenir extrêmement compliquées. Ainsi le citoyen moyen qui lit la presse, écoute la radio et regarde la télévision trouvera étrange et pour le moins déconcertant que le document de deux cent quatre vingt-douze pages auquel ont travaillé seize spécialistes sous la direction de M. Sean McBride, ancien ministre irlandais des affaires étrangères et lauréat des prix Nobel et Lénine de la paix, n'offre pas de réponse nette aux principales questions qu'il est censé traiter.

Quel que soit l'angle sous lequel on le considère, ce rapport a un arrière-goût de compromis ; et, parce que les compromis ont toujours un double visage, ils satisfont et déçoivent en même temps. C'est l'image de l'optimiste et du pessimiste qui regardent le même verre à moitié rempli d'eau : le premier le dira à moitié plein, le second à moitié vide.

### Vingt-quatre propositions

Ce classement sommaire aide à saisir la portée de l'objectif que s'est fixé la commission McBride. Ses vingt-quatre propositions pour la création d'un « nouvel ordre mondial de la communication », sorte de grande charte éthique de l'information, visent à l'établissement d'un terrain d'entente dans ce domaine contesté de la liberté de la presse. En résumé, le rapport condamne toute forme de censure ou de contrôle arbitraire concernant l'accès à l'information et sa circulation, il appelle la presse de tous les pays à « soutenir la juste cause des peuples qui luttent pour la liberté et l'indépendance, pour le droit de vivre en paix, sans ingérence extérieure », il enjoint toutes les nations à mettre en place leurs propres réseaux nationaux d'information afin d'écartier le danger que représente

Mais revenons en arrière et essayons de voir quelles sont les questions qui se posent, et, en premier lieu, « Qu'est-ce que la communication ? » Selon les conclusions du rapport, « ce peut être aussi bien un instrument de pouvoir qu'une arme révolutionnaire, un produit commercial ou un moyen d'éducation ». Quatre facettes d'un même concept qui en soulignent la diversité et mettent l'accent sur la difficulté, et même l'impossibilité, où l'on se trouve de parvenir à « une application universelle de modèles préconçus ».

Ici, trois écoles de pensée s'opposent. Le modèle dit « occidental » réclame une diffusion intégrale de l'information, que cette dernière soit, ou non, « utile », qu'elle émane de groupes de pression ou se révèle même nuisible. Tel est le dilemme qui nous vient d'Italie, où la presse a été critiquée pour avoir imprimé les « bulletins de guerre » diffusés par les Brigades rouges et autres organisations terroristes clandestines. Pour l'école « occidentale », ces informations, qui constituent un appel à la violence et visent à la désintégration de la société, sont malheureusement des informations « légitimes ».

L'école « socialiste » a pour objectif premier la défense de la cause socialiste, l'exaltation de ses réalisations dans le domaine de la coopération internationale entre les peuples et les nations. C'est un modèle où les opinions dissidentes, parce qu'elles sont considérées comme « non constructives », n'ont pas leur place. L'école « tiers-mondiste », enfin, considère l'information comme facteur de développement national et de réalisation de soi ; c'est un modèle où la critique, là non plus, « ne doit pas jouer ».

nant la censure, Sergei Losev, directeur général de l'agence de presse soviétique Tass et membre de la commission, écrit en effet que « le problème est affaire de législation nationale et doit être résolu dans le cadre légal de chaque pays qui devra prendre en considération ses intérêts nationaux ».

Ainsi réapparaît le cercle vicieux : les interventions gouvernementales sous toutes leurs formes, flanquées dehors par la grande porte, resurgissent par la fenêtre. Il en est de même de la demande de limitation des concentrations et du monopole de la radiodiffusion dans le monde, du libre accès aux sources d'information, « condition indispensable pour réaliser un reportage exact, fidèle et équilibré », autant de problèmes qui risquent d'en rester au stade stérile des

18-2  
14-2  
Le monde du vendredi 28 mars 1980

## La Stampa (suite)

mon, visent à l'établissement d'un terrain d'entente dans ce domaine contesté de la liberté de la presse. En résumé, le rapport condamne toute forme de censure ou de contrôle arbitraire concernant l'accès à l'information et sa circulation, il appelle la presse de tous les pays à « soutenir la juste cause des peuples qui luttent pour la liberté et l'indépendance, pour le droit de vivre en paix, sans ingérence extérieure », il enjoint toutes les nations à mettre en place leurs propres réseaux nationaux d'information afin d'écartier le danger que représente une information « manipulée » de l'étranger.

« Ces objectifs ne pourront être atteints que dans un climat de compréhension et de tolérance que contribueront en grande partie à créer des communications libres, ouvertes et équilibrées », poursuit le document. Tout le monde sera d'accord sur ce point ; le texte pourtant édulcoré de la déclaration a cependant suscité quelques réserves officielles. Concer-

prendre en considération ses intérêts nationaux ».

Ainsi réapparaît le cercle vicieux : les interventions gouvernementales sous toutes leurs formes, flanquées dehors par la grande porte, resurgissent par la fenêtre. Il en est de même de la demande de limitation des concentrations et du monopole de la radiodiffusion dans le monde, du libre accès aux sources d'information, « condition indispensable pour réaliser un reportage exact, fidèle et équilibré », autant de problèmes qui risquent d'en rester au stade stérile des déclarations de principe.

Abstraction faite de ses insuffisances patentées, le rapport McBride constitue, néanmoins, un grand pas en avant sur la voie d'une meilleure compréhension internationale. Il sera débattu, peut-être réécrit, lors de la conférence de l'UNESCO prévue pour l'automne à Belgrade. L'objectif est noble ; mais la nature humaine, malheureusement, a souvent ses faiblesses.

PIERO DE GARZAROLLI.

## Le Monde (Paris)

### L'agence panafricaine d'information : un projet en voie de réalisation

**A**U lendemain de l'accession de la majorité des pays africains à l'indépendance, les fondateurs de l'O.U.A., réunis à Addis-Abeba, décidèrent d'accorder une attention particulière à l'information et envisagèrent la création ultérieure d'une agence de presse à l'échelle du continent. Cet intérêt pour l'information était l'expression d'une prise de conscience très nette du rôle qu'elle pouvait jouer dans la réalisation de l'unité africaine. C'était souligner que le processus par lequel les pays africains parviendraient à une connaissance mutuelle croissante et à une solidarité effective dans leur lutte contre toutes les tentatives de substitution d'une exploitation de type impérialiste et néo-colonialiste à l'ancienne mainmise étrangère, était subordonné, entre autres conditions, à la mise en place d'un système d'information qui

ne fût pas grevé des séquelles de l'ancienne dépendance.

En tant qu'élément de la souveraineté politique, l'information se devait de n'être plus soumise aux influences extérieures à l'Afrique et opposées aux aspirations des peuples africains à la paix, au bien-être et à une réelle émancipation. Il était, par conséquent, indispensable d'en faire un instrument qui ne serve plus la cause néo-colonialiste aux plans politique, économique ou culturel.

Véhicule d'information et d'idéologie, la presse constituerait un outil de parachèvement de la souveraineté de chaque Etat africain et un lien entre les peuples, ainsi qu'un lieu de dialogue et d'expression des préoccupations et aspirations communes.

Dès lors, comment mettre à la disposition de l'Afrique un réseau d'informations débarrassé de toute tutelle capable non seulement de satisfaire le besoin et le droit à l'information de chaque citoyen, mais également de répondre aux critères élémentaires d'objectivité ?

Dans la plupart des pays africains, l'infrastructure était inexistant, au mieux fragmentaire et archaïque, soumise à des insuffisances tant matérielles qu'humaines. Des progrès ont été réalisés çà et là à l'échelle nationale, à mesure que se sont développés des liens de coopération technique et scientifique entre les pays africains.

D'autre part, la deuxième session de la conférence des ministres africains de l'information tenue à Addis-Abeba en avril 1979 a adopté une convention portant création d'une « agence panafricaine d'information ». Mais deux conceptions sont entrées en concurrence.

Procéder à la mise en place d'une agence supranationale, dotée de ses propres structures en Afrique et dans le monde et qui serait investie de la mission d'élaborer et transmettre l'information, laisse supposer que chaque pays soit doté de ses structures techniques et humaines de transmission et de réception de l'information. Une telle condition est loin d'être remplie et la formule risquait de ne pas correspondre aux besoins et aux réalités.

La deuxième formule, qui devait d'ailleurs prévaloir en raison de son caractère réaliste, a l'avantage de satisfaire au double souci de l'efficacité et de l'économie. Elle consiste à faire assumer à l'agence la mission de collecte de l'information à partir des organes de presse nationaux des Etats membres en vue de sa retransmission telle quelle à l'ensemble des Etats africains. Cette formule, empreinte de souplesse, aura le mérite, une fois réalisée, de permettre à chacun des Etats membres de recevoir quotidiennement l'information en provenance des quarante-huit autres Etats africains.

## La PANA (Suite)

## Le siège à Dakar

Dénoté Pana (Panafican News Agency), cet organe spécifiquement africain, dont le siège est à Dakar (agence centrale), devrait disposer de structures réparties en cinq pools régionaux : Libye (Nord), Zaïre (Centre), Soudan (Sud), Nigéria (Ouest), Zambie (Sud), qui collecteront l'information en provenance des différents pays des régions respectives et la retransmettront à l'agence mère. S'agissant des moyens humains, l'agence africaine ne disposera que d'un noyau permanent réduit au niveau de son siège, chargé essentiellement de la traduction, et d'une équipe de journalistes aptes à assurer la couverture d'événements à caractère continental intéressant l'ensemble des pays africains. Dans une étape ultérieure, la Pana sera appelée à constituer une banque de données informatisées sur l'ensemble des Etats du continent, susceptible de permettre la livraison immédiate d'informations crédibles sur les pays concernés par un événement donné.

Ainsi définie dans sa mission et dans son schéma de fonctionnement, l'agence aura à parfaire ses structures aux termes des actions et dispositions pratiques qui seront soumises à la conférence des ministres de l'information des pays membres de l'O.U.A. en vue de l'adoption d'un projet d'investissement adéquat.

Le démarrage effectif de la Pana est prévu pour juillet 1980, à l'occasion de la prochaine conférence des chefs d'Etat de l'O.U.A. (la réalisation d'un tel objectif a été confiée à un groupe de travail mis en place à l'issue de la réunion — du 18 au 24 janvier dernier à Lobito (Angola) — du conseil intergouvernemental de l'agence), mais il pourrait être reporté. Les pays africains seront également appelés à coopérer dès que chacun d'entre eux aura la possibilité de parfaire ses moyens d'information internes. Une telle coopération appelle un système d'assistance technique et scientifique qui pourra se réaliser dans le cadre de l'O.U.A. L'agence trouvera alors cette dimension et cette vocation justifiant sa mise sur pied et en faisant effectivement un instrument servant la solidarité et l'unité africaines.

M. ACHOUR.

## UNESCO

### La conférence générale examinera un projet de « programme international pour le développement de la communication »

Réunie à Paris du 14 au 21 avril, la conférence intergouvernementale de l'UNESCO consacrée aux problèmes de l'information et des communications a décidé de créer un « programme international pour le développement de la communication ». Cette décision devra être entérinée lors de la prochaine conférence générale de l'UNESCO, en septembre, à Belgrade.

La décision de créer ce programme, obtenue « par consensus » comme l'a souligné le président de la conférence, M. Mustapha Masmoudi, a une nouvelle fois opposé le groupe des « 77 » (non alignés) à plusieurs Etats occidentaux, en particulier les Etats-Unis. Ces derniers ont dû accepter que l'UNESCO garde la maîtrise complète du programme, alors qu'ils avaient préconisé un « comité directeur composé de partenaires égaux, dont l'UNESCO ».

Le groupe des « 77 » a dû renoncer à la création d'un fonds d'aide au développement de la communication. La majorité des 121 Etats représentés à la conférence s'est ralliée au « programme », notion moins contrai-

gnante qu'un « fonds » puisqu'il permet d'apporter une aide sous de multiples formes et pas seulement en argent.

Ce programme international a pour but d'« aider les pays en développement, sur leur demande, à élaborer et mettre en œuvre leurs plans de développement de l'information et de la communication », qu'il s'agisse de radio, de télévision, d'agences de presse, d'imprimeries ou de réseaux téléphoniques.

Le programme serait coordonné par un conseil intergouvernemental composé de trente-cinq Etats membres, « élus sur la base d'une représentation géographique équitable » par la conférence générale de l'UNESCO. Le conseil ne sera responsable que devant la conférence générale. Il administrerait les fonds alloués au programme et les affecterait aux projets de son choix.

« Il reste maintenant à passer des intentions aux actes », a dit dans son discours de clôture le directeur général, M. M'Bow, chargé de présenter les recommandations à la conférence générale de Belgrade.

### A Yaoundé

#### UNE CINQUANTAINE DE PAYS AFRICAINS DÉCIDENT DE PRO- MOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT DES TÉLÉCOMMUNICATIONS.

Yaoundé (A.F.P.). — La conférence sur les politiques de la communication en Afrique, réunie à Yaoundé, a adopté le 30 juillet un certain nombre de recommandations en vue de « préparer l'avènement du nouvel ordre de l'information sur le continent ».

Les délégués de près de cinquante pays représentés à « Africom 80 », organisée par l'UNESCO, ont décidé de mettre en place dans les plus brefs délais l'agence Panafricaine d'information (PANA) et ont recommandé la création d'un fonds africain pour la promotion de la culture et le développement de la communication et de l'information.

En même temps, les délégués demandent à chaque Etat d'accorder une priorité aux infrastructures de télécommunication entre les Etats pour faciliter la circulation de la communication. Dans cette perspective, ils demandent à l'UNESCO et à l'Union internationale des télécommunications (U.I.T.) de créer ou de renforcer l'implantation d'industries de télécommunication sur le continent africain.

## Dans la presse

### PLAN D'ASSISTANCE ENTRE PAYS NON ALIGNÉS

Les représentants des agences de presse de seize pays non alignés, réunis à Managua (Nicaragua), ont décidé d'aider trente autres pays non-alignés à créer leurs propres agences de presse.

La majorité des intervenants dans les débats ont affirmé une nouvelle fois que les agences de presse occidentales monopolisent l'information internationale et donnent une vision inappropriée et déformée du tiers-monde. « Les agences (occidentales) sont nécessaires, mais seulement le dixième de leur production concerne les nations non alignées », a déclaré M. Rajablovich, de l'agence yougoslave Tanyoug. En ce qui concerne l'établissement d'un « nouvel ordre mondial de l'information », « nous rejetons la thèse selon laquelle la technologie moderne constituerait l'infrastructure nécessaire à la création de ce nouvel ordre », a notamment déclaré le délégué cubain, M. Gustavo Robreno.

Le « nouvel ordre mondial de l'information » sera également le thème principal de la douzième assemblée de l'Association internationale des chercheurs en communication, qui se tiendra à Caracas (Venezuela), du 25 au 29 août prochains. La conférence examinera notamment le « rapport McBride » réalisé à la demande de l'UNESCC par une équipe dirigée par l'ancien premier ministre irlandais. Le président vénézuélien, M. Luis Herrera Campins, ouvrira la conférence, à laquelle participeront environ trois cents délégués venus de quarante pays. — (A.F.P., A.P.)

# UNESCO

## La vingt et unième conférence générale s'ouvre à Belgrade Le rôle des médias une nouvelle fois en question

La vingt et unième session de la conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) s'ouvre ce 23 septembre à Belgrade. Quelque quatre mille délégués représentant les cent cinquante et un Etats membres ainsi que des orga-

nisations « non gouvernementales » vont siéger pendant cinq semaines dans la capitale yougoslave (jusqu'au 28 octobre). Les travaux auront lieu dans le moderne et luxueux complexe Sava Centar inauguré en 1977 avec la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. C'est

la deuxième fois que la conférence générale de l'UNESCO est réunie « hors siège » (la première le fut à Nairobi en 1976), mais c'est la première fois qu'elle est accueillie par un pays du groupe socialiste.

La conférence générale de Belgrade ne fera peut-être pas date dans les annales de l'UNESCO. Non pas que les sujets brûlants ou importants soient absents du débat, mais parce que l'on va revenir une fois de plus sur des questions amplement discutées au fil des conférences précédentes : contribution de l'UNESCO à l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial, promotion des droits de l'homme, lutte contre le colonialisme et le racisme, désarmement, condition de la femme, analphabétisme, etc.

Les points de friction, eux aussi, risquent d'être les mêmes. On ne manquera pas de s'accrocher sur l'application des résolutions concernant la politique culturelle menée par Israël dans les territoires arabes occupés. Le comité de vérification des pouvoirs devra arbitrer les inévitables contestations à propos de la représentation de telle ou telle délégation (l'Afghanistan et le Cambodge sont sur la selette). Et surtout, la conférence va se saisir encore une fois du dossier qui alimente les polémiques depuis la conférence de Nairobi : le rôle des médias et plus généralement l'instauration d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication.

La dernière conférence générale (Paris, 1976) avait permis l'adoption d'une version définitive de la « déclaration sur les principes fondamentaux concernant la contribution des organes d'information au renforcement de la paix et de la compréhension internationales, à la promotion des droits de l'homme et à la lutte contre le racisme et l'apartheid et l'incitation à la guerre ». Adoptée par acclamations — mais non sans réticences — cette déclaration n'a pas comblé le fossé qui subsiste entre les trois grands ensembles régionaux représentés

à l'UNESCO. En matière d'information en effet, Occidentaux, pays socialistes et non alignés n'ont pas les mêmes conceptions, même si tous sont d'accord pour constater un déséquilibre flagrant dans le « flux » des informations (au bénéfice des pays nantis).

### Le rapport Mc Bride

La déclaration de 1978, loin de mettre un terme à la polémique, ne fait qu'ouvrir le débat. Certains, comme l'U.R.S.S., ont même demandé que la conférence de Belgrade étudie la mise en application de cette déclaration de principe. Pour cela, la conférence dispose d'un outil : le rapport de la Commission internationale d'étude des problèmes de la communication (dite « commission Mc Bride ») remis au directeur général de l'UNESCO en février dernier.

En énumérant quatre-vingt-deux propositions pour améliorer

la communication entre les hommes, le rapport Mc Bride s'efforce de jeter les bases d'un nouvel ordre mondial de l'information. Ce rapport — qui n'engageait pas l'UNESCO, à la différence de la déclaration de 1978 — va faire l'objet d'un débat à Belgrade, car le directeur général, M. Amadou Mahtar M'Bow, va le commenter officiellement. En effet, « certaines des recommandations de la commission nécessitent des clarifications et des approfondissements », explique le rapport Mc Bride diffusé en début du mois.

Si l'on ajoute que la conférence doit aussi examiner le projet de « programme international pour le développement de la communication » — qui nécessite une mise de fonds d'au moins cinquante millions de dollars — on comprend que l'essentiel du débat, cette fois encore, portera sur la circulation de l'information à travers le monde et en particulier la déontologie des médias.

Les délégués devront aussi se prononcer sur le budget. Le directeur général propose un « plafond provisoire » de 625 millions 374 000 dollars pour les trois années à venir (1), soit une augmentation comparable à celle de l'exercice précédent (35 %). Enfin, la conférence devra élire le directeur général de l'UNESCO pour les six prochaines années. Peu de surprises à attendre sur ce point : après la commission nationale française — entre autres — le conseil exécutif a décidé à l'unanimité de reconduire M. M'Bow. La conférence générale devrait ratifier ce choix.

R. C.

(1) L'exercice budgétaire normal est de deux ans, mais l'UNESCO a décidé exceptionnellement de prolonger celui-ci d'un an pour harmoniser son rythme avec celui des autres organisations du système des Nations unies.

## La vocation yougoslave

« Notre pays est une sorte d'UNESCO en réduction », répète avec une évidente satisfaction M. Pavlovitch, président de la commission nationale yougoslave de l'UNESCO. Comme l'UNESCO, la Yougoslavie est, en effet, une mosaïque de peuples et de gouvernements. Comme l'UNESCO, la Yougoslavie rassemble des peuples anciennement colonisés (par Venise, l'Autriche-Hongrie et l'Empire ottoman) et des peuples conquérants (la Serbie et ses régions autonomes de Vojvodine et du Kosovo, vestiges de la grande Serbie). Comme l'UNESCO, la Yougoslavie réunit des cultures différentes : « occidentale » qu romaine en Slovénie et Croatie ; « orientale » ou orthodoxe en Serbie, Macédoine et Monténégro ; « islamique » ou turque en Bosnie-Herzégovine et dans le Kosovo. Aucun pays européen ne peut ainsi se prévaloir de trois héritages aussi différents et en même temps contemporains.

Qu'il s'agisse du non-alignement ou de la stratégie du développe-

ment, la politique yougoslave rejoint en tous points les préoccupations de l'organisation internationale : ne pas s'engager dans la confrontation entre les blocs et s'efforcer de promouvoir un « développement endogène », c'est-à-dire de bâtir soi-même son avenir.

On comprend, dans ces conditions, que la Yougoslavie attache tant d'importance au rôle de l'UNESCO — où ses représentants sont particulièrement nombreux et actifs, — et tant de prix au choix de Belgrade comme lieu de rendez-vous de la communauté mondiale.

### Compréhension internationale

En Yougoslavie même, nombre d'activités internationales sont marquées du sceau de l'UNESCO. Ainsi, l'université Edvard-Kardelj de Ljubljana entretient plusieurs centres de recherche dont les ramifications internationales reçoivent une aide logistique de l'organisation mondiale. A Ljubljana même, la faculté

de journalisme a donné naissance à un centre de recherches en communication sociale, dirigé par un ancien journaliste, M. Tomo Martelanc. Ce centre a notamment produit, en 1975, une étude sur « Les émissions radiodiffusées vers l'étranger et la compréhension internationale », fondée sur l'écoute systématique de treize radios étrangères. L'intitulé même de l'étude indique bien qu'elle se place dans l'optique de l'UNESCO. Nul doute qu'on en parlera dans les couloirs du Sava Centar lorsque les délégués aborderont, une fois de plus, le « nouvel ordre mondial de l'information »...

L'université de Ljubljana a aussi donné naissance à un institut international de chimie qui s'efforce de promouvoir l'étude des produits naturels. Cet institut, en accord avec le programme de l'UNESCO, se spécialisera dans les produits de la montagne, cependant que son homologue de Bangkok étudiera les produits tropicaux, et celui de Tenerife (Canaries) les produits de la mer.

Grâce au dynamisme de Mme Alexandra Kornhauser, professeur de chimie à l'université de Ljubljana et responsable de la délégation slovène à la commission nationale de l'UNESCO, l'institut se

(Publicité)

ADDENDUM L'AMÉRICAIN

(Publicité)

Cours du jour - du soir

... en effet, une mosaïque de peuples et de gouvernements. Comme l'UNESCO, la Yougoslavie rassemble des peuples anciennement colonisés (par Venise, l'Autriche-Hongrie et l'Empire ottoman) et des peuples conquérants (la Serbie et ses régions autonomes de Vojvodine et du Kosovo, vestiges de la grande Serbie). Comme l'UNESCO, la Yougoslavie réunit des cultures différentes : « occidentale » qu romaine en Slovénie et Croatie ; « orientale » ou orthodoxe en Serbie, Macédoine et Monténégro ; « islamique » ou turque en Bosnie-Herzégovine et dans le Kosovo. Aucun pays européen ne peut ainsi se prévaloir de trois héritages aussi différents et en même temps contemporains.

Qu'il s'agisse du non-alignement ou de la stratégie du développe-

« homogène », c'est-à-dire de bâtir soi-même son avenir.

On comprend, dans ces conditions, que la Yougoslavie attache tant d'importance au rôle de l'UNESCO — où ses représentants sont particulièrement nombreux et actifs, — et tant de prix au choix de Belgrade comme lieu de rendez-vous de la communauté mondiale.

### Compréhension internationale

En Yougoslavie même, nombre d'activités internationales sont marquées du sceau de l'UNESCO. Ainsi, l'université Edvard-Kardelj de Ljubljana entretient plusieurs centres de recherche dont les ramifications internationales reçoivent une aide logistique de l'organisation mondiale. A Ljubljana même, la faculté

radiodiffusées vers l'étranger et la compréhension internationale », fondée sur l'écoute systématique de treize radios étrangères. L'intitulé même de l'étude indique bien qu'elle se place dans l'optique de l'UNESCO. Nul doute qu'on en reparlera dans les couloirs du Sava Centar lorsque les délégués aborderont, une fois de plus, le « nouvel ordre mondial de l'information »...

L'université de Ljubljana a aussi donné naissance à un institut international de chimie qui s'efforce de promouvoir l'étude des produits naturels. Cet institut, en accord avec le programme de l'UNESCO, se spécialisera dans les produits de la montagne, cependant que son homologue de Bangkok étudiera les produits tropicaux, et celui de Tenerife (Canaries) les produits de la mer.

Grâce au dynamisme de Mme Alexandra Kornhäuser, professeur de chimie à l'université de Ljubljana et responsable de la délégation slovène à la commission nationale de l'UNESCO, l'institut se développe et gagne en audience. Ses séminaires connaissent une participation internationale, grâce notamment aux bourses de l'UNESCO (2 000 à 3 000 dollars par personne) qui permettent aux plus éloignés de payer leur voyage.

A Ljubljana encore vient de naître le centre international pour les entreprises publiques dans les pays en voie de développement. Créé sur l'initiative de l'ancien secrétaire général de l'ONU, U Thant, le centre n'a vu le jour qu'en 1976 et n'a véritablement commencé à fonctionner qu'en 1978, dans des locaux ultra-modernes offerts par la Yougoslavie.

Toujours en Slovénie, mais cette fois au bord de la mer, à Piran, existe un tout nouveau centre de recherche en biologie marine appelé Maretrac (Marine Research and Training Center), rattaché à l'institut de biologie de l'université de Ljubljana. Grâce à des subventions et surtout à des experts de l'UNESCO, le centre a entrepris de former des spécialistes d'écologie marine dans les trois continents riverains de la Méditerranée. Pendant l'été, il reçoit des écoliers qui s'initient en même temps à la pêche et à la découverte scientifique.

A Skopje, capitale de la Macédoine, on s'intéresse surtout à la sismologie, notamment depuis le terrible tremblement de terre de 1963 qui provoqua la mort de plus de mille personnes ; un centre de recherche pour le génie antisismique y a été créé.

Sur ce point, l'action de l'UNESCO s'est aussi traduite par une aide directe : après le tremblement de terre au Monténégro du 15 avril 1979 (près d'une centaine de morts et des dégâts considérables au patrimoine architectural), l'UNESCO a débloqué aussitôt 130 000 dollars pour venir en aide aux victimes et promis son assistance technique pour la restauration des monuments endommagés. Pour Kotor, la ville la plus touchée, ce fut l'occasion d'une deuxième inscription sur la « liste du patrimoine mondial » de l'UNESCO, au titre du patrimoine en péril. Cinq autres sites (Plitvice, Split, Dubrovnik, Sopacani et Ohrid) ont pu être inscrits sur la liste, ce qui place la Yougoslavie en tête du palmarès de l'UNESCO.

ROGER CANS.

La vocation yougoslave  
( suite )

## UNESCO

## A LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE BELGRADE

**Le rapport Mac Bride sur l'information suscite peu de réactions hostiles**

De notre envoyé spécial

Belgrade. — Après trois semaines de travaux, la conférence générale de l'UNESCO, réunie à Belgrade, aborde un des points chauds de son ordre du jour : la mise en œuvre d'un nouvel ordre international de l'information. C'est, en effet, le samedi 11 octobre que la commission V (culture et communication) a commencé à discuter le rapport de la « commission internationale d'étude des problèmes de la communication », autrement dit le rapport Mac Bride (ce dernier a été analysé dans « le Monde » du 24 octobre 1978).

Cette commission de seize membres, présidée par M. Sean Mac Bride, ancien ministre irlandais des affaires étrangères, prix Nobel et prix Lénine de la paix, a remis son rapport en février dernier au directeur général de l'UNESCO, M. Amadou Mahtar M'Bow (1), et celui-ci, à son tour, a rédigé un rapport sur les conclusions de la commission pour le soumettre à la vingt et unième session de la Conférence générale. Celle-ci doit ensuite examiner un projet de « Programme international pour le développement de la communication » (P.I.D.C.), qui traduirait concrètement les vœux émis dans les différents rapports.

En ouvrant la séance, le président de la commission V, M. Iba Der Than (Sénégal), a souhaité « que le débat soit dédramatisé ». Il a été exaucé, au-delà sans doute de ses vœux. La presse internationale a brillé par sa discrétion. Les délégations qui se sont succédé n'ont fait que répéter pour le énième fois la position de leurs gouvernements et le directeur général, parti la veille pour Tirana, n'était même pas là pour présenter son rapport sur les conclusions de la commission Mac Bride.

Ce phénomène de saturation était prévisible après les empoussières — verbales — des conférences précédentes. Tout a déjà été dit, en effet, à l'occasion de la conférence générale de 1978, à Paris, lorsque a été adoptée la déclaration sur la contribution des organes d'information au renforcement de la paix. On sait, depuis lors, que les pays socialistes et

une bonne partie des non-alignés souhaitent contenir le « libéralisme sauvage » qui, selon eux, caractérise les organes d'information occidentaux et, en particulier, les agences de presse. On sait, d'autre part, que les pays occidentaux refusent une réglementation de l'information qui aboutirait à des nouvelles restrictions.

Les interventions lors du débat général, pendant les premières semaines de la conférence, avaient donné le ton. Les représentants du tiers-monde n'ont pas tari d'éloges pour le rapport Mac Bride. Les Soviétiques, par la voix de M. Zemskov, vice-ministre des affaires étrangères, ont, en revanche, ignoré ce rapport, dont certains paragraphes (2) les irritent profondément, et ils se sont bornés à demander la mise en œuvre de la déclaration de 1978 « pour l'organisation de vrais services de communication nationaux, libres de l'emprise des agences d'information transnationales ».

Tout en déplorant les résolutions qui conduisent à un « débat idéologique totalement improductif », la déléguée des États-Unis, Mme Candler-Duke, s'est contentée d'exalter la liberté de la presse et d'apporter le soutien de son gouvernement au programme international de développement de la communication. Le représentant de la République fédérale d'Allemagne a salué le rapport Mac Bride comme « un pas important vers une approche plus objective des problèmes ». Quant à la France, représentée par le ministre de l'éducation, M. Christian Beullac, elle considère que le rapport Mac Bride a le mérite d'« avoir mis en lumière la complexité et le caractère multifformes » des problèmes de l'information et de la commu-  
nication

### L'attaque britannique

Seul le représentant du Royaume-Uni, M. Peter Blaker, s'est montré extrêmement sévère. Sans avoir à craindre de désavouer un compatriote, puisque aucun Britannique n'a fait partie de la commission, M. Blaker a vigoureusement dénoncé la perversité de recommandations qui laissent une « *impression d'ensemble inacceptable* ». S'en tenant au principe du pluralisme de l'information, seul garant de sa liberté et de sa crédibilité, le délégué britannique a repoussé toute idée de réglementation internationale.

Si on excepte cette attaque britannique, on constate un très net apaisement et même une certaine « sérénité », comme l'avait remarqué M. M'Bow au terme du débat général. Au secrétariat de l'UNESCO, on fait d'ailleurs observer que le rapport Mac Bride — établi par des personnalités extérieures — n'engage nullement l'UNESCO et que la Conférence générale doit seulement se prononcer sur le rapport du directeur général... à propos du rapport Mac Bride. Or ce rapport sur le rapport conclut : « *Il appartient à la Conférence générale d'indiquer au directeur général les suites qu'il convient de donner éventuellement au rapport de la commission et aux différentes recommandations qui y sont contenues.* » On voit mal comment les délégués pourraient donner ces indications sans avoir au préalable décortiqué le rapport Mac Bride.

ROGER CANS.

## A LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE BELGRADE

## Le rapport Mac Bride sur l'information a été approuvé à la quasi-unanimité

Belgrade. — Après trois jours de débats et les interventions de quelque quatre-vingts délégations, la commission « culture et communication » a ratifié, mercredi 14 octobre, le rapport du directeur général de l'UNESCO, M. M'Bow, commentant les conclusions de la commission Mac Bride sur l'information (« le Monde » du 15 octobre). Jugé à la quasi-unanimité comme « un excellent point de départ », le rapport Mac Bride a suscité trois projets de résolution (pays socialistes, non alignés et occidentaux) qui invitent l'UNESCO à continuer ses recherches sur la communication et à mettre en œuvre certaines recommandations pour l'instauration d'un nouvel ordre mondial de l'information.

La semaine prochaine, la commission examinera le projet de « programme international pour le développement de la communication », destiné à aider les pays du tiers-monde à se doter d'une infrastructure appropriée à l'information moderne.

Le nouvel ordre mondial de l'information est-il pour demain ? « Non, mais il est en route ». C'est du moins ce qu'on affirme dans les couloirs du Sava Centar à Belgrade, où vient de s'achever le débat sur le rapport Mac Bride, dans une curieuse atmosphère d'unanimité contrainte.

Tous, finalement, ont accepté ce rapport considéré comme « globalement positif » et tous ont ratifié les conclusions qu'en a tirées le directeur général des avant la réunion de Belgrade. Mais ce ne fut pas de gaieté de cœur. Les Soviétiques, qui ont fait remarquer que la commission Mac Bride ne comprenait que deux pays socialistes sur seize (U.R.S.S. et Yougoslavie) ont estimé que le rapport était « trop imprégné de terminologie occidentale ». Mais ils ont pris sa défense lorsque l'attaque est venue d'en face.

De notre envoyé spécial.

ceinte internationale vouée aux idéaux et aux grands principes. « Chaque société doit déterminer elle-même son propre système d'information » (République fédérale allemande). « Il faut une agence qui traite l'information selon les intérêts nationaux ; il faut des industries nationales d'information » (U.R.S.S.). « Les pays doivent d'abord compter sur leur force individuelle » (Chine). « Ce n'est pas à l'UNESCO de fixer un modèle unique pour la propagation des nouvelles. Chaque pays doit s'organiser comme il l'entend. » (Etats-Unis). « Chaque pays établit ses critères individuellement. » (Royaume-Uni).

Alors ? Beaucoup de bruit pour rien ? Tout se passe comme si les Etats membres de l'UNESCO se retrouvaient aujourd'hui avec

un brulôt que chacun a hâte de passer à son voisin. Prenant au mot ceux qui avaient parlé d'un nouvel ordre mondial de l'information, l'UNESCO revient avec un rapport dérangeant. Et tout le monde se replie. Même les pays en développement, auxquels sont destinés les fruits de la réflexion de l'UNESCO, se montrent critiques. Ils jugent les recommandations trop « théoriques » et réclament des applications précises.

Concrètement il a été décidé de diffuser le rapport massivement, de doter le secteur « Culture et Communication » du secrétariat de l'UNESCO de nouveaux moyens en hommes et en matériel et d'organiser des séminaires pour initier les correspondants ou envoyés spéciaux à la culture des pays de leur futur lieu de travail.

ROGER CANS.

Le représentant de l'Institut international de la presse a déclaré tout net que l'UNESCO n'avait pas à s'occuper des problèmes d'information. Quant au porte-parole du Royaume-Uni, très en verve, il a comparé le rapport à un « œuf pourri ». « Nous ne l'aimons pas », a-t-il dit. Toute l'assemblée a pu noter, à cette occasion, combien les délégués britanniques ont été sévères. « Ce sont les hommes de la dame de fer », remarque-t-on au secrétariat de l'organisation, où l'on est peu habitué à ce que les « sorties » viennent de la flegmatique Angleterre.

Oui, mais...

Cette passe d'arme est à peu près le seul moment où le ton est monté au cours des débats. Les Occidentaux, soucieux de manifester leur bonne volonté, se sont ralliés au « oui, mais... ». Oui au rééquilibrage des flux de l'information, oui à la coopération pour la formation des personnels et la fourniture du matériel. Mais pas d'atteinte à la liberté de l'information, pas de contrôle gouvernemental systématique, pas de journalistes formés ou recrutés par l'Etat pour servir de propagandistes ou de bureaucrates.

Les anglo-saxons, en particulier, ont défendu la presse commerciale. « Les meilleurs journaux du monde sont commerciaux », a observé le Britannique. Et l'Américain — M. Elie Abel, membre de la commission Mac Bride — a rappelé que les quatre agences de presse mondiale occidentale ne font pas de bénéfices, ce qui rend vaine la proposition de taxer les agences transnationales au profit des pays du tiers-monde. « Nous sommes rassurés », a dit le représentant de la France, M. Jean d'Arcy, comme soulagé que tout le monde se soit mis d'accord sans céder sur l'essentiel.

En réalité, l'accord s'est fait sur un aspect inattendu dans une en-

# de Rapport de Mac Bride sur l'information

## Une arme à double tranchant

De notre envoyé spécial

Belgrade. — Lorsque, en 1970, l'U.R.S.S. a invité l'UNESCO à étudier les problèmes de l'information et de la communication — par l'entremise d'une résolution de la Biélorussie ! — elle espérait manifestement jeter une bombe à retardement dans le camp occidental. Les pays en développement, en effet, ne pouvaient pas rester insensibles aux appels à un rééquilibrage en leur faveur des moyens d'information et de communication — qui leur font cruellement défaut. Ils ne pouvaient pas manquer de s'en prendre aux Etats-Unis et à l'Europe qui détiennent quatre agences de presse mondiales sur cinq et un puissant réseau de communications « vertical » tissé à la faveur de l'histoire et, en partie, de la colonisation.

Après d'âpres débats, en par-

ticulier à la conférence générale de Paris (1978), où « occidentaux », « socialistes » et « tiers-mondistes » ont tenté de faire pencher la balance chacun en sa faveur, le rapport Mac Bride a été publié cette année. Mais les Soviétiques sont pris à contrepiéd. La terminologie du rapport est jugée, par eux, trop « occidentale » et plusieurs recommandations, notamment sur la censure ou le libre accès des journalistes à l'information — même non officielle. — ont le don de les agacer. Les Occidentaux, pour leur part, n'en apprécient pas, pour autant, un document où, à leur goût, on parle trop de « contrôles », de « limitations » et de « non-ingérence ». Mais ils font contre mauvaise fortune bon cœur puisque l'arme s'est retournée contre l'adversaire et que le tiers-monde attend.

### Dissiper des illusions

Pour leur part, les pays en développement, même s'ils revendiquent — à terme — un nouvel ordre mondial de l'information, se contentent pour l'instant d'un programme qui leur apportera une aide concrète.

L'entreprise de l'UNESCO aura eu le mérite de dissiper bien des illusions : aux Soviétiques et à leurs alliés, elle aura montré que l'information est une arme à double tranchant, qu'on ne manipule pas impunément. Aux Occidentaux, elle rappelle que leurs privilèges doivent être partagés, ne serait-ce que pour

étendre cette « liberté d'information » qui, réduite au seul Occident, paraît de plus en plus menacée. Aux pays en développement enfin, elle rappelle que le nouvel ordre international de l'information ne se décrète pas. Ce nouvel ordre se construit avec l'aide des pays riches, certes, mais aussi à l'intérieur, avec les peuples, qui n'ont pas tant besoin de papier journal et de postes de télévision que d'une information enfin crédible, importante, qui permette à chacun de juger, plutôt que d'obéir.  
— R. C.

## LE RAPPORT MAC BRIDE SUR L'INFORMATION FAIT L'OBJET D'UN PROJET DE RÉSOLUTION COMMUN

Après une semaine de laborieuses négociations, la commission Culture et Communication de la conférence générale de l'UNESCO a publié, mercredi 22 octobre à Belgrade, un texte de compromis représentant l'« accord général » sur le rapport Mac Bride pour un nouvel ordre mondial de l'information.

Au terme du débat, le 14 octobre, trois résolutions étaient en concurrence (*le Monde* du 17 octobre). Chaque tendance — Occidentaux, pays socialistes, non-alignés — souhaitait en effet voir prévaloir sa conception de l'information, ce qui avait obligé le président de la commission, M. Iba der Thiam (Sénégal), à mettre sur pied un groupe de travail pour la rédaction d'un texte commun.

Le texte retient la nécessité de « la pluralité des sources et des canaux de l'information » et demande la « liberté d'information » pour les journalistes — revendications « occidentales », — pourvu que cette liberté s'exerce avec « responsabilité », précision réclamée par le groupe socialiste. Enfin, à la demande des pays en développement, le texte appelle à « l'élimination des déséquilibres et des inégalités qui caractérisent la situation actuelle, l'élimination des effets négatifs de certains monopoles, publics ou privés », ce qui fait référence à la situation privilégiée des agences de presse internationales.

## BULLETIN DU JOUR

## Vers un « ordre mondial de l'information » ?

En ratifiant par consensus, c'est-à-dire sans vote, le texte de l'UNESCO définissant le « nouvel ordre mondial de l'information et de la communication », les délégués à la conférence générale réunie à Belgrade ont accepté un compromis gros de malentendus.

Si l'on s'en tient à la lettre, les Soviétiques et leurs alliés du groupe socialiste acceptent que l'on supprime « les obstacles intérieurs et extérieurs à la libre circulation de l'information » et reconnaissent la nécessité de « la pluralité des sources et des canaux d'information ». Les Occidentaux, pour leur part, acceptent « l'élimination des effets négatifs de certains monopoles publics ou privés et des concentrations excessives », autrement dit la surveillance des agences de presse internationales et des grands trusts « multi-médias ».

Est-ce une révolution ? Evidemment non, et cela pour deux raisons. D'abord, le « consensus » n'a été obtenu qu'à l'arraché, chacun se ralliant à contrecœur pour en finir avec un débat qui dure depuis deux ans. Plusieurs délégués n'ont pas caché que le texte leur semblait difficilement acceptable, mais ils ne voulaient pas rejeter formellement une résolution qui donne satisfaction aux pays du tiers-monde en reconnaissant « le déséquilibre du flux de l'information » et « le droit de chaque nation d'informer l'opinion publique mondiale de ses intérêts ».

La deuxième raison, plus profonde, tient à l'enjeu même du débat : il ne coûte rien à des diplomates accrédités par leur gouvernement (les délégués à la conférence générale) de prendre des engagements dont ils savent pertinemment qu'ils ne seront pas tenus. On pourra toujours, dans les pays socialistes, invoquer la « responsabilité » du journaliste ou le « respect du droit public » pour censurer une information. Quant aux gouvernements occidentaux, ils ne peuvent intervenir dans l'organisation de leur presse — nationale ou multinationale — sans contrevenir au principe même qu'ils ont défendu tout au long de la conférence de Belgrade : le droit, pour les journalistes et les organes de presse, de définir eux-mêmes les règles de la profession.

A cet égard, la réaction du « New York Times » est significative : ce journal dénie à tout négociateur américain le droit de parler au nom de la « presse libre des Etats-Unis ». Les diplomates peuvent se rencontrer, débattre et contresigner des résolutions, rien n'obligera la presse occidentale à se plier à des règles contrevenant à sa déontologie.

Le seul consensus véritable auquel on soit parvenu à Belgrade paradoxalement, est que chacun doit rester maître chez lui en matière d'information. Qu'il s'agisse des Etats-Unis, de l'U.R.S.S., de la Chine ou de Cuba, tous les délégués ont fini par admettre que, tant qu'à appliquer des règles jugées contraires aux intérêts nationaux, ils préféreraient s'organiser eux-mêmes.

Le nouvel ordre mondial de l'information reste peut-être une « ardeente obligation »... mais d'abord pour les autres.

(Lire nos informations page 6.)

## La conférence générale de l'UNESCO a adopté le document sur le «nouvel ordre de l'information»

*La conférence générale de l'UNESCO a ratifié « par consensus », samedi 25 octobre, le texte de compromis sur le « nouvel ordre mondial de l'information et de la communication ». Plusieurs délégués occidentaux ont manifesté leur réserve à l'égard du texte, en particulier ceux du Royaume-Uni, du Danemark et des Etats-Unis. Le délégué suisse a préféré s'absenter pour ne pas ratifier un compromis selon lui « inacceptable ».*

*L'accord a en outre permis l'adoption d'un « programme international de développement de la communication », supervisé par un conseil intergouvernemental de trente-cinq membres. Seul est resté en suspens le problème du « fonds » qui doit financer ce programme. Les Etats-Unis ont déjà fait savoir qu'ils ne peuvent « prendre quelque engagement que ce soit » à cet égard.*

### Le texte de la résolution

La conférence générale invite les Etats membres à procéder à une large diffusion du rapport (1) et à l'étude des conclusions et des recommandations approuvées par la commission (2), convaincue que celle-ci méritent de retenir l'attention de tous les Etats membres. Elle invite les Etats membres à ne pas perdre de vue le fait que la diversité des conditions sociales, culturelles et économiques requiert une variété de solutions dans la définition et la mise en œuvre de politiques et de systèmes nationaux comme dans l'identification et l'élimination des obstacles qui entravent le développement de l'information et de la communication ;

— à garder également à l'esprit la nécessité essentielle de sauvegarder la liberté d'opinion, d'expression et d'information ;

— à assurer au peuple l'accès le plus large et le plus démocratique possible au fonctionnement des mass media. (...)

La conférence générale considère que le nouvel ordre mondial de l'information et de la communication pourrait reposer entre autres bases sur :

1) L'élimination des déséquilibres et des inégalités qui caractérisent la situation actuelle ;

2) L'élimination des effets négatifs de certains monopoles publics ou privés et des concentrations excessives ;

3) La suppression des obstacles internes et externes qui s'op-

posent à une circulation libre et à une diffusion plus large et mieux équilibrée de l'information et des idées ;

4) La pluralité des ressources et des canaux d'information ;

5) La liberté de la presse et de l'information ;

6) La liberté des journalistes et de tous les professionnels des moyens de communication, liberté inséparable de la responsabilité ;

7) La capacité des pays en développement de parvenir à améliorer leur propre situation, notamment en s'équipant et en formant leurs cadres, en améliorant leur infrastructure ;

8) La volonté sincère des pays développés de les aider à atteindre ces objectifs ;

9) Le respect de l'identité culturelle et du droit de chaque nation d'informer l'opinion publique mondiale de ses intérêts, de ses aspirations et de ses valeurs sociales et culturelles ;

10) Le respect du droit de tous les peuples à participer aux échanges internationaux d'informations sur la base de l'équité, de la justice et de leurs intérêts mutuels ;

11) Le respect du droit public des groupes ethniques et sociaux et des individus à accéder aux sources d'information et à participer activement au processus de la communication.

Ce nouvel ordre mondial de l'information et de la communication devrait reposer sur les principes fondamentaux du droit international tels qu'ils sont inscrits dans la charte des Nations unies.

(1) Rapport McBride sur l'information et la communication.

(2) Il s'agit de la commission de l'UNESCO chargée de la culture et de la communication.

# UNESCO

## La vingt et unième conférence générale a adopté quatre cents résolutions et programmes

De notre correspondant

Belgrade. — Les travaux de la vingt et unième conférence générale de l'UNESCO, commencés le 23 septembre, se sont terminés, mardi 28 octobre, par un discours du directeur général, M. Amadou Mahtar M'Bow. « Ce ne fut pas un rendez-vous manqué » a-t-il dit, pour souligner le bon déroulement des travaux, qui ont permis l'adoption de plus de quatre cents résolutions et programmes, ainsi que le vote du budget pour la période 1981-1983 (625 millions de dollars).

Les deux mille cent soixante-cinq délégués, représentant cent cinquante-trois Etats, ont ratifié par consensus la plupart des textes qui leur étaient proposés, se contentant de s'abstenir en cas d'opposition, afin de ne pas altérer, par un vote négatif, l'atmosphère de relative tolérance qui a prédominé dans les débats. Les affrontements les plus vifs se sont produits comme prévu à propos de la situation dans les territoires arabes occupés par Israël et à Jérusalem. La polémique a cependant été brève. La délégation des Etats-Unis a accordé un ferme soutien à Israël, et lorsque le « groupe de rédaction et de négociation » présenta un projet de résolution préconisant, entre autres, une aide permanente de l'UNESCO à l'O.L.P., auquel Israël s'opposa immédiatement, le représentant des Etats-Unis a déclaré à son tour : « Nous rejetons toute aide à l'O.L.P., organisation qui veut détruire Israël. »

Pendant toute la durée des travaux, les pays arabes ont fait bloc. Ils ont même évité de s'attaquer à l'Egypte, et M. Yasser Arafat fut le seul à évoquer, en séance plénière, les « effets néfastes » des accords de Camp David. Les pays socialistes ont aussi fait preuve d'une solidarité absolue et se sont surtout intéressés aux problèmes de la paix, du désarmement et à la lutte contre le colonialisme et le néocolonialisme. Les représentants de la Communauté européenne quant à eux se sont réunis presque quotidiennement. Ils n'ont

pas suivi les Etats-Unis dans leur soutien à Israël, et les observateurs ont eu le sentiment qu'ils cherchaient à préserver leurs rapports avec les pays arabes. Lors des votes, ils se sont fréquemment abstenus. Enfin les non-alignés, par leur comportement, ont démontré que la cohésion de ce mouvement n'est plus aujourd'hui ce qu'elle fut il y a quelques années.

La nature même de certains problèmes a donné lieu, elle aussi, à plus d'une polémique. Traitant de questions telles que le racisme, le colonialisme, le néocolonialisme, l'apartheid en Afrique du Sud, la lutte du peuple de Namibie, il est apparu, une fois de plus, que l'UNESCO n'est pas toujours en mesure de faire, dans ses travaux, une distinction entre politique et non-politique, et de nombreux délégués ont estimé que l'organisation risquait de prendre en charge une partie des tâches dévolues à l'Organisation des Nations unies.

PAUL YANKOVITCH.

● M. Victor Massuh, ambassadeur d'Argentine auprès de l'UNESCO, a été élu mercredi 29 octobre, à Belgrade, président du conseil exécutif de l'organisation en remplacement de M. Chams Eldine El-Wakil (Egypte). Le conseil exécutif de l'UNESCO passe de quarante-cinq à cinquante et un membres, en raison de la progression du nombre des Etats membres (cent cinquante-trois actuellement). Cet organisme joue le rôle d'un conseil d'administration, devant lequel le directeur général est responsable.

[Né le 25 février 1924 à San-Miguel-de-Tucuman (Argentine), M. Victor Massuh a été professeur de philosophie à l'université de Buenos-Aires et doyen de la faculté des lettres de Cordoba. Depuis 1976, il était ambassadeur délégué permanent de l'Argentine auprès de l'UNESCO. M. Victor Massuh est l'auteur de nombreux ouvrages philosophiques.]

● Dans un éditorial intitulé « Menace de l'UNESCO sur une presse libre », le Times du 30 octobre commente sévèrement l'accord de Belgrade pour « un nouvel ordre mondial de l'information ». Tout en soulignant que ce type de document n'a pas force de loi, le quotidien britannique constate que « les résolutions de l'UNESCO risquent

## POINT DE VUE

## La protection des journalistes

Une réunion groupant une quinzaine d'organisations internationales de journalistes et d'éditeurs vient de se tenir à Paris, sous les auspices de l'UNESCO. Le thème en était la protection des journalistes, c'est-à-dire la recherche de moyens de sauvegarde dans les zones de conflit armé mais aussi contre l'arres-

**L**A mort récente du photographe Olivier Rebot, journaliste français travaillant en Amérique, qui vient de décéder aux Etats-Unis après avoir été blessé il y a un mois au Salvador, repose la question des risques encourus par les journalistes. De longue date, ceux-ci ont cherché à obtenir une certaine protection pour ceux d'entre eux qui exercent leur métier dans des zones exposées.

La première initiative allant dans ce sens remonte à 1949, date des conventions de Genève sur la Croix-Rouge. Une disposition de ces textes prévoit que les correspondants de guerre qui accomplissent des missions professionnelles dans une zone de conflit armé seront considérés comme des personnes civiles et protégés en tant que telles, à la condition de n'entreprendre aucune action qui porterait atteinte à leur statut de personnes civiles. La Convention prévoit que ces reporters pourront obtenir une carte d'identité spéciale prouvant leur qualité.

Quel sera l'organisme habilité à délivrer cette carte ? Le projet a, jusqu'à présent, achoppé sur cette question toute simple car, en réalité, les Etats comme une partie de la profession — pour des raisons souvent opposées — manifestent une grande méfiance à l'égard de cette initiative. Mais, inversement, beaucoup de journalistes voudraient que l'on aille beaucoup plus loin en matière de protection. Pour eux, la protection du correspondant de guerre en mission périlleuse constitue un aspect, certes spectaculaire, mais presque marginal d'un problème beaucoup plus vaste consistant à protéger le journaliste exerçant sa mission dans un pays étranger, même en paix, et qui n'en est pas moins exposé dans certains cas à l'arbitraire, à l'arrestation injustifiée, à la détention, à la résidence surveillée, à l'expulsion ou au refus d'un visa...

virulent, était essentiellement constitué par les journalistes des Etats-Unis d'Amérique et les deux organisations internationales d'éditeurs participantes. Pour ceux-ci, toute tentative d'organisation ou de réglementation ne peut que nuire à la liberté de la presse. Doivent donc être rejetées la création d'une quel-

par

DENIS PÉRIER-DAVILLE (\*)

conque commission permanente, toute structure fédérative et, bien entendu, toute intervention des Etats en la matière.

A l'occasion de ce colloque, on a pu lire, dans la presse d'Amérique du Nord, divers articles forts critiques accusant l'UNESCO de favoriser les pays communistes et du tiers-monde afin d'aboutir à un nouvel ordre de la communication dont le but secret mais évident était d'encadrer l'information libre. Dans le cours des débats, les participants américains devaient effectivement tenter de s'opposer à ce que, par la suite, les travaux continuent à se dérouler sous les auspices de l'UNESCO.

Selon les tenants de cette thèse, la solidarité à l'égard des journalistes en difficulté ne peut donc s'exercer que par l'entremise de chacune des organisations professionnelles agissant séparément.

D'ailleurs, concluent-ils, les journalistes ne seront réellement protégés que lorsque les droits de l'homme seront pleinement garantis.

Les autres participants s'opposèrent très fermement à la thèse américaine. En manifestant une telle allergie à l'égard de toute tentative d'organisation, en assimilant celle-ci à une limitation de la liberté, les Américains, fut-il souligné, restaient fidèles — pour ne pas dire prisonniers — de leur héritage historique. Le premier amendement à la Constitution des Etats-Unis d'Amérique, promulgué en 1791, n'édicte-t-il pas que « le Congrès ne pourra faire aucune loi ayant pour objet de limiter la liberté de parole et de presse » ?

tation, l'expulsion, les persécutions visant le journaliste en mission dans un pays étranger. Ne pourrait-on, en règle générale, organiser une solidarité internationale de la profession à l'égard des journalistes en danger ?

Denis Périer-Daville, qui a présidé ce colloque, résume ici les débats.

déroulés il y a quelques années aux Nations unies, les Etats-Unis comme l'U.R.S.S. ont refusé le moindre abandon de souveraineté en cette matière et ont exigé qu'une telle carte soit délivrée par les Etats. Ce à quoi se refusent diverses organisations telles que la Fédération internationale des journalistes (FIJ), dont le siège est à Bruxelles, et qui considèrent qu'une telle carte ne peut être délivrée que par une commission de journalistes. La FIJ, qui est la plus importante organisation de journalistes du monde occidental, ne cache d'ailleurs nullement sa méfiance à l'égard de la conception de la liberté de la presse et de l'« éthique professionnelle » professées par les pays de l'Est. Mais, lorsqu'il s'agit d'un problème aussi grave que celui de la protection des journalistes, cette opposition idéologique ne doit pas empêcher de rechercher tous ensemble une solution technique. « Se contenter, d'autre part, de dire comme les Américains que les journalistes ne seront réellement protégés que lorsque les droits de l'homme seront partout garantis, déclara M. Paul Parisot, président de la FIJ, consiste à renvoyer la solution du problème au jour où le paradis terrestre existera. Or, c'est aujourd'hui que nous devons manifester d'une façon efficace notre solidarité à l'égard de nos confrères en danger et persécutés. » Il ne fut pas possible de rapprocher les deux thèses en présence et cela aussi bien par suite de l'hostilité des Américains à toute tentative d'organisation de la protection que de leur méfiance à l'égard de l'UNESCO.

S'agit-il là aussi d'un « effet Reagan », d'un raidissement du peuple américain voulant clairement manifester que, pour lui, l'ère des concessions est révolue ? Cela n'est pas impossible et même probable. Mais la réunion de consultation, tenue à l'UNESCO, n'en a pas moins fait apparaître que les journalistes américains étaient fort isolés. Les autres organisations ont décidé de poursuivre leur travail d'étude et de se revoir entre elles dans quelques mois, en passant outre à l'obstruction d'outre-Atlantique.

La presse américaine a beau être puissante, peut-elle se permettre de faire cavalier seul dans le monde entier ?

(\*) Ancien président du Syndicat national des journalistes.

A la limite, n'est-il pas du devoir de la profession de témoigner de sa solidarité à l'égard d'un confrère injustement persécuté dans son propre pays ? La disparition, par exemple, de soixante journalistes en Argentine n'est pas qu'une hypothèse d'école... Sur ce thème de la protection en général, les organisations de journalistes (mais aussi d'éditeurs) les plus représentatives du monde entier viennent de tenir durant trois jours à Paris une réunion de consultation placée sous les auspices de l'UNESCO.

Ces travaux donnèrent lieu à des débats très âpres faisant apparaître deux positions divergentes. Certes, les uns et les autres ont constaté que la protection des journalistes constituait un problème grave dont la profession n'avait pas le droit de se désintéresser. Mais, dès que l'on aborda l'étude des voies et moyens pour parvenir à une protection, force fut de constater qu'il existait deux camps franchement séparés.

Le premier, minoritaire, mais très

Tenter d'organiser une protection ne doit effectivement en aucune manière aboutir à brider l'activité du journaliste mais, au contraire, à la conforter. Il fut aussi rappelé, au colloque, la parole de Lacordaire : « Entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et c'est la loi qui libère. » La carte de presse dont serait muni le correspondant de guerre ne constitue ni un bouclier ni une armure. Elle ne le mettrait pas à l'abri des balles, mais ce serait déjà un grand progrès si elle lui évitait d'être considéré comme un combattant ou comme un espion. Pour qu'une telle carte, soulignent de longue date les journalistes, ait une efficacité à l'égard de belligérants en présence, il faudrait qu'elle soit délivrée par un organisme neutre. Or, lors des débats qui se sont

## LA PROTECTION DES JOURNALISTES

### Le projet prêté à l'UNESCO fait l'objet de vives critiques

Nairobi (Reuter). — Devant l'assemblée annuelle de l'Institut de la presse internationale (I.P.I.) réunie depuis le 2 mars, M. Peter Galliner, dressant le bilan de l'Institut en 1980, a déclaré que les situations en Corée du Sud et en Afrique du Sud étaient les plus préoccupantes.

Le président de l'I.P.I. a ensuite souligné les dangers de la profession : le journalisme est devenu un des métiers les plus dangereux. Des attentats sont perpétrés contre nos confrères, non seulement en Amérique du Sud mais aussi en Europe. L'Italie et l'Espagne sont des pays où les journalistes ont particulièrement souffert du terrorisme.

A ce sujet, M. Peter Galliner a exprimé ses craintes de nouvelles restrictions à la liberté de la presse, une ingérence accrue des gouvernements dans ce domaine et un excès de bureaucratie illustré, notamment, par les mesures de protection des journalistes proposées récemment par l'UNESCO. Selon lui, ce que l'organisme culturel des Nations unies tente d'établir est une législation qui, en mettant les journalistes sous la protection des gouvernements, les ferait dépendre des pouvoirs en place pour

l'attribution de leur carte professionnelle et les soumettrait à un code déontologique établi par ces mêmes gouvernements.

Mais, a-t-il dit, l'I.P.I. et d'autres organismes présents à la récente conférence de l'UNESCO, à Paris, ont réussi à empêcher « des restrictions supplémentaires à la liberté de la presse ». Cependant, a-t-il ajouté, l'UNESCO a déjà gagné sa première bataille puisque le directeur, récemment nommé, du programme international pour le développement de la communication travaillera en fait au sein de l'UNESCO et sous la responsabilité de son directeur général, M. M'Bow.

#### Une mise au point de M. Hervé Bourges

A Paris, M. Hervé Bourges, porte-parole de M. M'Bow, à la suite des polémiques que soulève cette récente initiative de l'UNESCO sur la protection des journalistes (*Le Monde* du 28 février), a été amené mardi à faire la mise au point suivante :

« Le rôle de l'UNESCO, en ce qui concerne ces réunions de consultation, est d'accueillir les associations et organisations pro-

fessionnelles qui le demandent. Il ne s'agit ni de leur imposer un cadre de discussion, ni de leur donner des directives, ni de leur suggérer des solutions mais simplement de leur fournir une structure d'accueil. Tout en se préoccupant de la liberté de la presse et de la protection des personnes, l'UNESCO n'a pas de doctrine particulière en la matière et n'entend surtout pas se substituer aux organisations professionnelles. Cette attitude fondamentale et constante de l'Organisation semble avoir échappé à tous ceux qui spéculent sur les "intentions de l'UNESCO". »

Le porte-parole du directeur général de l'UNESCO souligne que « divers commentaires relatifs à cette consultation sur la protection des journalistes procèdent d'idées préconçues et non des travaux mêmes de la réunion ».

Il est par conséquent tendancieux, selon M. Bourges, de spéculer sur des intentions supposées de la réunion et inexact de présenter comme acquis des points qui n'ont même pas été examinés, tels que la création d'une commission permanente ; qui aurait pouvoir de délivrer aux journalistes une carte et de la leur retirer ; qui veillerait à l'application de règles d'éthique professionnelle.

# Remous autour de l'UNESCO

par PIERRE GABORIT (\*)

\* règles concoctées par MM. Brejnev, Kadafi et Khomeiny » 1

Tout cela n'est ni décent ni sérieux.

Il n'y a pas de « projet UNESCO ». Comme l'a déclaré M. Hervé Bourges, porte-parole de M. M'Bow à l'A.F.P. (3), l'UNESCO s'en est strictement tenue à sa mission qui est de faciliter les rencontres entre organisations professionnelles pour élargir la liberté de la presse et la protection des journalistes.

Quant à parler d'un « projet Brejnev », le propos est savoureux. Qui, sérieusement, pourrait croire que la constitution d'une commission internationale non gouvernementale destinée à surmonter les obstacles qui entravent le libre exercice de la profession de journaliste sourirait à un Etat particulièrement vigilant pour ce qui est de sa souveraineté nationale ?

Autrement dit, le clivage ne peut être ici analysé en termes d'opposition Est-Ouest ou Nord-Sud. Il n'est question pour les organisations internationales de journalistes professionnels que de sauvegarder des journalistes. Et qui pourrait nier que cela soit indispensable ? Car il y a des chiffres et des images qui parlent.

Des chiffres ? Ceux qu'Amnesty International a cités pour la seule année 1977 où cent quatre correspondants de presse ont disparu ou ont été emprisonnés dans vingt-cinq pays. Ou encore ceux livrés à l'assemblée générale de l'Institut international de presse à Nairobi (3), qui a vu se confirmer le procès d'intention fait à l'UNESCO.

Des images ? Qui ne se souvient avoir vu sur son écran de télévision un journaliste du Nicaragua froidement abattu, en plein reportage, par un officier de la garde nationale du dictateur Somoza ? Sans parler des innombrables cas de journalistes expulsés parce que leur témoignage pouvait porter ombrage aux Etats sur le territoire desquels ils effectuaient leur reportage.

Les tentatives pour éluder une nouvelle fois le problème de la protection des journalistes sont peut-être à mettre au compte d'un nouvel épisode de la guerre froide relancée tout à la fois par les offensives soviétiques et le raidissement américain. Il serait lamentable qu'une fois de plus les journalistes en fassent les frais. Ces journalistes qui appartiennent à la profession la plus sinistrée et sur qui, pourtant, repose l'effort de mobilisation d'une opinion publique mondiale pour la paix et la

LES problèmes de communication ont été la grande préoccupation de l'UNESCO durant ces trois dernières années. La déclaration de l'UNESCO sur les *mass media*, la constitution d'une commission internationale pour l'étude des problèmes de la communication dont la présidence fut confiée à M. Sean Mac Bride, prix Nobel et prix Lénine de la paix, l'adoption des principales conclusions de cette commission lors de la conférence générale de l'UNESCO qui s'est tenue à Belgrade en novembre 1980, sont autant d'étapes qui délimitent un grand débat : il oppose ceux qui revendiquent la création du nouvel ordre mondial de l'information et ceux qui s'en tiennent à la doctrine de la libre circulation de l'information.

Pour faire bref, disons qu'il s'agit d'un côté de réclamer une redistribution équitable des moyens de

communication (satellites, agences de presse, médias, etc.), de l'autre, d'exiger simplement la suppression des entraves à la libre circulation de l'information. Les pays du tiers-monde, et spécialement les pays non alignés, sont les avocats du rééquilibrage ; les pays occidentaux, et spécialement le monde anglo-saxon, les tenants du *statu quo*. Les Etats socialistes restent sur une prudente réserve.

S'agissant d'un aspect limité du problème, la protection des journalistes, une réunion, qui vient de se dérouler au siège de l'UNESCO du 16 au 18 février, a fait rebondir la polémique en des termes tels qu'il est permis de se demander si ce n'est pas l'équilibre actuel des relations internationales qui est en cause.

## Un projet limité

La réunion de consultation de l'UNESCO avait pour objet la discussion d'un projet de constitution d'une commission internationale professionnelle et d'une conférence internationale périodique pour la protection des journalistes à partir d'un document de travail dont la rédaction m'avait été confiée par l'UNESCO, après que l'initiative en eut été prise par l'ensemble des organisations internationales et régionales de journalistes.

Ce projet prévoit la création d'une commission internationale pour la protection des journalistes comprenant toutes les organisations internationales de journalistes professionnels assistées des organisations internationales de juristes et d'institutions humanitaires (Croix-Rouge et Amnesty International) et dont le rôle serait :

— De procurer aux journalistes en mission périlleuse dans des zones de conflit armé une meilleure protection par la délivrance d'une carte spéciale d'identification ;

— D'aider les journalistes en mission périlleuse, en mission à l'étranger ou exerçant dans leur propre pays à surmonter les entraves à l'exercice de leur profession ;

— De faciliter le rapprochement des points de vue en matière de déontologie et d'éthique professionnelle.

La conférence internationale périodique, réunissant les Etats (désignés à travers la structure propre de l'UNESCO), les propriétaires de médias, les journalistes et des experts, aurait pour mission de proposer des mesures tendant à améliorer la situation des journalistes grâce aux rapports de la commission.

## Une surprenante controverse

Dès avant l'ouverture de la réunion, une violente offensive contre ce projet se fit jour. Dès le 16 février, la presse américaine donna le ton. En substance, on y dénonçait un projet de l'UNESCO visant à enregistrer les journalistes (1) et à instaurer une « censure éthique » (2), c'est-à-dire, selon cette interprétation, à permettre aux Etats

ment un processus d'accréditation internationale qui se substituerait au système actuel d'accréditation par les organes de presse, mais seulement un système complémentaire d'identification permettant aux journalistes en mission dangereuse de faire reconnaître leur qualité grâce à un document unique, universellement reconnu. Il faut ajouter que en

La communication est à l'ordre du jour, notamment à l'UNESCO où le problème de la protection des journalistes en mission périlleuse, sur lequel revient Pierre Gaborit après l'article de Denis Périer-Daville (*le Monde* du 28 février), a fait rebondir une polémique déjà ancienne entre deux conceptions de l'information. Débat aussi autour de « Libération », dont Bernard Lallement, prenant le contre-pied de la position de Serge July, déplore la disparition sous la forme qu'il avait jusqu'à ces temps derniers. Quant à Philippe de Saint-Robert, il attire l'attention sur le fait que dans un monde assisté le créateur culturel est le seul qui n'ait droit à rien.

## Une surprenante controverse

Dès avant l'ouverture de la réunion, une violente offensive contre ce projet se fit jour. Dès le 16 février, la presse américaine donna le ton. En substance, on y dénonçait un projet de l'UNESCO visant à enregistrer les journalistes (1) et à instaurer une « censure éthique » (2), c'est-à-dire, selon cette interprétation, à permettre aux Etats communistes et du tiers-monde d'interdire aux journalistes l'exercice de leur profession s'ils manquaient à des règles professionnelles que la commission de protection aurait elle-même définies.

Il y aurait évidemment là de quoi indigner tous ceux qui sont attachés à la liberté de la presse, si toutefois le projet controversé proposait de telles mesures. Ce qui n'est aucunement le cas. En effet :

— La délivrance d'une carte spéciale pour les journalistes en mission périlleuse ne constitue aucune-

ment un processus d'accréditation internationale qui se substituerait au système actuel d'accréditation par les organes de presse, mais seulement un système complémentaire d'identification permettant aux journalistes en mission dangereuse de faire reconnaître leur qualité grâce à un document unique, universellement reconnu. Il faut ajouter que, en tout état de cause, l'annexe I aux conventions de Genève de 1949, qui vient d'entrer en vigueur, prévoit la délivrance d'un tel document :

— Il n'a jamais été question de subordonner de quelque manière que ce soit la protection des journalistes à l'observation par ceux-ci d'un code d'éthique professionnelle, d'autant plus qu'un tel document n'existe pas.

En un mot, ce projet si controversé, et dont pourtant l'objectif est modeste, ne méritait ni cet excès d'honneur ni cet excès d'indignité. M. Charles Hargrove a d'ailleurs souligné dans le *Times* du 19 février qu'il n'y avait rien dans le projet qui ne soit déjà évoqué dans les déclarations adoptées par l'UNESCO.

## D'autres enjeux ?

Le *New York Times* du 16 février et l'*International Herald Tribune* du 21 février, ont invité l'UNESCO à abandonner toute initiative en matière de protection des journalistes. En des termes si pressants qu'il est probable que ce qui est ainsi en cause dépasse largement le problème de la sauvegarde des journalistes. Qu'il s'agisse d'une relance de la guerre froide sur la lancée des déclarations du président Reagan à propos de l'UNESCO ou qu'il s'agisse des premières manœuvres autour de la succession de M. Kurt Waldheim à la tête de l'ONU. Quant à M. Edouard Sablier, dans sa rubrique du 19 février à Radio-France, il ne s'est pas embarrassé de nuances, allant jusqu'à parler de

Des images ? Qui ne se souvient avoir vu sur son écran de télévision un journaliste du Nicaragua froidement abattu, en plein reportage, par un officier de la garde nationale du dictateur Somoza ? Sans parler des innombrables cas de journalistes expulsés parce que leur témoignage pouvait porter ombrage aux Etats sur le territoire desquels ils effectuaient leur reportage.

Les tentatives pour éluder une nouvelle fois le problème de la protection des journalistes sont peut-être à mettre au compte d'un nouvel épisode de la guerre froide relancée tout à la fois par les offensives soviétiques et le raidissement américain. Il serait lamentable qu'une fois de plus les journalistes en fassent les frais. Ces journalistes qui appartiennent à la profession la plus sinistrée et sur qui, pourtant, repose l'effort de mobilisation d'une opinion publique mondiale pour la paix et la coexistence entre Etats.

(1) *New York Times* du 16 février.

(2) *New York Times* du 18 février.

(3) *Le Monde* du 5 mars.

(\*) Agrégé des facultés de droit, professeur à l'université Paris-Nord.

## M. M'Bow rejette les accusations contre l'UNESCO

Le directeur général de l'Unesco, M. M'Bow, en visite privée en Espagne, a fait une déclaration au quotidien madrilène *El País*, le dimanche 8 mars, dans laquelle il affirme que l'organisme international qu'il dirige « ne prétend pas établir un contrôle des journalistes par les gouvernements.

« Je défie l'Institut international de la presse de présenter une seule preuve, un seul fait démontrant que l'Unesco a accepté de prendre des mesures pour limiter la liberté des journalistes ou de les soumettre au contrôle d'un gouvernement », ajoute M. M'Bow, qui répond ainsi aux accusations portées par l'assemblée générale de l'I.L.P. à Nairobi (le Monde du 5 mars).

Pour sa part, M. Hervé Bourges, porte-parole de M. M'Bow, a rendu publique à Paris, le lundi 9 mars, une déclaration, dénonçant « une croisade bien orchestrée au sein de quelques médias,

qui veut faire de l'Unesco le haut lieu d'une sombre machination contre la liberté de la presse, le cerveau d'une « opération de censure à l'échelle mondiale ».

« A l'appui de cette machine de guerre, une argumentation manichéenne, un arsenal d'affirmations gratuites et d'accusations diffamatoires, relayées par un laborieux « document », un fatras d'analyses fallacieuses et d'opinions partisanses.

« Cette campagne d'intoxication — au service de quels intérêts ? — vise à jeter le trouble dans l'opinion internationale, à désigner comme entreprise « totalitaire » une organisation qui demeure, plus que jamais, fidèle à sa vocation : faire dialoguer les cultures, coexister les civilisations, bâtir la paix dans l'esprit des hommes. »

(Lire en page 2 l'article intitulé « Remous autour de l'Unesco », de M. Pierre Gaborit.)

# Un rapport critique vivement la « couverture » des activités de l'UNESCO par les moyens d'information américains

L'organisme américain — qui remplit un peu la fonction des conseils de presse britanniques, chargés de veiller au respect, par les journaux, des règles déontologiques de l'information — s'est livré à une étude de la « couverture » de la conférence de Belgrade par les moyens d'information aux Etats-Unis.

Le personnel de N.N.C. examina 448 coupures de presse et 206 éditoriaux de journaux de toutes les régions du pays. Environ 80 % des articles étaient de l'Associated Press et de l'United Press International.

« Pas un article sur la conférence de six semaines ne mentionna un seul rapport, discours, ni une seule résolution sur les activités fondamentales de l'UNESCO dans sa lutte contre l'analphabétisme, pour le développement de sources d'énergie de remplacement, pour la protection de monuments historiques, l'élargissement des programmes de formation de scientifiques et d'ingénieurs, le financement des recherches de base sur la production alimentaire, les sciences de la mer et un grand nombre d'autres domaines. Par contre, 173 articles furent consacrés au débat sur la politique de la communication, qui fut également le thème central de 181 éditoriaux », déclare le rapport.

« Les éditoriaux exprimèrent tous sans exception leur appréhension concernant l'engagement de l'UNESCO dans des tentatives pour établir une politique sur des questions touchant à la circulation mondiale de l'information. Dans 168 cas, les éditoriaux furent violemment hostiles, au point que 27 journaux suggérèrent le retrait des Etats-Unis de l'UNESCO si l'organisation persistait dans des actions considérées comme des atteintes à la liberté de la presse. »

A l'appui de cette constatation, le rapport cite un article de l'Associated Press, repris par quinze journaux qui titraient leur

édition du soir : « Les pays communistes et du tiers-monde ont utilisé leur majorité à l'UNESCO pour faire passer des résolutions visant à obtenir un plus grand contrôle de l'information internationale. (...) »

« Les analyses et les articles des journaux furent presque exclusivement consacrés aux préoccupations occidentales concernant l'initiative de l'UNESCO sans laisser une grande place aux points de vue opposés. La seule exception manifeste fut l'interview, par l'Associated Press, de M. Hervé Bourges, porte-parole du directeur général, M. M'Bow, qui insista sur le fait que l'UNESCO n'avait nullement l'intention d'essayer de réglementer la circulation de l'information internationale ni d'établir un contrôle gouvernemental sur l'information des médias. Treize journaux rapportèrent ce fait et plusieurs y consacrèrent un article substantiel. »

« sa déclaration était décrite, dans un article d'Associated Press, comme une attaque contre les représentants officiels de l'UNESCO et comme le coup d'envoi d'une future confrontation entre l'Ouest et une coalition de pays communistes et du tiers-monde. »

M. Harley déclare s'être plaint auprès de M. Paul Chutkow (1), alors correspondant d'A.P. pour la session de Belgrade, et avoir reçu en réponse « le désaveu immédiat de l'article par M. Chutkow ». Ce dernier aurait expliqué à M. Harley que « l'article avait été révisé par des rédacteurs à New-York ou à Paris afin de mettre en avant les critiques les plus acerbes qu'il avait traitées de façon secondaire dans le dixième paragraphe de son propre article sur la déclaration Harley ».

L'enquête menée par le conseil indique qu'il y avait deux versions réécrites distinctes de l'article original de M. Chutkow — l'une par les rédacteurs du siège d'Associated Press et l'autre par l'International Herald Tribune. M. Stanley M. Swinton, vice-président d'A.P., prétend que des « modifications sans importance » ont été apportées à New-York parce que la copie transmise depuis Belgrade était difficile à lire et « avait besoin d'être révisée pour plus de clarté ».

Selon M. Joseph A. Mehan, chef de l'information du public pour l'UNESCO aux Etats-Unis, les délégués à la conférence de Belgrade « ont pris plus de quatre cents résolutions qui relèvent d'un budget de trois ans s'élevant à 625 millions de dollars et ont entendu les discours prononcés

par les autorités des principaux pays du monde sur l'analphabétisme, les sciences sociales, l'éducation, la technologie scientifique, la population, les droits des femmes, l'énergie, l'héritage culturel, l'environnement, l'océanographie et les établissements humains. Or une revue de presse de l'UNESCO montre que trois cent deux coupures de journaux dans les publications de septembre et d'octobre aux Etats-Unis ne traitent d'aucun de ces sujets en dehors du problème de la communication et de quatre autres controverses : le défi lancé par quelques Etats arabes aux lettres de créance israéliennes, le discours prononcé par Yasser Arafat, la dénonciation de l'Union soviétique par un délégué afghan dissident et la réélection du directeur général, M. M'Bow ».

Ce qui incite M. Joseph A. Mehan à conclure de manière caustique : « Le droit du public américain à l'information a été et continue d'être bafoué d'une façon inconcevable. Il serait absolument impossible à un citoyen américain vigilant, désireux de s'informer soit sur le rôle que joue l'UNESCO dans l'élaboration de programmes sur la scène internationale, soit sur le problème extrêmement compliqué de la communication, de se faire un jugement intelligent en se basant sur l'extériorité « couverture » qu'en ont faite les médias américains. »

« L'ironie veut que ce soit la presse américaine, qui prétend à grands cris protéger les droits d'une presse libre et d'une libre circulation de l'information, qui limite et détourne cette information. »

Mais la querelle engagée à l'UNESCO sur la liberté d'information est peut-être l'arbre qui cache la forêt...

CLAUDE DURIEUX.

(1) Auteur d'un article sur l'UNESCO publié par l'Express, numéro du 7-13 mars 1981.

## L'UNESCO défend la liberté de l'information partout

déclare son directeur général

M. Blaker, ministre adjoint au Foreign Office, a vivement relancé, jeudi 2 avril, la polémique au sujet du « nouvel ordre de l'information » débattu à l'UNESCO (« le Monde » des 15 et 28 octobre 1980).

Parlant à Londres, M. Blaker a exprimé son « inquiétude » devant ce qu'il considère comme « une nouvelle menace contre la liberté de la presse ». Son gouvernement, a-t-il dit, refuse d'accroître « les contrôles de l'Etat et des autorités internationales » sur les médias, contrôles qui « cherchent à museler la presse et sont des aveux d'échec politique ou idéologique ». Le remède, a-t-il dit, « serait pire que le mal », les « régimes totalitaires censureraient les journaux et brouilleraient les émissions de radio pour des raisons d'Etat et par crainte de la vérité ».

« Quand l'UNESCO défend l'idée d'un équilibre dans la circulation de l'information (entre les pays développés et les pays en voie de développement), l'UNESCO n'en défend pas moins l'idée de la liberté de l'information dans les pays en développement, comme partout ailleurs », a déclaré, jeudi 2 avril, M. M'Bow, directeur général de l'UNESCO, parlant devant l'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française. « Je défie qui que ce soit de me montrer un seul papier de l'UNESCO où est mise en cause la liberté de l'information. »

Répondant à diverses critiques, dont l'organisation qu'il dirige a été récemment l'objet, M. M'Bow a ajouté : « L'UNESCO défend le respect des droits de l'homme partout, mais on lui fait un procès d'intention parce qu'elle dit des choses qui dérangent dans un monde qui veut rester dans un confort douillet. »

Le directeur général de l'UNESCO a poursuivi : « Dans le système des Nations unies, l'UNESCO est la seule organisation dont un comité examine les plaintes qui lui sont adressées pour violation des droits de l'homme dans les domaines de sa compétence.

L'UNESCO expose les résultats de ses enquêtes et en discute avec les Etats membres pour trouver des solutions (...). Le directeur général a la possibilité d'intercéder auprès des gouvernements pour la libération des personnalités emprisonnées. J'ai obtenu énormément de résultats très importants dans ce domaine, mais nous ne publions pas les documents pour ne pas être accusés de faire de la propagande.

« Je ne pense pas qu'il existe une seule organisation au monde qui défende autant les journalistes, leur indépendance, leur autonomie que l'UNESCO, mais ce que fait l'UNESCO n'est pas connu et souvent certains travestissent volontairement ce que l'UNESCO dit, ou ne donnent qu'une version partielle des choses. »

Interrogé sur ce qu'il attend de « la fin du siècle », M. M'Bow a répondu : « Les relations entre ce qu'on appelle le Nord et le Sud n'ont pas débouché sur des décisions permettant de donner un peu d'espoir aux peuples qui vivent dans les conditions les plus difficiles. Ces échecs sont intervenus à un moment où les tensions s'accroissent (...), où l'armée se développe, où chacun accroît ses capacités de destruction. Dans les pays industrialisés le chômage augmente et la capacité productrice n'est plus utilisée à plein. »

Certains, poursuit M. M'Bow, ne voient de solution que dans un affrontement, mais, dit-il, « la prochaine guerre risque d'être la dernière ». Le directeur général souhaite que « ceux qui cherchent des voies nouvelles » n'aient pas « une vue étriquée » et « abordent les problèmes dans leur vraie dimension » ; il souhaite que « les capacités que l'homme a accumulées sur le plan matériel » amènent l'humanité « à affirmer davantage sa solidarité ». Pour éviter « un affrontement qui sonnerait le glas de l'espace humain », il estime nécessaire que « les rapports entre les peuples soient fondés sur autre chose que la volonté de domination de qui que ce soit sur qui que ce soit ».

M. D.